TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 694 — 42 PAGES — MARDI 19 JUIN 1979

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,60 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA ; Danemark, 4 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr. ; Iran, 50 ris. ; Italie, 500 l. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 160 F CFA ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 37

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

IMPORTANTE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CHINOISE

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La « victoire » du président Sadate

Le président Sadate a de quoi être satisfait. Il ressort, à l'issue du deuxième tour des élections législatives qui s'est déroulé le samedi 16 juin, que son parti national-démocrate disposera de près de 90 % des sièges dans la future Assemblée, le reste étant réparti entre deux formations satellites. Tous les autres partis qui ne se réclament pas du président n'auront aucun représentant au Parlement. Des personnalités prestigieuses, tel M. Khaled Mohieddine, l'un des principaux artisans de la révolution nassérienne de 1952, qui avait été constamment réélu dans son fief natal, ont été battues. En revanche, des « hommes du président », comme M. Makram Ebeid, vice-président du conseil, et le général Ismaïl, ministre de l'intérieur, ont été élus avec 100 % des suffrages exprimés (pour le premier) ou des inscrits...

Ces résultats remarquables auraient pu être attribués à la popularité du président Sadate après la conclusion de la paix avec Israël. Cependant, le pouvoir avait, par décret, banni de la campagne électorale tout débat sur la paix et ses conséquences. Ceux qui avaient critiqué ou émis des réserves sur les termes du traité de Washington — en c'est-à-dire les indépendants et les membres de toutes les formations non gouvernementales, de l'extrême droite à l'extrême gauche — ont été éliminés d'une manière ou d'une autre.

Certains candidats — comme M. Ismaïl Fahmi, qui dirigeait la diplomatie égyptienne de 1973 à 1977 — ont été exclus de la compétition, leur dépôt de candidature ayant été jugé irrecevable pour des « raisons techniques ». D'autres, tel l'homme politique de gauche M. Ahmed Taha, ont été arrêtés ou séquestrés en pleine campagne électorale, aux termes d'une législation d'exception exhumée opportunément ou sous l'inculpation d'« espionnage » ou profit de la... Bulgarie. D'autres encore se sont retirés, à la dernière minute, de la bataille électorale — l'ancien député musulman Adel Eid, notamment, — quand des « sadatiens » armés interdirent à leurs représentants de surveiller les bureaux de vote. Seul l'avocat libéral Mountaz Mourad a réussi à empêcher le « bourrage » des urnes en faisant occuper le terrain par ses propres gardes du corps.

Les partis non gouvernementaux, qui n'avaient déjà plus droit à la parole dans les médias sont pour la plupart paralysés par de multiples mesures répressives prises à leur encontre depuis plus d'un an. Ayant mis fin au pluralisme politique qui subsistait dans l'ancienne Chambre, le président Sadate aura désormais les coudées franches pour poursuivre les négociations avec Israël sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Il n'a plus à redouter non plus la contestation dans les domaines économique et social, d'autant plus délicats que les sanctions politiques et financières que les pays arabes ont imposées à l'Égypte après la signature du traité de Washington risquent d'avoir de sévères répercussions.

Cependant, on peut se demander si la mise en place d'une « chambre d'enregistrement » est, à terme, dans l'intérêt même du raïs égyptien. L'absence de soupapes de sûreté, surtout dans des pays où les problèmes sociaux ont atteint le seuil de l'explosion, est en soi un phénomène dangereux. Le président Sadate se prive encore d'une opposition parlementaire qui aurait pu, le moment venu, lui être utile dans sa résistance aux exigences israéliennes.

Il est dommage, en tout cas, que la conduite des dernières élections porte atteinte à l'image de marque d'un homme qui s'était engagé à rompre avec les pratiques autocratiques de son prédécesseur, tout en entamant sa crédibilité sur les plans intérieur et extérieur. Comment pourrait-on, en effet, croire à sa popularité, à sa capacité de tenir ses engagements s'il n'est pas en mesure de tolérer la contestation d'une poignée de députés ?

Le traité SALT 2 signé à Vienne

M. Brejnev met en garde les sénateurs américains contre toute tentative de modifier l'accord conclu avec le président Carter

C'est ce lundi 18 juin, à 14 heures, heure française, que se conclut, au palais de la Hofburg, à Vienne, le sommet américano-soviétique. MM. Brejnev et Carter signent, au cours d'une cérémonie prévue pour une trentaine de minutes, le texte de l'accord SALT 2 ainsi que les documents annoncés : un protocole sur les futures négociations SALT 3, qui ne commenceront que si le Sénat américain ratifie le second accord sur la limitation des armes stratégiques, et un document par lequel les Soviétiques s'engagent à limiter à son niveau actuel la production du bombardier Tupolev dit « Backfire ».

Deux ultimes rencontres ont eu lieu, ce lundi matin, l'une d'une heure environ entre MM. Brejnev et Carter à l'ambassade américaine, l'autre d'une durée identique, qui a réuni, en fin de matinée, les deux délégations à l'ambassade soviétique.

Le président Carter, qui doit prendre la parole, lundi soir, devant le Congrès américain, pour y défendre SALT 2, quitte Vienne vers 15 h. 30. M. Brejnev, qui a mis en garde les sénateurs américains contre leur tentative de modifier l'accord conclu, regagnera Moscou plus tard dans la journée, alors qu'une partie de la délégation américaine, comprenant notamment MM. Earle et Seignous, deux des principaux négociateurs des SALT, se rend à Bruxelles pour exposer aux ambassadeurs auprès de l'OTAN le contenu de l'accord.

De notre envoyé spécial

Vienne. — A moins d'un coup de théâtre de dernière heure, on ne pensait pas dimanche 17 juin, à Vienne, que M. Carter ait de très bonnes nouvelles à annoncer ce lundi soir aux sénateurs lorsqu'il prendra la parole au Capitole de Washington, quelques minutes après son retour d'Autriche. Certes, le traité SALT 2 aura *alors été signé* avec *toute* la solennité requise. Mais sera-t-il plus « vendable » ce lundi qu'il ne l'était à la veille du sommet de Vienne ?

Après deux jours de discussions, la réponse n'est pas évidente. Si, comme on le pense, les textes de SALT 2 et leurs annexes — qui ne seront rendues publiques qu'en fin de journée, ce lundi, pour ne pas indisposer les sénateurs américains — sont conformes à toutes les prévisions, la seule concession faite par M. Brejnev à M. Carter concerne le réseau de missiles mobiles intercontinentaux MX, dont le président des Etats-Unis a annoncé la mise en place pour 1989 : la décision américaine n'a pas été considérée par les Soviétiques comme contraire à SALT 2, à condition, a dit M. Brejnev, que toute l'opération soit contrôlable par les satellites de l'U.R.S.S Mais on ne peut guère concevoir qu'il s'agisse là d'une importante concession, la mise en place du réseau MX étant clairement prévue par l'accord tel qu'on le connaît.

Pour le reste, M. Brejnev et ses collègues n'ont pas été généreux. Le secrétaire général du P.C. soviétique a même mis solennellement en garde les sénateurs, dimanche soir, contre toute tentation d'amender l'accord. Il s'agit, a-t-il dit dans un discours prononcé au cours du dîner qu'il offrait à son ambassade en l'honneur de M. Carter, d'« *une structure complexe, et toute tentative pour modifier l'un de ses éléments constituerait un exercice périlleux* ». Les relations américano-soviétiques dans leur ensemble pourraient s'en trouver gravement affectées, a-t-il laissé entendre.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 6.)

LES RÉFUGIÉS DU VIETNAM

Les « Ponce Pilate » de l'Occident

par PIERRE DROUIN

Si MM. Carter et Brejnev, interrompant durant deux à trois heures, à Vienne, le programme fixé depuis longtemps par leurs ambassades, avaient tourné le dos à leur protocole bien huilé, pour décider, en commun, que leur pays irait au secours des réfugiés vietnamiens, dont le refoulement vers le large a commencé à partir des côtes de Malaisie, quel espoir nouveau pour le monde ! Le président américain a bien fait une tentative en ce sens, mais il n'a trouvé en face de lui qu'un *homme indifférent, renvoyant* aux Asiatiques le soin de régler leurs affaires. Tâche au-dessus des forces des « Grands » ? Personne *évidemment ne le croira. Après la* guerre, n'a-t-il pas fallu faire face à une situation d'une ampleur beaucoup plus vaste ? Si les réfugiés de *couleur blanche ont dû, eux aussi,* souffrir avant de trouver à se réinsérer dans des communautés, et si des bavures nont pas manqué, du moins une mobilisation des cœurs et des intelligences avait été organisée.

(Lire la suite page 3.)

LES DEUX MILLE CINQ CENTS VIETNAMIENS REFOULÉS PAR LES AUTORITÉS MALAISIENNES RISQUENT DE PÉRIR EN HAUTE MER

(Lire page 3 l'article de R.-P. PARRINGAUD.)

Le nouveau pouvoir au Ghana

Les militaires procèdent à une épuration et promettent le retour au régime civil

Tout en poursuivant l'épuration sanglante des personnalités « corrompues » des régimes précédents, engagée samedi 16 juin par l'exécution de deux généraux, dont un ancien chef de l'Etat, le général Acheampong (« le Monde » des 17-18 juin), les membres du conseil révolutionnaire qui se sont emparés du pouvoir le 4 juin dernier au Ghana ont laissé se dérouler normalement les *élections prévues ce lundi 18 juin. Ils confirment ainsi leur* intention de permettre au pays de revenir à un régime civil.

Par ailleurs, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, nouvel « homme fort » du pays, a affirmé « ne pas être communiste », ne pas souhaiter modifier les options idéologiques et diplomatiques d'Accra et vouloir limiter l'action de l'armée à un « nettoyage de la maison ». La Grande-Bretagne a reconnu samedi le *régime ghanéen*.

Élections sur fond de salves...

De notre envoyé spécial

Accra. — Assis à l'extrémité d'une longue table de bois, un homme à la silhouette élancée et au visage d'adolescent — dont le teint couleur café au lait révèle les origines métisses, — s'adresse nerveusement à un auditoire attentif et silencieux. Casquette et vareuse d'aviateur au col largement ouvert, il a la main gauche enveloppée d'une bande qui protège une blessure récente. La scène se passe dans un bâtiment du camp Burma, la principale caserne d'Accra. L'orateur est le capitaine J. J. Rawlings, nouvel « homme fort » du Ghana et président du « Conseil révolutionnaire des forces armées », qui, le 4 juin, a renversé le régime militaire du général Akuffo. Le coup d'Etat s'est produit deux semaines, jour pour jour, avant l'échéance prévue pour les élections législatives et présidentielle du 18 juin, ultime étape précédant la restauration d'un régime civil. Le retour de l'armée *dans les casernes, prévu initialement* pour le 1er juillet, a été repoussé de trois mois, mais la double consultation a lieu ce lundi sans changement.

Deux jours avant le scrutin, le capitaine a tenu à rencontrer les *principaux dirigeants politiques pour* mettre les choses au point. Réaffirmant les engagements antérieurs du Conseil révolutionnaire, il a *assuré la classe politique que ses* amis et lui-même n'avaient « *aucune ambition personnelle* », qu'ils n'avaient pris le pouvoir que dans le seul but de « *nettoyer* » le pays et qu'ils le rendraient aux civils, une fois leur mission accomplie. Pourtant, le capitaine Rawlings a laissé planer une menace sur l'auditoire : « *J'attends des vainqueurs du scrutin*, a-t-il dit, *qu'ils soutiennent et poursuivent l'action du Conseil révolutionnaire.* »

Le ton et le regard ne laissaient aucun doute sur la fermeté de ses intentions. La réunion s'est achevée sur quelques plaisanteries ponctuées de grands éclats de rire. Il n'empêche que chacun aura retenu la mise en garde.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 5.)

LA CRISE DU P.S. APRÈS CELLE DU R.P.R.

Les partis à côté de la réalité politique

M. Giscard d'Estaing participe, mardi 19 juin à 20 h. 30, à TF 1, à la deuxième émission « Une heure avec le président de la République ». Il a l'intention de répondre aux questions que se posent les Français sur les problèmes dominants de l'actualité : l'Europe, les rapports Est-Ouest, *l'énergie, l'emploi*.

Serait-il le seul dans la classe politique à s'y intéresser ? Certainement pas, bien que les partis paraissent dans l'ensemble avoir d'autres *sujets de préoccupation*.

L'U.D.F. engrange des voix et ne dit rien qui puisse gêner, le P.C. continue de se mesurer au P.S., le R.P.R. *connaît des lendemains d'élection* douloureux et le P.S. se paie le luxe d'une crise interne entre sa direction et ses minorités. Une crise qui est appelée à rebondir dimanche prochain avec la convocation, contestée par MM. Mauroy et Rocard, d'une convention nationale et qui, dès lundi, motivait la réunion d'un séminaire du bureau exécutif.

par ANDRÉ LAURENS

La campagne pour les élections européennes avait déjà illustré le dérapage des partis politiques par rapport à l'objet réel de la consultation du 10 juin. La suite, loin de corriger ce travers, semble l'aggraver. Que le R.P.R. digère mal son insuccès électoral, passe encore. Il était prévisible qu'au dessous d'un certain seuil, la contestatation à l'égard de M. Chirac et de son entourage se manifesterait. Elle ne porte toutefois que sur des aspects purement formels : le comportement du R.P.R. à l'intérieur de la majorité, l'attitude de ses dirigeants envers le gouvernement et le président de la République. Rien n'est dit sur le contenu d'une campagne qui a mis gravement en cause la politique européenne et l'action économique du pouvoir. Ces réquisitoires que l'on a entendus pendant des semaines n'auraient donc eu de réalité que le temps d'une campagne électorale en forme de procès. Oublions-les, l'essentiel étant que M. Chirac soit moins agressif et *que son ton heurte moins les sentiments légitimistes* de la majorité. Les gaullistes hésitent entre la résignation de M. Robert Poujade, selon lequel le président du R.P.R. est à la fois « *impossible et irremplaçable* » et les audaces de M. Alexandre Sanguinetti qui lui conseille de prendre du champ, de « *sortir de l'impasse en s'élevant* ». Ni l'une ni l'autre de ces attitudes n'est enthousiasmante et, en tout cas, n'offre de perspectives claires à un parti dont le seul souci est de ne pas se laisser manger. C'est un réflexe de défense.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Questions d'avenir

Après avoir décerné un « à peine passable » à M. Chirac, M. Alexandre Sanguinetti a estimé, au Club de la Presse d'Europe 1, que « Giscard est en progrès ».

Certes, dans la remise des livrets scolaires, l'homme qui s'est mis en réserve du gaullisme n'a fait qu'émettre un avis personnel. Et il en est sûrement d'autres pour penser que le chef de l'Etat pourrait faire mieux, ou qu'il n'aurait pas pu faire pire, ou qu'il en a trop fait, ou qu'il n'en fera jamais assez. Mais, finalement, on aura compris que la principale question que se pose désormais M. Giscard d'Estaing est de savoir qui fera ou ne fera pas tout cela en 1981. Et, à première vue, il n'est pas le seul dans ce cas.

BERNARD CHAPUIS.

Le Monde

UNE SEMAINE AVEC LE LIMOUSIN

« Le Monde » passe cette semaine avec le Limousin.

Chaque jour, à partir de ce jour (numéro daté du mardi 19) et jusqu'à samedi et dimanche (numéro daté 24-25), « le Monde » publiera dans toutes ses éditions les enquêtes et les reportages de nos correspondants et de nos envoyés spéciaux sur les trois départements de cette région trop oubliée.

(Lire pages 21 à 24.)

MORT DU RÉALISATEUR NICHOLAS RAY

Un romantique oublié

Le réalisateur américain Nicholas Ray est mort dimanche 17 juin, à New-York, d'un cancer du poumon. Il était âgé de soixante-sept ans.

Dans *l'Ami américain* de Wim Wenders, en 1977, l'apparition d'un vieil homme à cheveux blancs, aux traits ravagés, portant un bandeau noir sur un œil (rôle du peintre Derwatt), vint rappeler aux cinéphiles que Nicholas Ray, ce grand cinéaste admiré dans les années 50 et auquel *la Fureur de vivre* avait donné une célébrité internationale, existait encore. Pour les spectateurs du moment, il n'y avait là, pourtant, qu'un acteur de complément au physique un *peu insolite*. Nicholas Ray, connais pas...

Si pénible que cela soit à constater, Nicholas Ray était en effet, malgré la reprise de certains de ses films à la télévision, complètement oublié, sauf des piliers de cinémathèques. Lorsqu'on apprit (*le Monde* du 26 mai 1973) qu'il était professeur dans une université américaine et avait réalisé là, avec la collaboration de ses étudiants, *We can't go home again*, « une œuvre importante, passionnante et fascinante » dans laquelle il interprétait son suicide, il y avait dix ans que Nicholas Ray ne faisait plus partie du monde du cinéma américain. Il était comme effacé depuis la mise en scène à grand spectacle des *Cinquante-cinq jours de Pékin*. « Maudit » peut-être. Qui remarqua son nom au générique de *Rêves humides*, film érotique à sketches (1974) dû à plusieurs cinéastes ? En mars 1979, pourtant, Nicholas Ray était revenu à la réalisation, en collaboration avec Wim Wenders, pour *Lightning over water*.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

GAULLISME

Les leçons d'un échec

par MICHEL COINTAT (*)

En définitive, ces élections européennes sont un échec pour les quatre grandes formations politiques. La gauche n'a pas réalisé la percée qu'ele escomptait. La liste présidentielle a, certes, obtenu un score intéressant, mais en retrait sur les résultats de 1974. Le R.P.R. a perdu 8 points et passe de la première à la quatrième place.

Ces résultats donnent raison à ceux qui ont considéré que ces élections étaient prématurées et que l'enjeu du 10 juin n'était pas *fondamental. Les électeurs* ont boudé les urnes. Les Français sont confusément pour l'Europe, mais ils ne savent pas très bien ce que c'est. Ils ne sont pas encore conscients — excepté, peut-être, les agriculteurs à cause de la politique agricole commune — des conséquences du Marché commun sur leur vie quotidienne. D'ailleurs, il en est de même chez les autres Etats membres.

En outre, le « ras le bol » d'une campagne dominée par des disputes et des scènes de ménage apparaît dans un certain report de voix sur les petites listes. L'écologie devient un facteur politique avec lequel il faudra compter à l'avenir.

Cependant, que les *députés* de toutes tendances se rassurent : les élections européennes n'ont rien à voir avec les législatives. Les résultats de 1978 et de 1979 ne sont pas comparables. Il est vraisemblable — quoi qu'on dise — que chaque député obtiendrait aujourd'hui, à quelques nuances près, la même confiance qu'il avait hier. Le peuple, dans sa sagesse, ne change pas d'avis comme de chemise. *Il* préfère voter pour un *homme*, voire un parti, mais il est médiocrement intéressé par une institution consultative, aux vagues pouvoirs *qu'il ne connaît pratiquement* pas et dont la présente consultation ne lui a fait découvrir ni les vertus ni l'intérêt, ce qui, au *demeurant, est bien dommage*.

En particulier, les gaullistes, qui sont sortis moroses de cette épreuve, ne doivent pas sombrer *dans la désespérance*. Ce n'est d'ailleurs pas leur style. Cet incident de parcours est dû à deux causes conjoncturelles : l'erreur de tactique de son leader, qui a préféré l'anti-Europe à une Europe des réalités, et le pessimisme mystique de son second, qui a préféré les outrances de l'intolérance à la raison, au calme et au bon sens.

Il est pratiquement admis — au moins sous le manteau — que si le R.P.R. n'avait pas fait de campagne du tout et s'était contenté de quelques affiches, il aurait obtenu un meilleur score que celui de dimanche. On ne cultive pas l'impopularité au nom du message sans perdre quelques plumes. Or, qu'on le veuille ou non, se lancer dans l'aventure d'une élection signifie essayer de gagner cette élection. Il en est de même quand on passe le bac. Il faut le réussir, même si le dossier scolaire est mauvais.

Je pense qu'il est opportun pour les responsables politiques de méditer, de réfléchir et de tirer *les enseignements* d'une *telle* consultation, pour éviter à l'avenir une perte de temps, un gaspillage d'énergie et d'argent, et *surtout quelques erreurs qui frelatent* l'ambiance politique du pays.

Dans mon propre mouvement — mais heureusement il n'est pas *le seul*, — *la déception* est profonde. Les blessures sont à vif et la douleur n'est pas bonne conseillère. Mais en politique les cicatrisations sont rapides, et il est indispensable — avec sérénité et dans un souci d'efficacité — d'opérer, comme dans toute entreprise en difficulté, une restructuration d'ensemble sous peine de dépôt de bilan : meilleure définition des compétences de chacun, gestion plus concertée du mouvement, information objective des médias, définition des relations entre le mouvement, le groupe parlementaire, l'équipe parlementaire européenne, et code de conduite au sein de la majorité.

Ces élections européennes auront eu au moins deux mérites : montrer que l'Europe est balbutiante et réclame une volonté de progrès *qui reste à créer, et dévoiler* aux grandes formations politiques qu'elles n'ont pas que des vertus, et qu'au moins leur façade mérite un ravalement.

De toute façon, comme disent les chercheurs, un échec est un résultat positif.

(*) Député R.P.R. d'Ille-et-Vilaine.

Des yeux qui s'ouvrent...

par JACQUES DEBU-BRIDEL (*)

« *LE R.P.R., aux yeux des Français, ne s'identifie plus au gaullisme.* » (Roland Nungesser, 11 juin 1979.) Il ne saurait s'agir d'accabler un homme, mais bien de juger comme il se doit une politique : le chiraquisme.

Pour l'U.D.T., le début de la déchéance du gaullisme remonte à Pompidou. Au pompidolisme conservateur que nul ne dénonça avec plus de clairvoyance que René Capitant.

Chirac a pris racine et grandi à l'ombre du pompidolisme et au soleil de Juillet ! D'où, en 1974, la conspiration contre Chaban-Delmas, coupable de rêver à « une nouvelle société». Résultat : l'élection de Giscard, le gaullisme perd l'Elysée. Mais Chirac est promu premier ministre, et de s'emparer des leviers de commande de l'U.D.R. métamorphosée en R.P.R. Chirac doit en fait ce rôle de leader à sa *promotion par Giscard*.

Avec Barre, le giscardisme s'installe à Matignon, seconde *perte* pour les « *gaullistes* ». Cependant, le R.P.R. demeure le premier parti de France. Tout espoir n'est pas perdu. Encore aurait-il fallu lui donner un rôle digne de ce « gaullisme » dont il se réclamait ! Hélas ! comment faire admettre au pays l'étrange amalgame d'un soutien continu, inconditionnel, du gouvernement conservateur avec les outrances verbales de l'appel de Cochin ? Après l'échec cuisant du 10 juin, les yeux s'ouvrent enfin. Bravo !

Nul plus que nous ne désire le regroupement des gaullistes fidèles au gaullisme, le vrai ! *Nous sommes prêts* à y travailler. Nous nous bornerons seulement à rappeler, sans ranimer des querelles périmées, que, dès 1968, l'U.D.T., incomprise, hélas ! avait prévu et dénoncé les tristes conséquences d'une politique d'abandon des principes et de l'idéal.

(*) Ancien sénateur R.P.F. (gaulliste).

Pour le sursaut

par ROBERT LUC (*)

LE moment me paraît venu de parler sans détour, comme simple citoyen, en sachant que j'exprime ce que pensent beaucoup de Français, au risque de lever la réserve que commande, même sous la Vᵉ République, un certain souci de maintenir la fonction présidentielle au-dessus des controverses quotidiennes. Sans doute *la* politique *est-elle* par *définition* le champ de conflits d'idées et de personnes dans la recherche des grands choix à opérer pour la *conduite des affaires publiques*.

En revanche, ces oppositions cessent d'être légitimes et ne tardent pas à devenir intolérables à partir de l'instant où elles pèsent lourdement sur les orientations de politique nationale et où la vie publique tend à se déterminer en fonction d'*incompatibilités* et d'antagonismes purement personnels. Le danger tient à ce que les hommes en lutte sont souvent les *derniers* à *réaliser qu'ils en sont* arrivés là. Or je ne suis pas seul à penser que nous sommes à tout le moins dangereusement proches de ce stade dans une Vᵉ République qui, avec un pouvoir fort, nous a apporté la stabilité et la faculté de décision inspirée par l'intérêt général mais dont le bon fonctionnement exige que les principaux responsables sachent tempérer les aspects trop personnels de leur action.

Jamais le respect de cette exigence n'a été plus nécessaire qu'aujourd'hui, alors que seule une mobilisation des forces vives du pays pourra permettre à la France de faire face avec succès aux graves problèmes économiques et sociaux que lui pose la crise du monde industrialisé. Le pouvoir a paru jusqu'à ce jour hésiter devant une telle mobilisation ; peut-être parce que c'est au pays tout entier qu'elle doit s'adresser et que le choix du moment est capital ; peut-être également parce qu'elle ne trouve pas naturellement sa place dans le style d'action du président de la République. Mais faut-il rappeler que, en tout état de cause, pour être suivie d'effet, cette mobilisation *ne devrait pas être le monopole* d'un homme, fût-il le chef de l'Etat ou le premier ministre, ou d'une seule composante de la *majorité, ni même être liée à des* arrière-pensées électorales de celle-ci dans son ensemble ?

Aussi, y aurait-il de sérieux avantages à en confier la mise en œuvre devant le pays à un ministre, peu mêlé aux controverses passées à l'intérieur de la majorité et même entre celle-ci et l'opposition, ou les partenaires sociaux, qui puisse donc apparaître dans une certaine mesure comme un homme politique au regard neuf.

Il est vrai que notre régime semi-présidentiel, surtout tel qu'il est pratiqué depuis la retraite du général de Gaulle, se prête moins bien à une telle formule, mais il ne l'exclut pas. Au surplus, les « retrouvailles » de la majorité pourraient en être facilitées.

Avant d'en venir là, cependant, *comment serait-il possible de mobiliser* le pays dans un sursaut national face à la crise, si l'exemple n'en est pas donné par les plus hautes personnalités de la majorité, en dominant enfin leurs querelles et leurs divisions ? Cela les concerne toutes, mais bien évidemment au premier chef les deux hommes qui incarnent, à tort ou à raison, les deux pôles de la majorité. Plutôt que de vaines flatteries ou même des éloges justifiés, visant trop souvent à encourager la discorde, c'est rendre à l'un et à l'autre un hommage plus valable que de les *croire capables de surmonter leurs* ressentiments, l'opposition de leurs tempéraments, l'intransigeance de leurs demandes ou de leurs *desseins respectifs, bref d'opérer* sur eux-mêmes l'effort peu commun qui permettra enfin à la majorité de s'attaquer, avec quelque chance de succès, aux grandes tâches de salut public, auxquelles elle n'a que trop tardé à convier tous les Français.

(*) Ancien ambassadeur.

Dégoût, insatisfaction, espérance

par PIERRE PASCALLON (*)

N'EN déplaise à tous ceux qui ne cessent de dresser de longtemps leur acte de décès, il existe encore des gaullistes. Quels sont leurs sentiments en ce printemps hésitant ? Trois sentiments, en vérité, liés : dégoût, insatisfaction et *espérance*.

Sentiment de dégoût tout d'abord. Oui, dégoût qui prend les gaullistes à pleine gorge lorsqu'ils voient le président de la République ne cesser quotidiennement de se réclamer du chef de la France libre.

Nous n'avons pas oublié, en effet, que Valéry Giscard d'Estaing a contribué hier, en 1969, avec la droite la plus traditionnelle et *la* plus égoïste, *à faire partir* le général de Gaulle et à ajourner son projet généreux de régionalisation. Et nous observons *qu'aujourd'hui encore* — nous voulons dire depuis 1974 — il n'a de souci que d'abattre les héritiers du gaullisme, que de *remplacer la génération de* la Résistance par les fils de la génération de Vichy. Aussi bien, que des ministres, qui se disent gaullistes, puissent cautionner une démarche aussi coupable à notre égard, que des ministres, qui se disent gaullistes, n'aient pas eu le moindre mouvement de menton après les coups bas qui ont été portés contre notre Rassemblement lors des dernières *cantonales* nous laisse à penser que nous avions accordé à tort trop de crédit à des courtisans *attirés par des* prébendes.

Des fiertés séculaires

Il est sûr pour nous, en effet, que le président de la République ne peut en aucune façon s'autoriser à placer son comportement et sa politique sous l'étendard du gaullisme. Son comportement ? Nous avons dans la bouche des cris de mille ans et dans le cœur des fiertés séculaires, nous aimons que l'on respecte à l'extérieur la dignité de notre peuple. Comment dès lors peut-on imaginer une minute, une seconde, le général de Gaulle parader comme l'a fait *récemment le président de la République* à la Guadeloupe, avec Jimmy, Helmut et autres copains, rencontre complaisamment rapportée par des *moyens audio-visuels très préoccupés* de reproduire, d'amplifier, de glorifier les moindres pas, les moindres soupirs de celui qui occupe le palais *de l'Elysée. Sa politique* ? A *qui* fera-t-on croire que l'actuel président de la République veut construire l'Europe européenne du général de Gaulle alors que ses efforts sont applaudis à deux mains par Jean Lecanuet, partisan d'une Europe croupion, appendice occidental du monde américain, Jean Lecanuet qui n'a cessé hier de vomir sur les conceptions européennes du chef de la France libre.

Nous pensons donc au total que *le président* de la *République* a le droit de faire la politique qu'il veut, mais nous souhaitons ardemment qu'à *l'avenir l'hôte de l'Elysée ne se réclame plus du gaullisme*, qu'il cherche en fait obstinément à abâtardir, à biffer, à saborder.

Sentiment de dégoût, mais aussi — *car nous ne voulons pas nous limiter* à critiquer les autres — sentiment d'insatisfaction.

Les motifs de réconfort sont certes *profonds pour qui veut regarder* objectivement ce qu'est aujourd'hui le R.P.R. — et nous ne disons pas cela pour céder à quelques sucreries *faciles, du type urbanité du nouvel* an. Nous avons, en effet, des militants nombreux — *et* les immenses *foules de la porte de Champerret* ou de la porte de Pantin en portent témoignage ; nous avons des militants populaires et dévoués, et à eux seuls ils reflètent une large partie de ce peuple français qui ne veut pas périr, peuple têtu, farouche, préparé à une nouvelle résistance dont il veut écrire l'histoire. Restent pourtant ces interrogations qui ne cessent de battre et de faire mal. Interrogations en particulier sur la vie de notre Rassemblement. Sommes-nous sûrs d'être encore assez démocratiques pour que *nos* nouveaux adhérents trouvent réponse au sein de notre mouvement à leur désir de participation vraie ? Sommes-nous *sûrs d'être* assez généreux pour passer sur les vanités écorchées, le cliquetis insupportable des ambitions *invraisemblables* ? Sommes-nous *sûrs d'être assez ouverts* pour accueillir demain tous ceux qui nous ont quittés ces derniers temps dans un cortège de haines desséchées — *nous en souffrons profondément* — et qui devront impérativement retrouver la place éminente qui est la leur au sein d'un mouvement qui n'aura *pas de trop de tous ses enfants pour* affronter les épreuves qui s'annoncent à l'horizon ? Mais interrogations aussi sur l'image de notre Rassemblement.

« *Je n'aime pas que l'on abîme les hommes* », disait Saint-Exupéry. Je dirai que je n'aime pas l'anti-socialisme primaire auquel s'autorisent nombre de nos compagnons *qui tendent ainsi à orienter notre* Rassemblement vers une dynamique exclusivement conservatrice, à faire apparaître notre mouvement comme la droite autoritaire, alors que c'est l'U.D.F. qui mérite à juste titre — et elle seule — de symboliser le courant conservateur français actuel. Certes, les socialistes français se sont fourvoyés ces dernières années sous la bannière du programme « *dit commun* ». *Mais se sont fourvoyés* avec eux des Françaises et des Français qui sont comme vous, le plus souvent, les filles et les fils *authentiques du plus vieux peuple* paysan d'Europe, des ouvriers et des salariés dont il est tout à fait vital *pour* notre Rassemblement de trouver ou de retrouver l'adhésion si nous savons faire évoluer encore le visage de notre Rassemblement. C'est nous gaullistes en effet qui sommes le mieux à même d'accueillir tous ceux qui avaient misé sur *l'opposition pour dire non au* chômage, *relancer sélectivement* la croissance, doter notre pays d'une planification démocratique, développer la participation (pardon l'autogestion !), faire passer dans la réalité l'aspiration à plus de justice et de *solidarité*.

Mais nous voilà déjà en train de vous indiquer nos motifs d'espérance, sentiment d'espérance, chevillé à nos basques, nourri de notre volonté, espérance parce que nous savons que le gaullisme porte... l'espérance de la France.

La France en effet a une identité particulière qui lui vient pour beaucoup de sa place sur le *livre du monde*. Il faut *toujours nous souvenir que notre pays est posté depuis* l'origine des temps dans une position géographique prédestinée pour participer, au fur et à mesure que *les horizons humains se sont élargis*, à toutes les civilisations de ce monde. Semeuse au carrefour des nations et des continents, la France, *à mi-chemin entre l'Est et l'Ouest*, se doit par suite de construire un projet de société spécifique, synthétique, correspondant à sa situa*tion géographique médiane. Un projet* de société qui ne peut, par là même, se contenter *ni* du libéralisme ni *du néo-libéralisme, fût-il avancé*, et il est donc temps que des gaullistes cessent de répéter qu'ils ont le même projet de société que le président de la République, ce qui n'est pas vrai ni sur le plan interne ni sur le plan externe (problème européen), autrement nous n'avons plus de raison d'exister. Mais un projet de société qui ne peut également se contenter ni du collectivisme ni du néo-collectivisme. Un projet de société qui, au-delà de ces unilatéralismes et de ces extrémismes divers, doit s'efforcer de prendre en compte l'homme vrai respecté dans ses deux dimensions individuelle et sociale, un projet de société s'attachant à bâtir cet impossible système original et originel de « tout l'homme » que cherche à tâtons dans l'obscurité tous ceux qui rêvent de personnes intégrales.

Or il est sûr que cet idéal personnaliste d'une société pleinement progressive, vraiment accordé aux réalités de la France, correspond totalement à notre quête gaulliste permanente de la troisième voie, troisième voie qui devra, pour passer *dans les faits, s'appuyer sur le plan* de la nation, instrument et expression des efforts que le pays doit entreprendre en vue de satisfaire *les besoins individuels et sociaux* de notre peuple. Aussi bien, oui, l'espérance de la France ne peut être que gaulliste et notre pays n'a pas fini de compter sur nous pour écrire d'âge en âge l'épopée de son destin national.

(*) Professeur agrégé à la faculté des sciences économiques de l'université de Clermont-Ferrand I.

LIVRES

Confidences et témoignages

N'*AURAIT-ELLE* reçu qu'une seule lettre du général de Gaulle que Mme Françoise Parturier, à n'en pas douter, aurait quand même écrit un livre autour de cet événement. Or, à partir de 1963, elle en a reçu six, représentant sept ou huit petits feuillets au total, dont trois manuscrits. Elle avait donc amplement matière à couvrir à son tour les cent cinquante pages de sa *Lettre d'Irlande*.

Ce roman d'amour, épistolaire mais posthume, platonique mais passionné, l'auteur de *Marianne m'a dit* l'a certainement écrit comme un divertissement agrémenté de nombreuses digressions, et c'est ainsi que le lecteur le reçoit *tout* d'abord.

La publication de cette mince correspondance est aussi l'occasion pour Françoise Parturier — qui n'a rencontré de Gaulle que quelques minutes en 1964 — de *redire sa ferveur gaulliste*, et d'égratigner tous ceux qu'elle soupçonne de ne pas la partager, mettant dans le même sac Georges Pompidou, François Mauriac et Valéry Giscard d'Estaing. En définitive, au-delà de l'allégresse du style et du bonheur de certaines descriptions, c'est surtout la tristesse douce-amère d'un gaullisme nostalgique qu'exprime cette amante inconsolée.

Tout différents sont les Mémoires de M. Pierre Billotte. Souhaitant tirer une leçon de son expérience, il a voulu mettre son passé au futur. Dans *le Temps des armes*, édité en 1972, il avait relaté ses souvenirs de guerre qui furent glorieux, ses fonctions de chef d'état-major de de Gaulle à Londres, ses combats dans la division Leclerc et sa démission de l'armée — officier de carrière, il était alors à quarante-quatre ans général de division — pour devenir en 1951 député R.P.F.

C'est sa carrière politique à la fois ministérielle et militante qu'il décrit dans ce volume.

Ses témoignages d'acteur de la IVᵉ et de la Vᵉ République sont présentés de façon directe, agrémentés de souvenirs personnels et de confidences souvent inédites. On apprend ainsi qu'au cours d'une conversation en avril 1964 de Gaulle avait proposé — mais sans insister — au général Billotte de lui succéder à l'Elysée. L'auteur rapporte avec précision ses entretiens avec les responsables étrangers au cours de missions parlementaires ou ministérielles et aussi les visites qu'il reçut à Paris. Ainsi celle d'un émissaire de Leonid Brejnev venu *lui dire en 1974* que les Soviétiques préféraient — à défaut de celle de M. Chaban-Delmas — l'élection de M. Giscard d'Estaing *plutôt que celle de M. Mitterrand*.

Bien qu'ayant fait voter son mouvement pour *l'actuel chef de* l'Etat au deuxième tour de 1974, M. Billotte se montre réservé et circonspect à l'égard de l'action du président de la République. En matière européenne, il lui reproche notamment de ne pas avoir fait cesser les attaques de ses partisans contre les gaullistes et ne semble pas lui faire une confiance totale pour réaliser une Europe vraiment confédérale. De même, il est sceptique sur l'action sociale du pouvoir et sur sa volonté de mettre en œuvre « la participation » qui fut un de ses objectifs de gaulliste de gauche. Toutefois l'ancien député R.P.R. du Val-de-Marne, écarté de la mairie de Créteil en 1977, ne montre jamais la moindre rancœur ni la moindre nostalgie.

A. P.

★ *La Lettre d'Irlande*, de Françoise Parturier. Albin Michel, 153 p., 35 F.

★ *Le Passé au futur*, du général Billotte. Stock, 480 p., 65 F.

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA TRAGÉDIE DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Les deux mille cinq cents Vietnamiens refoulés par les autorités malaisiennes risquent de périr en haute mer

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

La Malaisie a mis à exécution sa décision d'expulser les réfugiés indochinois qui avaient trouvé accueil sur son territoire. Deux mille cinq cents Vietnamiens — dont de nombreux enfants et femmes — ont été, dimanche 17 juin, reconduits dans les eaux internationales, au large de Kuala-Trengganu, où ils seraient en danger de mort. Le autorités de Kuala-Lumpur ont cependant précisé, lundi, qu'elles n'envisageaient de « tirer à vue » sur les embarcations d'émigrés qu'en « dernière extrémité ».

Pékin a accusé le Vietnam d'avoir créé de « manière préméditée » un problème qui a pris les proportions d'une « calamité internationale », tandis que le directeur de l'information du P.C. soviétique, M. Zamyatine, a indiqué à Vienne que Moscou n'interviendrait pas auprès du Vietnam et du Cambodge pour faire cesser l'exode des réfugiés.

Bangkok. — Des dizaines de milliers de réfugiés indochinois, en butte à des mesures de refoulement draconiennes et pour le moment sans appel, sont en danger de mort imminente. Joignant les actes aux menaces proférées, vendredi 15 juin, le gouvernement malaisien à commencé, dimanche, à rejeter des centaines de réfugiés vietnamiens à la mer.

De son côté, la Thaïlande a poursuivi, le même jour, le refoulement *manu militari* de fugitifs cambodgiens. Quelque quatre-vingt mille Khmers, civils et militaires, ont fui leur pays depuis l'intervention militaire vietnamienne de janvier. Tous doivent être renvoyés au-delà de la frontière. *Quarante mille* l'ont déjà été au cours de la semaine dernière, en dépit de leurs suppliques, des interventions répétées du secrétaire général des Nations unies et des tentatives du H.C.R. et du C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge). En Malaisie, deux mille cinq cents réfugiés vietnamiens, dont un nombre élevé de femmes et d'enfants arrivés récemment dans la région de Kuala-Trengganu, sur la côte orientale, ont été entassés dans cinq embarcations et remorqués dans les eaux internationales où ils ont été abandonnés à leur sort. Les autorités locales leur ont affirmé qu'ils étaient transférés sur une île où les attendaient des navires américains. Il semble qu'il se soit agi d'un stratagème destiné à éviter toute tentative de résistance. Aucune opération de secours américaine n'a, en effet, été signalée dans les parages.
part

On ignore l'état des embarcations dans lesquelles ces deux mille cinq cents personnes ont été forcées à reprendre la mer. On ne sait pas non plus si les autorités malaisiennes vont poursuivre cette politique meurtrière. Accablés par cette décision, les représentants du H.C.R. font valoir que les risques de naufrage sont très élevés. L'état des bateaux, le manque de vivres, d'eau et de carburant, le désarroi des victimes, la *mousson* qui souffle sur le golfe du Siam et les mesures coordonnées de patrouilles navales entreprises par la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie pour barrer l'accès de leurs eaux territoriales laissent en effet peu de chances de survie aux « boat people ».

Des « ordures »

Lorsqu'il avait annoncé le changement brutal d'attitude de son pays à l'égard des réfugiés (*le Monde daté 17-18 juin*), le vice-premier ministre, M. Mahatir, avait dit : « *Cela ne paie pas de faire une politique humanitaire. Tout ce que nous avons gagné, c'est un accroissement du flot des immigrants illégaux vietnamiens. Nous avons tous les droits de les expulser.* » Cette position est aussi celle des autres pays de l'A.S.E.A.N. (Indonésie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

Au même moment, usant d'une métaphore d'un goût douteux, le ministre de l'intérieur malaisien, M. Gazali Shafie, enjoignait au Vietnam de cesser de « *déverser ses ordures* » — c'est-à-dire les réfugiés — dans la cour de ses voisins. Il avait *souhaité que* la Chine prenne en charge les réfugiés vietnamiens d'origine chinoise, et fustigé les pays occidentaux pour leur hypocrisie : « *Je remarque que ces pays imposent des limites à leurs faveurs* (envers les réfugiés). *Notre patience a aussi ses limites. Que ces pays cessent de brandir le drapeau des droits de l'homme s'ils ne sont pas prêts à faire un effort.* »

Ces drames étaient prévisibles. Cependant, la communauté internationale dans son ensemble n'a pas su, ou pas voulu, les prévenir et les *résorber à temps. Aujourd'hui*, alors qu'un point de non-retour semble avoir été atteint, le pire doit être envisagé. Pour les pays de premier accueil, débordés depuis quatre ans par cette marée humaine qui se déverse chez eux, le respect des principes humanitaires et celui de conventions internationales relatives au statut des réfugiés (dont ni la Thaïlande, ni la Malaisie, ni l'Indonésie ne sont d'ailleurs pas signataires) doivent céder le pas aux considérations d'intérêt et de sécurité nationale.

Pour ces trois pays en voie de développement, qui hébergent à eux seuls deux cent cinquante mille réfugiés de l'Indochine, les nouveaux arrivants ne sont même plus considérés *comme* des immigrants illégaux. L'ampleur du problème fait qu'ils sont exclu*sivement perçus, en bloc, comme* une menace, comme une arme de plus aux mains des communistes *vietnamiens. Il apparaît de plus* en plus clairement, à travers des propos officiels hargneux longtemps retenus, que ces pays, déjà traumatisés par l'expansion militaire vietnamienne en Indochine, sont convaincus que l'opération d'expulsion de certaines catégories de citoyens du Vietnam, du Laos et du Cambodge est planifiée par Hanoï et qu'elle vise deux buts complémentaires : la solution radicale d'un pro*blème intérieur indochinois et la* déstabilisation des pays anticommunistes voisins sous l'effet d'un *exode massif et durable.*

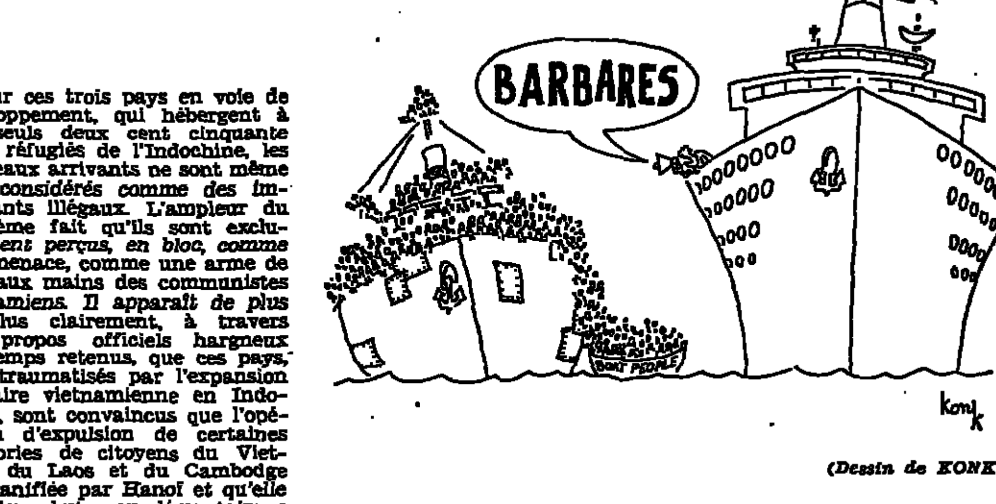
C'est une intention dont se défendent les dirigeants de Hanoï. Considérés comme un danger potentiel, les nouveaux arrivants sont dès lors quasiment traités comme des ennemis.

R.-P. PARINGAUX.

L'ÉQUIPE MÉDICALE DE « UN BATEAU POUR LE VIETNAM » DEMANDE A LA FRANCE DE « CESSER LE JEU INHUMAIN DE LA SÉLECTION ».

Les membres de l'équipe médicale française du bateau *Ile-de-Lumière*, qui apportent une aide sur l'île de Bidong, au large des côtes malaisiennes, aux réfugiés vietnamiens, ont demandé le 17 juin à Jean-Paul II de venir célébrer une messe en Malaisie, et ont lancé un appel à M. Giscard d'Estaing. « *La situation en Malaisie est devenue aujourd'hui très grave. Il faut que les Français oublient leurs petits problèmes de pétrole et de chômage. Là-bas, c'est la vie de dizaines de milliers d'êtres humains qui est en jeu* », a déclaré le docteur Radoman, porte-parole de l'équipe médicale, rentré récemment de Malaisie. Il a rendu publiques deux lettres adressées au président de la République et au pape. La première demande à M. Giscard d'Estaing « *de faire cesser le jeu inhumain de la sélection* » et de « *casser les quotas de l'immigration en France où, dit-on, soixante réfugiés par mois seulement sont acceptés* ».

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du *Mouvement* des radicaux de gauche, a, d'autre part, demandé, lundi *18 juin, à la Malaisie* de revenir sur sa décision d'expulser les réfugiés vietnamiens, dans une lettre adressée à l'ambassadeur de Kuala-Lumpur à Paris. M. E. Faure a suggéré que la nouvelle Assemblée européenne évoque ce problème lors de sa première session, tandis que M. J. Baumel, député R.P.R., a demandé au gouvernement français d'en saisir d'urgence le Conseil de sécurité.



(Dessin de KONK.)

Les « Ponce Pilate » de l'Occident

(Suite de la première page.)

Ici, rien. L'égoïsme des pays riches *ne se manifeste pas seulement dans* les enceintes internationales, comme récemment à Manille, lors de la réunion de la CNUCED. Ponce-Pilate est le grand inspirateur des nantis. M. Raymond Barre pense que les Français ne pourraient accepter des restrictions d'essence parce que la voiture est *le signe de la liberté* individuelle. Quel est le signe de la liberté pour *ces hommes, ces femmes, ces enfants, ballotés d'un port* à l'autre et que tout le monde repousse comme autant de « bouches inutiles » ? pour *reprendre le* titre de la sombre pièce de Simone de Beauvoir.

Ce n'est pas aux déclarations sur les droits de l'homme qu'on juge *les nations, les Etats, les hommes* qui ont des pouvoirs officiels et les organisations internationales, mais à leur capacité de trouver une solution collective au drame qui menace les innocents. Pour les catastrophes naturelles, ils s'arment mieux, parce que les victimes ont la « *chance* » *d'être dépouillées de* tout habillage politique, parce qu'elles sont neutres, par ce qu'on *ne peut en tirer aucun parti. Pour* les réfugiés, les « monstres froids » qui nous dirigent veulent être sûrs, *avant d'agir, qu'ils* ne mettront pas les pieds à côté de leurs intérêts.

Des milliers de livres ont été écrits sur le tiers-monde, l'aide au développement ; le nouvel ordre *international.* Le plus souvent sincères, mais aussi écrits par des hommes qui n'ont jamais vu de près *la misère. Qu'ont-ils apporté finalement* à la cause de l'humanité souffrante ? Il y a toujours plus de pauvres, la faim continue à ravager certaines régions du monde. Peut-être est-il possible, dans le cas du développement du tiers-monde, de se réfugier derrière la complexité des *questions, qui se ramifient par mille* canaux et qu'on ne sait plus par quel bout prendre.

Mais là, le drame est circonscrit, bien visible, un *défi* est lancé à la face de l'Occident. Faudra-t-il seulement que quelques groupes généreux, avec des moyens déri*teau pour le Vietnam » ? Les Etats-*Unis qui savent si bien appeler aux armes, quand il le faut, qui se préoccupent si fort de les entasser avant qu'elles ne servent, sont-ils vraiment... désarmés devant ce qui arrive dans les mers du Sud ? Marcher sur la Lune est-il décidément *plus facile que d'envoyer une flotte* au secours de ceux qui se noient ?

PIERRE DROUIN.

Libres opinions

LE BOUT DU MONDE

par le docteur X. EMMANUELLI (*)

CETTE fois, la Thaïlande ne peut plus attendre que les pays occidentaux se décident à prendre leur quota de réfugiés. Il y a péril en la demeure. Dans les semaines qui suivent, ce pays s'attend qu'un million de fuyards venus d'Indochine franchissent ses frontières et viennent s'accumuler dans les camps provisoires d'où ils ne sortiront qu'au compte-gouttes. Aussi quatre-vingt mille réfugiés cambodgiens sont-ils en train d'être refoulés hors de cette *terre d'asile.*

Seuls le C.I.C.R. et le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés savent ce que cela veut dire et leurs voix se perdent dans les informations de *l'Europe qui se regarde naître péniblement* tandis que s'écroulent les pays de l'Asie du Sud-Est.

Les photos des petits enfants squelettiques trottinant dans la poussière des routes qui les amènent vers leur destin feront pour l'histoire le pendant de la célèbre photo du petit enfant juif du ghetto de Varsovie levant les bras devant un fusil d'un soldat *allemand indifférent... Pourtant ces photos* sont publiées quotidiennement dans la presse de Bangkok.

Les paysans cambodgiens, le long de la frontière, connaissent un endroit maudit et conseillent à l'égaré de ne point s'approcher de ce lieu. Deux mille cadavres y pourrissent... Ce sont les réfugiés de *la semaine passée que* la *Thaïlande s'est vue contrainte de repousser...* « *N'allez pas là-bas ! Ça pue trop !* » Les Khmers rouges ont massacré les exilés de retour au pays.

Les Khmers rouges, ce sont des gosses de douze à quatorze ans, ployant sous leurs armes grandes comme eux. Ils tuent, tuent sans haine et sans relâche comme il convient de le faire, les ennemis du peuple.

Voilà le mal dans son innocence, sa pureté originelle.

C'est l'Apocalypse là-bas !... Qui n'a vu la caricature du journal *Easter Asia* représentant les réfugiés comme une pieuvre malfaisante étendant ses tentacules vers la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, qui n'a vu cette caricature ne peut comprendre la situation de ces pays qui ont la fatalité géographique d'être les proches voisins des *territoires en gésine.*

Saura-t-on jamais l'odyssée de ces Vietnamiens échoués dans les îles désertes des Philippines, crevant de manque d'eau, de soins, de nourriture ? Ils fuient par centaines de milliers, arrivent en *Thaïlande et coulent leurs bateaux pour ne plus repartir...* Mais les Thaïlandais réparent ces bateaux, les refoulent... Ils partent alors vers la Malaisie et échouent leurs barques. La Malaisie saturée répare les embarcations et les refoulent au large, et les voici embarqués vers les Philippines qui ne peut plus les accueillir.

... En effet, notre économie ne peut supporter cet afflux d'hommes, de femmes et d'enfants aux yeux bridés, comme ne le peut plus non plus l'économie des pays voisins de l'Indochine.

Il n'y a rien à faire — rien — qu'à fermer les yeux, comme nous fermons nos portes et nos cœurs — et espérer... que leur agonie soit rapide.

(*) Président de Médecins sans frontières.

ASIE

Chine

L'accord n'a pu se réaliser sur l'ordre du jour de la session de l'Assemblée nationale

Pékin. — La seconde session de la cinquième Assemblée nationale populaire, réunie lundi 18 juin, affronte un ordre du jour exceptionnellement chargé adopté dimanche lors d'une réunion préparatoire dont M. Ji Pengfei, vice-président du comité permanent de l'Assemblée, a rendu compte au cours d'une conférence de presse.

Pour s'en tenir à l'essentiel, cinq sujets principaux sont inscrits au programme de travail :

1) *Le rapport sur les activités du gouvernement*, présenté par M. Hua Guofeng en sa qualité de premier ministre. M. Ji Pengfei a indiqué que *« conformément aux statuts du P.C. »*, ce rapport avait été approuvé par le bureau politique. Il n'a pas, en revanche, été soumis à une session plénière du comité central. Le fait n'est pas sans précédent et une procédure de ce genre s'est déjà rencontrée dans les années 50. Dans les circonstances présentes cependant, compte tenu de la gravité des décisions en suspens et des courants différents qui se manifestent au sein du parti, il eût paru normal que le comité central appuie de son autorité le rapport présenté par le chef du gouvernement, qui est en même temps le président du P.C.C. Qu'il n'en soit rien incite de nombreux observateurs à penser que l'accord n'a pu se réaliser sur divers problèmes particulièrement délicats. Cette impression est confirmée par les indications données sur d'autres points de l'ordre du jour de l'Assemblée.

2) *Questions économiques et financières.* — L'Assemblée doit entendre et approuver deux rapports de MM. Yu Qiuli, vice-premier ministre, et Zhang Jinfu, ministre des finances, sur le plan de développement économique pour 1979, d'une part, l'exécution du budget de 1978 et le projet de budget pour 1979, d'autre part. Contrairement à ce qui avait été annoncé en décembre, il n'est pas question du plan pour l'année 1980. M. Ji Pengfei a déclaré que le *« réajustement »* de l'économie se prolongerait pendant trois ans et que, pendant cette période, *« les problèmes ne pourraient être traités que sur une base annuelle »*. Si justifiée soit l'intention des responsables de « consolider » les bases de l'économie et de corriger les erreurs commises, y compris

De notre correspondant

depuis deux ans, il est pour le moins étonnant que des perspectives de développement ne puissent être dégagées pour l'année prochaine. Là encore, on doit s'interroger sur les divergences de vues qui rendent difficile la formulation de projets à plus long terme. Il est possible toutefois que la mise au point d'un programme s'étendant sur plusieurs années ait été rendue impossible par des difficultés passagères, mais particulièrement aiguës. Des indications difficilement vérifiables mais en provenance de sources diverses font en effet état de graves problèmes financiers — on parle d'un déficit de l'ordre d'un dixième du budget national — qui auraient contraint à des mesures drastiques d'économie, au moins à court terme. Cette situation aurait fait récemment l'objet d'un rapport de M. Li Xiannian, vice-président du comité central, vice-premier ministre et spécialiste des questions financières.

Un code pénal

Organisation des pouvoirs locaux. — Comme on le prévoyait, l'Assemblée doit approuver la suppression des comités révolutionnaires créés pendant la révolution culturelle et leur remplacement par des « gouvernements populaires ». Sur ce terrain au moins les législateurs vont innover. Il ne s'agit pas d'un simple retour aux structures en vigueur avant la révolution culturelle mais de l'instauration d'un système électoral inédit en Chine et répondant à une volonté de démocratisation. A l'échelon de base du moins, c'est-à-dire à celui du district (à peu près l'équivalent du canton en France), les députés aux assemblées locales seront élus au scrutin direct et secret. Selon M. Ji Pengfei, les listes de candidats seront établies par voie de consultations — notamment grâce à la formation d'un « comité électoral », — elles pourront comprendre des personnalités de partis différents et surtout les noms proposés aux électeurs seront plus nombreux que les sièges à pourvoir. Quel que soit le contrôle exercé à ce niveau par les autorités du parti, le principe d'un choix est donc admis.

Ces réformes importantes exigeraient en principe des amendements à la Constitution adoptée au début de 1978. Le temps, a expliqué M. Ji Pengfei, manque pour cela et des « résolutions » doivent être adoptées qui prendront le pas, en ce qui concerne les pouvoirs locaux, sur les dispositions de la Loi fondamentale.

4) *Questions judiciaires*. L'Assemblée doit approuver plusieurs textes, dont un code pénal et un code de procédure pénale, et une réforme du système des parquets destinée à mieux protéger l'indépendance de ces derniers. C'est à M. Peng Zhen, ancien maire de Pékin réhabilité l'hiver dernier, et président d'une sorte de « commission des lois » formée en février, qu'il appartiendra de présenter ces différents projets. Egalement dans le domaine législatif, l'Assemblée doit approuver une « loi sur les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers » en préparation depuis un peu plus de six mois et attendue avec impatience non seulement dans les milieux chinois d'outre-mer mais aussi chez les principaux partenaires commerciaux de la Chine, japonais et américains notamment.

5) *Nominations*. L'Assemblée doit élire plusieurs nouveaux vice-présidents de son comité permanent et des vice-premiers ministres supplémentaires. M. Ji Pengfei n'a consenti à révéler que le nom de M. Peng Zhen parmi ceux des candidats à ces hautes fonctions, mais il a clairement indiqué qu'aucune destitution n'était parallèlement envisagée. Sur ce point encore il est clair que les conflits de personnes n'ont pu être tranchés, et des hommes que l'on sait critiqués conservent leurs postes non seulement au parti mais au gouvernement et dans l'Etat. Mieux encore, des personnages comme MM. Wu De et Seypidin — qui ont perdu depuis la chute de la « bande des quatre » toutes leurs fonctions à l'exception de leur siège au bureau politique — ont été élus parmi les présidents permanents du présidium de l'Assemblée.

M. Ji Pengfei a indiqué que les cent quatre-vingt-dix-neuf dépu-suivraient sans doute pendant deux semaines. Trois mille deux cent quatre-vingt dix-neuf députés — sur trois mille quatre cent soixante et onze élus — doivent y participer.

ALAIN JACOB.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● LE CORPS DE M. LUIS EDUARDO GONZALEZ, riche agriculteur enlevé il y a un mois, a été retrouvé dans le département de Caldas, le 17 juin. M. Marcelo Uribe, frère de l'archevêque de Cali, enlevé le même jour que M. Gonzalez, a en revanche été libéré par l'armée, vendredi 15. — *(A.F.P.)*

Lesotho

● LA POLICE SUD-AFRICAINE a annoncé, samedi 16 juin, qu'elle venait d'intercepter vingt *« terroristes du Lesotho entraînés en Libye »* qui tentaient de retourner dans leur pays pour renverser le gouvernement de M. Leabua Jonathan. La police recherche un autre groupe d'opposants au régime de Maseru qui se serait enfui de ce royaume enclavé dans l'Afrique du Sud, après y avoir commis des sabotages. Les *« terroristes »* seraient des partisans du Basutoland Congress Party, interdit au Lesotho et dont le chef, M. Ntsu Mokhele, vit en exil. — *(A.F.P.)*

République Sud-Africaine

● LES NOIRS D'AFRIQUE DU SUD ont célébré, samedi 16 juin, le troisième anniversaire du soulèvement de Soweto, le 16 juin 1976, qui a marqué le début de la période la plus dramatique qu'ait connue l'Afrique du Sud depuis les fusillades de Sharpeville en 1960.

Un rassemblement de plus de sept mille personnes, organisé dans la cathédrale catholique Regina Mundi, s'est déroulé sans incident, et la police, contrairement aux années précédentes, avait choisi de rester discrète. Plusieurs orateurs ont rendu hommage aux quelque six cents morts des émeutes qu'entraina la répression des manifestations de lycéens protestant contre l'introduction de la langue afrikaans dans les écoles. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe-Rhodésie

● LES JOURNAUX RHODESIENS ne devront publier aucune information sur d'éventuelles déclarations politiques de l'évêque catholique, Mgr Donald Lamont, durant son séjour dans le pays, a ordonné le ministre de la loi et de l'ordre, M. Francis Zindonga. Mgr Lamont avait été expulsé de Rhodésie et privé de sa citoyenneté, il y a plus de deux ans, après avoir été accusé de ne pas avoir dénoncé la présence de rebelles nationalistes dans son diocèse d'Umtali. Il a été admis à passer trois semaines au Zimbabwe-Rhodésie où il est arrivé le 14 juin. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Nicaragua

Cent trente parlementaires américains demandent le rétablissement de l'aide militaire au régime Somoza

L'opposition nicaraguayenne a annoncé, le *samedi 16 juin à San-Jose-de-Costa-Rica*, la formation d'un gouvernement provisoire dominé par des personnalités sandinistes. Cependant, le régime du général Somoza donne des signes de décomposition accélérée. *Militairement*, pourtant, la situation demeure incertaine.

A Washington, cent trente parlementaires ont demandé au président Carter de rétablir l'aide militaire au régime somoziste. Les cinq pays du pacte andin, en revanche, ont décidé de reconnaitre la qualité de « belligérants » aux guérilleros. L'Equateur a décidé, le 17 juin, de rompre les relations avec le Nicaragua, *imitant* ainsi le Costa-Rica et le Mexique.

Pillage et chaos à Managua

Managua. — Formation d'un gouvernement provisoire sous l'égide du Front sandiniste : reconnaissance implicite par les pays du pacte andin de ce mouvement révolutionnaire : ces événements, survenus le samedi *16 juin, donneraient une nouvelle* dimension à la guerre opposant la majeure partie de la population nicaraguayenne à la garde nationale du général Somoza si les guérilleros parvenaient à consolider leur tête de pont dans le sud du pays et à s'emparer d'une nouvelle ville de l'intérieur, après Leon et Matagalfa.

Les trois cents hommes qui avaient pénétré, le 15 juin, en territoire nicaraguayen depuis le Costa-Rica étaient toujours bloqués, le dimanche 17, à quelques kilomètres de la frontière, dans une localité appelée La Virgen. Les meilleurs éléments de la garde nationale s'y trouvaient engagés.

A Leon, seconde ville du pays, le Front a remporté un grand succès en provoquant *l'évacuation du dernier bastion somoziste*, le quartier général de la garde nationale de la ville. Le colonel commandant la place a été blessé, et de nombreux gardes ont été tués. Ce qui restait des forces gouvernementales s'est réfugié dans un fort situé sur une colline voisine bien défendue et bombardé la ville.

Les cinq membres du gouvernement provisoire sont Mme Violeta de Chamorro et MM. Sergio Ramirez, Daniel Ortega, Moisé Hassan et Alfonso Robelo. M. Sergio Ramirez est âgé de trente-quatre ans. C'est un écrivain auteur de nouvelles. Révérant Sandino, c'est un *nationaliste opposé à toute* intervention étrangère au Nicaragua. Il pourrait devenir premier ministre en cas de victoire sandiniste. Il fait partie du groupe des douze des personnalités modérés qui ont pris parti pour le Front.

M. Daniel Ortega, âgé d'une trentaine d'année, est l'un des chefs militaires du Front. Il a passé sept ans dans les prisons somozistes avant d'être libéré en 1974, au cours d'un échange de prisonniers. Il est marxiste, les quatre frères Ortega étaient sandinistes : deux sont morts en luttant contre Somoza.

Mme Violeta de Chamorro est la veuve du directeur du journal *la Prensa*, Pedro Joaquim, dont l'assassinat, en janvier 1978, marqua le début de la crise nicaraguayenne. Mme Chamorro n'a jamais milité dans un groupe politique. Elle appartient à une riche famille de propriétaires fonciers conservateurs, opposés au clan Somoza.

La présence de M. Moise Hassan dans le gouvernement provisoire est une surprise. Il est le frère d'Omar Hassan, récemment tué, qui était un des plus importants dirigeants du Front à Managua. M. Moise Hassan est un mathématicien et un important dirigeant du M.P.U. (Mouvement populaire unifié), qui a joué un rôle important dans l'opposition de gauche. Il a été un des artisans du Front patriotique national (F.P.N., regroupement des mouvements d'opposition), qui a succédé au F.A.O. (Front élargi d'opposition), après que celui-ci eut vainement tenté, l'année dernière, de négocier avec Somoza. Il est de tendance socialiste.

M. Alfonso Robelo, enfin, a trente-huit ans. Appartenant à une riche famille, il rêve d'une démocratie de type européen, respectueuse des libertés et débarrassée de la corruption. Il est *directeur d'une importante* entreprise d'huile végétale.

Ce gouvernement provisoire serait donc plutôt modéré. Il donne, semble-t-il, une assez bonne *image du Front* sandiniste : un mouvement d'un nationalisme parfois romantique. Les dirigeants marxistes ne seraient, actuellement, pas en mesure de contrôler le mouvement. Le Front sandiniste garde donc un certain « flou » idéologique après l'unification des trois fractions du mouvement (la Guerre populaire prolongée, la Tendance prolétarienne marxiste et les Tenevistas, aux *influences composites*) qui s'est faite en mars 1979.

De notre envoyé spécial

Cependant, le gouvernement *du président Somoza donne des* signes de décomposition. Les ministres non militaires ont demandé, à plusieurs reprises, semble-t-il, au directeur de céder la place. *Celui-ci a refusé. Un* plan prévoit la formation d'une sorte d'organisme de transition, sous la direction du ministre des affaires étrangères, M. Julio Quintana. *Celui-ci devait* se rendre ce lundi à Washington, au département d'Etat, nous a-t-il déclaré. De l'avis de M. Quintana, une *« solution »* pourrait intervenir dès cette semaine.

Sur le terrain, le rapport des forces demeure stable : sauf événement politique ou extérieur, la *guerre pourrait* durer.

Pour les civils, la crise apporte son habituel cortège de malheurs. Depuis une semaine, Managua et ses environs vivent à l'heure du *pillage généralisé. Il n'y a plus* un seul supermarché intact. Le marché en plein air et ses petits commerces, a été aussi dévalisé. Dans les ruelles, les pillards viennent *revendre leur* butin, bouteilles d'huile, paquets de cigarettes, etc. Devant un magasin de chaussures, des centaines de boites vides encombrent la rue. *Les pharmacies sont* également attaquées, parfois par le Front sandiniste, ou vidées, avec l'assentiment de leurs propriétaires par la Croix-Rouge.

Le pillage « familial », perpétré avec l'assistance de la grand-mère et des enfants, se généralise. Tout ce qui est transportable est transporté. On voit des *femmes traînant un bureau* métallique, des hommes transportant des étagères à moitié cassées. Une jeune fille, portant un vague tableau retiré d'une salle d'attente, *nous demande si* nous voulons l'acheter.

Les cohortes de réfugiés

Des appareils de télévision sont chargés sur des brouettes.

La garde nationale intervient rarement. En général, elle laisse faire. Nous avons même vu un soldat aider une femme à charger un réfrigérateur sur une camionnette. Plusieurs quartiers manquent déjà d'eau courante et d'électricité. La principale caserne de pompiers n'a plus d'eau. Les ordures pourrissent sur place. A la télévision nationale, le ministre de la santé publique a déploré *« le grand nombre de mouches »* dans les quartiers populaires, indiquant, sans autre précision, que *« la situation actuelle »* gênait les efforts du gouvernement dans ce domaine.

Le directeur de la Croix-Rouge internationale, M. Bedert, nous a présenté les choses d'une manière plus radicale : *« D'un jour à l'autre, cette ville n'aura plus de vivres. Les efforts collectifs ou individuels — des gens nous apportent quelques kilos de vivres, des commerçants nous demandent de venir vider leurs boutiques — seront bientôt dépassés. La Croix-Rouge internationale va lancer un appel pour que puisse s'organiser un pont aérien de ravitaillement. Pour des raisons techniques, ce pont se ferait à partir des Etats-Unis, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge américaine. »* Selon M. Bedert, il y aurait un peu plus de trente mille personnes réfugiées à Managua, dans différents centres d'accueil. Au fur et à mesure que l'aviation de Somoza mitraille et tire à la roquette sur *les quartiers qu'elle voudrait* reprendre aux sandinistes, des cohortes de réfugiés passent d'une zone à l'autre. S'il devait l'emporter, le général Somoza règnerait sur une ville *morte*.

La Croix-Rouge compte une quarantaine de postes de secours. *Mais les blessés parviennent difficilement* à rejoindre un hôpital ou un centre de secours. Il y a vraisemblablement des dizaines d'agonisants et des centaines de blessés *immobilisés dans les zones* de combats.

La situation des prisonniers faits par les deux belligérants est mal connue. Il semble que, de *chaque côté, des exécutions sommaires* soient monnaie courante. Les sandinistes auraient trente-quatre prisonniers de guerre (dont un officier supérieur guatémaltèque capturé *non loin de Matagalpa*).

Pour la garde nationale, les prisonniers sont des *« terroristes insurgés »*, qui n'ont pas de statut de *prisonnier politique*. Trois cents d'entre eux seraient détenus dans un centre qui domine le centre de la ville, la Loma. Des personnes dignes de foi qui ont pu s'y rendre, sans pouvoir parler aux détenus, ont fait des descriptions impressionnantes. D'anciens hangars ont été transformés, avec un grillage métallique, en centres de *détention, prévus pour* garder les occupants quelques heures. Ces hangars abritent des centaines de personnes, massées les unes contre les autres.

ALAIN-MARIE CARRON.

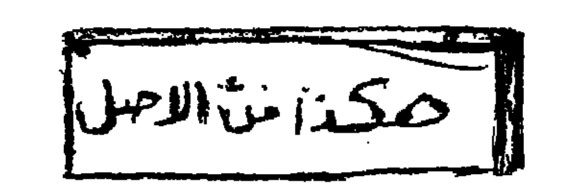
Dominique

LA CRISE PERSISTANTE PROVOQUE L'INQUIÉTUDE DANS LES CARAÏBES

Plusieurs petits Etats des Caraïbes s'inquiètent de la persistance de la crise politique et sociale à la Dominique. Dans cette île antillaise, située entre la Martinique et la Guadeloupe française, des troubles ont lieu depuis le 29 mai, date à laquelle les syndicats ont décidé une grève générale en réponse à la répression, par le gouvernement, de manifestations en faveur de la liberté de la presse et des activités syndicales. La Jamaïque, la Barbade, Trinité-et-Tobago et la Guyana, se concerteraient, apprend-on à Bridgetown, capitale de la Barbade, en vue d'une intervention, dont la nature n'est pas autrement précisée, dans la crise dominicaine.

Roseau, capitale de la petite île, a été, dans la nuit du samedi 16 au *dimanche 17 juin*, le *théâtre* de pillages et de violences : des magasins appartenant à des partisans du gouvernement ont été mis à sac par des manifestants qui parcouraient les rues en criant : *« Nous avons faim. »*

Une tentative de « coup d'Etat légal », menée par Sir Patrick John, premier ministre, a avorté. *Il a nommé chef de l'Etat* par intérim, après le départ pour Londres du président Fred Degazon, Sir Louis Cools-Latigue, qui a dû démissionner le samedi 16 juin. Le vice-premier ministre, M. Heubel Christian, a également démissionné, contribuant ainsi à isoler Sir Patrick John, qui refuse cependant de quitter le pouvoir. — *(A.F.P., Reuter.)*





Ghana

Élections sur fond de salves...

(Suite de la première page.)

Depuis deux semaines, le Ghana vit des jour étranges. Tout se passe comme si la vie politique s'était, en quelque sorte, dédoublée. D'un côté, la campagne électorale, menée à grands frais par les principaux partis, s'est poursuivie normalement jusqu'à son terme. De l'autre, un petit groupe de putschistes écœurés par la corruption et l'incompétence de leurs chefs, ont décidé d'entreprendre de manière expéditive une œuvre de nettoyage qu'ils tiennent pour une « *opération de salubrité publique* ». Les auteurs de la révolution du 4 juin ont refusé la fameuse alternative entre le « *fusil et le bulletin de vote* », et le « *nettoyage* » en cours est présenté comme un élément de nature à renforcer le crédit du futur gouvernement civil.

Le capitaine Rawlings est revenu longuement sur ce thème, dimanche soir, dans une allocution radiodiffusée qui ressemblait à une profession de foi. « *Nous sommes des soldats de métier*, a-t-il déclaré. *Nous avons pris les armes pour ressusciter les traditions de notre métier et corriger les injustices sociales. Nous allons nettoyer la maison mais nous ne gouvernerons pas le pays. En tant que soldats, nous sommes prêts à coopérer loyalement avec tout gouvernement démocratiquement élu.* »

Lorsqu'il appela de ses vœux une « *solution à l'Ethiopienne* » au cours du procès public qui lui fut intenté après sa première conspiration, le 15 mai dernier, le capitaine Rawlings ne voulait donc pas, si on l'en croit aujourd'hui, copier le modèle de société en vigueur à Addis-Abéba. Il souhaitait seulement emprunter certaines de ses méthodes. Cette interprétation est partagée par la plupart des observateurs à Accra.

Quoi qu'il en soi, le capiaine Rawlings et ses compagnons n'ont pas perdu de temps pour passer aux actes. Le général Ignatius Acheampong, président de la République de 1972 à 1978, et le major général Utuka, ancien commandant des gardes frontières, fusillés samedi à l'aube, ont été les premières victimes expiatoires de leur « *campagne de purification* ». La veille, ils avaient été condamnés à mort par un « *tribunal des forces armées révolutionnaires* » pour avoir « *profité de leurs fonctions pour amasser des richesses et dissiper les fonds de l'Etat au détriment de la nation* ».

Il est vraisemblable que les pelotons d'exécution de la base de Teshi ne chômeront pas dans les prochaines semaines. Certes, l'équipe au pouvoir affirme ne vouloir exercer aucune « *vengeance injustifiée* », mais elle a publié une liste de quatre-vingt-quatorze personnalités ayant appartenu aux régimes précédents. La majorité sont des officiers supérieurs, auxquels s'ajoutent quelques commerçants. Leurs avoirs bancaires ont été bloqués. La presse étale, à longueur de colonnes, le détail de leurs revenus et de leurs biens. Ainsi apprend-on, par exemple, que le colonel Roger Felli, ancien ministre des affaires étrangères, possède quatre maisons, trois voitures et des actions dans une brasserie... Tous ces dignitaires devront « *rendre des comptes à la justice révolutionnaire* ».

En procédant à des exécutions, les militaires espèrent visiblement provoquer un choc salutaire. En vingt-deux ans d'indépendance, le sang n'a pratiquement jamais coulé au Ghana. La violence politique n'est pas dans les mœurs locales. Les deux seules exécutions publiques remontent à 1967. Cette année-là, deux officiers putschistes avaient été passés par les armes. Cette fois, la télévision a largement diffusé le film retraçant les derniers instants du général Acheampong et de son coaccusé. Samedi après-midi, le *Daily Graphic* a sorti une édition spéciale avec, en première page, les photos des corps des suppliciés affaissés sur les sacs de sable soutenant les poteaux d'exécution. Cette intrusion de la violence pourrait bien marquer un tournant capital dans l'histoire du Ghana indépendant.

Le Conseil révolutionnaire est dominé par des officiers subalternes et des sous-officiers. Il comprend quatorze membres qui se répartissent ainsi : deux commandants, trois capitaines, deux sergents, six caporaux et un simple soldat. Autour du capitaine Rawlings, les deux officiers les plus influents semblent être le capitaine Boakye Djan et le commandant Mensah Poku. On ne sait rien des tractations qui ont donné naissance au Conseil. Selon certaines informations, les membres de cet organisme auraient été « élus par la base ». Cette révolution venue de la « base » serait un phénomène assez inédit dans l'histoire des coups d'Etat en Afrique occidentale.

Le secret est maintenu sur le déroulement des procès en cours. On ne connaît ni les noms des prochains accusés ni les détails de la procédure. Dans une interview publiée voici une semaine, le capitaine Rawlings avait assuré qu'en dépit des pressions exercées sur lui les anciens dirigeants militaires seraient jugés selon la procédure légale en vigueur et non par des tribunaux d'exception. « *Nous nous sommes efforcés avec obstination d'expliquer cela à nos hommes*, disait-il. *Cela n'a pas été facile, mais nous sommes en train d'y parvenir.* » La suite a démenti ses propos. Sans doute a-t-il dû finalement s'incliner devant des compagnons moins soucieux de respecter les formes. Toutefois, le Conseil révolutionnaire n'a pas écarté ou châtié tous les responsables militaires de l'ancien régime : le général Hamidu, ancien chef d'état-major, a été nommé officier de liaison entre le Conseil et la « *machinerie gouvernementale* ».

L'inquiétude des Libanais

Où s'arrêtera l'épuration ? A partir de quand le Conseil révolutionnaire estimera-t-il avoir atteint ses objectifs ? Ces incertitudes n'alarment pas seulement les militaires du régime déchu. L'équipe au pouvoir a indiqué samedi que le nettoyage ne « *concernerait pas les seuls milieux militaires* ». La bourgeoisie commerçante dont certains secteurs se sont enrichis en même temps que les chefs de l'armée pourrait subir à son tour les foudres des « *purificateurs* ». L'inquiétude est particulièrement vive au sein de la communauté libanaise, forte d'environ trois mille personnes. Une soixantaine de commerçants libanais ont été arrêtés au lendemain du putsch. Tous ont été libérés. De nombreuses familles libanaises ont cependant préféré quitter le pays ou envisagent de le faire. L'école française d'Accra, largement ouverte aux étrangers, a perdu le tiers de ses effectifs. En outre, quelques commerçants indiens ont été molesté mais aucun, semble-t-il, n'a été arrêté.

Une autre raison d'inquiétude tient aux méthodes employées par le Conseil révolutionnaire pour assainir l'économie. Les perquisitions massives effectuées par les patrouilles militaires afin de combattre la spéculation risquent, à moyen terme, de perturber encore plus gravement les circuits commerciaux. En outre, chaque citoyen est incité à fournir aux autorités les informations qu'il considère comme « *vitales* » pour l'intérêt du pays.

L'action du Conseil révolutionnaire ne semble pas pour l'instant être vue d'un mauvais œil par la masse des Ghanéens. Notoirement corrompu, le général Acheampong n'a sans doute guère été pleuré dans les faubourg d'Accra. « *Nous avons tant souffert ces dernières années !*, nous dit un petit fonctionnaire. *Nous espérons au moins que ces militaires-là vont redresser la barre.* » Chacun souhaite cependant que le Conseil révolutionnaire laisse rapidement la place, comme il l'a promis, à des dirigeants civils. A cet égard, les chefs des Eglises catholique et protestante ont adressé au Conseil révolutionnaire un mémorandum où elles l'incitent à tenir ses engagements. Cela paraît d'autant plus nécessaire que le nouvel organisme suprême ne comprend aucun membre de l'ethnie Ashanti, laquelle a depuis toujours dominé la scène politique ghanéenne. Cette absence fort remarquée au sein du Conseil pourrait être un facteur de troubles supplémentaires.

C'est dans ce contexte politique exceptionnel que cinq millions de Ghanéens étaient appelés aux urnes ce lundi. Jusqu'au dernier moment, la campagne électorale a battu son plein : défilés de camions fleuris, parades, meetings, distribution généreuse de tee-shirts frappés de l'emblème du parti donateur, etc. L'Assemblée qui doit en principe entrer en fonctions le 1er octobre 1979 comprendra cent quarante députés. Six partis sont finalement restés en liste : le Popular Front Party (P.F.P.), le People's National Party (P.N.P.), l'United National Convention (U.N.C.), l'Action Progress Party (A.C.P.), le Social Democratic Front (S.D.F.) et le Third Force Party (T.F.P.).

Les trois premières formations se partageront vraisemblablement l'essentiel des suffrages. Le P.F.P. et l'U.N.C. sont des partis modérés d'orientation libérale. Ils ont à leur tête les deux plus célèbres personnages politiques du pays, MM. Victor Owusu et William Offori Atta. Le P.N.P., quant à lui, se réclame largement de la pensée de l'ancien président N'Krumah. Son dirigeant est M. Hilla Limann. Les chefs de ces six formations sont, en même temps, candidats à l'élection présidentielle. La lutte devrait prendre l'allure d'un duel entre MM. Owusu et Offori Atta. De toute manière, les Ghanéens retourneront sans doute aux urnes afin de désigner leur président, car aucun candidat ne semble pouvoir atteindre le seuil des cinquante pour cent des voix exigé pour être élu au premier tour.

J.-P. LANGELLIER.

Maroc

LA FIN DE LA VISITE DE JUAN CARLOS

Le roi Hassan II déconseille à l'Espagne de tenter une médiation dans le conflit saharien

De notre correspondant

Rabat. — Une décrispation des relations entre Rabat et Madrid ainsi qu'un développement sensible de leur coopération, tels sont les résultats de la visite du roi Juan Carlos Ier à Fès. Cette évolution était vivement souhaitée ici après le séjour à Alger, le mois dernier, du premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez, et sa rencontre avec le secrétaire général du Polisario. Plus que dans la déclaration *officielle* qui enregistre les conclusions communes des conversations maroco-espagnoles, le changement de climat est apparu, le 16 juin, quelques instants avant le départ du souverain espagnol, dans une *conférence de presse impromptue* du roi Hassan II, dont la satisfaction était évidente.

Une cause essentielle de cette satisfaction réside dans le fait que la délégation espagnole a réaffirmé que « *les responsabilités internationales* » de l'Espagne à l'égard du Sahara occidental ont « *pris fin définitivement le 26 février 1976* » — c'est-à-dire qu'il n'y a aucune remise en cause par les dirigeants espagnols de l'accord hispano - maroco - mauritanien de Madrid fixant une date limite *pour abandon desdites responsabilités* et stipulant que « *l'opinion de la population sahraouie exprimée par la Jemaa* (Assemblée consultative créée par l'administration espagnole) *sera respectée* ».

Or la souveraineté marocaine a été reconnue par la Jemaa. Pour cette raison et pour d'autres antérieures ou postérieures à ce ralliement (dont l'avis consultatif, en 1975, de la Cour internationale de La Haye), le Maroc n'admet non plus aucune remise en cause de sa souveraineté au Sahara *occidental*.

Au cours de la visite, Espagnols et Marocains « *ont exprimé leur volonté d'œuvrer pour l'élimination de la tension et de contribuer au rétablissement de la paix dans cette région* ».

Pour sa part, Hassan II a tenu aux journalistes des propos très significatifs : « *L'Espagne a choisi d'être un pont entre l'Afrique et l'Europe, comme le Maroc. Elle a eu raison. Mais elle doit à l'intérieur de ce choix faire le bon choix. Je fais confiance au génie espagnol et à l'intelligence de Sa Majesté Juan Carlos, mon frère, à celle de son gouvernement, de son Assemblée, de son peuple, des générations futures pour que le bon choix soit fait au mieux et au plus tôt.* » On ne pouvait être plus *pressant* et *plus clair*.

Le roi a été clair également quand il a déconseillé à l'Espagne de jouer un rôle de médiatrice dans le problème du Sahara occidental, car, estime-t-il, un médiateur « *se brûle toujours le bout des plumes d'un côté ou de l'autre* ». Il *souhaite donc* que l'Espagne ne soit jamais médiatrice en cette affaire, « *ce qui permettra*, dit-il, *à notre coopération et à notre cheminement futur très proche d'être le plus loin possible de ce qui pourrait avoir des retombées néfastes sur notre cohabitation* ».

Une très large coopération entre Rabat et Madrid a été en effet décidée. *Les* Espagnols *obtiennent satisfaction à propos* de l'accord de pêche, important pour leur économie et ratifié par les Cortès : le Maroc accélérera ses procédures internes de ratification. En attendant, un *modus vivendi* doit être rapidement élaboré pour éviter l'arraisonnement des bateaux de pêche espagnols dans les eaux marocaines.

L'extension des échanges commerciaux est prévue afin de réduire leur déficit actuel au détriment du Maroc. Ce dernier souhaite vivement une intensification du trafic maritime et terrestre des marchandises des deux pays.

Prochainement, un accord sur la coopération technique et scientifique sera conclu et un autre sur la sécurité sociale des travailleurs marocains en Espagne. Enfin, une convention culturelle sera élaborée avant novembre et elle portera *notamment* sur la *mise* à la disposition du Maroc d'enseignants de langue espagnole et la création dans chacun des pays d'un institut hispano - marocain. *Autre lien envisagé*, le *plus* spectaculaire : une voie de communication permanente (tunnel ou pont) entre l'Espagne et le Maroc à travers le détroit de Gibraltar. Une société mixte doit entreprendre l'étude de ce projet.

LOUIS GRAVIER.

Algérie

LE POLISARIO AFFIRME AVOIR DÉTRUIT L'AÉROPORT ET LE PORT DE TAN-TAN

De notre correspondant

Alger. — Le Polisario a diffusé, samedi 16 juin, un communiqué donnant des précisions sur l'attaque, le 13 juin, de Tan-Tan, *capitale de la province de Tarfaya*, dans le sud du Maroc. Selon ces informations les forces sahraouies auraient « *totalement détruit l'aéroport et le port de la ville* ». Celle-ci aurait été investie durant six heures, de *5 heures du matin à 11 heures*. Les troupes marocaines auraient subi de lourdes pertes et un avion militaire aurait été abattu au cours de l'opération.

Le Polisario annonce également que, deux jours plus tard, *ses combattants ont attaqué la* ville d'El Aioum, capitale du Sahara occidental, qui aurait été bombardée durant quatre heures.

Samedi également, les autorités algériennes ont réagi à la demande marocaine de convocation du *Conseil de sécurité* en convoquant au ministère des affaires étrangères, les chefs des missions diplomatiques des cinq pays membres permanents de cette instance. Le secrétaire *général du ministère*, M. Missoum Sbih, a fait valoir à ses interlocuteurs que le Maroc accuse l'Algérie d'agression sans en apporter la moindre preuve. Les responsables algériens réfutent donc catégoriquement cette *présentation* et *cette interprétation* des faits. Ils font au contraire remarquer que le Maroc manifeste officiellement, sous couvert d'un « *prétendu droit de suite* », sa volonté d'attaquer l'Algérie.

Dans ces conditions, a *dit en* substance, M. Missoum Sbih, toute action que le Conseil de sécurité serait amené à entreprendre ne pourrait se situer que dans le cadre défini par les Nations unies pour hâter le règlement de la question du Sahara occidental. — D. J.

PROCHE-ORIENT

EN CISJORDANIE

Violentes manifestations à Naplouse contre l'implantation israélienne de Eilon Moreh

De notre correspondant

Naplouse. — En dépit d'une sévère mise en garde adressée la veille au soir au maire de la ville, mille cinq cents à deux *mille personnes ont manifesté*, dimanche 17 juin, dans les rues de Naplouse pour protester contre l'implantation israélienne de Eilon-Moreh, récemment créée à la sortie de la ville par une décision gouvernementale qui est *toujours aussi vivement contes*tée en Israël (*le Monde* des 5 et 9 juin). L'atmosphère était particulièrement tendue dans la principale ville de Cisjordanie (quatre-vingt mille habitants). Des soldats israéliens ont chargé la *foule en tirant* des coups de feu en l'air, alors que des jeunes gens *leur lançaient* des pierres.

D'autre part, un mot d'ordre de grève générale ayant été lancé, des patrouilles de l'armée ont contraint de nombreux commerçants à rouvrir leurs boutiques. Les cadenas des rideaux de fer ont été cisaillés, comme cela s'était déjà produit une semaine plus tôt, lors d'une précédente grève, quand le maire de Naplouse, M. Bassam Chakaa, avait annoncé son intention de participer avec les représentants des diverses organisations civiles et religieuses de la région à une « *marche pacifique* » vers le site de la nouvelle colonie israélienne.

Dimanche, cette marche a été arrêtée au bout de 2 kilomètres, au moment où le cortège approchait du siège de l'administration militaire. Les manifestants s'étaient regroupés auparavant autour de la mosquée El Nasser. Dans les premiers rangs, plusieurs d'entre eux brandissaient un exemplaire du Coran, tandis que d'autres scandaient : « *La Palestine est mon pays !* »

Le maire élu en 1976 qui est très favorable à l'O.L.P., a été porté en triomphe et acclamé. Un texte dénonçant la réquisition de propriétés privées et la création de la nouvelle colonie comme une « *provocation* » a été distribué dans les rues. Ce texte était signé par les membres de plusieurs conseils municipaux, d'associations professionnelles, de la *chambre* de *commerce* et des autorités religieuses. A l'invitation de M. Chakaa, les manifestants ont rebroussé chemin en direction du centre de la ville et de la mairie.

C'est à ce moment que des incidents se sont produits, malgré l'intervention de plusieurs notables et du cadi, chef du tribunal religieux, *qui tentaient de s'interposer* entre les soldats et les manifestants ; un camion militaire a été lapidé, un photographe de presse a été interpellé par les forces de l'ordre et ses films ont été saisis. Plusieurs arrestations ont eu lieu alors que des jeunes gens brûlaient des pneus sur la chaussée aux abords de la vieille ville. Deux soldats et deux manifestants ont été légèrement blessés.

Au *cours* d'*une réunion* à la mairie, M. Chakaa a déclaré qu'il continuerait de protester contre la politique de l'occupation et les nouveaux projets d'implantation (les travaux d'extension d'une autre colonie israélienne proche de Naplouse *doivent* commencer dans les prochains jours) (*le Monde* daté 17-18 juin).

Cependant, M. Chakaa, invitant la population à garder son calme, a déclaré que tout mouvement devait être « *organisé* » et que chacun devait faire preuve de « *sagesse* ». « *Les actions spontanées risquent de conduire à un échec* », a-t-il ajouté. M. Chakaa a toutefois *déclaré* qu'il ne pouvait être un « *policier israélien* ». Il faisait allusion aux nombreux avertissements qui lui ont été donnés par le gouvernement militaire, celui-ci le tenant pour responsable de l'ordre dans la ville et ayant menacé de restreindre ses activités.

Le maire a, par ailleurs, souligné que des voix de plus en plus nombreuses se faisaient entendre en Israël même, et il a salué *l'initiative du mouvement* La paix maintenant, qui a organisé plusieurs manifestations contre la création de la nouvelle implantation d'Eilon-Moreh. Samedi, près de quinze mille militants de ce mouvement se sont réunis à Tel-Aviv pour réclamer la démission du gouvernement de M. Begin et le démantèlement des nouvelles implantations. La plupart des orateurs ont déclaré que la politique actuelle du gouvernement mettait en danger Israël et le sionisme.

FRANCIS CORNU.

Liban

A Beyrouth

UN MILLIER DE SOLDATS LIBANAIS ONT PRIS POSITION EN SECTEUR CHRÉTIEN POUR METTRE FIN AUX AFFRONTEMENTS.

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — L'armée libanaise a pris position, lundi matin 18 juin, à l'aube, à Furn El Chebback-Ain-Remmaneh, dans la banlieue de Beyrouth-Est pour mettre un terme aux violents combats entre les miliciens des deux principaux partis chrétiens, les phalanges et le P.N.L. qui ont fait au moins dix morts et cinquante blessés (*le Monde* des 17-18 juin). Le déploiement d'un millier d'hommes, appuyés par des *blindés*, s'est déroulé sans incidents.

Auparavant, l'accord de Damas avait été obtenu pour que la logistique de cette unité puisse être assurée à travers les lignes de la Force arabe de dissuasion (FAD). De leur côté, les deux parties concernées avaient conclu un cessez-le-feu. Ayant sollicité l'intervention de l'armée, par suite de leur impuissance à maîtriser leurs combattants déchaînés durant quatre jours, les Phalanges et le P.N.L. étaient en phalanges et le P.N.L. étaient en position de demandeurs et ont en conséquence dû souscrire aux conditions de l'Etat exigeant pour ses troupes la possibilité de faire disparaître toute présence d'éléments armés dans les rues de ce quartier, considéré comme un bastion des partis chrétiens.

La situation est donc différente de celle qui prévalait lorsque l'armée s'était déployée à Beyrouth-Est, en mars dernier, à la suite du retrait du contingent saoudien. C'était à l'époque l'Etat qui était solliciteur et les milices chrétiennes qui avaient posé leurs conditions.

L. G.

Iran

L'imam Khomeiny assure qu'une Assemblée constituante relèverait de l'« inspiration du Malin »

L'imam Khomeiny a relancé la « *bataille du référendum* » en dénonçant, samedi 16 juin, la convocation d'une Constituante « *qui ne serait que le reflet de l'Occident et qui conduirait à la destruction de l'islam* ». Le « guide » de la révolution a fait valoir que la procédure proposée par le gouvernement de M. Bazargan retarderait de plusieurs mois l'adoption de la loi fondamentale, alimenterait la « *dissension et la discorde* » et impliquerait des principes inapplicables à l'Iran islamique. « *J'attire l'attention du peuple iranien*, a-t-il déclaré, *sur le fait qu'Assemblée constituante signifie inspiration du Malin. Ouvriers et paysans, ne vous laissez pas influencer par les corrompus, autant de diables qui cherchent à saper les fondements de l'islam.* »

Par la même occasion, l'imam Khomeiny a lancé un appel au Djihad (guerre sainte) pour la « *reconstruction* » économique et sociale de l'Iran. Il a même indiqué à ce propos — ce qui a surpris de la part d'un chef religieux — qu'il était préférable d'épargner son argent pour favoriser le développement économique que de le dépenser dans un pèlerinage à La Mecque. Le patriarche de Qom a enfin insisté sur l'aide qui devait être fournie aux *minorités ethniques du pays qui*, a-t-il dit, vivent souvent dans le dénuement le plus total.

Le ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim Yazdi, entend introduire, pour sa part, dans la diplomatie la « *dimension de l'idéologie islamique* ». Il a affirmé que l'Iran se trouvait dans l'obligation de contribuer à la « *lutte des peuples musulmans contre la tyrannie où qu'elle soit, imposée par qui que ce soit* ». Il a cité à cet égard l'Afghanistan.

Faisant précisément allusion à la dénociation des ingérences soviétiques en Afghanistan, la *Pravda* déplorait, le dimanche 17 juin, « *les élucubrations et les calomnies* » répandues sur l'U.R.S.S. Il n'est pas exclu, écrit le quotidien, que « *parmi ceux qui ont joué un rôle positif dans la révolution iranienne, il s'en trouve qui voudraient changer la logique du développement, tourner le dos aux amis et rechercher la bienveillance des ennemis d'hier (...)* ». Ce sont ceux-là, selon la *Pravda*, qui s'efforcent de diriger les soupçons contre le « *voisin du Nord* », en faisant croire que « *l'impérialisme oriental ne vaut pas mieux que l'impérialisme occidental* ».

D'autre part, une déclaration de l'ayatollah *Rohani* a suscité de vifs remous dans plusieurs Etats du golfe Persique. Le dignitaire religieux avait en effet déclaré samedi que, si les Arabes revendiquaient la restitution des trois îlots qui avaient été occupés par l'armée du chah, l'Iran ferait valoir ses droits sur l'Etat de Bahrein, dont l'indépendance avait été ratifiée par un Parlement considéré comme illégal par le nouveau régime iranien. Cependant, une mise au point du ministère iranien des affaires étrangères faisait valoir que l'ayatollah Rohani ne parlait qu'en son nom propre et que le gouvernement de Téhéran n'avait aucune revendication à formuler sur Bahrein.

En revanche, la tension entre Téhéran et Bagdad persiste malgré la remise en liberté de l'ayatollah Baqer à Nadjaf par les autorités irakiennes. La presse iranienne faisait état, dimanche, de sanglants affrontements dans la ville sainte entre policiers irakiens et manifestants chiites. Trois mille de ces derniers, dont des dirigeants religieux, auraient été arrêtés, selon le Mouvement pour la révolution islamique en Irak. — *(A.F.P., Reuter.)*

DIPLOMATIE

LE

Les sénateurs américains mis en garde

(Suite de la première page.)

Voici donc les sénateurs hésitants au pied du mur : l'accord est à prendre ou à laisser tel qu'il est. Il n'est plus négociable, *et le compromis qu'il représente* est le meilleur possible.

M. Brejnev s'est-il montré plus conciliant sur d'autres dossiers pour que M. Carter puisse au moins présenter au Congrès un « marchandage global » ? Il ne *le semble pas non plus*. C'est ainsi qu'on ne fait état dans la délégation américaine d'aucun progrès notable sur toutes les questions de désarmement qui ont été passées en revue. Tout juste laisse-t-on entendre que les Soviétiques *sont « ouverts »* à de larges discussions pour définir le champ exact des futures négociations SALT 3. Mais on se refuse à en dire plus, car le sujet concerne directement l'Europe occidentale, dont les dirigeants n'ont pas été *informés*.

Contrairement aux rumeurs des derniers jours, les négociations sur la réduction des armements en Europe centrale (M.B.F.R.) paraissent toujours au point mort. Selon un membre de la délégation américaine, « *les Soviétiques n'ont fait absolument aucune proposition nouvelle* » ; ce point de vue *officieux* n'a pas été *démenti* par M. Zamiatine, le porte-parole soviétique, qui a qualifié de « *spéculations de la presse* » les informations des jours précédents selon lesquelles M. Brejnev proposerait un retrait de 60 000 soldats soviétiques de R.D.A. et de Tchécoslovaquie contre un retrait de 30 000 Américains de R.F.A. M. Zamiatine a paru même contester une *fois* de plus la position occidentale selon laquelle il existerait en Europe centrale un *déséquilibre des forces en présence* au détriment de l'OTAN. « *Un équilibre est établi dans cette région, et nous le respectons* », a-t-il dit. Tout en considérant un peu plus tard que « *par équilibre, on n'entend pas totale égalité* ».

Toujours de source américaine, on précisait qu'aucun autre grand dossier « armement » n'avait progressé : ni les négociations sur les satellites *antisatellites*, bloquées depuis un an, ni celles sur l'océan Indien, ni celles sur la limitation des ventes d'armes conventionnelles, ni celles sur l'interdiction de tous les essais nucléaires (l'accession du pouvoir des *conservateurs* à *Londres* paraît avoir sensiblement compliqué les choses). Soviétiques et Américains auraient en revanche décidé de renouveler leurs efforts pour tenter de limiter la prolifération nucléaire. On ne peut *d'autre part considérer comme* un grand succès l'acceptation par les Soviétiques d'une réunion dimanche de leur ministre de la défense, le maréchal Oustinov, avec le chef du Pentagone, M. Brown, même si les Américains *ont qualifié cette rencontre* de « *premier résultats concret* » du sommet. On ignore toujours si cette « *première* » sera suivie de récidives et ce que dira le communiqué sur le renforcement des consultations entre Washington et Moscou. *La publication* du communiqué risque d'ailleurs d'être retardée à la soirée de ce lundi, sans doute pour tenir compte des ultimes réunions de la matinée. C'est au cours de ces dernières rencontres que devaient être abordées les questions bilatérales, c'est-à-dire l'éventuelle levée par le Congrès des obstacles au développement des échanges américano-soviétiques. Si M. Carter a l'intention de demander des explications à M. Brejnev sur la politique d'émigration de l'U.R.S.S., c'est à cette occasion qu'il devrait le faire.

Dernier point sur lequel les Soviétiques auraient peu facilité la tâche de M. Carter devant le Congrès : les crises régionales à propos desquelles le président des Etats-Unis a lancé durant ces derniers jours plusieurs appels à la modération. *Manifestement, il* n'a pas été entendu. Dans son discours de samedi soir, M. Brejnev lui a donné la réponse la plus idéologique qui soit, se réfugiant derrière « *le cours objectif de l'Histoire* » et « *le principe de non-ingérence* » pour décliner toute responsabilité. Dimanche soir, M. Zamiatine a déclaré nettement *qu'à propos du Proche-Orient* la position de l'U.R.S.S. n'avait pas changé d'un iota, laissant entendre que Moscou n'était pas favorable au renouvellement de la force des Nations unies installée dans le Sinaï. Les Soviétiques auraient manifesté la même intransigeance à propos de l'Afrique (affirmant qu'ils n'ont aucune *troupe en* Ethiopie *et qu'ils n'ont* aucun pouvoir sur les conseillers cubains présents dans la région) et de l'Asie (M. Carter a renouvelé sa demande d'évacuation du Cambodge par les quinze divisions vietnamiennes qui s'y trouvent). M. *Brejnev* semble enfin avoir fait la sourde oreille aux appels du président américain en faveur *des réfugiés* d'Asie du Sud-Est. Selon M. Zamiatine le problème des réfugiés vietnamiens ne concerne que le Vietnam ; quant aux réfugiés cambodgiens « *ce sont tous des Chinois* », a-t-il dit.

JACQUES AMALRIC.

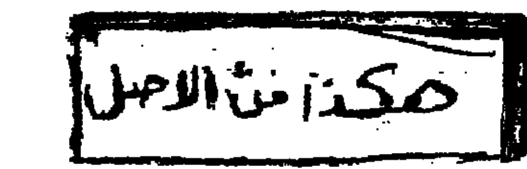
Selon « Newsweek »

M. BREJNEV SOUFFRE D'ARTÉRIOSCLÉROSE CÉRÉBRALE

M. Brejnev souffre d'artériosclérose cérébrale, maladie de la vieillesse qui provoque un rétrécissement des vaisseaux sanguins du cerveau et cause des troubles de la mémoire et de la concentration, *affirmait* dimanche 17 juin « Newsweek ».

Le magazine américaine cite des *sources* possédant « une connaissance de la santé » du dirigeant soviétique, sans plus de précisions. Il rappelle cependant qu'une source soviétique digne de foi avait indiqué avant le sommet de Vienne que *M. Brejnev* ne *bénéficiait* plus que pour « un an ou un an et demi au plus de sa capacité de travailler et de prendre des décisions ». — (A.F.P.)

● *L'agence Tass* a qualifié, samedi 16 juin, de « *provocation délibérée* » la demande de l'agence *Associated Press* de transmettre des photos de Mme Agapova, soixante-dix ans, prises lors de son interpellation vendredi devant l'ambassade américaine où elle était venue manifester pour obtenir le droit *de rejoindre son fils, un marin* émigré illégalement en Suède en 1974. Tass a refusé de transmettre les clichés en arguant du fait qu'ils étaient de « *nature à troubler l'atmosphère de la conférence de Vienne* ». On apprend, d'autre part, que la femme du dissident Youri Orlov, condamné en mai 1978 à douze ans de détention, pourrait être inculpée prochainement de « vagabondage », parce qu'elle se trouve actuellement sans emploi. — *(A.F.P., Reuter.)*



SOMMET DE VIENNE

MM. Carter et Brejnev ont examiné leurs désaccords dans l'ensemble du monde

De notre envoyé spécial

Vienne. — *C'est samedi 16 juin,* peu avant 11 heures, qu'a vraiment commencé le sommet de Vienne : M. Brejnev sort de l'ambassade *soviétique — un bâtiment du dix-neuvième siècle,* tout proche de l'église orthodoxe russe Saint-Nicolas, — n'aperçoit pas les quel*ques marches du perron, trébuche,* est retenu par des aides vigilants et se laisse choir dans la limousine qui *le conduit aussitôt à l'autre extrémité de la ville, à l'ambassade* américaine.

Après un trajet à grande vitesse qui mobilise peu de badauds, le *secrétaire général du P.C.* soviétique est accueilli par un président Carter plus souriant que jamais. M. Leonid Brejnev sourit aussi, c'est *« son plus large sourire depuis son arrivée en Autriche »*, notent les journalistes présents... les deux délégations, pratiquement au complet, s'installent autour d'une longue table. M. Brejnev, qui fait face au président Carter, est *encadré par* M. Gromyko et le *maréchal* Oustinov. M. Konstantin Tchernienko, l'homme qui monte depuis quelques mois à Moscou et *dont* c'est un *peu le baptême du feu international,* est à la droite du ministre des affaires étrangères.

L'humour retrouve ses droits

A l'invitation de M. Carter, M. Brejnev prend le premier la parole. *Fidèle à son habitude, le* secrétaire général lit un long « papier », tapé sur une machine à gros caractères. Profitant des délais de traduction, il s'en écarte de temps en temps, pour lancer une réflexion, une pique à l'adresse de la partie adverse, qu'il accuse par exemple de préparer un budget de la défense en nette augmentation. A l'appui de ses dires, M. Brejnev cite *un article... du Washington Post.*

La déclaration liminaire soviétique est classique : c'est pour régler des *« problèmes fondamentaux »* entre les deux pays que cette rencontre a été organisée. Des *« dizaines de millions de gens, à travers le monde »*, en attendent avec espoir les résultats. Alliés contre le nazisme, adversaires *pendant la guerre froide, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. doivent en revenir* aux principes qui réglaient leurs rapports au début des années 70 : accepter leurs systèmes sociaux différents et ne pas essayer de se changer mutuellement, ne pas chercher à se faire disparaître réciproquement de la planète. »

Dans sa réponse, M. Carter insiste *à son tour sur l'importance* de l'accord SALT 2, et met en relief la nécessité, pour chacun des deux Super-Grands, de faire preuve *de modération dans les crises locales* ou régionales, car des *« erreurs de jugement »* sur les intentions du partenaire pourraient conduire finalement à *la catastrophe nucléaire.*

Après ces exposés des motifs, les deux délégations décident de se séparer. Il est midi trente. La première séance, qui devait durer deux heures, est terminée au bout de quatre-vingt-dix minutes. Succès ? Echec ? Pour en finir avec les rumeurs qui commencent à se répandre, la délégation américaine met vite les choses au point. Avec une rapidité dont elle *n'est* pas coutumière, l'agence Tass fait de même en diffusant un résumé succinct de la *position soviétique.*

La *seconde* réunion de la journée commence au même endroit que la première, à 17 heures. Les participants sont les mêmes. D'un commun accord *on* a décidé de se consacrer surtout à l'accord SALT 2. Cet après-midi encore, c'est M. Brejnev qui intervient le premier. Parfaitement *conscient* des problèmes que *M.* Carter rencontre au Sénat pour faire ratifier ce texte, le secrétaire général adopte un langage propre à *rassurer certains* parlementaires américains : l'accord, dit-il, est *« réaliste et concret »*, il est fondé sur les principes d'égalité et de *sécurité réciproques,* même si sa *négociation a constitué une tâche* particulièrement difficile. Mais ce n'est qu'un compromis possible à un moment donné, c'est pourquoi ses *différentes clauses doivent faire* l'objet d'une attention particulière. Pour l'Union soviétique aussi, il a été très difficile d'accepter certaines de ces *clauses. « Tout ne nous satisfait pas non plus,* dans ce *traité* », souligne M. Brejnev.

C'est alors, à en croire MM. Powell et *Zamiatine, les porte-parole* américain et soviétique, que l'humour aurait enfin retrouvé ses droits : après avoir réaffirmé que le *problème* de la ratification de SALT 2 est *« une question intérieure à chaque signataire »,* M. Brejnev aurait entrepris d'expliquer à M. Carter la procédure du Soviet suprême en la matière et lui aurait exprimé son espoir et sa confiance en *la décision* finale des députés soviétiques...

Autre échange, rapporté par les porte-parole, qui ne manque pas d'intérêt puisqu'il concerne le ré*seau de missiles mobiles intercontinentaux* (MX) dont le président Carter a décidé l'implantation dans l'Ouest américain : M. Brejnev n'a pas repris les critiques de la presse soviétique. Il aurait même reconnu implicitement que les MX ne violent ni la lettre ni l'esprit de SALT 2. Tout dépendra, a-t-il ajouté, de la façon dont sont installés ces missiles et s'ils se prêtent à l'utilisa*tion de nos moyens* de vérification. M. Brejnev fait allusion à la capacité, pour les satellites soviétiques, de « compter » les MX. M. Carter *lui aurait renouvelé toutes les assurances* déjà prodiguées : qu'ils soient installés à ciel ouvert ou dans des tranchées au toit mobile, les MX n'échapperont pas à l'œil aigu des satellites soviétiques. Le président américain a également rappelé au secrétaire général que si l'U.R.S.S. ne s'était pas doté de missiles SS-18 menaçant directement les fusées Minuteman améri*caines, jamais* le feu *vert* n'aurait été donné à la mise en place du réseau MX.

Un appel ignoré

Cette seconde séance de travail se termine peu après 19 heures. C'est *alors que MM. Powell et Zamiatine* se rendent au palais de la Hofburg, pour en présenter un résumé et qualifier les entretiens de la journée de *« satisfaisants et utiles »*. Pendant qu'ils officient dans la Redoutensaal, où est signé, ce lundi, SALT 2, se déroule le dernier acte de la journée : le dîner intime réunissant à l'ambassade américaine les deux délégations. Dîner très intime, puisque les quelques journalistes qui avaient été autorisés à assister au début sont chassés avant qu'il ne commence. Mais peut-être est-ce là *que l'on parle enfin à cœur ouvert ?* Le discours qu'y prononce M. Carter n'en laisse rien deviner sinon que le président appelle une fois de plus *à « la modération » dans les conflits »*.

C'est par une fin *de* non-recevoir apparente que lui répond M. Brejnev. Après s'en être pris une fois de plus à ceux qui parlent de *« menace militaire soviétique »*, le secrétaire général poursuit : *« Des tentatives sont faites également pour dépeindre les processus sociaux qui se déroulent ici ou là et les luttes populaires pour l'indépendance et le progrès social comme des complots et des intrigues de Moscou. Bien sûr, le peuple soviétique est solidaire de la lutte de libération des peuples (...), mais l'U.R.S.S. est opposée aux ingérences dans les affaires intérieures des peuples. »*

Tard dans la soirée, tout en s'estimant raisonnablement satisfait de cette première journée, on reconnaît dans la délégation américaine que *les* efforts déployés pour aborder le problème des *« points chauds »* se sont heurtés jusqu'à présent à une mauvaise volonté manifeste des Soviétiques. On refuse de donner la moindre indication sur le comportement de M. Brejnev, sinon pour confirmer qu'il est intervenu de nombreuses fois dans les discussions. Manifestement, promesse a été faite aux Soviétiques d'éviter le sujet. Au cours de sa conférence de presse, il est vrai, M. Zamiatine avait tenu à rassurer les deux mille journalistes présents à Vienne. Interrogé à propos de la santé de M. Brejnev, le porte-parole *soviétique* avait déclaré après avoir jugé la question *« déplacée » : « Notre président accomplit un formidable travail pour l'Etat et le parti. Ses activités de politique étrangère l'occupent énormément. Ce travail exige naturellement une bonne santé et Brejnev ne se plaint pas de sa santé. »* Une sorte de petit « scoop » puisque c'est à notre connaissance la première fois qu'un porte-parole soviétique accepte d'aborder en public un sujet aussi sacrilège...

La rencontre des ministres de la défense

Dimanche, après avoir assisté à un office à la chapelle de la Hofburg, le président Carter se rend à l'ambassade soviétique où ont lieu ce jour-là les *négociations.*

La session de la matinée est consacrée au problème du désarmement. Cette fois, M. Carter prend la parole en premier pour se féliciter de la conclusion de SALT, il ajoute que l'accord ne va pas assez loin car il permet une trop grande accumulation de têtes nucléaires et un trop grand gaspillage de ressources.

Les diverses discussions n'aboutissent pas à propos des satellites *« tueurs »* de satellites, les Soviétiques voulant toujours englober dans cette affaire le système de navette spatiale des Etats-Unis. Mais la discussion est ouverte, animée, dit-on, des deux côtés, et pourrait réserver des surprises. Les deux présidents se mettent d'accord, d'autre part, sur une proposition américaine : la rencontre des ministres *de la défense* des deux pays. Cette rencontre — la première de ce type depuis la fin de la deuxième guerre mondiale — se déroule pendant l'in*terlude du déjeuner. Elle dure* une heure quarante-cinq, mais plus tard, dans la soirée.

C'est manifestement la séance de l'après-midi de dimanche qui est la plus « dure ». En moins de deux heures, Américains et Soviétiques enregistrent leurs divergences de vues sur plusieurs problèmes régionaux, le Proche-Orient en particulier, mais aussi l'Afrique australe, le Cambodge et sans doute d'autres régions. A propos du Proche-Orient, M. Zamiatine dira plus tard : *« Notre position est différente de celle des Etats-Unis. Elle n'a pas varié. L'U.R.S.S. continue de penser qu'il faut un règlement global impliquant toutes les parties. Le jugement que nous avons porté sur les accords de Camp-David reste valable et nous ne soutiendrons pas des propositions visant à utiliser les Nations unies dans une opération destinée à soutenir l'accord séparé intervenu entre Israël et l'Egypte. »* (1).

Comme le président Carter réaffirme la nécessité, selon lui, d'observer *« la plus grande modération, directe et indirecte »* dans les crises régionales si on veut éviter les risques de confrontation, M. Brejnev s'étonne *« de la théorie ayant cours aux Etats-Unis et selon laquelle l'U.R.S.S. chercherait à encercler le Proche-Orient ». « Ces théories,* dit-il, *constituent une invention pure et simple. Nous sommes d'ailleurs surpris par la facilité avec laquelle certaines terres lointaines sont qualifiées aux Etats-Unis de sphère d'influence américaine. »*

Au cours du dîner offert à l'ambassade soviétique, M. Carter revient sur le sujet. Après avoir reconnu l'existence de *« divergences »* sur un certain nombre de problèmes, il déclare notamment : *« Je crois que deux voies s'ouvrent devant nous. Il y a la voie de la compétition, voire de la confrontation. Tout effort de l'une de nos deux nations pour exploiter les troubles dans certaines régions du monde nous poussent dans cette direction. Les Etats-Unis peuvent protéger et protégeront leurs intérêts vitaux si c'est cette route que nous devons suivre. Mais il existe une autre voie, celle de la modération et, là où c'est possible, de la coopération. C'est la voie que nous préférons. »*

Le président a ensuite cité le cas de l'Europe, *« où la détente s'est renforcée »*, de *l'Afrique australe, « où la violence ne constitue pas une solution »*, de l'Asie du Sud-Est *« où la guerre du Cambodge ne peut se terminer que par le retrait des forces étrangères, le respect de l'indépendance nationale et des frontières internationales »* et celui du Proche-Orient. Le président n'en termine pas moins son toast en proposant de boire *« à mon nouvel ami, le président Brejnev, au peuple héroïque de l'Union soviétique et à notre engagement déterminé, constant pour la paix dans le monde et le contrôle de toutes les armes »*.

Dans sa réponse, M. Brejnev parle surtout de SALT 2, reprenant l'essentiel de ses déclarations de la veille sur le fait qu'il s'agit d'un compromis. *« Toute tentative pour miner cette structure complexe qui a été si difficile à élaborer, pour modifier l'un de ses éléments, constituerait un exercice périlleux »*, dit-il.

Comme samedi, dimanche est marqué par une défaillance de M. Brejnev : alors qu'il raccompagne, en fin de matinée, M. Carter à la porte de son ambassade, le secrétaire général trébuche et ne garde son équilibre que grâce à l'aide des agents de sécurité qui ne le quittent jamais en public. M. Carter lui offre même une main généreuse.

J. A.

(1) Allusion aux dispositions de l'accord égypto-israélien qui prévoient le concours des « casques bleus » pour assurer le contrôle de l'application de l'accord.

DIEU, M. BREJNEV ET LES GÉNÉRATIONS FUTURES

(De notre envoyé spécial.)

Vienne. — M. Brejnev a-t-il invoqué le nom de Dieu ? Telle est la grave question à laquelle ont dû répondre, samedi soir, les porte-parole américain et soviétique.

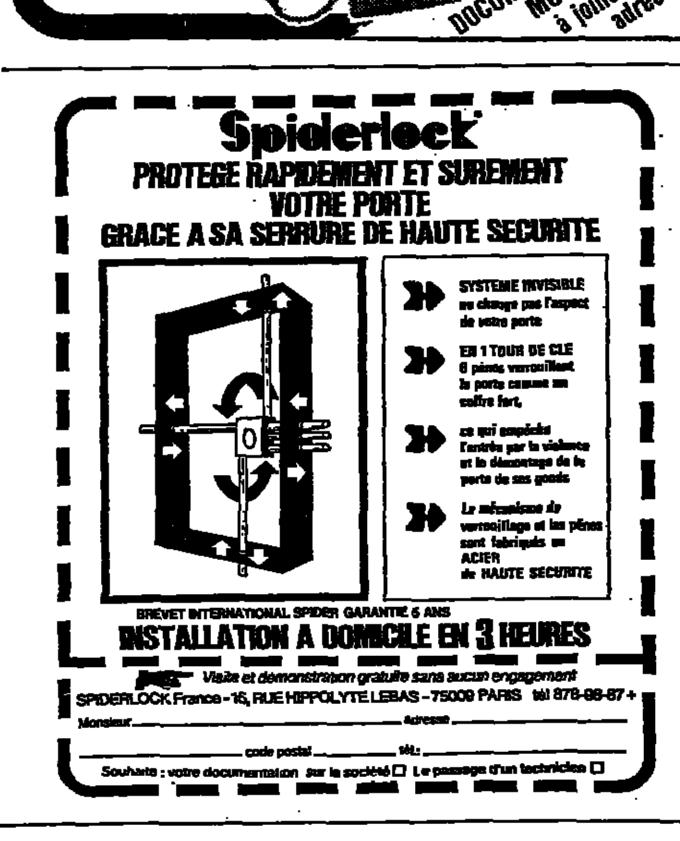
Selon certains journalistes ayant assisté le matin à l'arrivée du secrétaire général à l'ambassade américaine, M. Brejnev aurait dit à M. Carter, alors que les deux hommes échangeaient quelques propos de circonstance avant d'entrer dans la salle de réunions : *« Dieu ne nous pardonnerait pas d'échouer. »*

Interrogé dans la soirée, M. Zamiatine, le porte-parole du Kremlin pour les grandes occasions, opposa un démenti nuancé. *« Je n'ai entendu aucune déclaration de ce genre,* affirma-t-il. *Mais il est vrai que le président Brejnev a déclaré* que nous devions faire tout notre *possible pour arrêter la course aux armements, sinon les générations futures ne nous le pardonneraient jamais. »*

Alors, Dieu ou les générations *futures ? Les deux semble-t-il,* selon le porte-parole américain. M. Brejnev aurait bien invoqué Dieu avant d'entrer en séance, *mais ce sont les générations* futures qui étaient mentionnées dans le texte qu'il a lu à l'ouverture des discussions.

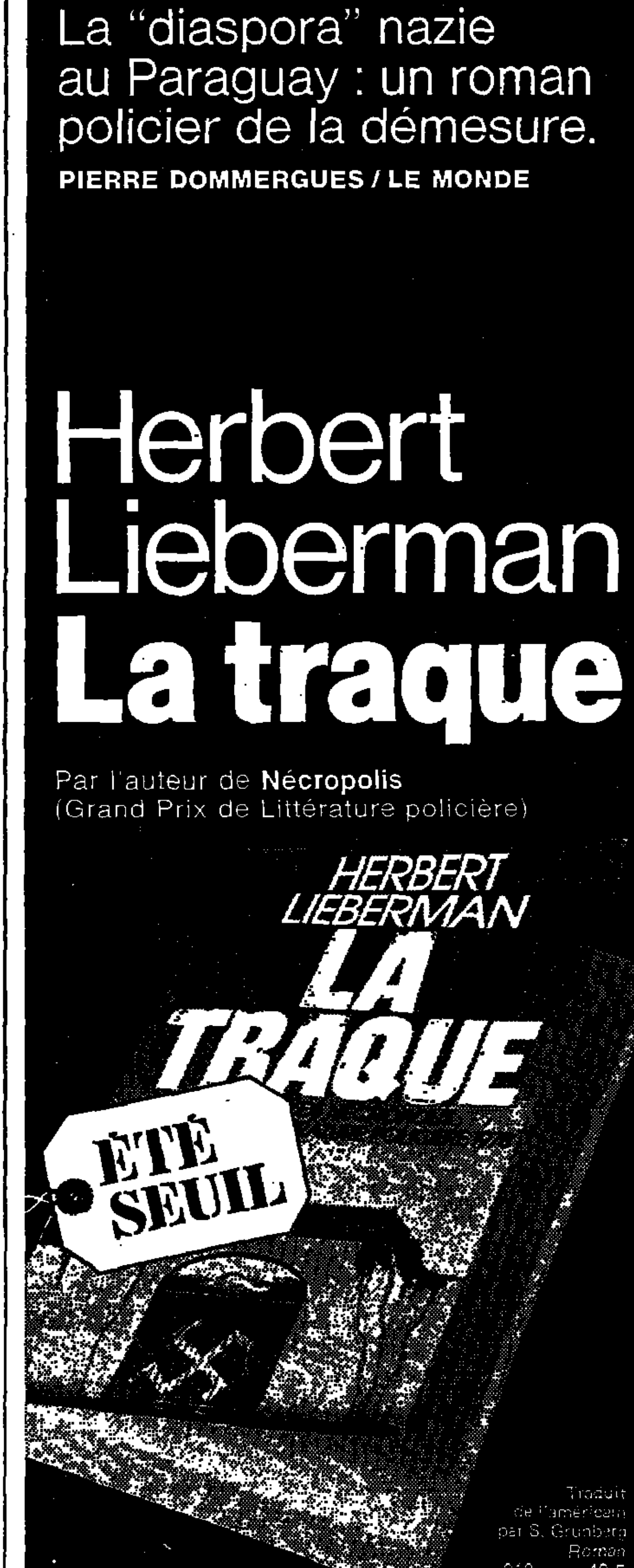
J.A.











LES RÉPERCUSSIONS DU SCRUTIN

AU P.S. *La direction met en cause le comportement de la minorité*

Le secrétariat national du P.S. est réuni lundi 18 juin en « séminaire », à Paris. A cette occasion, la direction socialiste doit notamment évoquer la préparation du « projet socialiste », selon un schéma établi par M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national chargé des études.

Cette question devait être abordée au cours de la réunion du comité directeur, samedi 16 juin, à Bondy. Cette instance n'a pu épuiser son ordre du jour ni même entamer le débat. Contestant le fait que les arguments de MM. Mauroy et Rocard puissent être publiés dans « le Monde » le même jour, les amis de M. Mitterrand ont décidé l'ajournement des travaux du comité directeur et la convocation, pour le 24 juin, d'une convention nationale du parti. Les courants minoritaires n'y seront pas représentés, estimant qu'une telle réunion ne saurait se tenir sans une préparation démocratique. Ils ont demandé en vain le report de trois semaines de la convention nationale.

M. Mitterrand, qui est arrivé à Bondy tard dans l'après-midi, n'a pas participé aux vifs échanges qui ont eu lieu entre ses amis et ceux de MM. Mauroy et Rocard. Dimanche à Torcy, en Seine-*et Marne*, le premier secrétaire du P.S. s'est prononcé pour la mobilisation de tous les socialistes, leur demandant d'œuvrer pour l'unité du parti « sans se laisser distraire par les querelles d'état-major ».

Comment la réunion du comité directeur a tourné court

Le comité directeur du P.S. s'est ouvert samedi en fin de matinée, après une réunion séparée des différents courants du parti. Les amis de M. Mauroy ayant distribué un texte critique à l'égard de la direction (*Le Monde* daté 17-18 juin), M. Laurent Fabius avait indiqué à la presse, avant l'ouverture de la séance, que *« tout ce qui tend à diviser le parti est mal ressenti par les militants »*.

Avant d'engager le débat sur les leçons du scrutin du 10 juin, pour lequel vingt-six orateurs étaient inscrits, M. Jean Poperen, secrétaire national chargé des élections, s'est efforcé d'expliquer les raisons de l'insuffisante mobilisation de l'électorat socialiste pour les élections européennes. La position du P.S., a-t-il indiqué, était à la fois pour l'Europe et contre le gouvernement. Une telle attitude recelait en elle-même, selon le député du Rhône, un risque de *« confusion »* et mettait le P.S. en difficulté face *« aux slogans »* des autres formations.

M. Poperen a précisé : *« Ainsi s'est trouvée facilitée l'argumentation communiste tendant à confondre notre position avec celle des giscardiens. (...) Ce qu'a ressenti l'opinion, c'est notre identification aux positions de la social-démocratie européenne, or le P.C.F. a réussi à donner à cette social-démocratie le visage de M. Schmidt. »* M. Poperen a conclu que le P.S. doit *« marquer plus fortement encore son orientation à gauche »*.

De son côté, M. Lionel Jospin, présentant le rapport d'activité de la direction, a dénoncé *« la mise en coupe réglée de la quasi-totalité des moyens d'information »* et souligné la nécessité d'une *« riposte efficace »* et de *« la recherche de nouveaux moyens de communication »*.

Evoquant les rapports avec le P.C.F., le secrétaire national chargé des relations internationales a qualifié d'*« opportuniste »* la ligne du parti de M. Georges Marchais et souligné que l'objectif du rééquilibrage de la gauche à son profit est désormais, pour le P.C.F., *« prioritaire »*.

Après les interventions de MM. Poperen et Jospin, et une interruption de séance due au déjeuner, M. Pierre Joxe, trésorier du parti, a vivement reproché à MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard d'avoir confié au *Monde* le contenu de leurs interventions devant le comité directeur, avant que celui-ci n'en ait été saisi. (Entre-temps, il était aux environs de 16 h. 15, M. François Mitterrand était arrivé.) Après un échange de propos assez vifs entre majoritaires et minoritaires, la séance fut suspendue.

A la reprise, la direction annonça sa décision de convoquer, dimanche 24 juin, une convention nationale extraordinaire, estimant qu'elle pourrait d'ici là, alerter les militants *« sur une question très grave »*.

Après une nouvelle suspension de séance, demandée par les amis de MM. Mauroy et Rocard, ces derniers faisaient savoir qu'ils refuseraient d'assister à la convention nationale extraordinaire.

Finalement, le comité directeur décidait, par soixante-treize voix *contre quarante-sept, de suspendre* ses travaux, de renvoyer devant le bureau exécutif les autres affaires (collectivités locales, commissions d'études du parti, préparation du projet socialiste) *et de convoquer une convention* nationale, le 24 juin, pour examiner les résultats des élections européennes et la situation politique.

Confirmant que les courants *minoritaires ne se rendront pas* à cette convocation, M. Alain Savary a notamment déclaré aux journalistes :

« Pour éviter que ne s'ouvre le débat prévu sur les élections européennes, la direction du parti a imposé la suspension de la réunion du comité directeur du 16 juin avant qu'un seul orateur de la minorité ait pu s'exprimer. Il s'agit d'un véritable coup de force contraire à toutes nos règles démocratiques. La minorité, qui a observé une totale discipline durant la campagne et qui a mobilisé toutes ses forces pour la bataille européenne, revendiquait le droit à l'analyse objective de la situation. Le débat avait d'ailleurs déjà été engagé lors du bureau exécutif du 13 juin. Ce débat devrait trouver sa conclusion devant l'instance qualifiée qu'est le comité directeur. En substituant à cet organisme une réunion des secrétaires fédéraux, sans donner le temps aux sections et aux fédérations d'en débattre, la direction a prétexté un article de presse pour faire dévier la discussion du terrain politique (...). Le P.S. ne doit pas avoir le complexe de la forteresse assiégée. Il doit s'exprimer dans le cadre d'une discipline librement consentie. Ce n'est que de cette manière qu'il pourra renforcer son unité. »

M. FABIUS : un détournement.

De son côté M. Laurent Fabius a justifié la convocation d'une convention nationale par le fait qu'aucun débat n'avait pu avoir lieu devant le comité directeur. Le porte-parole du P.S. a expliqué :

« Au moment même où nous entamions le débat, des responsables de la minorité avaient déjà donné le texte de leurs interventions à la presse, rendant ainsi sans objet la discussion qui devait s'ouvrir.

» Nous avons lu dans les journaux ce qui allait se passer au cours de notre séance, alors que celle-ci n'avait pas encore eu lieu. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie générale visant le parti socialiste. Celui-ci est chaque jour l'objet d'attaques, que ce soit par l'Elysée ou par le parti communiste. Il s'agit de détourner notre parti de la ligne qu'il s'est fixée. »

Le Monde daté 17-18 juin, et qui a paru samedi au début de l'après-midi à Paris, a publié l'essentiel des argumentations de MM. Mauroy et Rocard en les situant dans le cadre du débat qui s'était ouvert dans la matinée, selon un procédé journalistique courant. Ces thèses n'étaient pas — c'est le moins qu'on puisse dire — confidentielles, et rien ne s'opposait à ce qu'elles fussent publiées, pour la bonne information de ceux qui lisent *le Monde* le dimanche et le lundi, sinon pour celle des membres du comité directeur qui les connaissaient déjà le plus. Le texte de M. Mauroy dont nous avons extrait quelques citations, avait été remis à la presse et déposé sur le bureau du comité directeur vers 11 h. samedi matin.

Le refus du courant Rocard

Dimanche, cinq cents représentants du courant de M. Michel Rocard se sont réunis à Paris. Ils ont réaffirmé qu'ils auraient accepté de participer à une convention nationale du parti, si celle-ci avait été fixée dans un délai permettant la saisine des organes locaux du parti, délai qu'ils avaient évalué à trois semaines. Refusant de se constituer en véritable courant, les amis de M. Rocard ont opté pour une structure décentralisée, constituée à partir de *« groupes d'écoutes, de propositions et d'accueil »*, ouverts aux sensibilités qui s'expriment dans et hors du parti.

Les partis à côté de la réalité politique

(Suite de la première page.)

L'U.D.F. campe sur son succès, *bien qu'il n'ait pas été* à la mesure de ses ambitions. Comme on ne change pas une équipe qui gagne, son état-major est reconduit et, aussi, sa technique du camouflage. Pour avoir trop chanté victoire, son délégué national, M. Michel Pinton, est discrètement désavoué. Il convient de maintenir le mythe d'une majorité unie qui, paraît-il, convient aux électeurs. L'U.D.F. est un parti muet pour majorité silencieuse. Seuls les émois que provoque une éventuelle fusion des formations qui la composent l'agitent encore. N'est-ce pas un peu dérisoire ?

Le P.C. est plus cohérent, en ce sens que son comportement après les élections est identique à celui qu'il observait avant le scrutin du 10 juin et même bien avant. L'objectif confirmé par le vingt-deuxième congrès est de se *renforcer par rapport au P.S., et* ce n'est pas encore fait. Tant que ce rééquilibrage ne sera pas acquis, les communistes s'en tiendront à une forme d'opposition totale et isolée qu'ils ont longuement pratiquée dans le passé. Des possibilités d'union réapparaîtront éventuellement un peu plus tard, mais l'essentiel — que la gauche unie cesse d'être minoritaire — restera à faire.

Cette stratégie pèse sur le P.S. qui ne sait trop comment sortir de cette situation bloquée. Livré à lui-même, il donne l'impression de se déchirer de nouveau et d'assumer aussi mal les enseignements des élections législatives et européennes que les perspectives ouvertes par l'élection présidentielle de 1981. On le voit retomber dans les pires errements de la S.F.I.O. lorsque Guy Mollet clouait la presse au pilori pour obtenir un succès de congrès. Les journalistes ont l'habitude de servir de boucs émissaires : quand quelque chose ne va pas il est *tellement plus facile de s'en* prendre à ceux qui le disent. Rien ne sert pourtant de confondre l'effet et la cause.

Le P.S. affronte des problèmes qui n'ont pas été vraiment réglés par le dernier congrès. C'est un fait que le débat se poursuit à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Il en a toujours été ainsi et M. Mitterrand et ses amis, ainsi que les membres du CERES y ont abondamment contribué. Après tout, le P.S. n'a-t-il pas été investi de l'extérieur ? C'est à sa transparence, à sa capacité de mener au grand jour une discussion libre qu'il doit en partie son succès. C'est de la sorte qu'il accrédite la notion de socialisme démocratique. Certains des nouveaux socialistes semblent ignorer que le courant social-démocrate français a toujours été rebelle à l'embrigadement, comme l'a *prouvé le congrès de Tour en* 1920.

Sans doute, un parti politique ne peut-il fonctionner sans un minimum de discipline, mais il lui faut respecter aussi sa tradition historique. Un parti socialiste sans débats ne serait plus lui-même. Chaque fois que, depuis un demi-siècle, il a rejeté ses minorités, ou a refusé le libre exercice de l'information, il a *œuvré pour son déclin.*

Que sera une convention nationale socialiste sans MM. Mauroy et Rocard ? Les dirigeants socialistes, quel que soit le bien fondé de leurs affrontements, n'ont-ils pas mieux à faire pour intéresser l'opinion ? La remarque vaut pour tous les autres : la réalité politique française a changé depuis quelques années et ceux qui devraient la pressentir l'ignorent ou s'aveuglent.

ANDRÉ LAURENS.

Les hommes, le programme et l'alliance

Le prétexte saisi par M. François Mitterrand pour éviter un débat de fond sur les enseignements qu'il convient de tirer du scrutin du 10 juin illustre la volonté du premier secrétaire du P.S. de ne pas « recommencer le congrès de Metz » et d'obtenir des courants minoritaires qu'ils rentrent dans le rang.

Le procédé utilisé n'est pas sans rappeler la manière dont M. Mitterrand avait rompu avec MM. Mauroy et Rocard lors de la séance de la commission des résolutions au congrès de Metz. Ici, un article du *Monde*, là une petite phrase extraite d'un amendement de M. Patrick Viveret et présentée comme mettant en cause le premier secrétaire *(le Monde* du 10 avril) alors qu'il s'inspirait de son propre texte.

L'habileté tactique du député de la Nièvre ne saurait masquer la gravité des difficultés auxquelles le P.S. doit faire face. Trois sortes de problèmes lui sont en effet posés : les uns concernent les hommes, les autres le programme, les derniers le type d'alliance choisi par les socialistes.

Si l'on considère que l'unité du parti, dans la diversité de ses courants et de ses personnalités, a jusqu'à présent été l'un des facteurs essentiels de sa progression, il n'est guère rassurant de constater que l'homogénéité de la majorité qui soutient le premier secrétaire se construit aux dépens de l'unité de l'ensemble de la formation socialiste.

Celle-ci n'avait pas été véritablement entamée jusqu'alors. Conscient du fait que, aux yeux de l'opinion publique le P.S. s'incarne en trois hommes, MM. Mauroy, Rocart et lui-même, M. François Mitterrand avait sollicité, dans les derniers jours de la campagne pour le scrutin du 10 juin, l'intervention des députés du Nord et des Yvelines.

Cette attention accordée aux leaders des courants minoritaires a cependant cédé la place, dès le lendemain du scrutin, à la plus grande méfiance et à l'affirmation d'une discipline rigoureuse : seuls peuvent s'exprimer à la radio et à la télévision les personnes désignées par le parti (1).

L'affirmation de cette doctrine explique les incidents de samedi. Elle a pour objet de garantir la cohésion des socialistes. Elle vise également, selon ses promoteurs, à refuser d'entrer dans le jeu des médias qui chercheraient à *« déstabiliser »* le parti. Enfin, et surtout, une telle attitude doit permettre d'empêcher M. Rocard, ou M. Mauroy, d'affirmer, grâce à leur présence à la télévision, une image présidentielle. C'est que les problèmes d'hommes occupent un place importante au P.S. MM. Rocard, Mauroy et Mitterrand étant des candidats potentiels pour 1981.

Des trois, le premier secrétaire est sans doute le mieux placé. Disposant de l'autorité sur le parti, son objectif est de garder les mains libres, afin de décider, au moment choisi par lui, d'être candidat, ou de ne pas l'être. Mais la relève n'étant pas, dans les rangs de ses partisans, tout à *fait prête. M. Mitterrand peut-il,* sans risque de voir décroître son influence, accepter une autre candidature ? Le gouvernement de combat dont le député de la Nièvre s'est doté accepterait-il de voir M. Michel Rocard porter les espoirs du socialisme ? Il est permis d'en douter. D'autant que M. Mitterrand a, au risque de ternir son image de rassembleur, voulu s'assurer la maîtrise du parti, laissant aux minorités peu de chances d'infléchir telle ou telle décision ou analyse.

Une autorisation préalable

Dans ces conditions, les courants minoritaires seront tentés d'agir et de faire connaître leurs positions à l'extérieur s'ils veulent conserver une chance d'être présents en 1981. C'est précisément ce que M. Mitterrand veut empêcher, en faisant admettre la nécessité d'une sorte d'autorisation préalable à toute intervention à la radio et à la télévision.

MM. Mauroy et Rocard ont cependant clairement indiqué aux journalistes, à Bondy, qu'ils n'acceptent pas d'être marginalisés par l'interdiction de s'exprimer dans les médias.

Dans cette querelle, M. Mitterrand s'attaque en priorité à M. Mauroy qu'il pense réduire à *merci plus facilement* que M. Rocard. Déjà pendant la période des préparations du congrès de Metz, le premier secrétaire avait sous-estimé la volonté et la capacité du maire de Lille d'être dans la minorité.

Tout se passe comme s'il continuait aujourd'hui de considérer M. Mauroy comme l'élément le plus faible de la minorité. Dès lors, au lieu de le ménager, il saisit chaque occasion de lui signifier qu'il faut se soumettre. Telle n'est pas l'intention de M. Mauroy, qui entend animer un courant autonome susceptible de contribuer au rassemblement du parti sur un programme clair.

Son objectif immédiat est de faire sortir le premier secrétaire de la « zone de flou » dans laquelle il s'est, selon lui, engagé.

Dans l'esprit du député du Nord, il s'agit, à l'occasion de la préparation du « projet socialiste », d'engager un débat de fond sur ce que sera le programme du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Compte tenu des événements de Bondy, il est permis de douter qu'un tel débat puisse avoir lieu, même si le CERES est également convaincu de la nécessité d'aller au fond des choses.

Enfin et surtout, la rupture de l'union de la gauche ajoute aux difficultés du P.S. Si tous les courants paraissent désormais convaincus que la priorité que s'est fixée le P.C. vise non la victoire électorale mais la modification du rapport des forces au sein de la gauche, chacun tire des conclusions différentes de l'échec de mars 1978. Selon le premier secrétaire, il suffit de tenir bon sur ses positions, afin de ramener le P.C. dans le droit *chemin unitaire.* Pour MM. Mau- l'« union des forces populaires » (incluant les syndicats et les s'adapter à la situation créée et roy et Rocard, le P.S. doit associations) doit prendre le relais de l'union de la gauche. En outre, ni le député du Nord ni celui des Yvelines n'attribuent une valeur quasi rédemptrice à l'alliance avec les communistes.

Engagé par le P.C.F. dans une impasse, divisé sur son programme, partagé par les querelles de ceux qui l'incarnent, le P.S. est désormais freiné dans son ascension électorale. C'est dans ce contexte que les dirigeants socialistes ont pris le risque de creuser un peu plus le fossé qui les sépare des courants minoritaires.

Des hommes tels que MM. Jean-Pierre Chevènement ou Lionel Jospin considèrent que le P.S. s'est doté d'une direction et d'une ligne susceptible de lui redonner un *« nouveau souffle »*, voire de lui assurer *« une seconde naissance »*. S'agit-il, comme le craignent MM. Mauroy et Rocard, de remplacer le P.S. actuel, ouvert au débat démocratique, par une formation monolithique, vouée au *« centralisme démocratique »* ?

La question peut être posée. A moins que le fait de poser cette question ne participe du complot ourdi, chacun le sait, par la presse, sous l'impulsion conjuguée de l'Elysée et du P.C.F.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) M. Mauroy s'est vu interdire de participer à un débat organisé par Antenne 2 au lendemain des élections européennes. M. Martinet a subi de vives attaques pour avoir, le même jour, analysé le scrutin dans *le Matin.*

DU COMITÉ DIRECTEUR A LA CONVENTION NATIONALE

Le comité directeur est, en quelque sorte, le parlement du parti socialiste. Tous les courants y sont représentés, à la proportionnelle des suffrages qu'ils ont obtenus au moment des votes des fédérations qui précèdent le congrès national.

Toutefois, les courants qui n'ont pas obtenu 5 % des suffrages lors de ces scrutins (celui de M. Christian Pierret et le courant femmes) n'y sont pas admis.

Le comité directeur est donc le lieu privilégié du débat entre la majorité et la minorité.

Les conventions nationales permettent de réunir les dirigeants des fédérations. Il s'agit le plus souvent du premier secrétaire de chaque fédération départementale, celui-ci ayant la possibilité de réunir la commission exécutive fédérale avant de se rendre à la convention.

Toutefois, certaines conventions peuvent, en raison de l'importance du problème traité, être dotées d'une représentation élargie, comparable à celle d'un congrès. Il faut alors un délai suffisant entre la convocation et la réunion pour que la base puisse s'exprimer.

Compte tenu de la faiblesse de ce délai, la convention du 24 juin répond au premier schéma. Plus de 80 % des secrétaires fédéraux se réclament de la majorité du parti.

M. LAJOINIE (P.C.F.) : une crise inévitable.

M. André Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., a évoqué dimanche 17 juin, au cours *de la fête annuelle de l'Echo du Centre*, à Limoges, la situation au sein du parti socialiste. Selon M. Lajoinie, il était *« inévitable que la crise s'aggrave au sein du parti socialiste, à partir du moment où la direction de ce parti s'est ralliée à la politique anticommuniste et de collaboration avec la droite des partis sociaux-démocrates ». « Les querelles auxquelles nous assistons actuellement au sein de la direction du P.S. ne visent pas à redresser son virage à droite, mais seulement à trouver la meilleure manière de le masquer, notamment par le langage moderniste de Mauroy et Rocard »*, a ajouté M. Lajoinie.

Le P.S.U. poursuit dans la voie de l'organisation d'un « courant critique » au sein de la gauche

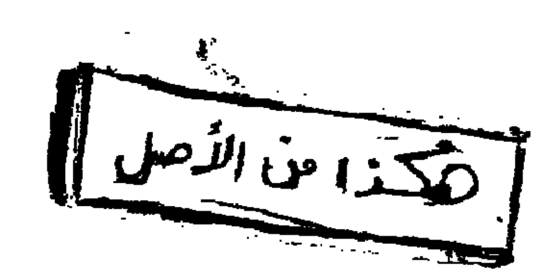
Les résultats des élections européennes sont considérés par le parti socialiste unifié comme une confirmation de ses thèses sur l'existence d'un courant critique de gauche et de mouvements, moins définis politiquement, dont il lui appartiendrait de faire la synthèse avec la gauche traditionnelle. Le P.S.U., qui avait appelé à voter blanc ou nul, relève que ce vote a été émis par 5,32 % des votants (près de *1 740 000 personnes*), *soit* une proportion très supérieure à celle que l'on constate ordinairement (1 % à 2 %).

Les socialistes unifiés observent que, dans les villes, cette augmentation des bulletins blancs ou nuls correspond à leur électorat, tandis que, dans les campagnes, elle s'accompagne d'un recul des suffrages socialistes. C'est le cas dans la Mayenne (9,66 % de blancs et nuls), l'Aveyron (8,10 %), le Tarn-et-Garonne (7,76 %), le Tarn (7,69 %), le Haut-Rhin, les Vosges, la Vendée, la Vienne, les Deux-Sèvres, le Gers (de 7,40 % à 7,60 %), départements où la *proportion de votes blancs* ou nuls est la plus importante.

Il y a donc, pour le P.S.U., une corrélation entre ce qu'il estime être un recul global des partis de gauche (P.S. et P.C.F.) et une *progression de l'extrême gauche*, des écologistes, des régionalistes et du P.S.U. lui-même. L'influence de ces courants, s'y l'on y inclut les votes blancs et nuls, atteint 10 % des votants. Le P.S.U. en conclut que la proposition de constitution d'une liste commune, qu'il avait formulée dès le mois de janvier dernier, se trouve justifiée par les faits. Il dénonce le « *sectarisme* » des animateurs d'Europe-Ecologie et de ceux de la liste *trotskiste*, qui s'étaient opposés à un tel regroupement, et il leur reproche une certaine désinvolture à l'égard de leurs militants, qui se sont mobilisés et engagés financièrement et pouvaient espérer obtenir un résultat sous forme de sièges à l'Assemblée européenne, ce qu'une liste commune aurait rendu possible.

Le P.S.U. constate, d'autre part, que si la loi électorale française a empêché ces courants d'être représentés à l'Assemblée de Strasbourg, il n'en est pas de même dans d'autres pays, comme le Danemark et l'Italie, où ce qu'il appelle la « gauche nouvelle » a obtenu des sièges.

Considérant le rapport de forces défavorable à la gauche au sein de l'Assemblée européenne et l'absence de perspectives, au niveau européen, pour les partis communistes et socialistes, le P.S.U. estime d'autant plus nécessaire l'émergence d'une alternative critique par rapport à la gauche traditionnelle. La direction politique nationale, qui se réunira à la fin du mois de juin, *devra étudier les conditions de* cette émergence et le champ politique qu'elle peut couvrir.



DU 10 JUIN AU R.P.R.

M. Debré est élu pour cinq ans président du groupe gaulliste à l'Assemblée européenne

Les quatre-vingt-un membres de la liste DIFE se sont réunis, dimanche 17 juin à Paris, sous la présidence de M. Jacques Chirac. La règle de l'alternance qui permettra à tous les membres de la liste de siéger à tour de rôle à Strasbourg a été confirmée. Une seule exception a été admise en faveur de M. Michel Debré. En effet, le député de la Réunion — qui figure parmi les quinze élus du 10 juin — a été élu président du bureau du « Groupe des 81 » pour les cinq années de la mandature.

Cinq autres membres de droit feront partie du bureau du groupe : MM. Jacques Chirac, Pierre Messmer, anciens premiers ministres, et Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, qui siégeront pendant la première année, ainsi que M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et M. Jean Foyer, président de la commission des lois, qui ne figuraient pas sur la liste européenne.

Le bureau comprend d'autre part neuf membres élus jusqu'au 31 décembre : MM. Christian de La Malène, sénateur, André Bord, député, Georges Gorse, député, Jean Mouchel, dirigeant agricole, Roger Potin, président de la chambre de commerce de Versailles, André Roussel, professeur de médecine, Mmes Marie-Madeleine Dienesch, député, et Anglade, et M. Pierre Emmanuel, ainsi qu'un secrétaire général, M. Jacques Toubon, un secrétaire général adjoint, M. Gérard Bokanowski, et un trésorier, M. Jean Meo.

M. Debré a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les quatre-vingt-un candidats avaient décidé à l'unanimité de tenir ensemble dix réunions annuelles et de créer trois commissions permanentes chargées des problèmes économiques et sociaux (président : M. Jean Meo, conseiller de M. Chirac), des questions politiques et institutionnelles (président : M. Jacques Toubon), et des relations intergouvernementales (président : M. Maurice Koscіusko-Morizet, ancien ambassadeur).

L'ancien premier ministre a annoncé la publication prochaine d'une déclaration réaffirmant les positions de la liste DIFE en ce qui concerne l'organisation confédérale de l'Europe et les compétences de l'Assemblée, souhaitant le développement de politiques communes dans des secteurs bien définis. M. Debré a notamment dénoncé les pays qui, tout en se proclamant européens, passent des marchés importants avec des Etats non européens.

Enfin, les membres de la liste ont décidé de partager entre tous l'indemnité que percevront ceux qui siégeront effectivement à Strasbourg. Chacun percevra ainsi en moyenne quelque 2 000 F par mois.

M. Sanguinetti souhaite une « direction collégiale » pour le R.P.R.

Invité, dimanche 17 juin, du Club de la presse d'Europe 1, M. Alexandre Sanguinetti, ancien député, ancien ministre des anciens combattants, ancien secrétaire général de l'U.D.R., qui s'est placé « en congé du R.P.R. », a notament déclaré à propos de M. Chirac : « *Quand on est dans une impasse — et nous connaissons la même impasse que celle du R.P.F., — il y a trois attitudes possibles : on recule, je ne le lui demande pas ; on enfonce le mur d uson, je ne lui conseille pas ; on s'élève. Or, que fait-il ? Il tourne en rond dans l'impasse, et c'est là le plus grave. Chirac n'a en lui-même, réfléchir par lui-mais, s'il veut vraiment venir en force et représenter quelque chose pour l'avenir, il doit rentrer en lui-même, réfléchit par lui-même, se retirer. C'est à ce moment-là qu'on pense aux gens, quand ils ne sont plus là ! Si le général de Gaulle avait toujours été président du R.P.F. en 1958, puis maire de Paris, personne n'aurait été le chercher !*

» *Quand je demande à Jacques Chirac de se retirer, ce n'est pas dans une thébaïde. Je ne demande pas qu'il devienne ermite. J'ai dit qu'il fallait qu'il parle, mais uniquement des choses essentielles et en s'adressant aux citoyens, pas aux électeurs.*

» *Et puis, se retirer au niveau de l'Assemblée nationale — car il est député de la Corrèze — se retirer au niveau de Meymac, vieux nom celle qui plaît aux Français, c'est bien. Ce n'est pas la Sibérie la Corrèze, non plus que la Creuse ! Et on en revient toujours.*

» *Pour ce qui est de le remplacer à la direction du mouvement, dans son propre intérêt, il aurait à ce moment-là un magistère moral écrasant et il y a suffisamment d'hommes dans le mouvement pour constituer une direction collégiale qui, sous sa houlette lointaine et silencieuse dans la plupart des cas, peut faire beaucoup plus. Il sait ce que c'est, lui, que le conseil occulte. On le pratique autour de lui suffisamment bien, non ? Bon ! C'est cela que je lui demande.* »

L'ancien ministre a ajouté : « *Je ne crois pas que l'on puisse être candidat à la présidence de la République en étant chef d'un grand parti et avoir la possibilité d'être élu. Les Français n'éliront jamais un homme et son parti dans un système de gâteau quatre-quarts.* »

Il a estimé encore que le R.P.R., « *dans l'état actuel des choses, n'avait pas d'autre choix que d'être dans la majorité, car,* a-t-il dit, *quand, en même temps, on dénonce la moitié de la nation française comme étant une armée d'occupation étrangères sur le sol national — j'ai nommé la gauche, — et l'on vous explique qu'il faudrait rompre avec l'actuelle majorité, je ne vois pas ce qu'on devient.* »

Après s'être dit ni « *gaullo-giscardien* » ni « *gaullo-chiraquien* », M. Sanguinetti a jugé ainsi M. Giscard d'Estaing : « *Je trouve que jour après jour il y a amélioration.* »

Trois élections cantonales

CALVADOS : Troarn (1er tour).

Inscr., 21 216 ; vot., 11 486 ; suffr. expr., 11 261. MM. Jacques Porcq (R.P.R., sout. U.D.F.), 3 454 voix ; Jean-Louis Fouque (P.C.), 3 392 ; Jean Besse (P.S.), 3 116 ; Michel Lemoux (M.R.G.), 1 299. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Jean-Claude Fissoun (P.S.), qui a démissionné de son mandat après avoir quitté son parti, à qui il reprochait d'avoir choisi, en mars dernier, comme candidat dans le canton voisin de Bourguébus, l'ancien directeur régional de l'équipement, qui n'avait adhéré au P.S. que quelques jours avant sa désignation.

Ce dernier avait été élu malgré un mauvais report des voix de gauche au second tour, et alors que M. Fissoun, membre du CERES, avait appelé à voter au premier tour pour le candidat des radicaux de gauche.

En mars 1976, M. Fissoun avait été élu au second tour avec 57,38 % des suffrages exprimés, face à M. Richomme, député P.R., suppléant de M. d'Ornano. Au premier tour, il avait devancé le candidat communiste de 4,15 points. En juin 1979, le représentant du P.S. progresse de 2 points, mais se trouve distancé de plus de 2 points par le candidat communiste, qui progresse de 8,7 points. Socialistes et communistes recueillent 57,79 % des suffrages exprimés contre 46,99 en mars 1976. L'unique candidat de la majorité (R.P.R., soutenu par l'U.D.F.) perd 11 points par rapport aux suffrages qui, il y a plus de trois ans, s'étaient portés sur MM. Richomme (P.R.) et Martin (U.D.R.), conseiller sortant.]

HAUTE-SAVOIE : Annecy Nord-Ouest (premier tour).

Inscr., 17 184 ; vot., 7 604 ; suffr. expr., 7 508, MM. André Veyret (U.D.F.-C.D.S.), 2 163 voix ; Guy Moget (P.C.), 1 896 ; Georges Daviet (div. maj.), 1 473 ; Pierre Viguie (P.S.), 1 262 ; Alain Laruaz (mod. maj.), 714. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Chamey (U.D.F., P.R.), décédé quelques semaines après sa réélection — en mars dernier — à l'assemblée départementale. Au premier tour de ce scrutin, il était arrivé en tête devant M. Veyret, qu'il n'avait distancé que de 38 voix et qui s'était désisté en sa faveur. Entre la majorité et l'opposition, le rapport des forces ne subit pas de notable changement : la majorité est légèrement en progrès par rapport à mars dernier, avec 57,93 % des suffrages exprimés contre 57,17 %. A l'intérieur de l'opposition, le P.C. progresse nettement : de 22,34 % des voix à 25,25, alors que le P.S. perd plus de 3 points (il revient de 20,47 % à 16,80).]

PUY-DE-DOME : Lezoux (premier tour).

Inscr., 7 522 ; vot., 5 417 ; suff. expr., 5 351. MM. Maurice Cunier (P.S.), 2 424 voix ; Régis Grimaud (mod. maj.), 1 291 ; Mme Marie-Gabrielle Gagnadre (mod. maj.), 1 046 ; MM. Claude Tizorin (P.C.), 528 ; Yves Sevestre (sans étiq), 62. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège de Louis Coutarel (P.S.), décédé, qui avait été réélu au premier tour le 18 mars dernier avec 51,79 % des suffrages exprimés contre 33,92 % au candidat de la majorité (U.D.F., P.R.) et 14,28 % au représentant du P.C.F. Ce dernier perd donc plus de 4 points par rapport à mars dernier, tandis que le candidat socialiste est en recul de plus de 6 points. Les deux représentants de la majorité obtiennent 9,74 points de plus que le candidat unique de la majorité en mars dernier. En trois mois, la gauche enregistre un recul de près de 11 points (55,16 contre 66,07).]

M. Raymond Barre : laissons au vestiaire les procès d'intention les soupçons et les intrigues

Dans une interview publiée par *le Journal du dimanche* du 17 juin, M. Raymond Barre indique quels enseignements il tire des résultats de l'élection européenne. Le premier ministre déclare notamment :

« *La campagne électorale n'a pas été à la hauteur de l'enjeu. Elle a été brutale et confuse : d'abord parce que l'on a très peu parlé des vrais sujets, ensuite parce que la plupart des participants à cette campagne ont procédé à un amalgame essentiellement inspiré par des considérations de politique intérieure.*

» *Si on se place sur ce terrain, que certains ont délibérément choisi, si on tient compte de leur argument selon lequel le vote des Français ne pouvait être que global et qu'il serait principalement dicté — comme l'indiquaenit les sondages — par des considérations économiques et sociales et par un jugement sur la politique du gouvernement en ces domaines, les résultats sont clairs pour tout observateur objectif. La liste U.F.E. animée par Mme Simone Veil, qui était seule à soutenir sans équivoque l'action du président de la République et du gouvernement, est arrivée en tête de toutes les listes, devançant la liste socialiste, dont on annonçait au lendemain des cantonales un succès éclatant, laissant loin derrière elle la liste R.P.R., dont les responsables avaient mené une campagne particulièrement active.*

» *Laissons les uns et les autres procéder aux diverses lectures qu'ils croient devoir faire des résultats du scrutin : et demandons-nous seulement : que n'auraient point dit ou écrit tous ceux-là du président de la République, du premier ministre, de la situation politique, si l'ordre d'arrivée des listes avait été différent ?* »

Pour M. Barre, les résultats du scrutin confirment la thèse du chef de l'Etat selon laquelle la France aspire à être « *gouvernée au centre* » : « *M. Giscard d'Estaing a clairement explicité cette formule en précisant que le problème de la France moderne est de conduire son évolution en se tenant à égale distance des extrêmes.*

Interrogé sur le nouveau rapport des forces au sein de la majorité, le premier ministre souligne :

« *Parmi les diverses réflexions que le scrutin du 10 juin a inspirées aux responsables du R.P.R., il en est une que tous ont faite : le R.P.R. appartient à la majorité et continuera de soutenir le gouvernement tout en gardant son droit de proposition et de critique. C'est là une position qui me paraît à la fois légitime et sensée.*

» *Pour ma part, je pratiquerai, comme par le passé, une concertation régulière et loyale avec les groupes parlementaires de la majorité et discuterai avec eux des moyens de faire face aux difficultés de tous ordres qiu assaillent le pays.*

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE : des mesures le 20 juin.

A propos des économies d'énergie, M. Raymond Barre indique que des mesures seront adoptées au conseil des ministres du 20 juin. « *Dans le domaine du chauffage, il est possible de supprimer les consommations de gaspillage sans mettre en cause la qualité de la vie. Cela dépend de chacun d'entre nous, et les mesures d'ensemble nécessaires pour encadrer ces efforts seront mises en place : l'Etat devra donner l'exemple.* » Le premier ministre confirme, par ailleurs, qu'il n'est prévu aucun rationnement de l'essence.

Enfin, s'agissant du chômage, M. Raymond Barre rappelle l'ensemble des mesures qui ont été prises, en insistant sur la nécessité d'adapter les conditions de l'emploi : « *Le développement du temps partiel va dans ce sens Il est nécessaire et inéluctable, si on veut répondre aux aspirations de beaucoup de femmes et satisfaire leurs demandes d'emploi. Le gouvernement va prochainement arrêter un programme de développement du temps partiel dans une grande administration. Il souhaite que des entrepises fassent le même test.* »

[On ne sait encore à quelle grande administration fait allusion le premier ministre. Du côté de Matignon, on laisse entendre que les choses ne sont pas assez avancées pour que l'on puisse en parler dès aujourd'hui. Les P.T.T., auxquelles on aurait pu songer, ont soumis un premier dossier au secrétariat d'Etat à la fonction publique, mais il n'y a pas été donné suite pour le moment. Certaines modalités de travail à temps partiel sont appliquées à l'éducation ainsi qu'aux ministères de la santé et du travail. Pour ces deux derniers, il s'agit d'une expérience tendant à accorder un jour de congé supplémentaire — le mercredi — par semaine. Cette formule, une fois précisées les modalités de retenue de salaire, notamment, pourrait être étendue à d'autres ministères.]

M. ROBERT POUJADE : M. Chirac est l'homme qui s'impose à la tête du mouvement.

M. Robert Poujade, député R.P.R. de la Côte-d'Or, maire de Dijon, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a estimé à R.T.L., samedi 16 juin, que le scrutin du 10 juin avait été « *une des compétitions les plus incertaines et les plus équivoques de notre histoire politique* ».

A propos de M. Chirac, M. Poujade a déclaré : « *C'est, actuellement, l'homme qui s'impose à la tête du mouvement, quels que soient, par ailleurs, les reproches qu'on puisse lui faire et c'est une raison de plus de lui demander parfois de modifier un certain nombre de ses comportements. Aucun homme politique — lorsqu'il est à un haut niveau de responsabilité — n'accepte volontiers qu'on le conseille.*

Le Monde

société

LA DÉNONCIATION DU RACISME

La Journée nationale à la Grande Loge de France

Un combat jamais achevé

La Journée nationale contre le racisme, organisée samedi 16 juin par *la Grande Loge de France*, était la première manifestation d'extériorisation de cette obédience depuis l'élection de M. Michel de Just comme grand-maître, en septembre dernier.

Au Palais des congrès, à Paris, un colloque a réuni sur le thème de la lutte contre le racisme près de deux mille personnes autour de conférenciers qui ont traité des divers aspects de ce problème. Après une allocution de M. de Just et un exposé de M. Vasak, directeur de la division des Droits de l'homme à l'UNESCO, sur l'attitude du monde moderne face au racisme, M. Pierre Simon, ancien grand maître de la G.L.D.F., a analysé du point de vue biologique, le concept de race, soulignant, notamment, que ce concept est tombé en désuétude depuis la mise à jour des « *marqueurs sanguins* » qui ont montré que *l'humanité était porteuse* d'un patrimoine commun. Le pasteur Le Cossec a traité de l'actualité du racisme anti-gitan, et M. Gaston Maurice, avocat, de l'antisémitisme, revendiquant non seulement, pour les juifs, le « *droit à la différence* », mais ausis le droit à l'« *absence de différence* ».

Déraciner l'égoïsme

Chargé de présenter le « *problème des Noirs* », M. Louis Petiti, bâtonnier de l'ordre des avocats, a souligné que le racisme n'était souvent que l'habillage de pas*sions plus secrètes*. Il a mis en garde contre les formes dérivées de racisme, issues d'égoïsmes individuels ou colectifs ; ces derniers, liés souvent au sentiment nationaliste.

Interrogé par des *Africains* qui protestaient contre les contrôles policiers discriminatoires et contre certaines formes sournoises de racisme administratif, M. Petiti a indiqué que la loi française et la jurisprudence permettent de lutter contre ces discriminations. Il a toutefois admis leur imperfection.

Le professeur André Levy a évoqué les ressorts profonds et psychologiques du racisme : refus de sa propre faiblesse conduisant à l'agressivité envers l'autre ; besoin de niers ses limites.

Il est malaisé, a-t-il dit, de ne pas être raciste. Sur le plan du groupe, l'ethnocentrisme est une atitude universelle et, dans certaines conditions trop contraignantes, il dérive en racisme. La tentation raciste est donc permanente et il n'existe pas de recettes pour l'extirper.

Le R.P. Riquet a défini le racisme comme une « *hypertrophie de l'instinct de conservation* ».

Lirigé par M. Monosson, membre du conseil fédéral de la G.L.D.F., le débat s'est engagé avec la salle et s'est achevé sur la conclusion que pour déraciner l'égoïsme (racine du racisme), il n'existe qu'une méthode : « *Passer de l'homme naturel à l'homme spirituel par l'initiation.* »

M% Michel de Just s'est défendu d'apporter une conclusion à ce débat car, a-t-il déclaré, « *il n'y a pas de fin au combat contre le racisme, qui sera toujours inachevé* ».

« *Nous ne sommes pas ici*, a ajouté le grand maître, *pour rassurer et sécuriser. Rien ne serait plus dangereux que la démobilisation de l'opinion.* »

A. G.

Serge Gainsbourg répond à un article de Michel Droit

L'hebdomadaire *Tribune juive*, dans son numéro du 21 juin, publie une interview de Serge Gainsbourg, que Michel Droit avait scandaleusement attaqué dans *le Figaro-Magazine* du 1er juin, affirmant que sa version personnelle de *la Marseillaise* était susceptible de provoquer l'antisémitisme.

« *En 1942*, souligne Serge Gainsbourg, *les Français savaient que j'étais juif. Pour moi, cet article a été un flash-back : j'ai porté l'étoile à Paris. Puis quand mes parents ont senti que ça tournait au vinaigre, ils ont placé mes sœurs dans un collège religieux et j'ai été envoyé moi-même dans une école près le Limoges. Il y a eu un jour de danger pour moi, lorsque la Milice a fait une descente dans l'établissement. Mais le directeur a été très gentil, il m'a donné une hache, m'a envoyé dans les bois en me disant : « Si tu vois quelqu'un, » tu dis que tu es bûcheron. » (...) Droit me repousse dans le ghetto, ghetto des juifs et des émigrés ; ce qu'il n'a pas supporté, c'est qu'à la télé, dans une heure de grande écoute, j'ai chanté ma* Marseillaise *— avec en fond le drapeau bleu, blanc, rouge. Un juif sur le drapeau tricolore et la* Marseillaise *en « reggae », c'était trop pour lui.*

» *En fait, il ignore que le « reggae » est une musique révolutionnaire de la Jamaïque et que ma chanson est une version héroïque ; si j'ajoute « aux armes et caetera », c'est contestataire. Cette chanson est tout de même la plus sanglante de l'histoire.* »

Ce qu'écrivait Michel Droit

Le 1er juin, dans le *Figaro-Magazine*, Michel Droit écrivait notamment : « *L'autre jour, sur les écrans de la télévision, nous l'avons vu, Serge Gainsbourg ! Ah, pour nous bavoter « sa »* Marseillaise, *il avait peaufiné sa tenue de scène et soigné l'expression, le geste, l'attitude. Œil chassieux, barbe de trois jours, lippe dégoulinante, blouson savamment avachi, mains au fond des poches. Bref, plus attentivement délabré, plus minutieusement débraillé, plus définitivement « crado » que jamais.*

» *Que l'on veuille bien m'excuser de dire aussi nettement les choses et de manquer peut-être à la plus élémentaire charité, mais, quand je vois apparaître Serge Gainsbourg, je me sens devenir écologiste. Comprenez par là que je me trouve aussitôt en état de défense contre une sorte de pollution ambiante qui me semble émaner spontanément de sa personne et de son œuvre, comme de certains tuyaux d'échappement sous un tunnel routier. (...) Beaucoup d'entre nous s'alarment, souvent à juste titre, de certaines résurgences, dans notre monde actuel, d'un antisémitisme que l'on était en droit de croire enseveli à jamais avec les six millions de martyrs envoyés à la mort par son incarnation la plus démoniaque.*

» *Or, dans ce domaine de l'antisémitisme, chacun sait que, s'il y a les propagateurs, il peut y avoir aussi, hélas !, les provocateurs.*

» *Alors je dis, en pesant mes mots, que Serge Gainsbourg vient — inconsciemment, je veux bien le croire — de se ranger dans cette dernière catégorie.*

» *Il n'est évidemment pas un homme de bonne foi qui songerait à associer cette parodie scandaleuse, même si elle est débile, de notre hymne national et le judaïsme de Gainsbourg. Mais ce ne sont pas précisément les hommes de bonne foi qui constituent les bataillons de l'antisémitisme.* »

M. SALOMON : « Perfide. Sournois. »

M. Jacques Salomon répond à Michel Droit dans la revue *la Terre retrouvée* : « *Ce que nous dit Michel Droit, c'est que les juifs de ce pays doivent prendre garde à ne jamais se distinguer, doivent respecter deux fois plus que les autres* la Marseillaise *parce que, dès que l'un d'entre eux cessera de faire des cocoricos, il risque de se trouver des personnes (idiotes, mais que voulez-vous, il y en a !) pour mettre cette tiédeur nationale sur le compte du judaïsme tout entier. (...) L'antisémitisme du « ce n'est pas un hasard », nous le connaissons bien. Perfide. Sournois. Et d'autant plus ignoble. Michel Droit vient d'en donner une pathétique illustration.* »

Signalons d'autre part que *le Figaro-Magazine* publie dans son numéro du 16 juin trois lettres de lecteurs juifs approuvant l'article de Michel Droit.

Carnaval à la Goutte-d'Or

Bleue, rouge, jaune, une corolle de ballons flotte dans la grisaille de la Goutte d'Or. Dessus, en français ou en arabe, on peut lire : « *Non au racisme, halte aux lois racistes !* » Comme *une volée de moineaux, les* enfants se précipitent, le visage recouvert de masques de carton multicolores. Pour les efants d'immigrés, aujourd'hui, c'est la fête. Derrière une 4 C.V. archaïque, *constellée* de peinture dorée, ils escortent en riant un saxophoniste et des joueurs de bendir.

Sur les trottoirs, au milieu des soieries, des costumes chinois, des valises de toutes tailles et des bouquets de menthe fraîche, la foule affairée des samedis matins se presse. La musique arrête les acheteurs, les fenêtres s'ouvrent. Des cafés sortent Maghrébins et Africains. La circulation est bloquée. De temps en temps, la musique s'arrête, et, du cortège, s'élève une voix : « *Toi qui, pour venir ici ,as traversé la mer, toi qui as tant de problèmes avec ta carte de séjour, toi qui n'es pas heureux, viens avec nous faire la fête !* »

Les badauds sourient, tapent dans leurs mains, le rythme du *bendir les attire, certains* dansent. Les enfants sont ravis. Quittant le centre du quartier, le « Carnaval » arrive rue Polonceau. Sur une petite place, on a dressé des tables d'école : braderie de vêtements, vente de livres, du journal *Sans frontière*, l'hebdomadaire des immigrés. Sur un barbecue improvisé, grillent des merguez, un peu plus loin un mouton empalé sur une *broche. On boit du jus d'orange* ou de la bière. Les musiciens continuent à jouer. Les habitants du quartier passent, discutent, s'amusent.

Vers 15 heures, le théâtre *commence avec les enfants* de l'école de la rue de Vitruve. Une petite pièce sur l'école Decroly, une autre sur le droit des enfants. Les petits immigrés sont fascinés, ils ont envie de participer. Puis ce sera une autre pièce, « *Une femme perdue* », jouée par des habitants du quartier. Dans la soirée, des groupes de musiciens se relaieront : des Portugais du XVIIIe arrondissement, le groupe Lézard, et son « free jazz immigré », puis ce sera le tour des Enfants de Beaubourg. Vers 22 heures, la fête s'arrêtera.

*Saïd sourit derrière ses lu*nettes. Il a, avec l'association culturelle de la Goutte d'Or, organisé la première fête de rue du quartier : « *D'habitude, la police est partout, à la Goutte d'Or. Aujourd'hui ,on ne l'a pas vue, et même sans elle tout s'est déroulé sans problème. Ça prouve qu'on peut s'en passer !* »

A. L.

FAITS ET JUGEMENTS

Aux États-Unis un enfant de douze ans est condamné à vingt-cinq ans de prison.

Miami (*A.P.*). — Un enfant, âgé de douze ans, a été condamné, mercredi 13 juin, par la cour du comté de Miami (Floride) à vingt-cinq ans de prison pour meurtre, vol et cambriolage. Le garçon, qui n'a pas contesté les charges retenues contre lui, était accusé d'avoir battu à mort, avec cinq autres enfants d'une bande, un vieillard de quatre-vingt-cinq ans.

Une fillette de treize ans, considérée comme chef de la bande, avait été condamnée la semaine précédente à cent quatorze ans de prison. Le garçon condamné bénéficiera toutefois de la liberté sur parole après un an de prison.

[En France, l'ordonnance du 2 février 1945 établit une irresponsabilité penale absolue pour les enfants de moins de treize ans qui, par conséquent, ne peuvent être en aucun cas condamné; à des peines d'emprisonnement.]

● *La revue « Combat nature » condamnée pour diffamation.* — M. Alain de Swarte, cinquante-trois ans, directeur de la revue *Combat nature*, a été condamné, la semaine dernière, par la cour d'appel de Rennes, à une amende de 2 000 francs pour diffamation à l'encontre de la direction départementale de l'agriculture du Finistère et de deux fonctionnaires, MM. Boucher et Le Nir (*le Monde* daté 21-22 décembre 1978). Dans son numéro de février 1977, *Combat nature* avait publié une lettre ouverte intitulée « Un vieux paysan démembré », dans laquelle un agriculteur retraité affirmait que les commissions de remembrement « *ne servent qu'à couvrir, à camoufler des escroqueries* » et accusait MM. Boucher et Le Nir d'« *abus de pouvoir, de spoliation, de gaspillage de l'argent public* ». — (*Corresp.*)

Fusillade entre policiers et malfaiteurs à Puteaux.

Six malfaiteurs, qui avaient commis une agression à main armée, jeudi 14 juin, contre un fourgon postal à Bruxelles, emportant près de 5 millions de francs, ont été arrêtés, samedi 16 juin, dans la région parisienne par la brigade de recherche et d'interventions. Après l'attaque — au cours de laquelle un convoyeur de fonds avait été tué, et un autre blessé, — la bande s'était séparée en France.

Deux des malfaiteurs, Léon Bourdouxhe et son amie, Mlle Maria Milliotо, ont été appréhendés à l'entrée de l'autoroute du Nord. Deux autres personnes, MM. Pierre Guidicelli — dit « Pierrot le Balafré » — et Guy Siano, déjà condamnés pour agressions à main armée, ont été arrêtées alors qu'elles descendaitent d'un taxi, avenue de Breteuil, à Paris.

Les policiers suivaient aussi les deux autres membres de la bande, mais ces derniers ne se sont pas laissés arrêter sans réagir : M. Jean-Claude Di Marzo — dit « Tino », — âgé de trente-neuf ans, a été tué à Puteaux au cours d'une fusillade avec les policiers. M. Simon Campana, âgé de vingt-neuf ans, a été grièvement blessé d'une balle dans le ventre. Deux autres personnes, M. Camille Panizzoni et son amie, Mlle Sylvie Bertinelli, âgée de vingt ans, sont sorties indemnes de la fusillade. Des armes, des cagoules et 10 millions de francs belges ont été retrouvés par les enquêteurs, au domicile des malfaiteurs.

● *Condamnation pour modification d'un compte-rendu de comité d'établissement.* — Le directeur du personnel de la Société parisienne de lingerie indémaillable, M. Louis Le Flem, cinquante-deux ans, demeurant à Rennes, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 2 000 F d'amende par le tribunal de grande instance de Rennes pour faux en écriture privée. A la suite de la réunion à Fougères (Ille-et-Vilaine), le 14 octobre 1977, du comité d'établissement, M. Le Flem avait « corrigé » le compte rendu rédigé par la secrétaire de ce comité.

C'est ainsi qu'il avait substitué aux termes de « départ volontaire » (la S.P.L.I. offrait une prime de 10 000 F aux salariés qui voulaient quitter l'entreprise), ceux de « licenciement collectif » et indiqué que le comité d'établissement s'était prononcé sur une demande de licenciement d'une déléguée du personnel, ce qui était faux. Le directeur devra verser 1 500 F de dommages et intérêts à la secrétaire du comité d'établissement et 500 F de dommages et intérêts au syndicat C.F.D.T. partie civile. — (*Corr.*)

Un débat sans vote sur la peine de mort aura prochainement lieu au Sénat

annonce M. Peyrefitte

Un débat sur la peine de mort devrait avoir lieu au Sénat avant la fin de la session parlementaire, a déclaré, vendredi 15 juin, au micro d'Europe 1, M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice. Ce débat ne sera pas suivi d'un vote.

Le vote de la commission des lois de l'Assemblée nationale favorable à la suppression de la peine de mort et les déclarations du *garde des sceaux* (*le Monde* des 17 et 18 juin) ont suscité plusieurs réactions. M. Hector Rolland (R.P.R.), a adressé, vendredi 15 juin, une lettre au premier ministre :

« *Le gouvernement démontre à travers cette hésitation* (ne pas faire suivre le débat d'un vote), *qu'il est assis entre son opinion publique, qui dit non à la suppression de la peine de mort, et le Parlement, qui se prononcerait probablement pour, du fait de l'accord de la gauche* », écrit le député de l'Allier. De son côté, M. Pierre-Charles Krieg, député de Paris (R.P.R.), favorable au maintien de la peine capitale, écrit dans un communiqué : « *Une discussion à caractère formel et académique ne peut que relancer la querelle sans résultats aucun.* »

La Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort fait remarquer dans un communiqué que « *la peine de mort, sommet dans l'échelle des peines amènerait obligatoirement la réduction de toutes les autres peines actuelles prévues au code pénal, et qui dit amoindrissement de la sanction dit « augmentation de la criminalité* ».

Le comité de liaison contre la peine de mort et les peines perpétuelles réclame, quant à lui, que « *la peine capitale soit supprimée du code pénal sans être pour autant remplacée par une « peine de sûreté incompressible » de longue durée, véritable torture qui risquerait d'enfermer les condamnés dans le désespoir ou la révolte* ».

Le projet de loi sur les immigrés

M. André Henry (FEN) dénonce à Alger « les textes iniques »

De notre correspondant

Alger. — « *Le projet de loi déposé par M. Stoléru, après celui de M. Bonnet, nous paraît une initiative dangereuse, non conforme aux traditions de notre pays. La FEN cambattra ces textes iniques et défendra avec acharnement les droits des travailleurs immigrés en France.* » Cette déclaration de M. André Henry a donné le ton de la conférence de presse tenue samedi après-midi 16 juin, au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) par le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, en présence de M. Demene Debbih, dirigeant de la centrale syndicale algérienne.

M. Henry a critiqué les projets visant à restreindre le nombre des travailleurs étrangers en France et qui n'ont fait, a-t-il dit, l'objet d'aucun débat préalable sérieux. Il a dénoncé l'absence, dans ces textes, de procédures de recours ainsi que la détention administrative « *légalisée de façon anticonstitutionnelle* » et la limitation abusive des séjours des travailleurs migrants. Il s'est prononcé en faveur « *du libre choix des travailleurs migrants de rester en France ou de rentrer dans leur pays* » et a suggéré la création d'un « *contrat de réinsertion qui comporterait un certain nombre d'obligations pour les pouvoirs publics français* ».

« *Je crains*, a déclaré M. Henry, *que ces difficultés n'aient des répercussions graves sur la coopération culturelle.* » Le secrétaire général de la FEN, qui s'est entretenu à Alger avec les ministres de l'enseignement supérieur, M. Brerhi, et des enseignements primaire et secondaire, M. Kharroubi, leur a exposé le souhait de son organisation de voir les autorités algériennes faire abstraction des difficultés de l'heure pour préserver la coopération.

Celle-ci, a estimé M. Henry, pourrait se développer dans trois directions : tendre dès aujourd'hui, au-delà de la coopération de substitution, à organiser un véritable échange ; répondre aux besoins qui se feront de plus en plus jour dans le domaine de la formation continue des maîtres, notamment sur le plan pédagogique ; s'attacher, enfin, à poursuivre ou à compléter la formation des enfants et adolescents appelés à rentrer en Algérie après avoir entrepris des études en France.

Le secrétaire général de la FEN s'est dit particulièrement préoccupé par le sort des quelque deux cent trente mille enfants d'immigrés algériens vivant actuellement outre-Méditerranée et a préconisé la venue en France d'enseignants algériens pour participer à leur formatio, otamment pour leur enseigner l'arabe.

M. Henry a rencontré les adhérents de la FEN de l'Algérois, au cours d'une assemblée générale qui a permis aux enseignants français d'exprimer leurs problèmes. Parmi ces derniers, figurent en bonne place les difficultés que ressentent lesenseignants du supérieur pour réaliser en Algérie des travaux de recherche. Des solutions pourraient être trouvées dans le cadre d'un approfondissement de la coopération, en particulier entre le C.N.R.S. et l'Office national algérien scientifique (O.N.R.S.). — D. J.

« EL MOUDJAHID » : l'accord de 1968 remis en question ?

Alger (*Reuter*). — « *Faudrait-il entendre que l'accord algéro-français de 1968 en matière de main-d'œuvre est sur le point d'être remis en question ?* », se demande le quotidien *El Moudjahid*, dans un éditorial publié, dimanche 17 juin. Le journal estime que toute atteinte sérieuse aux droits des émigrés algériens en France ne manquerait pas d'affecter les relations entre Paris et Alger. *El Moudjahid* rappelle l'importance que l'Algérie accorde à la dignité et à la sécurité de ses ressortissants émigrés et estime que l'« *intérêt des deux pays commande d'éviter de sacrifier l'avenir sur l'autel de la conjoncture* ». Le quotidien souligne le fait que « *tout retour précipité, massif et anarchique, sans désoudre les problèmes du pays d'accueil, ne ferait qu'en créer aux pays d'origine* ».

MANIFESTATIONS A PARIS ET GRÈVE DE LA FAIM A LILLE

A l'appel de divers groupes maoïstes, deux mille personnes ont défilé, samedi 16 juin, à Paris, pour protester contre les « *lois racistes Stoléru-Bonnet* ». La *manifestation, partie du métro* Barbès vers 17 heures, s'est disloquée dans le calme deux heures plus tard au métro Ménilmontant. On comptait un tiers d'immigrés dans le cortège.

Dénonçant les « *dispositions racistes sans précédent depuis la guerre d'Algérie* », et les « *contrôles racistes de la police* », les manifestants ont apporté leur soutien à la grève des loyers dans les foyers SONACOTRA et au Comité de coordination des immigrés. Ils ont appelé à manifester de nouveau samedi 23 juin, à 15 heures, devant le parc départemental de Nanterre, pour protester contre les rafles dans la cité des Fleurs (*le Monde* daté 10-11 juin).

D'autre part, une centaine de travailleurs algériens se sont rassemblés en silence, samedi, près de leur ambassade, dans le 16e arrondissement de Paris, pour « *protester contre la politique anti-immigrés du gouvernement français* ».

A Lille, une quinzaine de personnes, travailleurs étrangers et étudiants français, observent, depuis le vendredi 15 juin, une grève de la faim à l'université de Lille-I. « *Il semble inacceptable*, estiment-elles dans un communiqué, *qu'à une époque où l'on n'arrête pas de proclamer les droits de l'homme, la législation du racisme soit admise en France. A l'époque du nazisme, le sous-homme était le juif. Il a fallu six millions de juifs exterminés pour que l'Occident prenne conscience de la barbarie nazie. Aujourd'hui le sous-homme, c'est l'étranger, c'est l'Arabe et le Noir.* »

Enfin, la C.F.T.C. s'est déclarée, dimanche, « *opposée* » aux projets de loi sur l'immigration. « *a seule solution acceptable*, assure-t-elle, *est de mettre au point des mesures d'information et de formation professionnelle favorisant le retour volontaire de ceux qui ont acquis des droits légitimes en contribuant pendant des années à l'effort de développement de la France.* »

SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

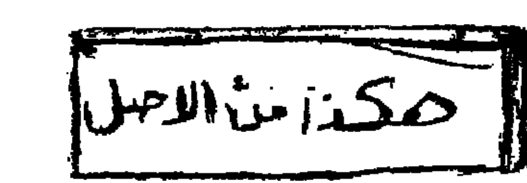
La criminalité a peu augmenté en 1978

La progression de la criminalité globale s'est ralentie en 1978, mais la grande criminalité continue de croître : telles sont les conclusions du rapport annuel du *service d'étude de la délinquance* de la direction centrale de la police judiciaire, publiées dans le *Bulletin d'informations du ministère de l'intérieur* du 14 juin. La police judiciaire a enregistré, en 1978, 2 147 832 crimes et délits, soit une progression de 2.38 % par rapport à 1977. « *C'est dire*, précise cette étude, *que la croissance globale du phénomène criminel s'est très sérieusement ralentie alors que de 1976 à 1977 ce taux avait atteint plus de 15 %* ». Cette progression pour 1978 reste toutefois supérieure à celle constatée en 1976 (— 4.62 %).

Bien qu'inférieure à la progression relevée en 1977 (18,34 %), l'augmentation de la grande criminalité demeure importante : + 9,21 %. En sept ans, de 1972 à 1978, cette criminalité a doublé en valeur absolue. Les vols à main armée et les autres vols avec violence représentent plus des quatre cinquièmes de cette rubrique. Les vols avec violence se déroulent neuf fois sur dix sur la voie publique et ont de plus en plus pour victimes des femmes.

En revanche, la criminalité moyenne et la petite délinquance demeurent faibles. La *première* n'augmente que de 0,68 % par rapport à 1977, alors que, de 1976 à 1977, la progression était de l'ordre de 11.67 %. Dans cette rubrique, les cambriolages représentent les deux tiers des délits enregistrés. La petite délinquance ne s'est accrue que de 3,55 %, alors qu'en 1977 sa progression était de 15.54 %. Elle reste cependant supérieure au taux de croissance relevé en 1976 (— 4.21 %). En 1978, 194 250 chèques sans provision ont été émis (+ 9.41 %) et 90 411 opérations ont été effectuées avec des chèques volés (+ 4.04 %), progression qui demeure cependant inférieure à la poussée constatée en 1977.

Paris reste le lieu de la criminalité la plus importante. Viennent ensuite — par ordre décroissant — les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, les Alpes-Maritimes, le Nord, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, le Rhône, les Yvelines et la Seine-Maritime. Ces dix départements, qui représentent 28,1 % de la population, enregistrent 41,76 % de la criminalité globale (contre 42,50 % en 1977), 68,14 % de la grande criminalité (contre 65,98 % en 1977), 49,95 % de la criminalité moyenne (contre 50,01 % en 1977) et 39,94 % de la petite délinquance (contre 40,84 % en 1977).



JUSTICE

L'OPÉRATION « BABEL » EN CORRECTIONNELLE

La bonne foi

Ouvert le 3 mai devant la trente et unième *chambre correctionnelle du tribunal de grande* instance de Paris, le procès des prévenus impliqués dans ce qu'on a appelé l' « opération Babel », et auxquels il est reproché, à des titres divers, d'avoir concouru à une gigantesque *fraude fiscale* par *dissimulation* d'une somme totale d'environ 400 millions de francs, va entrer dans sa phase finale. A partir du 20 juin, la parole sera donnée successivement aux représentants des parties *civiles*, parmi les*quelles l'administration fiscale* tiendra la vedette avec Me Jean Sialelli, à celui du parquet, M. Jean-Louis Guyot, et enfin aux avocats des inculpés présents dont la défense a consisté, essentiellement, à soutenir que si la *fraude* exista, il n'en furent pas, pour leur part, des artisans conscients.

Est-ce à dire qu'après vingt journées d'un débat souvent ardu, quelquefois ardent, qui consista à examiner méticuleusement les unes aaprès les autres la quinzaine d'opérations immobilières conduites entre 1970 et 1973 par les innombrables sociétés liées directement ou indirectement au groupe de M. Flatto-Sharon, pour sa part en fuite, on soit parvenu à une des choses sensiblement différente de ce qu'elle pouvait être au départ ? Oui et non.

Tentative pour un bilan sommaire

L'accusation est fondée — et vraisemblablement le restera jusqu'au bout — sur une thèse, c'est-à-dire sur un raisonnement simple — la défense dira simpliste. Tout part de la *constatation faite évidemment après* coup de la répétition, durant plusieurs années, d'une méthode constante. Une société du groupe Flatto achète, quelque part dans *Paris ou en province, un terrain.* Aussitôt, souvent le même jour, elle *le revend* à une ou *plusieurs* sociétés sœurs, dites aussi « sociétés écrans », mais à un prix trois ou même cinq fois supérieur au prix initial. Autrement dit, d'emblée, on *considère comme acquise une plus-value* qui, en principe, ne devrait être dégagée qu'après la réalisation du programme immobilier envisagé.

La méthode offre un avantage cer*tain. Sur la vue des actes de vente* établis en bonne et due forme pardevant notaire, on peut demander à l'organisme de crédit, qui fut dans le cas particulier la Société auxiliaire hypothécaire (S.A.H.), filiale de la Paternelle, des prêts qui laissent *assez vite des disponibilités impor*tantes une fois acquitté au premier vendeur le montant du prix initial et pour le reste celui des frais annexes. Ce sont effectivement de telles disponibilités qui en bonne partie et surtout dans les derniers *mois ont été soustraites aux sociétés* qui auraient dû les utiliser pour mener à bien leurs opérations. Ce constat étant fait, l'accusation en a donc déduit qu'une « organisation de *fraude », c'est le terme employé par* elle, avait été mise sur pied et *qu'elle* ne pouvait fonctionner qu'avec le concours de ces trois composantes : les sociétés du groupe Flatto, le *notaire* chez qui s'établissaient les actes de vente et de revente, et enfin l'organisme prêteur, qui fournissait l'argent. Reste à démontrer l'existence de l'organi*sation.*

Au cours des débats, on a pu *relever bien des anomalies et qui* peuvent, *à coup sûr, constituer* des présomptions. Ce sont la multitude des chèques au porteur et des retraits de fonds en espèces passés *on ne sait où, le recours aux gérants* de complaisance auxquels on faisait signer ce qu'on voulait sur des coins de table, la multiplicité de commissions fictives, de sommes payées pour des travaux n'ayant jamais été accomplis, des gérants passant d'une société à une autre, des sociétés en participation dans lesquelles l'un des participants a déjà vendu aux autres ce qui devrait être son apport, etc. Mais il n'est pas apparu, du *moins dans la manière* dont le président, M. Antony Schoux, a conduit ses interrogatoires, qu'il y avait moyen de faire *apparaître* l'organisation au sens où l'accusation la voit.

Bonne foi

Que ce soit au notaire le plus en vue, Me Pierre Lerouley, puisque *toutes les ventes, sauf une, furent* passées en son étude, que ce soit aux deux anciens responsables de la S.A.H., MM. André Michelet et André Bouxom, M. Schoux, en effet, *s'est contenté de demander, certes* avec constance et insistance, s'ils n'avaient jamais eu le sentiment de se prêter à une fraude. Certes, il leur a maintes et maintes fois demandé encore *si ces différences* considérables entre les prix d'achat initiaux et ceux des reventes aux sociétés écrans n'avaient pas de quoi surprendre. Mais, à chaque *fois, la réponse ayant été négative,* il n'apparaissait pas que l'on puisse aller beaucoup plus loin, comme si l'élément déterminant par lequel on peut confondre n'avait pas pu être trouvé, en dépit de trois années d'instruction et d'un dossier consi*dérable.*

Aussi, depuis le 3 mai, a-t-on discuté sur des conceptions de l'immobilier. Du côté des gérants ou des dirigeants des sociétés du *groupe Flatto au fait et même très* au fait de ces questions, on a fait valoir d'une façon générale que le fait d'anticiper une plus-value ne signifiait pas qu'on voulait se dérober au paiement de la T.V.A. qu'elle impliquait. Si ces bénéfices ne furent pas *aussitôt déclarés, c'est* qu'on estimait pouvoir les passer dans l'immédiat en trésorerie mais qu'une fois achevées les opérations ce qui était dû au fisc lui aurait été bel et bien acquitté.

Et s'il n'en a quand même rien *été, car force est de le constater* aujourd'hui, c'est parce que M. Flatto en décida ainsi, mais à l'insu de tout le *monde.* Lequel aurait pu se douter d'une pareille malignité ? *Et que de fois a-t-on entendu dans* la bouche des uns ou des autres ce cri de détresse : *« Ah ! sans lui nous ne serions pas là. »* Chacun donc se déclare à qui mieux mieux *de bonne foi.*

Cette bonne fois, Me Lerouley, pour *sa part, se sera attaché jusqu'au* bout à vouloir en administrer la preuve. Il avait déjà fait valoir parmi d'autres arguments de *défense* que la conservation des *hypothèques,* auprès de laquelle se trouvent des inspecteurs chargés de la fiscalité immobilière, avait reçu, adressés chaque fois par ses soins, et comme il convient, tous les actes dressés en son étude et qu'on lui reproche aujourd'hui. Et il n'avait pas manqué *de dire que ces fonctionnaires à qui* incombent des tâches de surveillance et de contrôle, n'avaient jamais réagi.

Le 15 juin, son avocat, Me Jacques Ribs, est allé encore plus loin en demandant cette fois par conclusions que soient entendus ces conservateurs et ces inspecteurs de *l'administration fiscale détachés* auprès d'eux. De la sorte, on pour*rait savoir les vraies raisons de* leur silence, c'est-à-dire de leur approbation puisque, selon l'adage, qui ne dit mot consent. Et, bien sûr, s'ils venaient dire à la barre *qu'ils n'ont pas réagi parce que les* actes que leur a transmis Me Lerouley leur apparaissaient parfaitement orthodoxes, que les T.V.A. qui n'y apparaissaient pas ne devaient pas *y apparaître, que pourrait-on alors* véritablement reprocher encore au notaire ?

Cette demande n'a pas paru tout à fait impertinente. Car si le tribunal a joint l'incident au fond, comme *on* dit, M. Schoux a quand même demandé tout aussitôt aux avocats de l'administration fiscale *de bien vouloir faire leur possible* pour que l'on retrouve ces témoins inattendus. Comme quoi une instruction n'est jamais finie.

En dehors de Me Lerouley, un *autre notaire est apparu sur la sel*lette le 15 juin, Me Emile Lebreton. Il lui était reproché une seule opération. Il s'en est expliqué avec tant de précision, de conviction, et à la fin d'émotion vraie, qu'on peut raisonnablement penser aujourd'hui *qu'il y a dans ce prétoire au moins* un prévenu qui ne devrait pas y être.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

SCIENCES

LES RELATIONS RECHERCHE - INDUSTRIE A GRENOBLE

« Que l'Université fasse un peu de marketing... »

Grenoble. — Les relations entre l'Université et l'industrie n'ont plus, depuis une quinzaine d'années, à Grenoble, *la même* importance que pendant les années 50. Comme dans beaucoup d'autres villes universitaires françaises, les chercheurs *restent isolés dans leurs labora*toires. Ils sont peu nombreux qui parviennent à nouer des liens ou rencontrer quelques industriels. Regrette-t-on de part et d'autre — on peut se le demander — la période pendant laquelle les *professeurs* Louis Néel, prix Nobel de physique, Noël Felici, Louis Weil, Jean *Kuntzmann et l'industriel Paul* Merlin tissèrent de solides relations ?

S'il est certain que le potentiel de recherche grenoblois a eu des effets sur le développement industriel *local,* il *faut* reconnaître toutefois que le processus recherche - développement - production s'est *toujours présenté* à Grenoble sous des cas d'espèce difficiles à généraliser, et qui ont été le fruit de la volonté de quelques hommes.

Deux mille cinq cents à trois mille chercheurs, des laboratoires prestigieux comme le LETI (Laboratoire d'électronique *et de technologie de l'informa*tique), six écoles d'ingénieurs, le Centre d'études nucléaires, un institut de mathématiques appliquées *renommé*..., Grenoble dis*pose d'une des plus fortes* concentrations de scientifiques. Parallèlement s'est développée dans l'agglomération une industrie qui fait très souvent appel à des technologies de pointe. Mais les deux « univers » ne par*viennent pas à engager, de nou*veau, un dialogue.

De notre correspondant

Avec ses faibles moyens, l'Alliance universitaire de Grenoble (A.U.G.) tentait, ces dernières années, de renouer les liens entre l'Université et l'industrie, notamment en luttant contre *leurs fantasmes* réciproques. *« Tout universitaire ne veut pas nécessairement nationaliser toute industrie. Tout industriel ne souhaite pas domestiquer l'Université »,* fait observer l'un des membres de l'A.U.G. Les *conférences-débats* et les dîners qui les accompagnaient n'ont pas suffi pour rétablir les contacts antérieurs.

Universitaires et industriels ont cependant répondu récemment à l'invitation lancée par l'A.U.G. *« Notre objectif était de montrer aux chefs d'entreprise grenoblois qui fait quoi dans les laboratoires de l'université »,* explique le président de l'A.U.G., *M. Pierre Cognard.* L'Alliance souhaite toucher principalement les responsables des petites et moyennes entreprises. Quelques-uns seulement *se sont déplacés.* Beaucoup redoutaient de ne pouvoir comprendre le langage des universitaires et ont décliné cette offre de rencontre.

Universitaires et industriels ont reconnu que le transfert et la *valorisation* du résultat des recherches auprès des milieux *industriels était un processus* délicat à mettre en œuvre. Le directeur du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) a montré comment la création *d'une structure commerciale* au sein du CENG est *« seule capable d'établir un dialogue réaliste avec les milieux industriels »,* ce qui nécessite *« l'indispensable adhésion des hommes impliqués dans ces processus ».* D'autres ont proposé que les laboratoires disposent de « démarcheurs » chargés de consulter les petites et moyennes entreprises.

Les « réflexes de pensionnés »

M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche, avait rappelé la veille que *« l'Université, et plus généralement les centres publics de recherche possèdent un stock de connaissances qui doit pénétrer dans l'industrie (...). Lorsque les scientifiques nouent des contacts avec des industriels, ils ne se prostituent pas, mais ils s'enrichissent ».* Quant aux formes de financement de la recherche, *M. Pierre Fredet,* directeur du cabinet de M. Aigrain, précisa que les modalités actuelles devaient être abandonnées, notamment en *« abolissant les réflexes de pensionnés »* des chercheurs et en développant les formules contractuelles.

Les industriels ont, pour leur part, réclamé des *« réponses rapides »* lorsqu'ils s'adressent aux *universitaires.*

Les participants au colloque de Grenoble ont enfin reconnu que l'Université devait devenir plus économique et les entreprises plus scientifiques. *« Que l'Université fasse un peu de marketing, qu'elle dise ce qu'elle a à vendre, et que l'industrie précise ses besoins »,* a souhaité un chef d'entreprise grenoblois.

CLAUDE FRANCILLON.

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE VILLETANEUSE

Le SNE-Sup décide d'accentuer la grève administrative pour la défense des non-titulaires

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, a réuni son congrès d'orientation du 15 au 17 juin à l'université de *Paris-Nord, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis).* Les deux cents délégués, représentant les huit mille neuf cents adhérents ayant versé leur cotisation à la date du congrès, ont débattu des moyens d'action immédiats et futurs pour la défense des enseignants non titulaires et pour éviter une remise en cause du statut des titulaires. La tendance majoritaire du SNE-Sup, Action syndicale, où se retrouvent des militants proches du parti communiste, a subi une légère perte d'influence. La tendance proche des socialistes et du courant majoritaire de la FEN augmente, au contraire, son audience.

Une trentaine d'universités ont été touchées ou le sont encore par une grève administrative (examens reportés, non-délibération des jurys, non-délivrance des notes d'examen ou de contrôle continu des connaissances) pour obtenir le renouvellement des arrêtés de nomination des assistants non titulaires. Il était donc prévisible que l'essentiel des débats du congrès porterait sur les modalités de la lutte à mener. La motion d'action votée le dernier jour appelle *« toutes les sections, tous les universitaires à renforcer sans attendre l'action de grève des examens et des jurys pour aboutir à la signature immédiate par les recteurs, partout et pour tous, de contrats minimum de cinq ans renouvelables, mesure conservatoire à l'étape actuelle de l'action, et pour obtenir le maintien de l'emploi des autres non titulaires et le maintien des services des vacataires ».*

Avant que cette motion ne *soit votée par une majorité des* quatre cinquièmes des délégués, les débats, fort longs, ont opposé la direction aux autres tendances (1). La plus forte opposition, la tendance Démocratie et Action (proche des socialistes), demandait une meilleure définition des mots d'ordre et une plus grande coordination nationale. Les membres de ce courant reprochaient aux *actions proposées par* le bureau national de ne pas être conçues et adaptées afin de déboucher sur des résultats. *« Les causes de la désaffection des universitaires pour le SNE-Sup tiennent au fait que le syndicat n'affirme pas la clarté d'un projet éducatif »,* expliquait Mlle Gisèle Dessieux en parlant de la baisse des adhérents (*le Monde* daté 17-18 juin).

Les divergences entre ces deux tendances sont aussi celles que l'on retrouve syndicalement à l'intérieur de la FEN et politiquement dans le débat entre les deux *partis de gauche.*

La troisième tendance par le nombre, celle de l'Ecole émancipée, animée par la Ligue communiste révolutionnaire, continue de s'effriter. Elle perd 0,54 % des voix. Le Front unique ouvrier (FUO, dirigé par les trotskistes de l'Organisation communiste internationaliste), dont les représentants demandent toujours avec la même insistance *« une manifestation de tous au ministère »,* baisse de 0,80 %.

Seul petit courant à gagner quelques voix : la tendance Socialisme et Education, qui souhaite *« la naissance d'une société socialiste écologiste et autogestionnaire, sans laquelle il n'y aura que barbarie ».* L'un des représentants de ce courant, qui reproche au SNE-Sup de ne pas mener une véritable politique syndicale, déclarait : *« Le SNE-Sup doit avoir le courage de demander à ses adhérents de refuser les nombreuses heures supplémentaires des universités et exiger qu'elles soient transformées en postes d'enseignants permanents. »*

Au-delà des tendances, le débat oppose les jeunes assistants et vacataires, au statut précaire, qui *interviennent vigoureusement,* et les sages professeurs, qui préfèrent agir dans les conseils d'université. *« Discutons clairement,* a proposé M. Thery, de l'Ecole émancipée. *Faut-il continuer l'action, et donc lancer un mot d'ordre de grève nationale, ou, au contraire, considérer que les adhérents ne sont pas prêts à mener ce mouvement ? Il est important de savoir réellement ce que nous voulons. »* Le silence qui a suivi cette intervention signifiait qu'elle avait été très bien *comprise* par l'ensemble des congressistes.

Il a fallu toute l'habileté de M. Pierre Duharcourt, réélu secrétaire général, pour rédiger une motion d'action qui, sans donner de consigne au niveau national, demande *« aux sections d'organiser la protestation des universitaires dans les conseils, les jurys, auprès des recteurs »* pour obtenir la signature rapide *d'« arrêtés positifs »* de renouvellement.

Le vendredi 22 juin, une délégation du SNE-Sup sera reçue au ministère des universités. Elle *« exigera »* de Mme Saunier-Seïté qu'elle demande à tous les recteurs de signer, pour tous, des arrêtés de cinq ans renouvelables. Car, pour le SNE-Sup, *« il ne dépend que du ministre que l'année universitaire s'achève dans des conditions normales et soit normalement validée ».*

SERGE BOLLOCH.

(1) *Le rapport d'activité a été* approuvé par 65,57 % des voix (68,65 % en 1977) contre 21,19 % (18,90 %) et 13,24 % d'abstentions (12,45 %). Les motions d'orientation ont obtenu : Action syndicale, 64,15 % (66,56 %) ; Démocratie et Action, 18,11 % (14,67 %) ; Ecole émancipée, 7,10 % (7,64 %) ; Socialisme et Education, 6,65 % (6,35 %) ; FUO, 3,99 % (4,79 %). Action syndicale et Ecole émancipée perdent chacun un siège à la commission administrative. Démocratie et Action en gagne deux.

UNE FAUSSE AFFAIRE DE FUITE

« A quelle date avez-vous publié les sujets d'histoire et de géographie qui seront donnés au bac ? » Telle est la question po*sée quotidiennement* à la rédaction du « Monde » par de nombreux correspondants depuis *plusieurs jours.* « *Le Matin* » a, lui aussi, fait l'objet des mêmes appels. Discrets sur leurs sources d'information, — parfois insultants, — nos interlocuteurs affirment généralement connaître quelqu'un qui aurait lu un tel article... alors que les épreuves du baccalauréat d'enseignement général commencent le 19 juin.

Bien sûr « le Monde » n'a jamais publié ces sujets, dont nous ignorons totalement le contenu. Mais la rumeur a pris de telles proportions dans la région parisienne que l'Association des professeurs d'histoire et de géographie s'en est émue. Tout en précisant que les conditions d'établissement des sujets rendent toute fuite pratiquement impossible, *l'Association* insiste sur le fait que, de toute manière, « la nature des sujets fait bien davantage appel à la réflexion qu'au « déballage » des *connaissances* ». Elle se demande s'il ne s'agit pas, en fait, d'une « campagne d'intoxication » destinée à « déconsidérer l'examen et discréditer ces disciplines ».

Canular ou malveillance ?

RELIGION

LA RENCONTRE DE L'A.C.I. A ORLÉANS

Les classes moyennes aux prises avec la crise économique et sociale

« Passer de l'individuel au collectif est signe d'évangélisation »

De notre correspondant

Orléans. — Quatre cents militants de l'Action catholique des milieux indépendants (A.C.I.) ont participé, dimanche 17 juin, à une rencontre nationale à Orléans, comme dans une quinzaine d'autres villes (*le Monde* daté 17-18 juin), en présence de Mgr Vignancour, archevêque de Bourges, président de la Commis*sion épiscopale pour les milieux* indépendants, de Mgr Ferrand, archevêque de Tours, Mgr Streiff, évêque de *Nevers,* Mgr Kuehn, évêque de Chartres, et du chanoine Grillon, vicaire capitulaire d'Orléans.

« Le bouleversement est signe d'espérance. » Cette petite phrase pouvait surprendre ceux qui se font une image traditionnelle de l'A.C.I. Fondé en 1941, le mouvement entendait alors se situer en dehors du monde ouvrier. Aujourd'hui, parmi les 15 000 adhérents, dont 67 % ont de quarante à soixante-cinq ans et qui comptent 75 % de femmes, les nuances socio - professionnelles s'accentuent, créant nécessairement des affrontements.

Naguère, le militant de l'A.C.I. se recrutait surtout dans les milieux de la bourgeoisie. A présent, il provient de plus en plus des classes moyennes — secouées aujourd'hui par la crise économique, — des milieux bourgeois et d'un patronat ébranlés eux-mêmes par la « crise des valeurs ». C'est la raison des trois thèmes : le pouvoir, l'argent et le travail, choisis pour les débats. *« La mutation économique,* a-t-on remarqué, *entraîne dans les pays occidentaux des déracinements, du chômage et un grand désarroi, mais aussi des questions sur ce que sont vraiment les sociétés dites développées, sur le sens du travail, sur l'ordre hiérarchique, sur les pouvoirs. »*

La question du chômage se pose à l'A.C.I. d'une manière nouvelle : *« Habituellement proches des licencieurs, nous sommes aujourd'hui licencieurs et chômeurs »,* disent-ils. *« Pour la première fois cette année,* avoue une militante, *prononcer le mot syndicat n'a pas provoqué de blocage. »* Bien des militants des classes moyennes présents à Orléans, *« pris entre les patrons et le monde ouvrier »,* se sentent *« dans un engrenage dont ils ne savent comment sortir ».* Bien que *« solidaires des milieux qui détiennent le pouvoir, l'argent, le savoir »,* les militants reconnaissent leur difficulté à vivre en communion en l'Eglise. De cet affrontement, ils attendent néanmoins *« une lumière inattendue » : « Notre conversion passe par la compréhension des autres. Passer de l'individuel au collectif est signe d'évangélisation. Vivre notre foi dans le quotidien, c'est construire le royaume qui doit nous conduire au partage »,* ont-ils affirmé.

RÉGIS GUYOTAT.

Au symposium des évêques d'Europe

« LE CRI DES JEUNES EST PLUS APPEL AU SECOURS QUE RÉVOLTE » déclare Mgr Etchegaray

Cité du Vatican *(A.F.P.).* — Le quatrième symposium des épiscopats d'Europe *s'est ouvert* à Rome le 17 juin et doit durer jusqu'au 21. Il rassemble vingt-quatre pays (dont sept d'Europe de l'Est, mais la Roumanie et la Tchécoslovaquie sont absentes), des observateurs orthodoxes, protestants et des délégués des Etats-Unis et d'Asie. Les travaux portent sur les jeunes et la foi.

Mgr Roger Etchegaray, président du conseil des conférences épiscopales d'Europe, a notamment déclaré : *« Lucides jusqu'à être féroces, exigeants jusqu'à être injustes, les jeunes s'affranchissent de ce qu'ils croient trouver en nous de formaliste, de routinier, voire d'hypocrite. On comprend que, proches de l'asphyxie, ils se débattent comme ils peuvent et font retentir un cri, qui est plus appel au secours que révolte. »*

AÉRONAUTIQUE

AVANT LA CLOTURE DU 33[e] SALON DU BOURGET

M. Raymond Barre rend hommage aux dirigeants de l'industrie française

Avant la journée de clôture, dimanche 17 juin au Bourget, du 33e Salon international de l'aéronautique et de l'espace, qui aura reçu environ un million de visiteurs, M. Barre, premier ministre, a présidé, samedi 16 juin, le traditionnel déjeuner officiel et assisté dans l'après-midi à des démonstrations en vol.

A l'issue du déjeuner, M. Barre s'est félicité des succès de l'aéronautique française et a tenu à rendre hommage aux dirigeants de la compagnie Air France et des sociétés aéronautiques SNIAS (Société nationale industrielle aérospatiale), Dassault-Breguet et SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation).

« Dans le domaine du transport aérien, a déclaré le premier ministre, *les compagnies françaises ont maintenu ou restauré la qualité de leur gestion. Chacun se réjouit aujourd'hui de voir Air France, si profondément perturbée naguère, accomplir dans le cadre de son contrat de programme un spectaculaire et décisif renouveau. La grande compagnie nationale retrouve une situation bénéficiaire et ses performances peuvent désormais se comparer aux plus efficaces de ses concurrents. Je tiens à féliciter le président d'Air France pour cette réussite qui porte sa marque et à rendre hommage à l'action de tous ceux qu'il a su efficacement associer à cette œuvre de redressement. »*

A propos de la construction aéronautique, M. Barre a dit encore : *« Tous ceux qui ont contribué au succès de l'Airbus peuvent aujourd'hui être légitimement fiers des premiers résultats et y trouver un encouragement à poursuivre leurs efforts : le devoir de tous les participants, en France comme à l'étranger, est d'assurer la pérennité de ses succès en améliorant en permanence la qualité de la compétitivité des appareils.*

» Pour la SNIAS, il n'y a qu'un objectif en la matière : égaler les performances de ses concurrents les plus efficaces. J'ai confiance dans la capacité de cette grande société nationale, de son président et de tout son personnel à atteindre cet objectif dans le domaine des cellules comme elle l'a fait déjà excellemment aujourd'hui pour les hélicoptères et les engins.

» Le dynamisme de notre construction civile ne le cède pas davantage à celui de notre construction militaire. Celle-ci s'illustre depuis deux décennies dans la célèbre et prestigieuse lignée des Mirage, qui s'enrichit encore cette année de deux appareils à la technologie et aux performances exceptionnellement avancées, les Mirage 2000 et 4000. Le premier doit équiper progressivement les forces aériennes françaises. Quant au second de ces deux appareils, il porte témoignage de l'extraordinaire puissance de création de la société Dassault-Breguet et de son fondateur. Cette société est, en effet, désormais capable de développer avec ses seuls moyens un prototype de très grande ambition destiné à compléter la gamme d'avions de combat que cette entreprise est en mesure de proposer. »

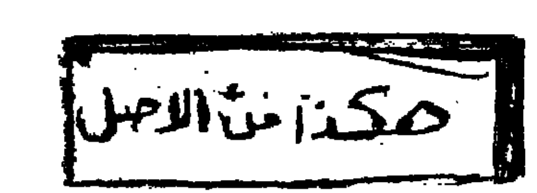
Le premier ministre a ajouté : *« L'industrie française des moteurs, de son côté, a su renforcer considérablement, au cours des dernières années, sa capacité technologique et industrielle. Elle est capable, ainsi, tout à la fois d'assurer l'indépendance de la France dans le domaine des avions militaires et de conclure pour les moteurs civils de fécondes alliances. » « Je sais,* a poursuivi M. Raymond Barre en s'adressant au président de la SNECMA, *combien la coopération de la SNECMA et de General Electric a représenté d'efforts et de ténacité. Vous êtes enfin récompensés et je m'en félicite avec vous : les premières commandes commerciales du moteur C.F.M. 56 de 10 tonnes de poussée lui assurent désormais des perspectives durables et sûres. »* — J.I.

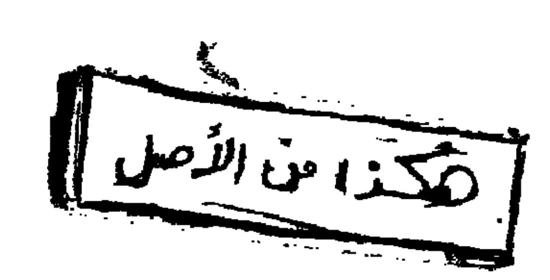
[Les spécialistes présents au déjeuner qui réunissait quatre mille invités étrangers et français ont remarqué les félicitations adressées par le premier ministre au fondateur, M. Marcel Dassault, du groupe privé Dassault-Breguet, et plus particulièrement au prototype Super-Mirage-4000, un avion biréacteur de combat que l'armée de l'air française n'a pas l'intention de commander pour l'instant. Inaugurant le 33e Salon du Bourget, samedi 9 juin, le chef de l'Etat, pour sa part, avait rappelé, en réponse à des questions de journalistes, que le Super-Mirage-4000 était une initiative propre à la société Dassault, et que l'armée de l'air française se contenterait de commander la version monoréacteur Mirage-2000. En privé, les dirigeants de Dassault-Breguet ne désespéraient pas de voir un jour la France acquérir des Super-Mirage-4000.]

● *DC-10 : les Européens se concertent.* — Les compagnies européennes qui exploitent des DC-10 vont-elles les remettre en ligne dans le courant de la semaine ? Les autorités aéronautiques des pays concernés devaient en décider, le lundi 18 juin, à Zurich.

Ces mêmes autorités s'étaient déjà réunies le 12 juin à Strasbourg. Elles avaient invité le constructeur américain McDonnel-Douglas et les responsables d'outre-Atlantique à définir de nouvelles procédures d'entretien destinées à asurer une parfaite sécurité des DC-10.

Si les DC-10 immatriculés en Europe étaient autorisés à reprendre l'air, le survol du territoire américain leur resterait néanmoins interdit, l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) maintenant, pour sa part, la mise en quarantaine des appareils. Ils ne pourraient donc, pour le moment, ne desservir que des destinations hors des États-Unis.





Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

La prochaine saison à Radio-France.

M. Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux de Radio-France, qui fête ce mois-ci ses dix ans d'audio-visuel (il fut de 1969 à 1972 chef du service de la musique à la télévision), vient de présenter les programmes des concerts de la saison prochaine, dont une grande partie sera proposée en abonnements : pas moins de soixante-treize concerts divisés en dix-sept séries, dont le succès est attesté par le doublement du nombre d'abonnements en trois saisons (plus de dix mille en 1978-1979).

Il faut noter tout d'abord une série de concerts exceptionnels. La saison sera ouverte par Léonard Bernstein, qui dirigera quatre fois l'Orchestre national (du 11 au 21 septembre) et fera la création en France de son Songfest, cycle de treize lieder qui embrasse les trois siècles d'histoire des Etats-Unis. Radio-France recevra aussi l'Orchestre de Cleveland, dirigé par Maazel (en septembre), le fameux Concentus Musicus de Nikolaus Harnoncourt, qui n'est jamais venu à Paris (novembre), l'Orchestre de la N.H.K. de Tokyo et l'Orchestre de Los Angeles, dirigé par Giulini (mai). Isaac Stern viendra en mai-juin 1980 exécuter un véritable marathon de dix-sept concerts où il ne jouera pas moins de vingt-cinq concertos pour violon, dont une création d'Henri Dutilleux commandée par Radio-France.

Cycles lyriques.

Les abonnements offrent une diversité d'œuvres, de chefs et de solistes qui défie l'analyse. Pour les concerts de l'Orchestre national (dix-huit en cinq séries), on relève les noms de Maazel, Ozawa, Jochum, Marriner, Sanderling, Muti (pour la première fois à Paris), Baudo, Pommier, Dervaux. Le Nouvel Orchestre philharmonique assurera quarante-deux concerts en quatorze séries, où il faut remarquer tout particulièrement les brillants cycles lyriques, qui promettent le Crépuscule des dieux, I due Foscarie, le Roi Arthur *de Purcell, une création de René Kœring, sur un livret de Butor* (Elseneur), les Dialogues des carmélites *de* Poulenc, Lo Speziale *de Haynd,* Boris Godounov *de Moussorgski,* Robinson Crusoé *d'Offenbach,* Mathis le peintre *de Hindemith,* Oprichnik *de Tchaïkovsky,* Benvenuto Cellini *de Berlioz,* Hadrien en Syrie *de Pergolèse,* André Chénier *de Giordano, et* Alcyone *de Marin Marais.*

Le cycle « Récitals de chant » réunira de jeunes étoiles, Halen Donath, W. Schoene, Julia Hamari, Judith Blegen, et les deux cycles de musique de chambre des formations telles que le Trio d'Archi de Milano, le Musikverein Quartett, le Nouveau Trio Pasquier, l'Orchestre de chambre de Pologne, avec P. Badura Skoda, Ch. Zacharias, R. Buchbinder, etc. Enfin, une série sera consacrée aux « Musiques sacrées » de Franck (les Béatitudes), *Bruckner, Mendelssohn* (Paulus), *Scarlatti, Rossini, etc.*

Cent quarante mille personnes (sans compter les millions d'auditeurs derrière leur poste) ont fréquenté la saison dernière les concerts de Radio-France. C'est assez dire l'importance grandissante de celle-ci dans la vie musicale française. On notera que l'an prochain l'Orchestre national fera une tournée en Espagne et donnera deux concerts au Festival de Salzbourg, où aucun orchestre français n'avait été invité depuis dix ans. (Renseignements et abonnements : Radio-France, pièce 2237, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris, Cedex 16.)

Pour un monde noir.

La Tribune internationale des compositeurs, qui se réunit chaque année sous l'égide de l'UNESCO, après avoir examiné soixante-treize enregistrements radiophoniques venus de trente-six pays, a attribué son prix à la cantate de Charles Chaynes, Pour un monde noir, *créée à la Maison de Radio-France, à Paris, en 1978, avec Christiane Eda-Pierre, qui en est également la dédicataire. L'œuvre doit être redonnée le 28 juillet au Festival d'Aix-en-Provence.*

Musique

Pas de premier prix au concours Thibaud

L'épreuve de violon du concours Marguerite-Long - Jacques-Thibaud paraît bien malade : dix candidats de six pays seulement s'étaient présentés cette année, les finales se sont disputées devant des demi-salles et, pour la seconde fois consécutive, aucun premier prix n'a été décerné. Il y a là toutes les caractéristiques d'une maladie de langueur, propre à Paris, car le phénomène n'est nullement général dans le monde : la ferveur reste immense à Moscou pour le prix Tchaïkovski et à Bruxelles pour le concours Reine-Elisabeth, dont la dernière édition réunissait quarante-cinq candidats (1).

L'Union soviétique, qui avait remporté le concours Thibaud en 1963, 1967, 1971, 1973 et 1975, a-t-elle voulu sanctionner ce déclin en envoyant un simple élève du conservatoire de Leningrad, âgé de dix-sept ans, Serguei Stadler ? Celui-ci ne s'en est pas moins classé en tête grâce à sa grande maîtrise de l'instrument et à la qualité de son style ; mais son jeu robuste reste encore au seuil de la maturité et sa belle sonorité s'est un peu éteinte à la fin du Premier Concerto *de Prokofiev.*

Deux candidates françaises seulement et une seule en finale, c'est un signe inquiétant alors que tous les orchestres français se plaignent du manque de violonistes ! Pourtant, Annick Roussin (vingt ans, élève de Line Talluel et de Michèle Auclair) s'est révélée la meilleure musicienne du concours avec ce jeu subtil, aux attaches délicates, à la sonorité poétique ; ses interprétations sont vivantes et personnelles, malgré quelque timidité à se livrer dans la Sonate, *de Ravel ; et son* Concerto en si mineur, *de Saint-Saëns, chantait et vibrait avec autant de charme que de noblesse. Mais son talent reste encore fragile et trop de notes d'une justesse un peu approximative l'ont sans doute empêchée de conquérir un rang meilleur.*

On a remarqué aussi la grâce et la musicalité de la Bulgare Evguénia Popova, dont les possibilités expressives semblent pourtant limitées. Katevana Touchmalichvili (U.R.S.S. a joué la Sonate, *de Debussy, avec une langueur orientale assez contestable et s'est montrée plus à l'aise dans le concerto de Prokofiev, où elle développait une technique vigoureuse avec un lyrisme trop primitif. L'Anglaise Fiona Vanderspar a rejoué le même programme qu'il y a deux ans* (Sonate, *de Debussy, et* Concerto, *de Berg), sans convaincre davantage.*

Enfin, un autre représentant de l'école française, Yumino Toyoda (Japon, seize ans), faisait honneur à son maître, Gérard Jarry, mais il est encore bien jeune pour remplir de musique cette technique et ce jeu conquérants qui inspirent la sympathie.

L'orchestre de la Garde républicaine, dirigé par Roger Boutry, a donné une bonne réplique aux candidats, malgré quelque lourdeur dans le Concerto à la mémoire d'un ange, *de Berg.*

JACQUES LONCHAMPT.

PALMARES. — Pas de premier prix ; deuxième prix : S. Stadler (U.R.S.S.) ; troisième prix : A. Roussin (France) et E. Popova (Bulgarie) ; quatrièmes prix : K. Touchmalichvili (U.R.S.S. et F. Vanderspar (Grande-Bretagne) ; pas de cinquième prix ; sixième prix : Y. Toyoda (Japon). Le prix Jolivet a été décerné à S. Stadler.

(1) Le montant des premiers prix est cependant identique : 35 000 francs français à Paris et 250 000 francs belges à Bruxelles (pour le prochain *concours* qui aura lieu du 5 au 31 mai 1980). Mais l'ensemble des récompenses représente 186 900 francs français à Bruxelles pour douze lauréats contre 62 500 francs français à Paris pour seulement six lauréats, et les vingt-quatre meilleurs candidats en Belgique sont assurés d'un défriement minimum de 2 100 francs français, ce qui n'est pas négligeable pour de jeunes musiciens.

Les concerts Paris-Moscou

Comme pour Paris-Berlin, l'exposition Paris-Moscou du Centre Georges-Pompidou s'accompagne de concerts, programmés par Detlef Gojowi et organisés par l'IRCAM, qui lui donne un certain contrepoint musical, encore que l'influence française en soit assez absente. Mais c'est surtout l'occasion de faire découvrir des œuvres très peu connues de la vie musicale en Russie entre 1900 et 1932, et aussi des musiques soviétiques actuelles d'avant-garde peu jouées dans leur pays. Stravinski, Prokofiev, Chostakovitch, Katchaturian, trop célèbres, n'y apparaissent guère ; seul Scriabine a droit à une fort judicieuse rétrospective de son œuvre pianistique (18, 20, 21, 23 juin et douze concerts en septembre-octobre), entouré de ses contemporains.

Ce vaste cycle est, de prime abord, séduisant, mais à l'usage la formule laisse à désirer. Par les conditions d'écoute, surtout : les concerts ont lieu dans l'exposition, au milieu des promeneurs, et avec l'intention de les attirer quelques minutes à une heure mal commode (18 h. 30) qui fait arriver les « travailleurs » suant et soufflant, excéder d'avoir fait la queue dans les escaliers roulants pour trouver à peine une trentaine de chaises, déjà occupées...

Or, il ne s'agit pas d'arrangements sur Carmen *ou les* Cloches de Corneville *dans un kiosque à musique, mais d'œuvres inconnues au génie problématique, souvent mélangées dans des concerts fourre-tout où l'on manque cruellement de références. Croit-on que le passant puisse être ainsi conquis d'un coup d'oreille ?*

En réalité, ce cycle est pensé en fonction de spécialistes qui pourraient suivre tous les concerts et tirer des enseignements fructueux de ces documents sur l'histoire musicale d'une époque. Mais que retenir par exemple du programme consacré aux « débuts du dodécaphonisme russe », qui mélangeait un « trio » de Golyscheff, utilisant effectivement des structures dodécaphoniques dans des pièces aux mouvements et aux nuances curieusement figées, avec une Sonate pour violoncelle *d'un romantisme échevelé de Roslavetz, et enfin des « tableaux psychologiques » ultra brefs et des mélodies mélancoliques, extatiques ou hystériques d'Oboukov ? Images trop fugitives. Une douzaine de concerts malheureusement sont de ce type.*

On s'attachera donc davantage à des programmes consacrés à un seul compositeur qui permettront de comprendre un peu sa personnalité, en particulier Alexandre Mossolov, l'auteur mythique de Fonderie d'acier *(22 juin), Arthur Lourié, musicien mystique qui vécut en France de 1922 à 1941 mais n'y fut guère joué, malgré un petit cercle d'amis fidèles, (2 juillet) et Nicolas Roslavetz, absolument inconnu jusqu'ici, qui pourrait être, selon certains, la révélation de ce siècle (14 septembre et 1er octobre).*

Il faudra cependant éviter de sacrer trop rapidement certains compositeurs du fait même qu'ils sont connus, et Pierre Boulez a eu raison de mettre en garde contre cette tentation en présentant cette série de concerts. On citerait facilement en effet les noms d'une trentaine de compositeurs français fort respectables et souvent joués au début du siècle dont les œuvres ont disparu corps et biens. Mais peut-être un jour les fera-t-on revivre ?

J. L.

Cinéma

MORT DE NICHOLAS RAY

(Suite de la première page.)

Raymond Nicholas Kienzle, né le 7 août 1911 à La Crosse, dans l'Etat du Wisconsin, très tôt tenté par le spectacle, devint, après ses études, acteur et metteur en scène de théâtre, *dans* les années 30. Associé à John Houseman, directeur d'une compagnie new-yorkaise, puis chef *des programmes de l'U.S. Office of* Information après l'entrée en guerre des Etats-Unis, il fut, grâce à celui-ci, *réalisateur d'émissions de propagande* pour la C.B.S. radio. Puis Nicholas Ray fit ses débuts au cinéma, à Hollywood, en 1944 comme assistant d'Elia Kazan *(le Lys de Brooklyn)*. John Houseman lui donna l'occasion d'être réalisateur à la section télévision de la C.B.S. et, producteur à la R.K.O., fit appel à lui en 1947 pour tourner *They live by night* (sorti plus tard en France sous le titre *les Amants de la nuit*). Jusqu'en 1963, Nicholas Ray allait réaliser une vingtaine de films, qui, pour la plupart, marquèrent profondément le cinéma américain de cette époque par leur force, leur univers, leur style.

Les aventures de la passion

Les Amants de la nuit (1947) et *les Ruelles du malheur* (1948) — il y eut, entre les deux, *A woman's secret* resté inédit chez nous — furent découverts par la « jeune critique » française (celle des *Cahiers du cinéma* particulièrement) qui, sur des sujets typiques du « film noir », perçut un romantisme tout particulier, une mythologie de la jeunesse en révolte contre une *société hostile, une nostalgie de la* pureté, des images poétiques, traversées de nuit, d'inquiétude et de mort. La présence d'Humphrey Bogart dans *les Ruelles du malheur* comme dans *le Violent* (1949) aida sans doute à faire connaître Nichola Ray, qui, après *Born to be bad* (inédit chez nous) et *la Maison dans l'ombre* (avec la merveilleuse Ida Lupino), s'égara dans l'aventure belliciste *des Diables de Guadalcanal* (1951) sous les directives d'Howard Hughes et avec la présence triomphaliste de John Wayne. Celui-ci n'était certainement pas un acteur capable d'inspirer ce cinéaste si différent de John Ford.

Mais, en 1952, *les Indomptables*, affrontement d'une femme et de deux hommes dans l'univers du rodéo, ouvrait la période brillante des œuvres de Nicholas Ray où, qu'ils soient adultes ou adolescents, les êtres se rencontrent pour vivre lyriquement des crises psychologiques et morales intenses. Ce furent *Johnny Guitare* (1953), western baroque avec une Joan Crawford digne de Marlène Dietrich ; *A l'ombre des potences* (1954), conflit de générations et mal de la jeunesse dans un autre western s'éloignant des lois du genre ; *la Fureur de vivre* (1953), tragédie d'une jeunesse qui refuse les règles sociales pour s'accomplir dans l'amour douloureux, la solitude et la violence; *Derrière le miroir* (1956), cas bouleversant et désespéré d'un homme drogué par la cortisone ; *le Brigand bien-aimé* (1956) où Jesse James, le hors-la-loi sudiste, rejoignait, dans la mythologie de Nicholas, le James Dean, « rebelle sans cause » de *la Fureur de vivre*. On peut laisser de côté *l'Ardente Gitane*, comédie folklorique tournée en 1955, où la gaieté et la joie de vivre sentaient l'artifice, où le style de Nicholas Ray sombrait dans l'illustration banale.

Amère victoire (1957), film de guerre d'après le roman de René Hardy, avec une distribution hétéroclite, déçut malgré la volonté d'épure de la mise en scène. En revanche, *la Forêt interdite* (1958), drame de la nature saccagée par l'homme dans la Floride du début du siècle, et *Traquenard* (1958), superbe histoire d'amour d'un avocat de la pègre et *d'une danseuse de boîte de nuit dans* le Chicago des années 30, furent deux films fascinants et flamboyants *où Nicholas Ray, outre la rigueur des* thèmes traités, se surpassa dans l'utilisation de la couleur, qu'il maîtrisait *pourtant depuis Johnny Guitare*. *Traquenard* fut le sommet d'une carrière remarquable, malgré quelques temps faibles, *quelques incertitudes*.

Ensuite arriva le déclin. *Les Dents du diable* (1959-1960), description de la vie d'Esquimaux joués par Anthony Quinn et la Japonaise Yoko Tani, fut un fiasco artistique. *Le Roi des rois* (1961) superproduction sur la vie de Jésus avec distribution internationale et foules de figurants, sombra dans l'imagerie religieuse façon Hollywood. Tout compte fait, *les Cinquante-cinq Jours de Pékin* (1963), *qui fit tomber à nouveau Nicholas* Ray dans le piège de la superproduction, fut plus intéressant par ses conventions *romanesques et* ses séquences d'action que l'ennuyeuse fresque biblique où certains laudateurs inconditionnels du cinéaste voulurent voir à tout prix des intentions et des « fulgurances » inexistantes. Même si l'on n'y trouve plus rien des thèmes et du romantisme *déchirant de Nicholas Ray*.

Bien que, à cause de *la Fureur de vivre et du mythe de James Dean*, on ait parfois voulu voir en Nicholas Ray un cinéaste témoin de l'Amérique des années 50, les notations sociologiques de ses films ont, au fond, peu d'importance. Lyrique avant tout, il s'est attaché aux aventures de la passion, aux individus *plus qu'aux sociétés*, à la nature et à la poésie plus qu'à l'idéologie, aux manifestations du déséquilibre émotionnel *plus qu'à la critique* des mœurs, aux élans du cœur plus qu'à la raison. Il est resté un isolé, un indépendant. C'est peut-être pour cela que sa carrière s'est interrompue sans que personne crie au scandale. On le croyait à la retraite et on n'y pensait plus.

JACQUES SICLIER.

« MEURTRE PAR DÉCRET » de Bob Clark

Lorsque, entre le 31 août et le 9 novembre 1888, Jack l'éventreur égorgeur et dépeceur de cinq prostituées du quartier de Whitechapel, sema la terreur dans Londres, le romancier Arthur Conan Doyle, qui avait créé Sherlock Holmes l'année précédente, fut de ceux qui cherchèrent à percer l'identité du sinistre assassin. En vain, d'ailleurs, et les historiens en sont restés, depuis, *aux hypothèses*. Le cinéma a souvent recueilli le mythe sanglant et, en 1965, un film anglais de James Hill, *Sherlock Holmes contre Jack l'éventreur* (A study of terror), fit découvrir la vérité justement par le détective-héros, dans un habile pastiche de Conan Doyle.

Meurtre par décret est une nouvelle version de cette enquête de Sherlock Holmes, mais le scénario de John Hopkins est beaucoup plus étonnant et troublant que ce qui avait été précédemment inventée. Les meurtres des prostituées *camouflent* une sordide histoire touchant la *dynastie royale*, que de hauts membres du gouvernement (affiliés à la franc-maçonerie) s'emploient à *effacer*, tandis que *les extrémistes*, infiltrés dans la police, se servent de l'éventreur à des fins d'agitation sociale. John Hopkins fustige violemment l'hypocrisie et l'oppression des mœurs victoriennes. Dans les scènes finales, Sherlock Holmes (interprété, hors la tradition — autre surprise — par Christopher Plummer) tient un discours politique unissant dans la même infamie le pouvoir et les fauteurs de désordre.

Y aurait-il là un message pour aujourd'hui ? Il est dommage que Bob Clark n'ait ajusté à ce scénario qu'une mise en scène décorative *(reconstitution des bas-fonds de* l'East-End, brouillard jaune, fiacre maléfique) avec effets de terreur éprouvés. *Mais* quand Sherlock Holmes entre dans un asile d'aliénées où croupit la martyre Geneviève Bujold, on voit tout à coup apparaître sur l'écran un enfer social bien réel.

J. S.

Lettres

Polémique autour d'un article sur Jean-Louis Bory

Le lendemain de la mort de Jean-Louis Bory, M. Renaud Matignon écrivait dans *le Figaro* du 13 juin sous le titre « Mort d'un clown triste » : « *... Chez ce bavard intarissable, quelque chose, soudain, s'était tu. Un malade de la parole qui se découvre un jour guéri, c'est comme un drogué sans opium : il ne se remet pas de sa guérison.*

On a appelé ça une dépression nerveuse — pour laquelle il était en traitement. La vérité est sans doute plus simple : un homme de talent a pris conscience qu'il ne cessait pas de commencer, sans jamais de résultats, de conclusion ni de conviction. Il a décrété — avec le courage qu'on imagine — la fin du commencement. (...)

» Il a perverti toute une pseudo-intelligentsia, fabriquant chaque semaine, avec beaucoup de gentillesse et d'humour, des gauchistes de la bouffonnerie, des bouffons du gauchisme, des prosélytes du petit garçon, et faussant ainsi, avec tout son talent, la vie intellectuelle. (...)

» Il a pétitionné, trépigné, fait risette. Et, comme il était l'intelligence même, il s'est aperçu un jour qu'il ne défendait rien. Il cherchait une cause et ne trouvait pas sa raison. Cette cause est contraire à celle que défend chaque matin notre journal. Cela n'empêche pas notre journal de saluer la présence de Jean-Louis Bory, et sa lucidité tardivement, tragiquement retrouvée.

» Il ne lui restait plus qu'à échapper à ses amours complexes, à son imposture reconnue, à son destin enfin. Faute de mieux, il avait décidé de faire de son existence personnelle une couverture publicitaire. Après son absence de vie privée, respectons sa mort privée. »

M. Jean Daniel répond dans le *Nouvel Observateur* : « *Un imbécile vient d'écrire que Jean-Louis Bory nous avait quittés parce qu'il sentait qu'il était plus ou moins un raté. Nous souhaitons à cet imbécile les réussites, les épanouissements, les affirmations de Jean-Louis. Le seul regret que nous puissions avoir, à propos de cet article publié — naturellement — dans* le Figaro, *c'est qu'il n'ait pas paru du vivant de Bory. Car il aurait jubilé d'être injurié de ce côté-là, et par cet homme-là. Il se serait senti justifié, comme nous, de savoir que ce qu'il écrivait était le contraire de ce pourquoi* le Figaro *a été créé. Tout cela est vrai. Nous ne sommes pas du même monde. Il faut des injures de ce genre pour nous le rappeler, tant il est vrai que nous avons, que Bory avait aussi, parfois, tendance à l'oublier.* »

M. Angelo Rinaldi écrit dans *l'Express* sous le titre « La bêtise vert-de-gris » : « *Citons, pour le plus supportable dans l'infamie : « Bory, qui milite un peu dans la » Résistance, n'a pas dû faire » reculer la division Das Reich. » Mais il y a trouvé des poitrines » viriles... » Vous ne connaissez pas M. Matignon, dont on disait il y a trente ans qu'il était un jeune homme de quelque avenir avant qu'il ne devînt porte-coton de l'édition et rédacteur à* Minute. *Il a enfin trouvé le moyen d'attirer l'attention sur lui. Comme un serviteur à bout de souffle, tapi dans la poubelle que ses maîtres lui concèdent comme logis, lève la tête pour crier des obscénités quand passe l'enterrement d'un homme d'honneur. Vous oublierez son nom, mais à nous restera la tristesse de voir que, dans cette profession, il y a quelqu'un, aussi, qui ne ferait reculer aucune division nazie. Et lui, c'est parce qu'il en ferait partie.* »

Enfin, dans *le Figaro-Magazine*, M. François Nourissier publie un article d'un ton totalement différent de l'article du *Figaro* et conclut ainsi son hommage à Jean-Louis Bory : « *Bory, qui avait conquis sa place dans un milieu où règnent les tolérances et les complicités, ne s'est pas contenté de profiter de ce « privilège », il a voulu le mettre au service de ses compagnons. Cet engagement a pu exaspérer certains, ou choquer : il n'en était que plus loyal et salubre. En tout cas, nous mesurons aujourd'hui, devant le cadavre d'un homme, que ces combats-là, pour n'être pas célébrés par les Institutions et les Eglises, n'en sont pas moins dangereux. Il arrive qu'un homme y risque volontairement son « honneur » et y laisse — non moins volontairement — sa vie. Il me semble que Jean-Louis, notre camarade, aurait aimé qu'on ne fît pas silence, aujourd'hui, là-dessus.* »

Expositions

La réalité de Hagop Hagopian

Hagop Hagopian est né en Egypte en 1923 et y a vécu de longues années avant d'aller, à la pré-quarantaine, vivre à Léninakan, ville d'Arménie soviétique, où l'année suivante il était élu député du conseil municipal. Mais il est peintre, et fit même un séjour de deux années, en 1952-1954, à Paris, où il étudia chez André Loth, puis à la Grande Chaumière, dans l'atelier Edouard Goerg.

Dans cet ensemble de peintures et d'aquarelles des vingt dernières années, dont il présente une soixantaine au Centre d'art international, on ne retrouve pas l'écho direct de cette mémoire de la culture arménienne marquée par le génocide de 1915. Mais il en est, en quelque sorte, toujours *question, au second degré*. Qu'il peigne des objets quotidiens disposés en nature morte, une femme assise dans l'espace carcéral d'une chambre-boîte, le visage dissimulé derrière un miroir, à la Magritte, une maison de village, ou bien un paysage, on retrouve toujours cet incernable sentiment de solitude et de nostalgie qui habite ce peintre. Il y a toujours dans ce réel explicite, une qualité surréaliste qui tente de transgresser l'évidence anodine des choses. Rien de plus désolé que ces « Premiers jours de printemps » sur les champs et la vue sur le « Village *de Malicka* » avec les ombres portées qui hantent sa terre battue d'une menace invisible. La peinture de Hagop Hagopian toute dure et toute en sobre grisaille d'ocre, se nourrit du climat métaphysique et du mystère des choses qui vient de chez Magritte, Dali et Chirico.

JACQUES MICHEL.

★ Hagop Hagopian, au Centre international d'art, 99, bd Raspail.

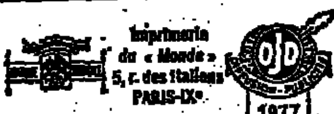
■ *Le premier Festival de France*, lancé par la Ville de Paris, aura lieu du 25 septembre au 14 octobre au Théâtre des Champs-Elysées. Les orchestres de Paris, de Monte-Carlo, de Toulouse, de Lyon, de l'Ile-de-France, de Bordeaux-Aquitaine, de Lille et l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire seront réunis, ainsi que le Théâtre musical d'Angers.

■ La soirée de ballets prévue le 23 juin à l'Opéra de Paris avec les quelques danseurs qui ne sont pas partis en tournée est annulée. En remplacement, une soirée avec deux ballets de Béjart, « le Chant de la Terre », de Mac Millan, et « Auréole », de Paul Taylor, est programmée le 29 juin à 19 h. 30.

■ Des poèmes de Nazim Hikmet seront interprétés, en français, par le comédien turc Yavuzer Cetinkaya, ce lundi 18 juin, à 21 heures, au FIAP (30, rue Cabanis, Paris-14e).

■ « Antigone », la tragédie de Sophocle, sera jouée au château de Bressuire (Deux-Sèvres), du 20 au 22 et du 26 au 29 juillet. Ces représentations marqueront l'aboutissement d'un stage de réalisation théâtrale. Renseignements : (49) 65-09-04.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Soirée littéraire (Arbres mes amis).
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ballet Wuppertal.
Centre Pompidou, 18 h. 30 : Rencontres Scriabine et Rachmaninoff ; 20 h. 30 : les Têtes de cuir.

Les autres salles

Artalect, 20 h. 45 : Lira ; 22 h. 30 : la Prose du Transsibérien.
Atelier, 21 h. : Siegfried 78.
Chapiteau de l'avenue de Breteuil, 21 h. 30 : Yerma.
Daunou, 21 h. : Remarie-moi.
Ecole de l'Acteur-Florent, 20 h. 45 : les Lustres, Palabres.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie...
Galerie de Nesle, 21 h. : la Belle et la Bête 79.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, I, 18 h. 30 : Une heure avec Baudelaire ; 22 h. : Journal d'une infirmière. — II, 18 h. 30 : Une heure avec R.M. Rilke ; 20 h. 30 : la Baignoire ; 22 h. 15 : les Etoiles rouges.
Montparnasse, 21 h. : le Philanthrope.
Nouveautés, 21 h. : C'est à c't'heure-*ci que tu rentres.*
Poche-Montparnasse, 21 h. : le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : les Deux Orphelines.
Saint-Georges, 20 h. : R. Magdane ; 21 h. 30 : les Nouveaux Garçons de la rue.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Arlequin superstar.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : Est-ce que tu m'aimes ?
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : les Belges.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Homoportrait ; 21 h. : la Prostitution chez la limace ; 22 h. 15 : Marie Bizet ; *23 h. 30 : 20, rue Jacob.*
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va ; 21 h. 30 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 20 h. 30 : Signé *Francis Blanche* ; 22 h. : Deux Suisses. — II, 22 h. 30 : Popeck.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours ; 23 h. 15 : Raoul, je t'aime.
Cour des Miracles, 20 h. : les Après-Midi d'Emile ; 21 h. 30 : D. Lavanant ; 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Le Fanal, 21 h. : le Président.
La Mirandière, 19 h. 30 : A la rencontre de M. Proust ; 20 h. 30 : Zéphyr et Aquilon ; 23 h. : Un cœur sous une soutane.
Les Petits-Pavés, 21 h. 30 : Abel et Caïn et R. Baron.
Sélénite, 20 h. 30 : J. Rougerie ; 22 h. : Despacho. — II, 21 h. : Ned Jma ; 22 h. 30 : Lune de rire.
Les Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : les Catcheuses ; 21 h. 30 : R. Mirmont, M. Dalba ; 22 h. 30 : l'Eau en poudre.
Petit Casino, 20 h. 45 : Douby ; 22 h. 15 : Eclimont et Dodane.

Les concerts

Athénée, 21 h. : P. Corré, E. Exerjean, piano quatre mains (Poulenc, Damase, Auric...).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 18 juin

Lucernaire, 19 h. 30 : B. Berstel, M. Podeur (Bach, Krebs, Couperin) ; 20 h. 30 : Ensemble Perceval (le Jeu de Robin et de Marion) ; 21 h. : M.-C. et F. Doublier, piano quatre mains (Schubert).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : P. Zukerman, L. Harrel, A. Moglia, J. Dupouy (Schubert).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine, sol. A. Adorjan (Prokofiev, Mozart, Haydn).
Salle Pleyel, 21 h. : Ensemble instrumental de Paris, dir. S. Osawa ; Chœur national, dir. J. Grimbert (Haydn : la Création).
Palais de Chaillot, 21 h. : le Jeu de sainte Agnès (musique de M. Constant).

Jazz, pop', rock, folk

Chapelle des Lombards, 19 h. 30 : Dave Burrell ; 21 h. : Tamia, P. Charpy, B. Philips ; 22 h. 30 : Air.
Le Bourdon, 21 h. : Michel Hindenoch.
Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : F. Guin, B. Vasseur.
Le 28-Rue-Dunois, 21 h. : Voltage 8.
Olympia, 21 h. : Lola Beltram.
Petit-Opportun, 23 h. : G. Arvanitas, C. Guilhot, J. Samson.
Petit-Journal, 21 h. 30 : New Jazz Bandar et Cie.
Campagne-Première, 18 h. : Insomnie ; 20 h. : Sugar Blue, Mud Ball Sweet.

La danse

Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet du Bolchoï (Leda, Roméo, Promenades, Mozart).
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : le Four solaire (Vos rêves et les miens).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : R. Rocca, J. Valton.

Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 30 : Salomé.
Essaïon, 20 h. 30 : l'Enfer à repasser ou les Grandes Sartreuses ; 22 h. 15 : Danse de mort.
Marché Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Montre Petit (conteurs) ; 20 h. 30 : Blos Nan.
Beauvais, 20 h. 30 : les Maringouins ; 22 h. : Parle à mes oreilles, ma tête est en vacances.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

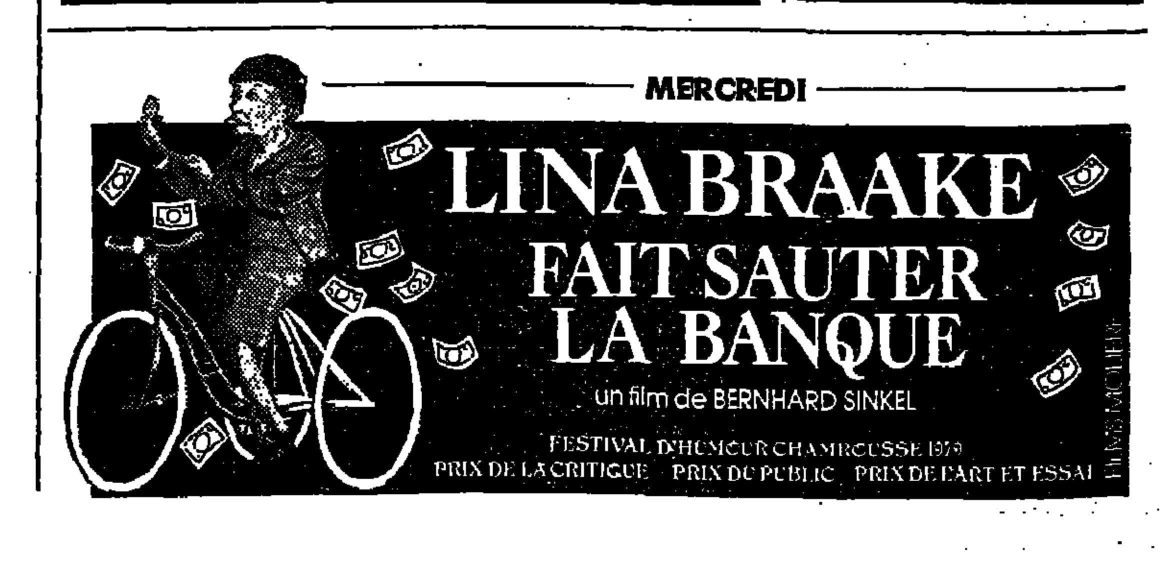
La Cinémathèque

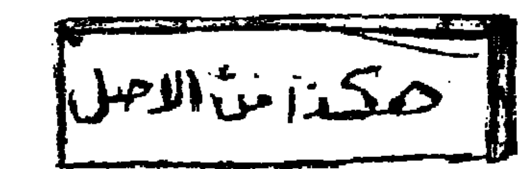
Chaillot, relâche.
Beaubourg, 15 h. : la Charrette fantôme, de V. Sjostrom, d'après un roman de S. Lagerlof ; 17 h. : Forfaiture, de Cecil B. De Mille ; 19 h., Hommage à Mary Pickford : les Bas-Fonds, de Sidney A. Franklin ; 21 h. : la Fille au carton à chapeau, de Boris Barnet.

Les exclusivités

AGATHA (A., v. o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
A NOUS DEUX (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
AU BOUT DU BOUT DU BANC (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES BELLES MANIERES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), h. sp.
CALIFORNIA HOTEL (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
CAUSE TOUJOURS TU M'INTERESSES (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46).
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
DE L'ENFER A LA VICTOIRE (A., v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA DROLESSE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
ET LA TENDRESSE ?... BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88) ; Calypso, 17e (754-10-68).
FELICITE (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).
FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (Belg., v. flam.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; *Marignan, 8e (359-92-82)* ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-07-48).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GAMIN (Col., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRESIL (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
GOLDORAK (Jap., v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03), H. spécial.
HAIR (A., v. o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : *Impérial, 2e (742-72-52)* ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70).
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LES HEROINES DU MAL (Fr.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
JE TE TIENS, TU ME TIENS... PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA MADRIGUERA (Esp., v.o.) : La Clef, 5e (227-90-90)
LE MAITRE-NAGEUR (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MELODY IN LOVE (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-53-99).
MEME HEURE, L'ANNEE PROCHAINE (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99).
MESSIDOR (Suis.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).







SPECTACLES

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Michel, 6e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

Les films nouveaux

AMOUR DE PERDITION, film portugais de Manuel de Oliveira. — V.o. : Action République, 11e (805-51-33).
HISTOIRES ABOMINABLES, courts métrages français de P. Bokanowsky, Moïse Mastouk, A. Lichy, J.-P. Torok, Gébé, H. Colomer. — Le Seine, 5e (325-95-99).
NEW-YORK, SALSA CITY, film américain de Léon J. Gast. — V.o. : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
CE REPONDEUR NE PREND PAS DE MESSAGES, film français d'A. Cavalier. — 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille (357-90-81).
L'INCROYABLE HULK, film américain de K. Johnson. — V.o : George-V, 8e (225-41-46). — V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ENIGMES DU SPHINX, film anglais de Laura Mulvey. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42). Heures spéciales.
MEURTRE PAR DECRET, film américain de Bob Clark. — V.o. : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
NORMA RAE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
OLIVER'S STORY (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44).
PATRICK (Aust., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LA PLUS BELLE SOIREE DE MA VIE (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59), Pagode, 7e (705-12-15), Balzac, 8e (561-10-60), Colisée, 8e (359-29-46), Parnassien, 14e (329-83-11), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
QUINTET (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
REBECCA (A., v.o.) : Madeleine, 8e (073-56-03). H. Sp.
LE RENARD DE BROOKLYN (It., v.f.) : Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Maréville, 9e (770-72-86), Napoléon, 17e (380-41-46).
RETOUR A LA BIEN-AIMEE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
ROBERTE (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), H. sp.
SERIE NOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Hollywood Bd., 9e (770-10-41), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Les Tourelles, 20e (636-51-98).
LE SKIEUR DE L'EVEREST (Can.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LE SOUFFLE DE LA TEMPETE (A., v. o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA TAVERNE DE L'ENFER (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99).
TORRE BELA (Port., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)
LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LE TRESOR DE MATACUMBA (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
3e GENERATION (All., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
UTOPIA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LA VILLE A PRENDRE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
VIVA EL PRESIDENTE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
VIVRE EN TOKYOCHROME (Jap., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99)
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v. o.) : U.G.C Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).
ZOO ZERO (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

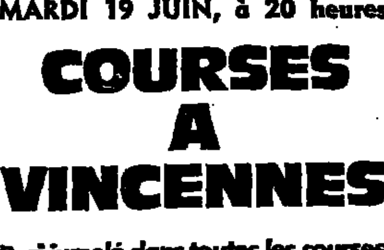
Les festivals

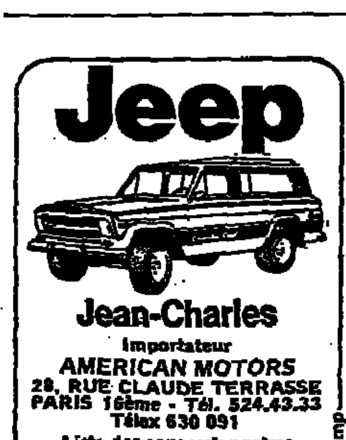
LA RELEVE AMERICAINE (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : A cause d'un assassinat.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Blanches colombes et vilains messieurs.
SERIE NOIRE (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : Je suis un évadé.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Plumes de cheval.
CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS, Action-République, 11e (805-51-33) : la Chatte Suzanne.
LUIS BUNUEL (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz.
FELLINI (v.o.), Studio Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Juliette des esprits ; 15 h. 30 : les Clowns ; 19 h. : Satyricon ; 21 h. : la Dolce Vita.
JAMES BOND (v.f.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40) : L'espion qui m'aimait.
MEILLEUR FILM D'ACTION (v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16) : Challenge one.
HOMMAGE A LAUREL ET HARDY (v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) ; les Conscrits.
HOMMAGE A ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). En alternance : le Ballon rouge ; Crin Blanc ; Fifi la plume.
FRED ASTAIRE & CIE, Mac-Mahon, 17e (033-50-91) : O toi, ma charmante.
RETROSPECTIVE E. G. ROBINSON, Action La Fayette (9e) (878-80-50) : les Cheyennes.
SAINT-AMBROISE, 11e (700-89-16), 15 h. et 22 h. 15 : Marathon Man.
STUDIO DE L'ETOILE, 17e (380-19-93), 14 h. 15 : le Désert des Tartares ; 16 h. 40 : Alphaville ; 18 h. 50 : l'Année dernière à Marienbad ; 20 h. 15 : les Trente-Neuf Marches (Hitchcock) ; 22 h. 15 : Contes immoraux.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 18 h. 20 : Ma femme est une sorcière ; 20 h. 5 : Cabaret ; 22 h. 15 : Orange mécanique. — II, 20 h. 15 : Easy Rider ; 22 h. 10 : Pierrot le Fou.
DAUMESNIL, 12e (343-52-97) (v. o.), en alternance : Sweet Movie, l'Amour violé, Grandeur nature, Taking off, L'homme qui venait d'ailleurs.

LA BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I, 20 h. 10 : Bonnie and Clyde ; 22 h. : Phantom of the Paradise. — II, 17 h. 30 : The Song Remains the Same ; 20 h. : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Midnight Express.
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71) (v. o.), 18 h. 20 : les Yeux de Laura Mars ; 20 h. 15 : Taxi Driver ; 22 h. 10 : Rocky Horror Picture Show.

Les grandes reprises

ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
ANDREI ROUBLEV (A., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ARTISTES ET MODELES (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
L'AVEU (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (738-64-66).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BAMBI (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Diderot, 12e (343-19-29).
BELLE DE JOUR (Fr.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Convention - Saint - Charles, 15e (579-33-00).
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v. o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : J.-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
DRIVER (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
EL TOPO (Mex., v.o.) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
LE LOCATAIRE (Fr.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) (sf mardi).
L'IMPERATRICE YANG KWEI FEI (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LOVE (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Dominique, 7e (705-04-55), sf mar.
PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
PLAYTIME (Fr.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) (70 mm), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), J.-Cocteau, 5e (033-47-62).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS (It., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Miramar, 15e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Murat, 16e (651-99-75), Rex, 2e (236-83-93).
ROMEO ET JULIETTE (It., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
UN MARIAGE (A., v.o.) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
UN SAC DE BILLES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
VIOLETTE ET FRANÇOIS (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (561-10-60), Omnia, 2e (233-39-36), Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (It., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Elysées Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (651-99-75), Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22).




RADIO-TÉLÉVISION

VU

Un Schubert dans la tête

Parler de musique à la télévision en s'adressant à tout le monde, comme c'est difficile ! On passe par-dessus la tête du public, on ennuie ou on bêtifie alors que, comme dit joliment Reichenbach, « chaque Français a un Schubert dans la tête, même sans le savoir ».

Chez François Reichenbach, ces dernières années, l'amour de la musique l'a emporté sur tout autre passion. *Après avoir consacré plusieurs films à Arthur Rubinstein et aux cours d'interprétation de Rostropovitch, voilà qu'il veut faire partager son enthousiasme au moyen d'une émission trimestrielle de FR 3,* « Grâce à la musique », *entouré de jeunes artistes et d'écrivains, dans un dialogue familier et sans apprêt où la musique seule guide la caméra.*

On a trop bavardé et parfois frôlé la banalité dans la première émission sur Schumann le 7 avril, même si l'amour l'emportait. Mais on touchait au meilleur avec ce Schubert diffusé samedi 16 juin car on vivait tout simplement dans le climat schubertien. Voir les enfants de l'orchestre Loewenguth jouer la Symphonie de la surprise *de Haydn, avec une vigueur toute rustique, permet d'imaginer le petit Schubert dans son collège musical. Et ce petit garçon aux grosses lunettes qui dirige la* Symphonie inachevée *fait pressentir ce qu'est le rêve d'un enfant qui est déjà un créateur.*

Il y avait surtout pour nous guider Brigitte Massin, avec son merveilleux sourire et ces paroles qui jaillissent au contact même de la musique, fraîches et justes comme un lied de ce Schubert qu'elle raconte comme si elle l'avait connu. Le style de l'émission correspond aussi à la manière de vivre de Schubert, la musique vécue en commun : des jeunes gens rassemblés évoquent leurs émotions, les morceaux qu'ils aiment, Udo Reinemann chante les lieder dont on parle, Anne Queffélec et Imogen Cooper se mettent au piano pour jouer à quatre mains la mystérieuse Fantaisie en fa mineur, *les équipes fraternelles de musiciens qui gravitent autour de Frédéric Lodéon (Dumay, Amoyal, Collard, Rogé), plongent dans les sublimes andantes des* Trios *dont ensuite ils parlent avec délectation.*

La caméra de Reichenbach prend part à cette conversation musicale, assiège, soutient, caresse les visages, les archets, les instruments, pareille elle-même à un instrument de musique qui interprète Schubert et la pensée, le talent de chacun, et donne aux œuvres leur juste contre-chant en paysages romantiques : *le torrent de la truite, les arbres décharnés, les lacs de brume, les rues désertes de Grinzing, les soleils couchants. Arthur Rubinstein évoquant le* Quintette à deux violoncelles *nous a fait entrer dans le temps suspendu de l'éternité. Nous avons vécu deux heures au cœur à cœur avec Schubert,* « célibataire et solitaire, le voyageur immobile ».

J. L.

LUNDI 18 JUIN

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35, FILM : *LE JOUR LE PLUS LONG*, de D.F. Zanuck, K. Annakin, A. Martin, B. Wicki (1962), avec I. Demick, Bourvil, J.-L. Barrault, Arletty, J. Wayne, R. Mitchum, H. Fonda, R. Ryan, M. Ferrer, R. Burton, K. More, R. Todd, C. Jurgens, W. Hinz, G. Froebe. (Rediffusion.)

Deuxième partie : *les opérations militaires du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, pour l'ouverture d'un second front contre les armées allemandes.*

Epopée spectaculaire où l'élément humain n'est pas absent, au milieu de scènes d'action extraordinaires.

22 h., Plein feux (spécial festivals).

Festivals de danse, de théâtre, de musique, il y a des festivals partout. José Artur en présente quelques-uns.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Magazine : Le soleil demain.

En direct de Versailles, un numéro spécial de « Question de temps », présenté par J.-P. Elkabbach et L. Bériot. En prélude au « Jour du soleil », deux heures entières sont consacrées à l'astre vénéré de tout temps : histoire, musique, danse, et aussi un débat à propos de l'énergie solaire. Invités : MM. J.-C. Colli, R. Garaudy, A. Peccei, président du Club de Rome, J. Brown, gouverneur de Californie, et le comédien Robert Redford.

22 h. 40, Série : Bande à part (les catcheuses).

Deux portraits de femmes, dont le métier est de se crêper le chignon.

23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Olivier Clément ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : CLIMATS, de S. Lorenzi (1961), avec M. Vlady, E. Riva, J.-P. Marielle, A. Stewart, M. Piccoli, R. Devillers, G. Dorziat (N., rediff.).

Un homme d'affaires lasse sa femme par sa jalousie. Elle le quitte pour un journaliste. Il se remarie et fait souffrir sa seconde épouse.

Etude psychologique minutieuse, mais au style académique, d'après un roman d'André Maurois. Réalisateur de télévision prestigieux, Lorenzi ne put s'imposer au cinéma.

FRANCE-CULTURE

22 h. 40, Journal.

18 h. 30, Feuilleton : « Le double crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; 19 h. 30, Présence des arts : Daumier et ses amis républicains ;

20 h., « Rapport confidentiel », de P. Garelli ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Les grandes voix : Martha Angelici ; 20 h. 30, Cycle baroque et classique... en direct du grand auditorium de Radio-France : « Symphonie n° 1 en ré majeur : classique » (Prokofiev), « Concerto pour flûte en sol majeur » (Mozart), « Symphonie n° 102 en si bémol majeur » (Haydn), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine, avec A. Adorjan, flûte ; 23 h., Ouvert la nuit : les nuits de New-York ; 1 h., Les chants de la terre.

MARDI 19 JUIN

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Le regard des femmes ; 14 h. 30, Télé-film : La plus belle fille du monde, de L. Philips ; 18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Une heure avec le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing.

En direct de l'Elysée, le chef de l'Etat, interrogé par des journalistes des trois chaînes de télévision, fait le point sur les élections européennes, évoque l'affaire des condamnés du 23 mars et répond aux questions sur l'éventuel remaniement ministériel.

21 h. 35, Feuilleton : Les aventures de David Balfour, d'après R.-L. Stevenson, réal. J.-P. Decourt, avec E. Belle, D. McCallum, A. Landry. Adapt. : W. Ulbrich et P. Graham Scott.

Après naufrage et piratage, David se retrouve en Ecosse. Sa tête est mise à prix.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ; 12 h. 15, Série : Christa ; 12 h. 45, *Journal* ; 13 h. 20, *Magazine* : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui, madame (Qu'en pensez-vous ?) ; 15 h., Série : Les incorruptibles ; 15 h. 55, Magazine : Découvrir ; 17 h. 25, Fenêtre sur... Paris au temps de Zola ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Sacha Distel) ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, FILM : GIORDANO BRUNO, de G. Montaldo (1973), avec G.M. Volonte, C. Rampling, H.C. Blech, M. Carrière, M. Burns, R. Scarpa.

Vers 22 h., Débat : l'Inquisition.

Avec le Père Bruckberger, MM. B. Bennassar, président de l'université de Toulouse, P. Pierrard, professeur à l'Institut catholique.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du ministère des universités ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Union rationaliste ; 19 h. 20, Emissions régionales ; *19 h. 55, Dessin animé* ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : DALLAS, VILLE FRONTIERE, de S. Heisler (1950), avec G. Cooper, R. Roman, S. Cochran, *R. Massey*, B. Payton.

Après la guerre de Sécession, un ancien officier de l'armée sudiste, en rébellion contre le gouvernement fédéral, vient à Dallas pour se venger de trois bandits.

Gary Cooper en héros solitaire dans un western sans surprises.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; à 8 h. 32, La nostalgie du présent : théâtralité de la vie quotidienne ; à 8 h. 50, L'escalier d'or ; *9 h. 7, La matinée des autres* : les momies ; 10 h. 45, Etranger, mon ami : « Œuvres romanesques », de V. Woolf ; 11 h. 2, Société internationale de musique contemporaine (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h., Un livre, des voix : « Bellevue », de D. Martin ; 14 h. 42, Carrefour des Français ; 16 h. 50, Libre appel : les nouveaux mythes de la santé ;

18 h. 30, Feuilleton : « Le double crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; *19 h. 30, La science au* service de l'art : Peintures malades des faussaires ;

20 h., Dialogues franco-canadiens... P. Normandeau et P. Cangardel : « Le Saint-Laurent ou la mer à l'intérieur d'un continent » ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Beethoven ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ; 13 h., Les anniversaires du jour ; Stamitz ;

14 h., Musique en plume : Rossini, Dvorak, Massenet, Strauss, Schmeltzer ; 14 h. 35, Musique-France-plus : Franck ; 16 h., Musiques rares ; 17 h., La fantaisie du voyageur ;

18 h. 2, Kiosque ; 18 h. 30, Rideau de scène ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h. 30, Musique à découvrir... Petites formations : « Poème pour quatuor à cordes » (Dupin) ; « Quatuor n° 3 » (Durey) ; « le Temps, cantate pour baryton et ensemble *instrumental* » (*Martelli*) ; « *Gerbes de* lumière » (Calmel), par le Quatuor Margand. Avec : F. Deslogères, M. Piquemal, G. Lauridon, dir. P.-M. Le Conte ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les nuits de New-York ; 1 h., Jazz pastel.

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

Tradition écologique dans le quartier Latin

Le vert sied au cinquième

Si, le 10 juin, toute la France avait voté comme le quartier Latin, les écologistes auraient aujourd'hui sept ou huit représentants au Parlement européen. Les « verts » y ont obtenu 8,30 % des suffrages, *plaçant ainsi, une fois de plus, le* Vᵉ arrondissement parmi les circonscriptions les plus écologistes de l'Hexagone. Seules Mulhouse, patrie de Mme Solange Fernex, Colmar, Strasbourg, Cherbourg, Besançon et Villeneuve-d'Ascq (Nord) ont fait mieux.

Que la montagne Sainte-Geneviève soit un haut lieu de l'écologie électorale, c'est désormais une tradition. Lors des élections présidentielles de 1974, René Dumont y réalisa son meilleur score en séduisant 1 219 électeurs qui lui donnèrent 3,5 % des suffrages exprimés. Deux ans plus tard, à l'occasion d'une élection législative partielle, Brice Lalonde totalisait sur son nom, alors inconnu, 6,57 % des voix. La vague s'enfla pour le scrutin municipal de 1977 jusqu'à atteindre 4 107 voix, soit 13,8 % : le plus brillant résultat de Paris. Malgré le reflux des législatives de 1978 et la présence de plusieurs candidats se réclamant de l'écologie, Brice Lalonde totalisa encore 8.74 % des suffrages, plaçant ainsi l'arrondissement parmi les trois premières circonscriptions écologistes de France après Mulhouse et Valognes, dans la Manche.

Qu'est-ce qui fait courir vers les « verts » les électeurs du quartier Latin ? Sur le plan de l'environnement, le cinquième arrondissement n'est pas plus mal loti que les autres secteurs de la capitale. Bien au contraire. Il bénéficie des bords de Seine, du Jardin des plantes, d'un mini-quartier piéton et les fabriques polluantes n'y sont plus, depuis longtemps, qu'un souvenir. Mais si les gens y sont plus sensibles aux thèses des « verts », c'est, au dire des *observateurs, que la densité des* intellectuels dits de gauche y est plus élevée qu'ailleurs.

Naguère ils votaient P.S.U. ; aujourd'hui ils portent souvent leurs votes sur les écologistes. Et comment, aux alentours de la Sorbonne et de la rue Gay-Lussac, ne ressentirait-on pas une certaine nostalgie de mai 1968? Les candidats « verts » le savent.

Soucis de cadres

Dans ce quartier aussi qui, depuis dix-sept ans, n'a que des représentants « gaullistes » (René *Capitant puis Jean Tibéri*), les centristes, dit-on, expriment leur impatience ou leur grogne en votant écologiste comme le font aussi souvent les étudiants dont c'est ici le campus minéral, les *gens âgés qui regrettent* le calme quasi villageois du cinquième d'avant-guerre et, depuis peu, les jeunes cadres. Ceux-ci ont colonisé les studios rénovés de Maubert et de Mouffetard. Ils voudraient bien à présent que le quartier n'aille pas plus loin dans sa modernisation. Les retraités, les artisans, les marchés pittoresques, font partie d'un cadre de vie cher payé. Ils tiennent à leur « coin de paradis ».

Les propositions des écologistes ont facilement pris racine dans ce terreau sociologique. Il faut dire que les « verts » ont su habilement le travailler. Le premier « jardinier » fut l'agronome René Dumont. L'insolite candidat à la présidence avait habité longtemps dans le cinquième arrondissement et, durant quarante ans, avait enseigné à l'Institut national agronomique de la rue Claude-Bernard. C'est d'ailleurs dans l'un des amphis de cette austère bâtisse de brique qu'il annonça sa candidature. La sympathie au moins lui était acquise d'emblée dans le quartier.

Ce fut ensuite Brice Lalonde qui prit le relais en 1976. Ancien président des étudiants de la Sorbonne et ancien militant P.S.U., il connaissait bien son territoire. Les Amis de la Terre de Paris — ses amis — installèrent leur quartier général rue de la Bûcherie, dans le cinquième justement. Pour les élections municipales de 1977, ils furent dans la population comme « poissons dans l'eau ».

Brice dessina lui-même une affiche — que l'on s'arrache encore — représentant un coin du quartier Latin accommodé à la manière écolo : plus de voitures, des cyclistes hilares, des bains de pied dans la Seine, des éoliennes et des panneaux solaires sur tous *les toits, des tracteurs labourant* le goudron pour transformer les boulevards en couloirs verts. Les électeurs pouvaient enfin rêver. La campagne fut soutenue par un comité d'action fort de plusieurs centaines de personnes littéralement surgies du pavé. Pas de meetings, mais des discussions sérieuses, tous assis par terre. Pas de propagande et de polémique, mais des fêtes de rue au cours desquelles les voisins ouvraient leurs portes et s'embrassaient.

Mais le succès ne fut pas tel que Lalonde et ses camarades puissent entrer au Conseil de Paris. Un peu découragés, ils ont cessé d'occuper la rue. « *On ne vous voit plus* », disent les habitants du quartier ; 1977 est déjà le bon vieux temps où l'on s'amusait pendant une campagne électorale.

Faute d'être jardiné, le potager écolo du cinquième est moins productif. Les législatives de 1978 et les « européennes » de 1979 l'ont bien montré.

Les partis traditionnels aussi ont senti le danger. Jean Tibéri fait des pieds et des mains pour faire aboutir les réclamations de ses administrés. On reconnaît son efficacité. Boulevard Saint-Marcel et boulevard de Port-Royal, on aménage les trottoirs pour contenir la marée du stationnement automobile. Au carrefour des Gobelins, on tente par de coûteux travaux de faciliter le passage des piétons. A la place de la voie sur berge rive gauche, les quais de la Seine sont aménagés en promenade. Sur les placettes de la montagne Sainte-Geneviève, on plante des bancs et des arbres.

Mais Jean Tibéri lui-même estime — comme Brice Lalonde — que cette reconquête du quartier sera de peu d'effet sur la dissidence écolo. Les efforts sont trop tardifs, trop timides et, *finalement, trop « matériels »*. Au quartier Latin, on rêve moins de modifier son cadre de vie que son mode de vie et, au-delà, la société tout entière.

MARC AMBROISE-RENDU.

● *Le sixième arrondissement expose.* — Une exposition « Le sixième arrondissement d'hier et d'aujourd'hui » est présentée au public, jusqu'au 25 juin, à la mairie du sixième arrondissement. Des documents provenant du musée Carnavalet illustrent la partie de l'exposition consacrée au passé de l'arrondissement tandis que des photos réalisées par des jeunes présentent le « sixième arrondissement d'aujourd'hui ». A l'issue de l'exposition, les meilleures photos seront primées.

● *Le septième arrondissement en fête.* — Une « fête des villages du septième arrondissement » est organisée le 23 juin au Champ de Mars, sur l'initiative des principales associations de l'arrondissement. Sont notamment prévus : un *cross* ouvert à tous, des jeux pour les enfants, un spectacle de marionnettes, un concert de musique militaire, du théâtre et du chant. La soirée se terminera par un feu de la Saint-Jean (renseignements au 705.48.44).

MAUVAISE SURPRISE

DANS L'ESSONNE

LE SQUARE ÉTAIT UNE STATION D'ÉPURATION

Jacques Chabault, marié, trois enfants, artisan de son état, a construit lui-même sa grande maison blanche. Il l'a conçue *confortable et isolée, dans un* petit bourg de la commune de Saint - Jean - de - Beauregard (Essonne).

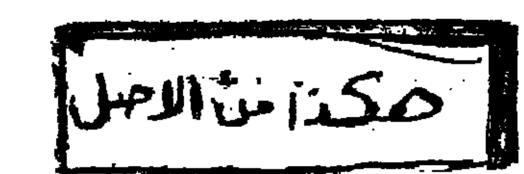
C'était en 1968. En 1973, la SAMBOE, la société d'économie mixte chargée de l'aménagement des tout nouveaux quartiers des Ulis, à proximité, a commencé à creuser un trou à quelques mètres de sa maison. Jacques Chabault s'inquiète. « *C'est pour faire un square* », lui dit-on. En guise de square, il voit apparaître une sorte de blockhaus grisâtre : une station de relevage où transitent notamment les eaux usées du centre commercial voisin.

Or le permis de construire a été refusé pour cet ouvrage, bruyant — parce qu'il fonctionne au moyen de pompes électriques — et malodorant — puisque s'y déversent les déchets les plus divers (viandes, légumes, etc.).

« *D'abord, on a pensé que la SAMOE allait reconnaître son erreur et déplacer le collecteur, ne serait-ce que de quelques dizaines de mètres* », raconte Jacques Chabault. « *Mais elle n'a rien fait*, continue-t-il. *Nous ne pouvons plus vivre ici. Hiver comme été, nous sommes empestés et dès qu'il fait chaud envahis par les mouches. Mes enfants sont tout le temps malades, couverts de boutons. Ma femme a fait plusieurs dépressions nerveuses.* »

Le préfet de l'Essonne reconnaît les faits et écrit que la « *gêne est indéniable et intolérable* ». Seulement, l'administration a laissé passer les quatre *années au terme desquelles elle ne peut plus avoir de recours* en justice. A la SAMOE, on met d'abord en cause la municipalité de Saint-Jean-de-Beauregard qui, explique-t-on, « *nous a demandé de descendre le collecteur pour qu'il serve à son propre assainissement et pour lequel nous avons payé 700 000 francs* ». On précise aussi que « *les pompes ne marchent pas en permanence* » et que « *les eaux ne restent à peu près que dix minutes* ». Malheureusement, on ne donne aucune explication sur l'absence de permis de construire et sur les raisons pour lesquelles ce collecteur n'a pas été installé un peu plus loin, alors que le terrain ne manque pas. En fait, la légèreté de ces justifications correspond bien au cynisme avec lequel on tente d'isoler Jacques Chabault, qui n'est jamais qu'un cas particulier. Mais le propriétaire voisin, sur les terres duquel on aurait pu construire le collecteur, n'est-ce pas aussi un cas particulier ?

STÉPHANE BUGAT.



هكذا من الأصل

Le Monde

équipement

— A PROPOS DE... —

UNE NOUVELLE QUERELLE RAIL-ROUTE ?

La S.N.C.F. et son image

La S.N.C.F. met en service, lundi 18 juin, sur la ligne Paris-Clermont-Ferrand-Nîmes-Marseille, le « Cévenol », un train d'un style nouveau, à bord duquel une animation sera organisée, de manière à rendre le voyage moins monotone. La Société nationale tente ainsi de récupérer une partie de la clientèle qui, en vacances, utilise la voiture individuelle (« le Monde » du 29 mai).

Voyager en train n'est pas toujours une partie de plaisir. Beaucoup — les hommes d'affaires, notamment, — s'y résignent par nécessité, presque par devoir professionnel. La S.N.C.F. joue avec succès auprès de cette clientèle que l'on pourrait qualifier de « captive » si l'avion n'avait son mot à dire, la carte de la sécurité et de la régularité.

Maigre performance : le rail ne « contrôle », en France, que 14 % du trafic des voyageurs. Il a du chemin à faire pour entamer la toute-puissance de la route. De la manière dont il s'y prend, on peut craindre qu'il ne réussisse jamais à inquiéter sérieusement son concurrent.

Les responsables de la société nationale n'ignorent rien de cette situation, mais seraient tentés — pas toujours à tort — d'en faire supporter la responsabilité aux pouvoirs publics, qui ne leur facilitent guère la tâche. A force de découragement, certains cheminots en viennent à rêver d'un partage autoritaire du trafic, voire à souhaiter une crise de l'énergie si sévère qu'elle impose naturellement la prééminence du rail sur la route.

Les efforts de séduction que la S.N.C.F. a déployés en direction des adeptes de la voiture individuelle se sont, pour la plupart, révélés inopérants. Ni l'approche, purement technique, assise sur les thèmes de la sécurité et de la ponctualité ni l'approche étroitement commerciale basée sur les notions de confort et de détente, n'ont suscité beaucoup de « conversions ».

La récente — et remarquable — campagne publicitaire en faveur du train s'est, en définitive, soldée par un relatif échec : les clients du rail y ont trouvé de bonnes raisons de lui rester fidèles, mais les partisans de l'automobile n'en ont découvert aucune susceptible de mondifier de fond en comble leur attitude.

En vérité, le chemin de fer en France, comme ailleurs en Europe et dans le monde, souffre d'une mauvaise image de marque. Aux yeux du grand public — celui que vise la S.N.C.F. pour élargir son audience, — la voiture apparaît comme « une forme essentielle de la liberté individuelle » (1), alors que le train laisse de marbre celui qui l'utilise. Ce ne sont pas des campagnes publicitaires d'envergure ni d'habiles opérations commerciales qui tueront cette indifférence à l'encontre du rail.

Beaucoup de ceux qui se déplacent pour leur plaisir appréhendent le voyage en train. La S.N.C.F., qui a trop longtemps vécu sur les souvenirs d'une époque où elle était encore une « grande dame », a du mal à admettre que l'on puisse douter de l'excellence de ses services, qu'il lui faille, pour retenir une clientèle ardemment sollicitée par les autres moyens de transport, satisfaire ses « caprices ».

Alors que les constructeurs automobiles ont diversifié leur production pour l'adapter aux réalités du marché, les responsables ferroviaires ont concentré leurs efforts sur des terrains sûrs, des positions soi-disant imprenables, à l'abri du « mauvais » vent de la concurrence.

Lorsque la S.N.C.F. a mis à la retraite anticipée ses trains au long cours qui menaient à Athènes ou à Istanbul, lorsqu'elle a retiré du service les voitures-restaurant et leur maître queux, lorsque, aujourd'hui, elle consent à la fermeture de lignes dites secondaires, elle se porte tort à un point que ses dirigeants mesurent mal. Lorsqu'elle transporte, dans des conditions d'inconfort déplorables, des milliers de militaires en permission, se rend-elle compte que, pour l'avenir, elle risque de se « couper » d'une large clientèle ?

Ce « redéploiement », ou plutôt ce repliement, nuit à l'image de marque du rail. Ainsi, à qui la voit vivre, la S.N.C.F. offre souvent le spectacle d'une société mal assurée de son devenir, toujours sur la défensive, constamment prête à brader une partie de son patrimoine pour en sauver une autre. Comment, dans ces conditions, vanter aux inconditionnels du volant les vertus d'un chemin de fer qui lui semble déjà appartenir à un autre âge ?

En définitive, les usagers du rail supportent de plus en plus mal leur « captivité » et n'hésitent pas à le faire savoir. Les adeptes de la voiture individuelle trouvent matière à nourrir leur sectarisme. Même les cheminots en viennent à douter du rail : les « anciens » ne reconnaissent plus leur « maison », les jeunes manquent d'esprit d'initiative. La qualité du service s'en ressent ; les voyageurs s'en plaignent... et désertent. Un cercle vicieux.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Selon M. Raymond Barre dans une interview accordée au *Journal du dimanche* du 17 juin.

Au nord de la capitale

PEUT-ON ROUVRIR LA LIGNE DE GRANDE CEINTURE ?

La S.N.C.F. vient de publier une étude sur la réouverture au trafic des voyageurs de la ligne de grande ceinture au nord de Paris, entre Sartrouville (Yvelines) et Val-de-Fontenay (Val-de-Marne). La société nationale conclut que le coût d'une telle réouverture serait hors de proportion avec son utilité.

La liaison Sartrouville-Val-de-Fontenay par la grande ceinture traverse seize communes, représentant 565 000 habitants et offrant 180 000 emplois. La ligne pourrait comporter seize gares et offrirait huit possibilités de correspondance avec les lignes radiales S.N.C.F. ou R.A.T.P. Mais, pour la S.N.C.F., le coût d'investissement élevé (840 millions de francs) qu'entraînerait l'aménagement de cette ligne n'est pas en rapport avec « *le trafic modeste qui est attendu* ».

L'ouverture aux voyageurs de la grande ceinture nord, déjà très utilisée actuellement par un *trafic marchandises important*, nécessiterait de nombreux travaux : quadrupler les voies entre *Stains et Bobigny, supprimer* huit passages à niveau et aménager dix gares sur seize ainsi que les *correspondances. Il faudrait* enfin améliorer la signalisation. Pour ce qui concerne le matériel *roulant, les besoins sont évalués* à trente-deux voitures et huit locomotives.

La S.N.C.F. *estime le trafic* annuel à dix millions de voyageurs, ce qui représente un aller et retour par jour effectué *par quinze* mille personnes. Ainsi, explique-t-elle, une ligne qui en longueur *fait 5 % du réseau banlieue* permettrait la circulation d'un cinq millième des voyageurs de banlieue. La *rentabilité socio-économique* d'une telle réouverture a été estimée à moins de 3 %, alors que l'interconnexion ouest et la ligne S.N.C.F. Ermont-Invalides de 28 %.

Les conseillers généraux communistes de la Seine-Saint-Denis repoussent les arguments de la S.N.C.F.

ENVIRONNEMENT

LA CONTESTATION ANTI-NUCLÉAIRE

Trois mille manifestants « pacifiques » sur les bords de la Garonne

De notre envoyé spécial

Valence-d'Agen. — Aucun incident n'a marqué la marche pacifique organisée, le dimanche 17 juin, entre Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) et Golfech, pour protester contre l'installation d'une centrale nucléaire dans ce site en bordure de la Garonne : trois mille personnes ont défilé derrière les élus et les animateurs du mouvement écologique.

Ce projet semble être refusé par la majorité des habitants des deux cantons sur lesquels les travaux seraient entrepris. Pour être réalisé, il doit être approuvé avant la fin de l'année 1979 par une enquête d'utilité publique. Déjà, le conseil régional de Midi-Pyrénées, que préside M. Alain Savary, député socialiste de la Haute-Garonne, le conseil général du Tarn-et-Garonne, présidé par *Mme Evelyne Baylet*, ainsi que M. Jean-Michel Baylet, député de la circonscription, *tous deux M.R.G., se sont prononcés* contre l'installation de quatre réacteurs de 1 200 mégawatts *d'un modèle qui n'a encore* jamais été réalisé en France.

Au marché couvert de Valence-d'Agen, samedi 16 juin au soir, partisans et adversaires de l'énergie nucléaire ont confronté leurs points de vue : pour les partisans, les rejets de la centrale nucléaire de Golfech auraient, au pire, un effet inférieur à 3 millirems par an sur *les personnes les plus* rapprochées du site. C'est-à-dire la vingt-cinquième partie de la *radioactivité naturelle à laquelle* est soumis le Français moyen

Les adversaires sont tout aussi *formels : il faut développer les* « énergies douces » dont la liste est longue mais rassurante, comme *la mise en place* de petits générateurs à proximité des chutes d'eau, ce qui serait facile en zone montagneuse ; développement des recherches sur l'énergie solaire ; récupération et recyclage des déchets ménagers, car tout est lié dans la nature ; mise en *œuvre d'une agriculture biologique* qui nécessite moins d'énergie et d'une industrie d'agro-*récupération ; moins de gaspillage* aussi. Quant aux économies, elles ne se feront pas, selon ces militants, *avec les solutions préconisées* par l'Agence pour les économies d'énergie (dont les crédits *viennent d'être réduits alors que* ceux du Commissariat à l'énergie atomique sont augmentés) mais bien par la diminution de consommation individuelle et collective de gaz, d'électricité, de carburant.

Pour le mouvement Humanisme et Environnement, qui a récemment soutenu aux élections européennes la liste Europe Ecologie, le recours à l'énergie nucléaire c'est, à terme, un « *véritable génocide*

LÉO PALACIO.

DÉPRÉDATIONS SUR LE CHANTIER DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE NOGENT-SUR-SEINE

Une quarantaine de personnes ont pénétré, le 17 juin, sur le chantier de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), où elles ont détérioré des compresseurs, des grues et des camions après avoir enfermé les deux gardiens dans un baraquement.

Le « commando » a éventré une centaine de sacs contenant un produit servant aux sondages en cours sur le chantier et a brûlé des papiers découverts dans un bureau. L'opération a duré une demi-heure.

Des témoins ont aperçu des voitures immatriculées dans l'Aube, la *Seine-et-Marne et les Landes*. La gendarmerie aurait identifié, ce lundi matin, plusieurs membres du *commando*.

SPORTS

FOOTBALL

AUXERRE BATTU PAR NANTES 4 A 1 EN FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

Le ministre et l'éducateur

« C'est ça la grande fête du football ? Pour les joueurs peut-être, mais surtout pour les dirigeants ou les maires des villes concernées. Mais quel mépris pour les éducateurs ! » Guy Roux, entraîneur d'Auxerre, fulminait dans les vestiaires après le match. Pas à cause de la défaite de son équipe par 4 buts à 1, après prolongations. Non, il s'insurgeait seulement contre le cérémonial de cette soixante-deuxième finale de la Coupe de France de football et sa récupération par d'autres.

La présentation des joueurs de l'Association de la jeunesse auxerrois (A J A) au président de la République par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs et... maire d'Auxerre ? Il l'avait vécue derrière le cordon des gardes mobiles chargés de maintenir les photographes à distance. Les médailles commémoratives de cette finale ? Seuls les joueurs et l'arbitre y avaient droit. *« A la fin des prolongations*, disait-il, *M. Soisson m'a bien fait signe de monter à la tribune présidentielle, mais j'ai refusé par solidarité avec Jean Vincent, l'entraîneur de Nantes, qui était tenu à l'écart de tout ce cérémonial. »*

L'Association de la jeunesse auxerroise, c'est, avant tout, un club de trois cent cinquante licenciés répartis dans vingt et une équipes et entraînés par quinze éducateurs. Mais nul ne conteste à Auxerre que la présence en finale des footballeurs promotionnels de l'A.J.A. est l'œuvre de Guy Roux. Quand il revint, en 1961, comme entraîneur-joueur au club de ses débuts, l'équipe première opérait en effet en division d'honneur régionale. Depuis, elle n'a cessé de progresser dans la hiérarchie en accédant à la troisième division en 1970 puis à la seconde en 1974. Dixième en 1975-1976, cinquième en 1977, quatrième en 1978 et 1979, l'AJA a peut-être échoué cette année pour l'accession à la première division à cause de la Coupe de France. *« Nous avons toujours perdu les matches suivant ceux de la Coupe*, fait remarquer Guy Roux. *Mais la montée sera notre objectif la saison prochaine. »*

Argent et astuce

L'élection de M. Jean-Pierre Soisson à la mairie d'Auxerre puis sa nomination au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs n'ont pas bouleversé l'activité de l'AJA. Le stade de l'Abbé-Deschamps se révéla toujours trop petit pour les grandes occasions avec sa capacité d'accueil maximale de quinze mille spectateurs, dont trois mille seulement bénéficient de places assises et couvertes. Tout au plus le club disposera-t-il d'une autre tribune semblable pour la saison prochaine. D'ailleurs, Guy Roux n'a-t-il pas manifesté son souci d'indépendance vis-à-vis du ministre en préparant ces deux matches importants de Coupe de France contre Strasbourg et Nantes à Château-Chinon, le fief de François Mitterrand ?

A sa manière, Guy Roux serait plutôt un rassembleur. Patiemment, touche par touche, il a constitué une équipe de plus en plus compétitive, avec des éléments formés au club comme Jean-Paul Noël, Christian Roques ou Philippe Delancray, quelques anciens professionnels comme Serge Mesones ou Dominique Cuperly et même deux internationaux polonais Maryan Szeja et Joseph Klose. Pour attirer ou retenir à Auxerre des joueurs de valeur, il ne peut miser sur des promesses d'indemnité comparables à celles de clubs plus huppés. Tout au plus offre-t-il des indemnités de l'ordre de 4 000 F par mois. Mais l'astuce peut suppléer l'argent : *« Le meilleur moyen d'enraciner un joueur*, dit-il, *c'est souvent de lui faire obtenir dans de bonnes conditions un terrain à bâtir. »*

En venant à Auxerre, le joueur sait aussi que, dans la limite de ses moyens financiers, le club fera surtout le maximum pour lui permettre de pratiquer le football dans les meilleures conditions possibles. Ainsi, tous les déplacements supérieurs à 400 kilomètres s'effectuent dans un petit avion de location. Plusieurs fois cette année, les joueurs ont pu bénéficier de stages d'oxygénation, de récupération ou de préparation indemnisée par l'AJA, en Bretagne, dans les Vosges ou à Château-Chinon.

Passionné de football, curieux de suivre son évolution, Guy Roux ne néglige aucune occasion d'observer et de prendre contact avec les meilleurs joueurs ou entraîneurs. Ainsi, depuis 1966, assiste-t-il à toutes les Coupes du monde avec, selon l'expression d'un confrère, *« le même éveil qu'un paysan monté au Salon de l'agriculture pour en retirer à la fois le loisir du dépaysement et l'intérêt d'une nouvelle connaissance appliquée à la gestion de son domaine »*.

Si l'AJA est le premier club de seconde division parvenu en finale de la Coupe de France depuis Le Havre, en 1959, tout en conservant par nécessité un statut promotionnel, Guy Roux n'en tire pas une vanité supplémentaire. *« Si nous avons résisté à Nantes aussi longtemps*, dit-il, *c'est parce que nous avons joué ce soir comme de véritables professionnels. Il n'y a pas de secret. Pour être compétitif à ce niveau, il faut pouvoir consacrer au moins une heure et demie par jour à l'entraînement. »*

Par leur abnégation dans le marquage individuel des attaquants et des demis nantais, mais aussi par la qualité de leur relance, les Auxerrois ont su désorganiser le jeu collectif de leurs adversaires et semer le doute dans leurs esprits jusqu'aux prolongations. Serge Mesones (49e minutes) ayant répliqué au but d'Eric Pécout (11e minute). Dès lors, les trois nouveaux buts de Pécout (104e et 120e minute) et d'Oscar Muller (113e minute) et le score final de 4 à 1 peuvent paraître bien sévères après une telle résistance.

Entrée dans la compétition dès le sixième tour, le 3 décembre 1978, l'Association de la jeunesse auxerroise a néanmoins nettement battu un nouveau record de longévité dans l'épreuve en résistant vingt heures avant de connaître sa première défaite, après avoir éliminé trois équipes professionnelles : La Paillade-Montpellier, tombeur de Lyon et de Nîmes, Lille et surtout Strasbourg, le nouveau champion de France. Certes, à l'heure de la consécration, l'éducateur avait quelque peu été éclipsé par le ministre, mais cela n'empêchait pas Roux de retirer quand même de cette finale *« moins de regrets que de satisfactions »*.

GÉRARD ALBOUY.

ALPINISME

Quinze Français dans le « K2 »

De notre correspondant

Grenoble. — Les onze alpinistes français membres de l'*expédition nationale* au « K. 2 » (1) se sont envolés dimanche 17 juin pour le Pakistan. Ils doivent rejoindre les trois guides — Yannick Seigneur, Daniel Monaci et Jean Coudray — partis quelques jours plus tôt pour recruter les mille deux cents porteurs nécessaires au transport des 12 tonnes de matériel et de vivres jusqu'au camp de base (2).

Depuis leur victoire dans le pilier ouest du Makalu en mai 1971, Bernard Mellet et Yannick Seigneur souhaitaient « monter » une nouvelle expédition de très grande envergure dans l'Himalaya. Le « K. 2 », — deuxième sommet du monde, — situé dans la chaîne du Karakorum au Pakistan, conquis pour la première fois par les Italiens Compagnoni et Lacedelli le 31 juillet 1954 (l'expédition dirigée par Ardito Desio comprenait les meilleurs grimpeurs italiens du moment, dont Walter Bonatti), puis en 1977 par des Japonais, et enfin, en 1978, par une expédition américaine, tentait les deux hommes depuis de nombreuses années. Les Français (3) souhaitent conquérir l'arête sud-sud-ouest qui du camp 2 (6 300 mètres) présente une succession de trois versants rocheux verticaux ; la partie la plus audacieuse étant située au-dessus du Glacier suspendu (altitude 7 500 mètres), où les alpinistes devront franchir une barre rocheuse de 1 200 mètres de haut. Aux difficultés dues à l'altitude et au froid s'ajouteront les problèmes techniques que devront affronter sur cette paroi les huit hommes qui comptent parvenir au sommet entre le 20 août et le 20 septembre. *« Comme dans le pilier ouest du Makalu, nous allons au-devant de très gros problèmes*, reconnaît le chef de l'expédition, Bernard Mellet. *Jamais des difficultés de cet ordre n'ont été tentées à 8 000 mètres. Il n'est pas certain que nous pourrons passer.*

L'expédition française ne pourra pas compter au « K. 2 » sur l'aide des sherpas népalais beaucoup plus habitués que les habitants des hautes vallées du Pakistan à la progression sur terrain difficile et en altitude. C'est la raison pour laquelle l'expédition compte un nombre important d'alpinistes — quatorze — qui devront eux-mêmes monter jusqu'au camp 6, d'où sera donné l'assaut final, 260 kg de matériel.

Les Français arrivent quelques semaines seulement après le départ de l'alpiniste autrichien Reinhold Messner, vainqueur en 1973 de l'Everest, sans oxygène, qui conduit en ce moment une expédition « semi-légère » au « K 2 ». Il serait engagé actuellement dans le même itinéraire que celui projeté par l'expédition nationale française. Selon Bernard Mellet, qui l'a rencontré avant de quitter l'Europe, Messner « *bifurquera* » sur la droite de la face à partir de 7 500 mètres, pour rejoindre à travers des vires rocheuses l'arête dite des Italiens. « *Reinhold Messner évitera ainsi les difficultés évidentes de la face* », fait remarquer le chef de l'expédition française.

Il aura fallu deux ans d'efforts à *ses « promoteurs » pour réunir* les 2 millions de francs nécessaires à ce projet. L'expédition nationale française bénéficiera d'une subvention de l'Etat qui devrait dépasser 800 000 F. En outre, elle a dû recourir aux aides financières ou matérielles de firmes intéressées par le développement de l'alpinisme, et donc par l'impact publicitaire auprès de l'opinion publique.

Lors des précédentes expéditions nationales (Anapurna en 1950 ; Makalu en 1954-1955 ; tour de Mustagh en 1956 ; Jannu en 1959 et 1962 ; Makalu, pilier ouest, en 1971), le financement était en règle générale assuré grâce aux fonds propres de la Fédération française de la montagne et par une subvention exceptionnelle de l'Etat. La F.F.M. reconnaît aujourd'hui que ce principe de financement n'est plus adapté à l'ampleur des projets et au coût qu'ils entraînent. Les fabricants de matériel semblent avoir sans trop de difficulté « investi » dans cette « entreprise ». Ce projet privera probablement d'autres petites expéditions d'aides qui leur sont pourtant précieuses. L'expédition nationale française au « K 2 » aura mobilisé, pour la circonstance, toutes les « énergies ».

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Son altitude, évaluée jusqu'en 1976 à 8 611 mètres, a été portée à 8 760 mètres à la suite de nouvelles mesures. Toutefois, certains contestent le caractère scientifique de ce nouveau calcul, attribuant plutôt à des intentions politiques cette « subite croissance » de la montagne.

(2) Dont trois cents porteurs nécessaires au ravitaillement de la colonne.

(3) Bernard Mellet (chef de l'expédition), Yannick Seigneur et Jean-Claude Mosca (assistants), Maurice Barrard, Pierre Beghin, Jean-Marc Boivin, Patrick Cordier, Jean Coudray, Xavier Fargeas, Yvon Ghirardini, Marc Galy, Thierry Leroy, Dominique Marchal, Daniel Monaci, Dominique Chaix (médecin).

SPORT ÉQUESTRE

Honorable prestation des Français à Aix-la-Chapelle

De notre envoyé spécial

Aix-la-Chapelle. — *On n'en* finirait pas de louer le stade équestre d'Aix-la-Chapelle où s'est achevé, dimanche 17 juin, le 43e concours hippique international officiel de l'Allemagne fédérale. C'est en effet une réalisation en tous points admirable. Outre de vastes et confortables écuries, largement aérées mais à l'abri des vents coulis susceptibles de surprendre les animaux encore tièdes, l'immense arène et ses dépendances offrent des carrières et des terrains de détente parfaitement adaptés aux deux grandes disciplines en honneur outre-Rhin : le saut d'obstacles d'une part et, de l'autre, le dressage, apanage des allures apprises et, par conséquent, artificielles. Ici plus que nulle part ailleurs, les servants de l'équitation savante peuvent suivre dans un recueillement de lieu saint les arabesques d'une danse (sacrée) dont les subtilités échappent au commun des mortels et, lui échappant, le lassent vite.

Il reste que le saut d'obstacles continue à Aix-la-Chapelle une carrière pleine de félicité. Nous ne connaissons à la cité de Charlemagne qu'un seul rival en Europe, Madrid, mais d'une tout autre essence.

Disputé dimanche 17 juin en bouquet final, le Grand Prix d'Aix-la-Chapelle a consacré la victoire d'un Allemand âgé de trente-quatre ans, Paul Schockemöhle, frère d'Alwin, médaille d'or olympique à titre individuel aux derniers jeux de Montréal. Paul, dont le frère et manager se plaît à dire : *« Il m'est supérieur. Quand la fantaisie lui prend de vouloir gagner, personne ne saurait avec succès se frotter à lui. »* Paul, enfin, chouchou de la famille, montait pour la circonstance un hanovrien « El Paso », sans aucune ressemblance avec les mastodontes du terroir. C'est un alezan de construction plutôt légère avec une belle étoile en tête. Voici donc le nom du lauréat 1979 buriné dans le grand livre d'équitation internationale. Dans cette déjà longue histoire, un seul Français y a inscrit son nom : Marcel Rozier en 1971 sur l'étalon « Sans Souci » à l'issue d'un deuxième barrage qui avait réuni les champions les plus prestigieux des deux continents.

L'édition 1979 du grand prix avait été confiée une fois de plus à l'homme regardé par ses pairs comme « le plus grand commissaire de piste de tous les temps », le colonel allemand Hans Heinrich Brinckman, ancien cavalier international. Trente et un concurrents ont attaqué le parcours qui comprenait douze obstacles nécessitant quinze sauts. Le temps accordé de 113 secondes avait été calculé sur une distance de 750 m, distance très largement mesurée puisqu'un seul cavalier a été pénalisé pour n'avoir pas galopé assez vite. Le tracé était très sinueux sans toutefois rien d'accrobatique, à l'exception d'un énorme oxer planté de guingois après la rivière, oxer d'un obstacle du même type magnifiquement encadré et encore plus impressionnant. C'est d'ailleurs sur ce « large » inscrit en numéro huit du parcours qu'eurent lieu les plus nombreuses pénalisations. *Trois Français figuraient au départ*, Michel Robert, Gilles Bertran de Balanda et Hervé Godignon.

Leurs fautes, commises au premier tour de l'épreuve — au second pour le champion de France — qui en comptait deux, les écartèrent définitivement de la possibilité de figurer au barrage. Les deux finalistes, Paul Schockemöhle et le jeune Suisse Walter Gabathuler coiffant le poteau sans bavures. Sur le plan purement sportif, nous avons assisté à une superbe empoignade donnant lieu à deux barrages. Le premier se fit sur six obstacles surélevés, dont un double (mur et oxer), le second sur un tracé sensiblement modifié et courus au chronomètre, ici juge de paix impitoyable.

Que dire du jeune Gabathuler, battu pour six dixièmes de seconde seulement et si digne dans la défaite ? Qu'il est encore aujourd'hui palefrenier au service d'un riche propriétaire, qu'il conduit lui-même le van transportant ses chevaux. Il pratique une équitation des plus classiques aux transitions souples et moelleuses. Et quelle main ! Du vrai velours. Une mouche prise dans sa paume ne serait pas écrasée. Peut-être a-t-il été desservi par un tirage au sort le contraignant à partir le premier à l'assaut du titre. Instruit par le temps qu'il avait mis à boucler le tour, son « tombeur » n'avait plus qu'à mettre un peu plus d'avance à l'allumage, ce qu'il réussit d'ailleurs magistralement.

Jugés d'après leurs prestations à Aix-la-Chapelle, les Français dans l'ensemble se sont comportés très honorablement. Peut-être un brin de technique leur fait-il encore défaut. On aimerait plus souvent les voir administrer la preuve sur les gros obstacles d'un petit calcul personnel beaucoup plus que d'une inspiration céleste.

ROLAND MERLIN.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

L'équipe de France a pris finalement la huitième place des championnats d'Europe disputés à Turin en terminant par deux victoires, contre la Belgique (111 à 98) et contre la Bulgarie (80 à 77). Le titre devrait se jouer entre Israël, la Yougoslavie, l'Union soviétique et l'Italie.

Rugby

Pour le premier match de leur tournée en Nouvelle-Zélande, les rugbymen français ont battu ceux des îles Fidji par 13 à 4 (un essai et trois pénalités contre un essai).

Tennis

L'Américain John McEnroe, vainqueur de son compatriote Roscoe Tanner (6-4, 7-5) et le Paraguayen Victor Pecci, qui a battu l'Américain Arthur Ashe (6-3, 7-5), disputeront, ce lundi 18 juin, la finale du tournoi du Queen's sur gazon.

COUPE DAVIS

A Paris : France bat Suisse 5-0.
A Vienne : Espagne b. Autriche, 3-2.
A Varsovie : Italie b. Pologne, 4-1.
A Bucarest : Roumanie b. R.F.A., 4-1.

ATHLÉTISME

James Sanford, nouvelle étoile du sprint

Aucun record du monde, mais beaucoup d'excellentes performances à l'occasion des championnats des Etats-Unis d'athlétisme, qui se sont déroulés à Walnut (Californie), du 16 au 18 juin, et qui étaient qualificatifs pour les Jeux panaméricains, les spartakiades de Moscou et la Coupe du monde de Montréal. Les observateurs ont particulièrement remarqué un athlète noir de vingt et un ans, étudiant à l'université de la Californie du Sud, James Sa..d, qui a établi la meilleure performance mondiale de l'année sur 100 mètres, courus en 10 sec. 07, après avoir réussi 10 sec. 12, quatre-vingt-dix minutes auparavant lors des demi-finales de l'épreuve.

Les lanceurs ont également marqué leur prétention à concurrencer les Allemands de l'Est et les Soviétiques : Mac Wilkins, champion olympique à Montréal, a réalisé au disque un jet de 70,66 mètres, et un étudiant de vingt-deux ans, Dave Laut, a lancé le poids à 21,11 mètres. Déception, en revanche, pour le perchiste Mike Tully qui, avec 5,50 mètres, n'a pas relevé le défi des Français Houvion et Abada (5,65 mètres). — (A.F.P.)

CYCLISME

Saronni de victoire en victoire

De notre envoyé spécial

Lézignan. — *Depuis sept semaines, Giuseppe Saronni est invaincu. Après avoir gagné le championnat de Zurich et le Tour de Romandie, puis le Tour d'Italie en dominant Francesco Moser, il a remporté, dimanche 17 juin, le Grand Prix du* Midi Libre, *épreuve par étapes importante avant le Tour de France. Cette nouvelle victoire confirme l'épanouissement d'un champion authentique que l'on tient désormais pour le rival direct de Bernard Hinault. Formé à l'école de la piste, le jeune Italien, qui fut à l'origine un espoir du sprint, a fait très rapidement la preuve qu'il possédait le registre d'un routier complet. Rapide aux arrivées, efficace en montagne et souvent irrésistible contre la montre. A la condition physique, il ajoute une autorité rare chez un professionnel de vingt-deux ans. Sa maîtrise a d'ailleurs étonné Eddy Merckx, qui ne s'étonne pourtant pas facilement. Ce dernier n'a-t-il pas déclaré, à l'issue du Giro, qu'une nouvelle époque du cyclisme commençait avec Saronni ?*

Dans le Midi Libre, *le coureur transalpin a exercé de bout en bout une supériorité manifeste. En tête dès le premier jour, à la suite de sa victoire dans le prologue disputé mercredi 13 juin à Decazeville, il a contrôlé la course en permanence. Il a aussi choisi l'attaque comme système de défense et il a fini par complexer les leaders de l'opposition qui se sont rapidement découragés.*

Le terrain se prêtait cependant à l'offensive et l'on imaginait que les adversaires du coureur lombard, au nombre desquels Kuiper et Agostinho, mettraient à profit la traversée des Cévennes ou l'escalade du mont Saint-Clair pour essayer de renverser la situation. Il n'en a rien été. Agostinho s'est contenté de gagner l'étape de Sète et Kuiper, que l'on avait connu plus agressif, n'a pas esquissé la moindre attaque.

L'un des seuls à tenter résolument sa chance fut Robert Alban, de l'équipe dirigée par Raphaël Géminiani, comme si celui-ci avait communiqué à son poulain l'enthousiasme qui l'habitait autrefois lorsqu'il dynamitait le peloton à grands coups de démarrages. Mais le combat opposant Alban à Saronni était trop déséquilibré.

A dix jours du Tour de France, le Midi Libre *a aussi révélé un Français originaire de Montpellier : Patrick Bonnet. Classé quatrième contre toute attente, ce régional, surdoué, présente, avec Saronni, un certain nombre d'affinités. Il a vingt-deux ans lui aussi, il roule, il grimpe et il sprinte. A l'inverse de l'Italien qui s'accorde un an de réflexion, il débutera à la fin du mois dans le Tour. Patrick Bonnet : un nom à retenir ?*

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS

La France bat la Suisse 5 à 0 en Coupe Davis

Comme il était prévu, l'équipe de France de Coupe Davis a finalement battu l'équipe de Suisse. Ce qui l'était moins, c'est le score catégorique de cinq victoires à zéro. Car l'on pensait que le numéro un suisse Heinz Gunthardt, naguère champion du monde juniors, marquerait au moins un point. Or celui-ci, dans un dernier match disputé pour la gloire dimanche 17 juin dans un stade Roland-Garros déserté par la grande foule, ne parvint même pas à l'emporter sur Dominique Bedel, numéro deux français, très méritoire vainqueur à l'arraché par 3-6, 6-4, 4-6, 14-12, 7-5.

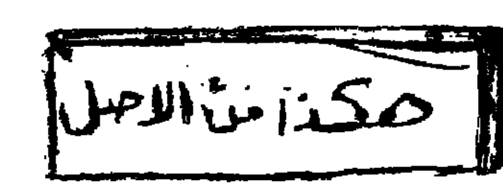
Yannick Noah, en enlevant ses deux manches en trois sets secs, a confirmé les dons de daviscupman qu'il avait témoignés en battant Okker à Amsterdam. Quant à l'équipe de double Noah-Moreton, si elle ne fit pas des étincelles en face de l'association Gunthardt-Gramegna, elle n'en boucla pas moins les jeux essentiels, et le match. Avec Noah, Portes, Bedel, Moreton, éventuellement Caujolle en réserve, sans oublier le merveilleux capitaine de terrain Pierre Darmon, artisan de toutes les victoires, l'équipe de France constitue une formation nullement négligeable contre la Tchécoslovaquie, son prochain adversaire en demi-finale européenne, à Roland-Garros, du 13 au 15 juillet.

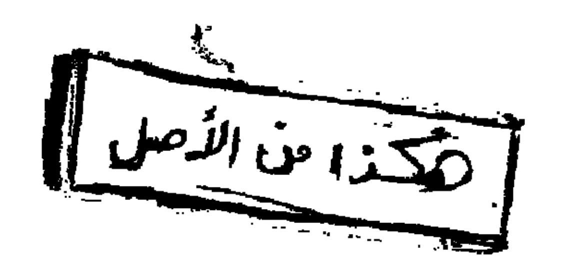
VOILE

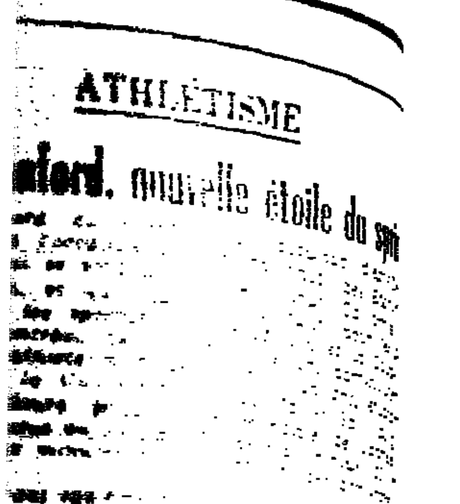
Sept bateaux dans la dernière longueur de la Transatlantique en double

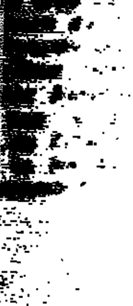
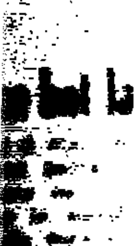
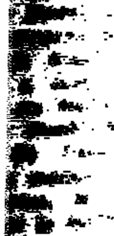
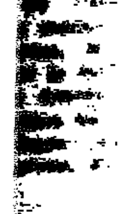
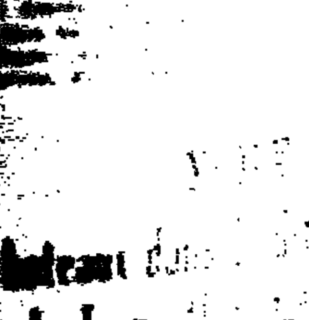
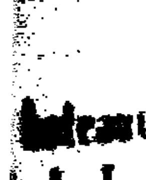
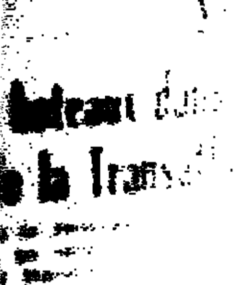
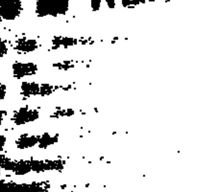
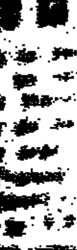
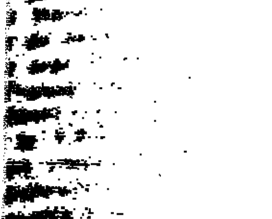
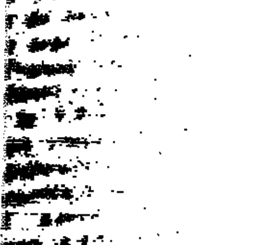
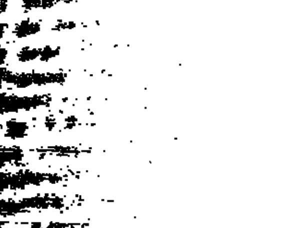
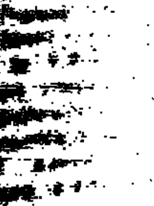
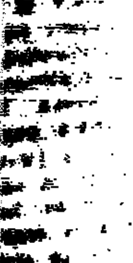
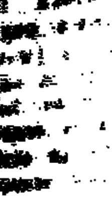
Après le passage, dimanche 18 juin, peu après 20 heures (G.M.T.), au large de la bouée des Bermudes, de Serenissima *de Bruno Bacilieri et Marc Vallin, suivi à dix minutes par* Fernande *de Jean-Claude Parisis et Olivier de Rosny, ce sont désormais sept bateaux qui ont franchi le cap à la mi-course dans la Transatlantique en double. Après dix heures de relâche à Port-Saint-Georges, pour divers travaux sous la coque centrale, le* V.S.D. *d'Eugène Riguidel et Gilles Gabinet a pu repartir en cinquième position.*

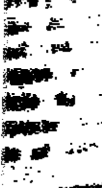
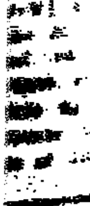
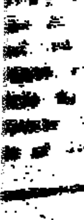
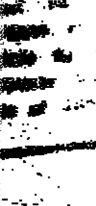
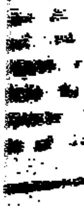
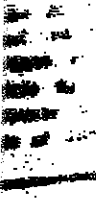
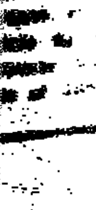
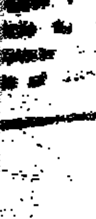
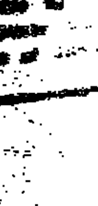
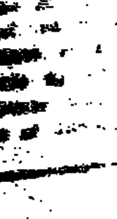
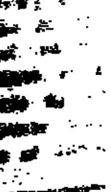
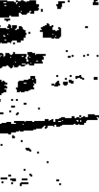
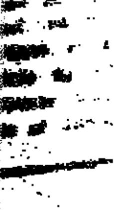
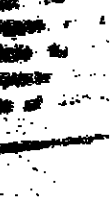
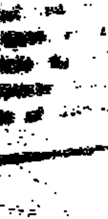
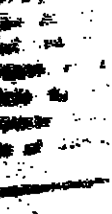
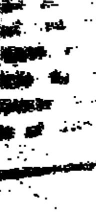
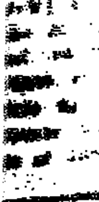
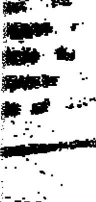
Un anticyclone centré sur les Bermudes n'a pas permis aux concurrents de tête de beaucoup progresser pendant le week-end. Après avoir initialement mis le cap à l'est, le Paul-Ricard *d'Eric Tabarly et Marc Pajot, dont l'avance sur le* Kriter-VI *d'Olivier de Kersauson et Gérard Dijsktra avait été réduite de 150 à 100 kilomètres, se dirige désormais vers le nord-ouest où il devrait pouvoir bénéficier des courants du Gulf-Stream et d'un vent d'ouest de force 3 à 5. Les quatre concurrents de tête semblent donc avoir opté désormais pour l'orthodromie, c'est-à-dire le chemin le plus direct entre les Bermudes et Lorient.*

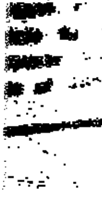








Le Monde de l'ÉCONOMIE

Faut-il avoir peur du S.M.E. ?

Il est plusieurs façons d'avoir ou de faire peur avec le système monétaire européen. Qu'on nous pardonne de passer très vite sur celle qui se fonde sur le transfert d'une partie de nos réserves de change au Fonds monétaire européen. On ne saurait *en effet ignorer à ce propos*

par
HENRI BOURGUINAT (*)

qu'avec un flux mensuel de plus de 30 milliards de francs d'importations et autant d'exportations, ces avoirs de change officiels, pour impressionnants qu'ils paraissent être à première vue, ne seraient pas une véritable sûreté en cas d'une crise de change de quelque ampleur.

Il n'est pas sûr pour autant que le système monétaire européen ne crée pas d'autres risques bien plus sérieux et que pour aller vers cet « îlot de stabilité » du change tant recherché par les pays européens il ne faille pas aussi que des conditions de gestion très strictes soient remplies. Les premières semaines de fonctionnement du S.M.E. paraissent à cet égard donner un avant-goût des problèmes ultérieurs que l'on pourrait avoir à affronter.

(*) Directeur du laboratoire d'analyse et de recherche économiques de Bordeaux.

Ce qui frappe, si l'on prend les dix premières semaines de fonctionnement, est, en effet, la difficulté du mécanisme du flottement conjoint à trouver son assise.

Qu'il s'agisse de la grille des parités bilatérales ou de l'indicateur de divergence, la pratique des premiers temps a déjà réservé *quelques surprises. En ce qui* concerne la position de chaque monnaie dans la bande de fluctuation des cours, le clivage entre monnaies du « bas » de la bande et celle du « haut » ne fut pas d'abord du tout celui que l'on *attendait.*

Qui eût en effet parié avant le 13 mars *que la couronne* danoise — soit la monnaie de l'un des pays les plus inflationnistes du groupe — serait l'unité la plus forte des pays à marge de fluctuation de plus ou moins 2,25 %, précédée seulement en cela par la lire italienne, qui a eu besoin de son côté d'une bonne partie de sa marge de plus ou moins 6 % pour s'apprécier ? De même, la position relative du *franc français — classé jusqu'au* 10 mai troisième monnaie forte du système — et du mark allemand — alors situé vers le bas de la bande — paraissait tout autant relever du paradoxe.

Même surprise au niveau de l'indicateur de divergence. La première monnaie à risquer d'at*teindre le seuil prévu* (1) n'allait pas être celle qu'avaient laissé prévoir les simulations des banques centrales, il s'en faut même de beaucoup : on *attendait la* couronne danoise (vers le bas) et le deutschemark (vers le haut), ce fut le franc belge qui menaça, aux premiers jours d'avril, de « sortir » ; il fallut alors, pour éviter la mise en jeu d'un indicateur de divergence jugée inopportune en ce tout début d'expérience, ne pas tenir compte de la fraction induite de variation de l'ECU imputable à la hausse de la livre sterling (qui fait partie du panier, même *si elle n'adhère pas à l'accord* sur les marges).

Si l'on ajoute à cela qu'il suffit de quelques jours pour que le *franc français, célébré comme* l'une des monnaies fortes du groupe, *quittât la partie basse de* la bande, on doit convenir que les évolutions constatées ne furent pas exactement celles que l'on attendait. Sont-ce là de simples sous-produits inévitables d'une période de mise en place ou faut-il traiter ces remous comme annonciateurs d'autres tempêtes ? Tout pronostic passe d'abord en réalité par la compréhension de ce qui vient de se passer. Trois explications principales peuvent à cet égard être données.

Le paradoxe apparent des monnaies faibles

En changes flottants, avant la relance du projet monétaire européen, les monnaies faibles des pays européens membres servaient des taux d'intérêt élevés. Il devait en être ainsi *dans la* mesure où une partie de cette forte rémunération était absorbée par la baisse des cours de change anticipés (relation dite de Fisher). Les pays à monnaie faible (livre sterling, lire italienne, couronne danoise) devaient rémunérer plus fortement les capitaux pour compenser des évolutions de change conçues en principe de façon peu favorable.

Désormais, avec des taux de *change* « bornés » au moins pour un certain temps par la grille des cours centraux bilatéraux, cela ne saurait plus être nécessaire. Pour autant qu'on anticipe désor*mais la stabilité de la grille des* parités bilatérales, des entrées substantielles de capitaux se font dans les pays correspondants.

(Lire la suite page 20.)

(1) On sait que le seuil de divergence pour une monnaie i du S.M.E. se calcule en prenant les trois quarts de ± ECU ci × 0,0225 (1-Wi), formule dans laquelle l'ECU ci est le taux central de l'ECU en termes de monnaie i et Wi la pondération de la monnaie i dans l'ECU.

La sagesse des nations

POUR expliquer pourquoi la crise du début des années 30 a dégénéré en une grande dépression, les historiens invoquent souvent le manque de concertation entre les grandes puissances à partir du moment où les mécanismes fondamentaux de l'économie mondiale ont commencé à se dérégler. Sur ce point, le progrès réalisé en un demi-siècle est spectaculaire. Sans doute s'explique-t-il surtout pour des raisons de politique générale par le fait que, d'adversaires, l'Allemagne et le Japon sont devenus des alliés des Etats-Unis et ont besoin de leur protection militaire. Il n'empêche que la consultation fait désormais partie intégrante de la sagesse des nations, dont elles usent abondamment, sinon toujours efficacement.

On va en avoir, d'ici à la fin du mois, d'amples illustrations. Le *calendrier des conférences internationales est tellement chargé qu'on* n'a pas besoin, lorsqu'une nouvelle crise éclate, comme celle de *l'énergie aujourd'hui, de fixer de nouveaux rendez-vous. Il suffit* d'adapter en conséquence l'ordre du jour de ceux qui étaient déjà *prévus. Dès ce lundi, le conseil de la C.E.E. se réunit* à Bruxelles. Il doit se saisir, notamment, des propositions françaises pour économiser l'énergie et réaliser cette « *croissance sobre* » que M. Valéry Giscard d'Estaing, avec un bonheur d'expression certain, propose aujourd'hui comme objectif à ses partenaires. Ce sont là des thèmes — ou des formules — dont les neuf chefs d'Etat et de gouvernement de la C.E.E. auront à discuter lors du conseil européen qui se tiendra les 21 et 22 juin à Strasbourg, une semaine avant le sommet des sept — Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Japon et Canada — à Tokyo. Ces réunions auront été précédées par la réunion au château de la Muette des ministres des vingt-quatre pays de l'O.C.D.E.

Etudes et rapports, de qualités diverses, ne manquent pas non plus aux dirigeants pour les aider à se faire une religion. La Commission européenne a présenté, dans deux projets de résolution — dont certaines idées se retrouvent dans le mémorandum français sur l'énergie, — un vigoureux plaidoyer en faveur du charbon (voir *aussi ci-dessous l'article d'André Dessot sur l'industrie chimique*). Le secrétariat de l'O.C.D.E. a de nouveau averti les gouvernements *qu'il leur faut renoncer à éliminer le chômage par une croissance* forte aussi longtemps qu'ils ne seront pas venus à bout des deux *contraintes majeures que constituent pour eux l'inflation et le* pétrole, auxquelles on ajoute — enfin — l'instabilité des changes. *Est-il permis de se demander pourquoi, au cours des années* passées, les mêmes experts n'ont cessé de louer les Etats-Unis *pour leur remarquable expansion, sans s'aviser à temps qu'elle* était au moins en partie financée par une formidable inflation, qui a précipité la chute du dollar pendant les années 1977-1978 ?

Sans être investie d'aucun mandat officiel, la Banque des règlements internationaux y est allée aussi de ses recommandations. Elle les a adressées à l'administration américaine (laquelle n'a pas jugé bon de répondre), en lui demandant de consentir à une récession modérée afin d'en éviter une plus grande. Il se pourrait bien que l'économie américaine soit déjà engagée sur la pente descendante, sans avoir attendu la bonne, ou mauvaise, parole venue de Bâle.

Ajoutons que la nouvelle sagesse des nations est la chose la mieux partagée du monde : le 26 juin, à Genève, les ministres de l'OPEP se réunissent eux aussi. L'impression générale est que leurs décisions pèseront plus lourd dans la balance que les « résolutions » des grands du monde industrialisé.

PAUL FABRA.

La future substitution du charbon au pétrole dans l'industrie chimique

BODO (Norvège). — *L'industrie chimique européenne a tout lieu d'être très in*quiète pour *son avenir,* toute nouvelle hausse des prix du pétrole ne pouvant que compliquer encore une situation rendue déjà *suffisamment* difficile et préoccupante par la « *politique à courte vue* » des différents gouvernements du vieux continent consistant à réduire la consommation de naphta et de gasoil (matières premières indispensables à son activité) au lieu d'être axée sur de « *véritables économies d'énergie* ». C'est autour de ce thème qu'ont tourné des débats du CEFIC (Conseil européen des fédérations d'industrie chimique), dont la réunion annuelle se tenait cette fois au-delà du cercle polaire en présence d'un haut fonctionnaire norvégien responsable de l'énergie et sous la présidence de M. Kurt Lanz, numéro deux du groupe allemand Hoechst.

Tout le problème pour l'industrie chimique est de s'affranchir de la tutelle du pétrole. Mais comment le peut-elle quand son appétit d'hydrocarbures tourne à la fringale ? Suivant les pays, la chimie absorbe de 4 à 12 % des quantités de pétrole *consommées localement.* En Europe, la moyenne est de 7 %. Elle est de 5 % en France avec 5 millions de tonnes de naphta, et monte à 9 % en Allemagne fédérale (16 millions de tonnes) et à 12 % au *Japon (26 millions de tonnes).* Et ce n'est pas fini. D'ici à l'an 2010, les experts de la Shell prévoient que, sauf décélération rapide de la croissance économique, les besoins de la pétrochimie en hydrocarbure vont *croître si rapidement* qu'ils dépasseront largement la moitié de toute la production pétrolière de la planète.

Le produit-clé de demain

Sans aller aussi loin, les estimations de consommation pour 1985 portent déjà sur des quantités fortement accrues, l'Allemagne *fédérale arrivant en tête* avec un taux de progression de 58 %. Bien sûr, il ne s'agit là que de prévisions. Mais d'ores et déjà les grands groupes chimiques ne peuvent plus sérieusement envisager leur avenir dans le cadre d'une aussi étroite dépendance, avec la perspective récemment évoquée par M. Jean Couture, président de la commission de l'énergie du VIII[e] Plan, d'un baril de pétrole à 30 dollars. Diverses voies ont été explorées et continuent de l'être pour découvrir, sinon le substitut miracle, du moins le moyen de prévenir une sérieuse pénurie de pétrole.

Pourvus d'une des plus puissantes industries chimiques du monde, les Allemands sont les plus actifs en matière de recherche. Ces recherches les ont conduits sur la voie qui mène au méthanol (alcool méthylique) par gazéification de la houille. D'intéressantes possibilités de retransformation de cet alcool en *oléfines* (éthylène, *propylène,* butadiène) et en aromatiques (produits benzéniques), c'est-à-dire la chaîne complète des matières premières de base de toute la chimie moderne, ont été découvertes au cours des dernières années. Des chercheurs d'outre-Rhin croient fermement en son avenir. Pour le professeur Matthias Seefelder, président du directoire de la B.A.S.F., « *ce sera le produit-clé de toute la chimie de demain* ». Les espoirs fondés *sur la filière houille-méthanol* sont tels, aujourd'hui, que, à Ludwigshafen, la décision vient d'être prise de construire une unité pilote de 15 tonnes/mois, afin d'étudier *in vivo* les processus pouvant conduire à la *construction d'une installation de* taille véritablement industrielle. Mais, à la B.A.S.F., l'on ne se berce quand même pas trop d'illusions, les obstacles à surmon*ter pour parvenir à ce stade* restant importants. Singulièrement, plus que les problèmes techniques, ce sont les problèmes d'intendance qui paraissent les plus ardus à résoudre. Rien que pour maintenir le niveau de pro*duction des installations de la* plate-forme de Ludwigshafen, les experts chiffrent à 36 000 tonnes/jour (13,14 millions de tonnes/an) les quantités de houille qu'il faudrait broyer et gazéifier.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 25.)

Vers le pluralisme des prévisions

Caractérisée par une position largement dominante des travaux officiels, la prévision économique tend progressivement à devenir pluraliste et concurrentielle. La *création du groupe technique de la commission des* comptes de la nation va dans ce sens. La commission sur l'information économique, présidée par M. Lenoir, étudie de son côté comment susciter efficacement le pluralisme, grâce au développement d'instituts de prévision, à l'exemple de ce qui est fait notamment en Allemagne fédérale. La recherche macro-économique se développe en même temps en dehors de l'administration et devient opérationnelle. Dans cet article, le professeur Raymond Courbis — connu pour ses travaux de modélisation — montre *quel progrès il pourra résulter d'une telle évolution, pour* une meilleure information prévisionnelle.

DEPUIS *que,* dans ce même journal (« le Monde de l'économie » du 14 décembre 1976), nous avions, il y a un peu plus de deux ans, dénoncé le « quasi-monopole » de la prévision et des modèles macro-économiques en France, la situation tend progressivement à se modifier. Le rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan préconise l'instauration d'un pluralisme *concurrentiel* de la prévi-

par RAYMOND COURBIS (*)

sion, dont les modalités pratiques de mise en œuvre font actuellement l'objet d'un examen approfondi de la part des pouvoirs publics.

L'intérêt d'un pluralisme est *évident* : il autorise seul une véritable information. Même si des progrès ont été faits, les « prévisions » officielles sont, en fait, beaucoup plus des projec*tions normatives. Instaurer* le pluralisme conduit à une concurrence et à une émulation, *sources* d'améliorations méthodologiques; en outre, celui-ci permet seul une certaine diversité de la pensée, la prise en compte des différents *points de vue* et *une indépendance* à l'égard du pouvoir politique.

La confrontation des travaux officiels et de ceux effectués en dehors peut permettre d'alimenter un véritable débat, qui éclaire *à la fois* le gouvernement (sur ce qui est *possible*) et les partenaires *sociaux et* les entreprises (sur ce qui est *prévisible*).

La création, par le ministère de l'économie, d'un groupe technique auprès de la commission des *comptes de la nation* est une initiative politique courageuse qui va directement dans ce sens. Ce groupe s'est réuni pour la première fois le 20 avril dernier. Outre des membres *de la* commission des comptes et de la direction de la *prévision,* il associait des experts extérieurs à l'administration, qui représentaient les différents organismes de prévision : l'AFEDE (Association française des économistes d'entreprises), le BIPE (Bureau d'information et de *prévisions* économiques), le C.O.E. (Centre d'observation économique de la chambre de commerce de Paris), le GAMA (Groupe d'analyse macro-économique appliquée) et REXECO.

L'objet de cette réunion était d'examiner et de comparer les prévisions économiques établies aussi bien par la direction de la prévision que par les organis*mes extérieurs représentés dans* ce groupe technique. On trouvera, tableau 1, les principaux résultats prévisionnels retenus pour 1979-1980-1981 par ces travaux *non officiels. Ils font* (sauf dans un cas) apparaître tous un ralentissement de l'expansion en 1979 et une reprise de l'inflation, mais, suivant les cas, ces *inflexions,* par rapport à 1978, sont plus ou moins marquées.

De son côté, la direction de la prévision présentait trois scénarios *supposant soit qu'une* désinflation pouvait être amorcée au niveau des salaires (scéna*rio 1) ou des prix (scénario 2),* soit qu'une politique de soutien à l'investissement pourrait avoir rapidement des effets structurels favorables (scénario 3). Selon ces scénarios, le produit intérieur brut marchand s'accroîtrait de 3,3 % à 3,5 % en volume en 1979 (contre + 3,7 % annon*cés à l'automne dernier*).

Mais une confrontation de ces scénarios avec les *évolutions prévisionnelles* des organismes non officiels n'avait aucune signification : ces scénarios avaient certes un intérêt pédagogique (montrer quelles conditions *de*vraient être réunies pour réaliser une croissance auto-entretenue), mais ils étaient par essence des exercices *normatifs* sans vertu *prévisionnelle. Même* si la méthode des scénarios a, par ailleurs, un intérêt certain (voir l'article de Michel Didier dans « le Monde de l'économie » du 17 avril), elle a le grave inconvénient de ne pas expliciter les *moyens à mettre en œuvre* pour qu'ils deviennent réalité.

Un clivage est ainsi apparu entre les travaux officiels à caractère normatif et les travaux non officiels à caractère prévisionnel. Mais — même si une *confrontation véritable n'a pu* s'instaurer — il était essentiel qu'une discussion ouverte ait pu s'établir qui pourra amener à plus de réalisme.

Les prévisions non officielles présentées tableau 1 reposent — *et cette diversité est riche d'en*seignements — sur des approches différentes : enquête d'opinions d'entreprises (*AFEDE* et BIPE); extrapolations raisonnées (C.O.E. et REXECO); utilisation, d'un modèle économétrique (GAMA).

Par rapport aux autres travaux non officiels, ceux du GAMA ont seuls la caractéristique de reposer sur l'emploi d'un modèle économétrique (le modèle MOGLI) qui, par ses *performances* et son ampleur, peut rivaliser à égalité avec ceux de l'INSEE et de la direction de la prévision. Construit de 1974 à 1978, MOGLI est un modèle économétrique pluri-sectoriel permettant d'effectuer, avec des enchaînements annuels, des prévisions — et si*mulations* — à court et à moyen terme.

(Lire la suite page 26.)

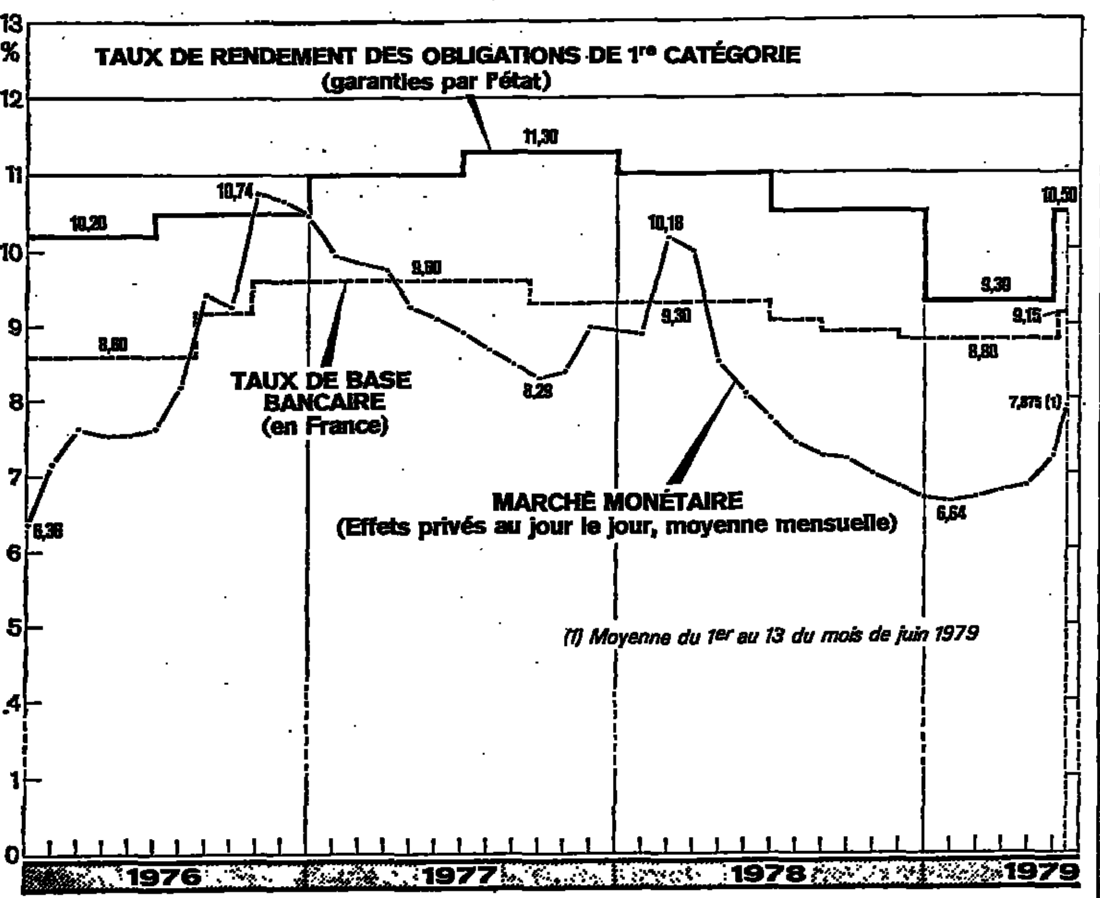
(*) Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre ; maître de conférences à l'Ecole polytechnique ; directeur du GAMA.

PRINCIPAUX RÉSULTATS PRÉVISIONNELS POUR 1979-1981

	1978 (1)	1979					1980		1981
		AFEDE	BIPE	C.O.E.	GAMA (2)	REXECO (3)	AFEDE	GAMA (2)	GAMA (2)
BIENS ET SERVICES (en volume).	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Produit intérieur brut marchand ..	+ 3,3	+ 2,8	+ 2,7	+ 3	+ 3	+ 3,5	+ 3,1	+ 3,5	+ 3,3
Importations	+ 5,5	+ 4,5	+ 5	+ 5	+ 6,6	+ 4,4	+ 5,5	+ 7,2	+ 7,2
Consommation des ménages	+ 4	+ 3	+ 3,2	+ 2,6	+ 3,2	+ 3	+ 3,3	+ 3,7	+ 3
F.B.C.F. des sociétés et entreprises industrielles	+ 1,5	+ 2	+ 3,3	+ 3,6	+ 1,7	+ 3	+ 4	+ 3,2	+ 2,3
Exportations	+ 7,1	+ 6	+ 6,3	+ 5,5	+ 7,6	+ 2,9	+ 5,5	+ 7,7	+ 7,5
PRIX. Prix à la consommation	+ 8,8	+ 9,2	+ 9,4	+ 10	+ 10,8	+ 10,3	n. d.	+ 8,6	+ 8,5
CHOMAGE. Demandes d'emplois non satisfaites (en milliers)	1 164,5	n. d.	n. d.	n. d.	1 348	1 359	n. d.	1 445	1 594

(1) Résultats provisoires de l'INSEE pour 1978.
(2) On a fait figurer ici non les chiffres présentés à la réunion du groupe technique de la commission des comptes, mais des chiffres révisés (à la date du 11 juin 1979).
(3) Les données prévisionnelles de REFLEXO pour les biens et services sont données en valeur réelle (c'est-à-dire compte tenu de l'incidence des prix relatifs) et ne sont donc pas tout à fait comparables.

Remontée générale des taux d'intérêt en France



Perceptible dès la fin de janvier 1979, la remontée des taux d'intérêt en France s'est accélérée au cours du premier semestre, tant à long terme qu'à court terme. Elle a ainsi arrêté la baisse, qui s'était amorcée à la fin de 1976, et avait ramené le loyer de l'argent au jour le jour de près de 11 % à environ 6 1/2 % à la fin de 1978 (la brusque montée à 10 % en février-mars 1978 n'était qu'une mesure de précaution pour défendre le franc victime des craintes électorales). Ce phénomène n'est pas particulier à la France, et peut être observé dans l'Europe entière, victime d'un retour en force de l'inflation pour des motifs divers.

En Allemagne fédérale, dès la fin de janvier, la Bundesbank, inquiète de voir la masse monétaire augmenter très rapidement à la suite d'achats massifs de dollars pendant le deuxième semestre de 1978, décidait de relever les taux, qui ont augmenté de 50 % en quatre mois. La hausse des prix intérieurs consécutive à celle des matières premières et du pétrole ont encore accru ses préoccupations. En Belgique et au Danemark, les banques centrales ont majoré massivement les taux d'escompte pour défendre les monnaies nationales, tandis que, en Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre portait à 14 % le sien.

Il était difficile à la France d'échapper à la contagion, d'autant qu'un petit accès de faiblesse du franc, lié à la hausse des prix intérieurs et du pétrole, contraignait la Banque de France à relever ses taux d'intervention d'une manière très significative. En outre, les emprunteurs structurels, tels que les banques d'affaires et les établissements spécialisés dans le crédit à la construction et à la consommation, se sont hâtés de se « couvrir » à moyen et long terme, dès qu'ils eurent constaté un arrêt de la baisse tendancielle observée en 1978. Leurs emprunts très nourris ont contribué à l'élévation des taux sur un marché où les prêteurs traditionnels (Crédit agricole, Caisse des dépôts, Crédit mutuel, Banques populaires) ont mesuré leur concours afin d'obtenir une meilleure rémunération. Quant au long terme, dont la baisse se poursuivait depuis le milieu de 1977, son évolution n'a pu ignorer trop longtemps celle du court terme. Revenu un peu au-dessous de 9 % à la fin de 1978, le taux de rendement des obligations de première catégorie, dont l'émission a été stoppée pendant trois semaines (du 28 mai au 20 juin) pour tenter d'atténuer la tension, va remonter à 10,50 % et peut-être au-dessus. Le signal de ce renversement de tendance a été donné par le relèvement à 10 % du taux nominal de l'emprunt d'Etat de 4 milliards de francs lancé prochainement contre 9 % en avril dernier.

La hausse des taux va-t-elle se poursuivre en France ? Certains analystes tablent sur une stabilisation au niveau actuel après l'augmentation du premier semestre, à moins qu'une nouvelle hausse du prix du pétrole n'accélère encore le rythme de l'inflation et ne contraigne les autorités monétaires à donner un nouveau tour de vis.

FRANÇOIS RENARD.

Comment l'État allemand finance le stockage des matières premières « sensibles »

Dans quelles conditions l'Etat allemand va-t-il financer la constitution de stocks de matières premières ? Le projet dû au ministre des finances, M. Hans Matthöfer (« le Monde » du 19 avril), fait actuellement l'objet d'ultimes discussions pour sa mise en application. Théoriquement, la Bundesbank, qui a accepté de financer indirectement l'opération, dispose de moyens incomparablement supérieurs à ceux dont devrait être pourvu le fameux Fonds commun pour la stabilisation des produits de base, dont il a été encore beaucoup question à la réunion de la CNUCED, à Manille, en mai dernier. Cependant, le dispositif allemand ne concernera que quelques matières premières dites « sensibles » et, surtout, n'est destiné à fonctionner qu'en cas d'urgence.

LE gouvernement de Bonn partage sans réserve les deux soucis qui, depuis quelque temps, dominent toutes les préoccupations des milieux économiques allemands. Premièrement la crainte de retours plus ou moins déguisés au protectionnisme ; deuxièmement, l'approvisionnement en matières premières, problème vital pour un pays hautement industrialisé sans ressources naturelles importantes à l'exception de la houille. Milieux d'affaires et milieux gouvernementaux redoutent de voir les pays producteurs des matières premières dites « sensibles » suivre l'exemple des pays producteurs de pétrole, et, à l'instar de l'OPEP, s'organiser en une sorte de cartel.

Le ministre des finances, M. Hans Matthöfer (S.P.D.), avait en avril suggéré d'employer une partie des énormes réserves monétaires dont dispose encore la R.F.A. (de loin la plus forte du monde occidental avec 53,9 milliards de dollars au 3 avril dernier) pour financer un stock de réserves de matières premières.

De l'utilité des banques d'Etat

Le projet du ministre des finances se heurta tout d'abord à l'hostilité de la banque centrale, la Bundesbank, toujours soucieuse d'empêcher toute opération susceptible d'avoir un effet inflationniste. Cette hostilité cessa lorsqu'on décida d'avoir recours à une méthode classique, utilisée avec plus ou moins de bonheur par tous les régimes politiques allemands et consistant à confier une opération de crédit à une banque d'Etat.

Déjà, dans des circonstances bien différentes, le 23 janvier 1924, l'octroi d'un crédit de 100 millions de marks or à la Golddiskontobank, établissement bancaire que venait de créer M. Hjalmar Schacht, avait (entre autres) définitivement ruiné les plans (déjà très avancés) de Konrad Adenauer — à l'époque maire de Cologne — de fonder une république rhénane indépendante, projet soutenu par les milieux français, dont M. Edmond Giscard d'Estaing, père du président, et à ce moment-là conseiller financier du haut commissariat français des territoires rhénans occupés, à Coblence (1).

Cette fois, il a été décidé de faire appel à l'une des banques d'Etat créées aussitôt à la fin de la guerre par M. Ludwig Erhard, le Kredit Anstalt fuer Wiederaufbau. En effet, il convient de le rappeler, cet adversaire résolu de toute entreprise d'Etat qu'était M. Erhard avait quand même fondé des banques d'Etat chargées d'opérations de crédit qui contribuèrent fortement au redémarrage de l'économie allemande dans les premières années de l'après-guerre.

Fondé en 1948, le Kredit Anstalt fuer Wiederaufbau est l'un de ces établissements dont la raison d'être est d'assumer des opérations d'intérêt collectif. Dotée d'un capital social de 1 milliard de DM, qui se trouve entièrement entre les mains des pouvoirs publics, en 1977, cette banque a accordé au total 8 milliards de DM de crédit (10 milliards en 1978) et, pour la même année, le total de son bilan a atteint 40 milliards 313 millions de DM. Parmi les membres de son conseil de surveillance, on rencontre le ministre des finances, le ministre de l'économie, le ministre des affaires étrangères, le président de la Fédération allemande de la paysannerie, le vice-président du patronat, le président de la Fédération des syndicats, des directeurs de grandes banques privées...

La Bundesbank a accepté d'escompter les titres de créance qui seront émis par le Kredit Anstalt fuer Wiederaufbau (ces titres ne seront pas négociables publiquement). Avec les sommes ainsi reçues, cet établissement bancaire se procurera des dollars avec lesquels seront achetées certaines matières premières.

Une première tranche de 600 millions de deutschemarks est prévue et c'est cette façon de procéder — émission de titres et emprunts pour achats de dollars — qui a servi d'argument au gouvernement pour convaincre la Bundesbank que cette opération serait exempte d'effet inflationniste.

Diverses questions sont encore à l'étude. On ignore notamment quels organismes vont détenir le droit de disposer de ces matières premières et dans quelles conditions elles pourront être mises sur le marché. Le gouvernement allemand est actuellement en train de fixer les critères à partir desquels il sera possible de décréter l' « état de crise » qui permettra la mise en vente d'une partie des matières en stock. Ces critères seront placés « très haut », dit-on dans les milieux gouvernementaux. C'est dire que l'état de crise ne sera pas reconnu facilement. Des négociations sont en cours entre le ministère des finances, le patronat, la Fédération des chambres de commerce (DIHT) et certaines firmes spécialisées dans les transactions sur les métaux rares contrôlées par l'Etat et regroupées au sein du consortium d'Etat VIAG (Vereinigte Industrie-Unternehmungen AG), ces sociétés pourraient être chargées des achats et de la gestion des stocks.

Le gouvernement du chancelier Schmidt attache beaucoup de prix à ce que les achats soient effectués très prudemment et lentement afin de ne pas perturber des marchés presque toujours très sensibles.

Pour l'instant, l'industrie ouest-allemande dispose de stocks de matières premières représentant en moyenne quatre mois de production, les stocks que le gouvernement s'apprête à organiser correspondront à huit mois de production supplémentaires.

La question des achats destinés à constituer ces réserves est d'autant plus délicate qu'un assez grand nombre de ces matières premières « sensibles » proviennent de pays politiquement « marqués » comme par exemple le Chili et surtout l'Afrique du Sud : arsenic, antimoine, amiante, chromite (chrome), manganèse, vanadium...

Une mesure de soutien

Ainsi qu'a tenu à le souligner dernièrement le secrétaire d'Etat du ministre de l'économie, M. Martin Grüner, cette constitution de réserves à laquelle va procéder le gouvernement ne représente qu'une « *mesure de soutien auxiliaire, l'approvisionnement de l'économie allemande en matières premières vitales est et demeure en tout premier lieu une tâche incombant aux entreprises* ».

Dans l'esprit des dirigeants de Bonn, ces stocks ne sont destinés à être utilisés qu'en cas d'interruptions de livraisons soudaines et passagères ; ils ne porteront que sur les matières premières particulièrement « sensibles » comme le chrome (chromite), dont les achats se sont élevés l'année dernière à 253 millions de DM, le manganèse (en 1978, la R.F.A. en a acheté pour 260 millions de DM), le cobalt (96 millions de DM) et le vanadium (92 millions de DM).

L'approvisionnement en cuivre préoccupe beaucoup les milieux allemands. D'après une étude que vient de publier l'Institut d'études économiques de Hambourg HWWA, pour une consommation annuelle estimée à 7 millions de tonnes, il faut prévoir un « trou » de 400 000 tonnes. L'exploitation du gisement iranien de San-Chesmeh est toujours suspendue, et les experts allemands pensent que ce marché continuera d'être soumis à une forte spéculation.

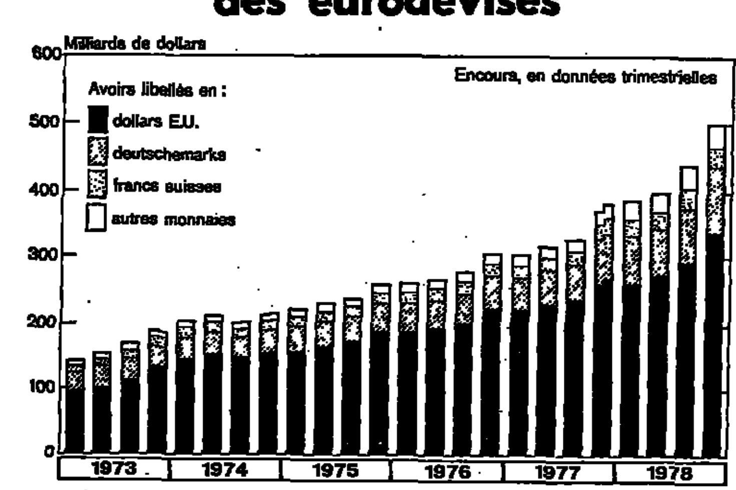
C'est pourquoi on se félicite vivement de l'accord conclu à la fin du mois de mai dernier entre l'Etat polonais et un consortium de firmes allemandes (dont Siemens) portant sur la livraison de 480 000 tonnes de cuivre étalée sur une période de douze ans et en échange d'un crédit de 300 millions de DM destiné à financer les travaux d'exploitation.

Une fois de plus, le gouvernement allemand montre qu'il conçoit son rôle vis-à-vis de l'économie comme étant celui d'un soutien venant compléter les efforts du secteur privé sans jamais se substituer à ce dernier.

JEAN ROUSSEL.

(1) Ouvrage de M. Jacques Bariéty, *les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale* (publié aux Editions Pédone, 13, rue Soufflot, à Paris), qui contient de nombreux documents inédits.

Le dollar représente encore 70 % des eurodevises



Source : quarante-neuvième rapport annuel de la B.R.I.

Une fois éliminés les prêts interbancaires, le marché des eurodevises a atteint en 1978 le montant de 540 milliards, dont l'essentiel se trouve dans les banques sises en Europe (le graphique ci-dessus retrace l'évolution des avoirs extérieurs de ces dernières). Par rapport à 1977, la progression des avoirs nets aura été de 20 % environ. La majorité des prêts continue à être consentie en dollar (+ 26 % en 1978). Le graphique illustre l'usage plus fréquent fait, au cours des ans, des devises allemande et helvétique.

Du côté de l'origine des fonds, le rapport note que l'Arabie Saoudite a presque certainement procédé à certains retraits au cours de l'exercice. Ce pays demeure cependant le principal déposant.

Faut-il avoir peur du S.M.E. ?

(Suite de la page 19.)

Pourquoi, au niveau des opérateurs, ne pas prendre les hautes rémunérations sur la couronne danoise, la lire italienne, etc., puisqu'il n'y a pas — en principe — à redouter, tout au moins pendant que se maintiendront les cours centraux, la baisse de ces monnaies ? On notera au passage que si ces arbitrages devraient en principe aller dans le sens d'une certaine convergence des rendements par l'élévation du prix des actifs financiers correspondants, les taux d'intérêt internes demeurant fortement administrés pour des raisons intérieures, des écarts subsisteront néanmoins tant qu'une coordination effective des politiques monétaires n'interviendra pas.

Ce risque est accentué encore par la pression d'origine externe qui continue comme au temps du « serpent » à peser sur le système du flottement conjoint, nouvelle manière.

Le système monétaire européen, même rénové, doit toujours craindre ce vent venu du large qui, ici, prend la forme d'un risque de va-et-vient entre le dollar américain et les monnaies correspondantes. *Avec un excédent de dollars* de l'ordre aujourd'hui de 700 milliards de dollars, en termes de *stock*, tout mouvement, même peu accusé, de restructuration des portefeuilles, engendre une pression considérable sur les éléments de la grille des parités bilatérales. 10 % d'abandon des dénominations d'actifs en dollars créeraient, on le voit, soixante-dix milliards de demandes de monnaies « autres » qu'en dollars, en termes de flux. On sait bien que cette spéculation ne se porterait pas de la même façon sur toutes les monnaies participantes. Il serait alors à craindre que cette fois, les monnaies fortes traditionnelles du panier (DM, florin), fussent plus acquises que les autres.

Or on le sait par les expériences malheureuses des « sorties » du franc de janvier 1974 et mars 1976, la règle des parités indirectes (*cross rates*) exclut que l'on puisse maintenir, par exemple, le rapport FF/DM dans le cadre de la fourchette plus ou moins 2,25 %, si le dollar américain évolue de façon sensiblement différente à Francfort et à Paris. Même en tenant compte du fait que dans le mécanisme actuel l'intervention se fait en principe en monnaie européenne et que la banque centrale du pays à monnaie faible ne supporte plus entièrement seule la charge de l'intervention, le problème des relations avec le dollar reste entier.

La contrainte de la convergence obligée

A vrai dire, déterminants externes et déterminants internes du sort du S.M.E. sont inéluctablement liés. Pour que tel élément de la grille ne soit pas soumis à plus de pression que les autres, l'essentiel est en effet que l'économie correspondante ne fasse pas justement « bande à part ». On sait en effet, aujourd'hui, que les anticipations des taux de change jouent un rôle déterminant dans la formation des cours. Or, elles sont au moins partiellement formées de façon rationnelle. Il ne suffit donc pas de *décréter* des taux centraux. Encore faut-il que la grille ainsi affichée coïncide avec la structure des anticipations des opérateurs, cela tant au point de départ qu'au fur et à mesure du déroulement de l'expérience.

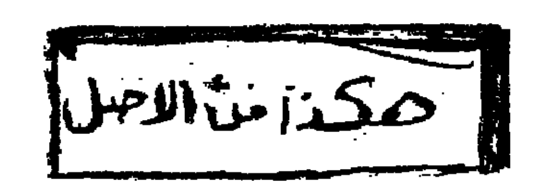
Qu'il n'en soit pas ainsi, en particulier au niveau des taux d'inflation, des rythmes de croissance des masses monétaires ou des revenus réels et voilà créés autant *d'effets de surprise* qui peuvent déclencher des pressions sur telle ou telle monnaie, puissamment alimentées en cela par la masse de manœuvre constituée par l'excédent de dollars mentionnée ci-dessus. Le S.M.E., moins encore que la gestion autonome du change, ne *supporte ni la dérive ni les singularités* des économies nationales. Il peut servir de force de rappel à la convergence, mais il ne saurait le faire dès l'instant qu'est franchi le seuil critique où il engendre des anticipations déstabilisatrices.

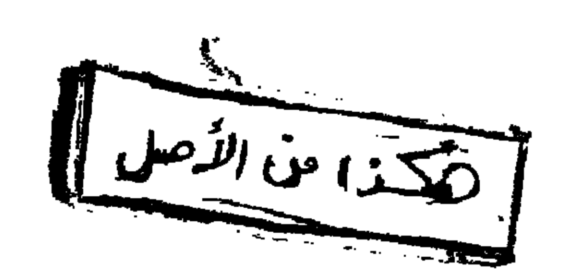
A cet égard, on se doit de réfléchir sur la toute récente alerte sur le franc français. Le marché absorbe toutes les informations — et autres déclarations pessimistes justifiées — mais réagit immédiatement. La contre-spéculation des banques centrales ne peut être alors efficace que si, fondamentalement, les indicateurs de base ne sont pas trop divergents. Ce qui se passe actuellement en matière d'inflation avec des taux qui, maintenus au rythme du premier trimestre feraient presque partout revenir vers les niveaux de 1974, est dangereux. Encore faut-il reconnaître ici que si le taux moyen a de fortes chances de s'élever par rapport à 1978, ce qui se dessine pour l'Allemagne risque de réduire la dispersion autour de la moyenne. Par contre, on devrait accorder la plus forte attention au fait que l'écart type de la création monétaire (M1, c'est-à-dire les billets de circulation plus les comptes bancaires à vue) qui était pour les pays de la C.E.E. de 2,4 en 1974, a atteint 3,5 en 1978 et s'élèvera peut-être plus encore en 1979 si la tendance à faire fi des normes de progression se réalise.

∴

Avoir ou ne pas avoir peur du S.M.E. n'a finalement guère de sens si l'on s'abstrait du contexte économique général et de la situation de chaque pays. En particulier, le faire craindre sur la base d'on ne sait trop quelle grande peur alimentée par l'argument des réserves officielles galvaudées ne saurait convaincre. Inversement, il est non moins vrai que la participation implique un incontestable supplément de rigueur au niveau des politiques économiques internes et externes. Si celui-ci n'intervenait pas et si, parallèlement, un partage des tâches n'était pas recherché avec le dollar des Etats-Unis, l'hypothèse de nouveaux errements ne serait pas à écarter.

HENRI BOURGUINAT.





Le Monde

une semaine avec le Limousin

Les moins grands

Difficile lorsqu'on est Parisien de ne pas le rester même lorsqu'on se souvient de la province et qu'on la visite sans préjugé. Le Limousin vu avec les yeux de la capitale, c'est avec la Corse et l'Alsace une des plus petites régions françaises, mais aussi une des moins peuplées, une des plus oubliées au centre de l'Hexagone. Avenir bouché pour les amateurs de statistiques fortes.

On peut aussi aborder ces trois départements avec un autre regard : celui de ceux qui y vivent, y sont heureux et cherchent — à partir d'une situation qui est ce qu'elle est et qu'il serait absurde de farder, — à tirer parti de leur esprit d'invention et de leur goût du travail.

Durant les six jours de cette semaine, et comme nous l'avons fait précédemment nos correspondants et nos envoyés spéciaux vont s'efforcer de traduire le double visage de ce beau pays français.

J.-F. SIMON.

Creuse, Haute-Vienne, Corrèze

Trois cousins des vieilles terres

A première vue, c'est-à-dire en se contentant de butiner souvenirs et idées reçues, ce ne serait pas brillant. Dans le célèbre « Tableau de la France », qui, pour être un parcours admirable, n'est plus, depuis longtemps, tenu pour un parcours sans faute, Michelet l'expédie rapidement, ce « *pays élevé, froid, pluvieux, qui verse tant de fleuves* », et, avec lui, sa « *population honnête mais lourde, timide, et gauche par indécision* » ; Le « *pays souffrant disputé longtemps entre l'Angleterre et la France* » ne l'inspire pas. Serait-ce déjà que le Limousin ait contre lui la seule réputation d'une terre d'exil et de disgrâce ?

Elle fut longtemps à la recherche d'elle-même. Cela s'explique par sa position. Gabriel Hanotaux la rangeait « *parmi les provinces de circulation difficile, et qui, à ce titre, n'ont pris qu'une part restreinte au développement croissant et rapide de la politique générale* ». A considérer pourtant ses contours, la région qu'elle est aujourd'hui devenue se présente comme un cœur robuste, bien irrigué, dont la pointe serait à Beaulieu-sur-Dordogne, et le ventricule le plus fort à Limoges. A l'Est, elle touche à l'Auvergne des volcans, mais n'y participe guère sinon à Bort et à Ussel. Le plateau de Millevaches, qui ne doit nullement son nom à l'élevage mais aux mille sources (*batz* en celte) qui s'en échappent, livre tout ce qu'il faut des rivières qui de nord en sud vont faire partout le pays vert, le bocage. L'eau qui sort et sourd de là, mais sans grands fleuves, s'en ira *nourrir* la Loire ou la Garonne, c'est-à-dire des *bassins* d'Océan. Vers le nord, Boussac touche au Berry *sur la route de Poitiers*, Saint-Junien, sur celle de Confolens, se *sentent naturellement* proches de Poitou-Charentes comme toute *la* Haute-Vienne, qui incline déjà vers l'air marin. Ce n'est pas gratuitement que les allégories placées sous la verte coupole de la gare monumentale de Limoges-Bénédictins figurent autour du Limousin, la Touraine, la Gascogne et même la Bretagne.

Est-ce pour cela *que la terre* des Lémovices, dont parle César, ne *fut* point *tout* à fait à l'heure pour acheminer vers Alésia les renforts que réclamait Vercingétorix ? De toute façon, le destin, comme ailleurs, devait en faire une terre romaine. Cela se voit moins qu'ailleurs. Les cités, comme aujourd'hui, étaient rares. Mais surtout la ruine fut consommée par les invasions barbares. Ce qui a pu être retrouvé et gardé du temps de la paix romaine ne témoigne guère que dans les musées.

Plus tard vint le temps des seigneuries et des vicomtés. Mais entre 419 et 918, de l'empire wisigoth au royaume franc, le Limousin d'alors avait eu le temps de changer quinze fois de propriétaires. On remit cela de ce jour de 1149 où Aliénor d'Aquitaine épousa Henri II Plantagenêt. Il y eut chez les seigneurs de subtils jeux de bascule. On inclinait pour le roi de France ou pour la couronne d'Angleterre avec des alternances bien calculées. Il *faudra attendre Henri IV pour* que la province soit ancrée sans appel au *royaume. C'est égal,* on n'oublie pas comme cela une guerre *dite* de Cent Ans, via Brétigny, traité d'un moment, ni les *« soutiers »*, ni les grandes compagnies, ni les pestes, ni le *Prince noir dont* a parlé Froissart, ni les guerres de religion, données par surcroît. Cela veut dire, sièges, sang versé, supplices, et proscriptions.

Cependant, le Limousin est en place. Les temps modernes vont le fixer désormais assez vite dans sa physionomie d'aujourd'hui. Tourny, Turgot, qui en seront, au dix-huitième siècle, les plus grands intendants, sont déjà des économistes. La terre des ermites *et* des pèlerins de Compostelle gardera ses solitudes sylvestres *mais l'élevage y prendra sa place* et dans les villes l'industrie.

Est-ce suffisant pour établir et *maintenir une région solide*, absolument sûre d'elle ? La *porcelaine, c'est bien, mais ce n'est* que Limoges. La tapisserie, c'est glorieux, *mais* ce n'est qu'Aubusson et Felletin. La découverte du *kaolin* à *Saint-Yrieix-la-Perche*, le temps de la grande manufacture patronnée par le comte d'Artois sont des pages de référence mais des pages anciennes. Il faut jouer avec son temps, savoir s'accrocher à tout. Qui aurait prédit que les vrais industriels de la seconde moitié du vingtième siècle seraient ici ces grands éleveurs qui affrètent leurs avions, courent le monde, attirent le client étranger et « placent » un peu partout la race limousine ? Pour ceux-là, foin du passé et de toutes les « paroisses du temps jadis ». L'unité viendrait-elle par eux ?

Fiefs de ministres

Les trois départements qui constituent la région limousine sont divers, plus peut-être de mentalités que de géographie. On cite ce mot qui n'est pas gratuit : *« Dans cette région, c'est la Corrèze qui cause, la Creuse qui pleure, la Haute-Vienne qui paie. »* La Corrèze, il est vrai, sait se débrouiller. Serait-elle la plus maligne parce qu'elle est le département du Sud ? En tout cas, elle s'est toujours arrangée pour compter parmi ses élus un homme de gouvernement. Ce n'est après tout *qu'un bon usage de la démocratie.* Il y eut M. Queuille, demeuré *légendaire. Plus récemment, le* département compta à la fois M. Charbonnel, le Briviste, et M. Chirac, l'homme d'Ussel. L'un ministre de l'industrie, l'autre de l'agriculture. Ils ne sont plus ministres mais ils sont toujours là. Un regard sur leurs fiefs respectifs montre qu'ils ne les ont pas délaissés. Les Corréziens après tout ne se montrent pas tellement regardant pour la couleur politique. Ils prennent ce qui vient et savent le *faire* venir. Ce qui compte, c'est le « plaçou », la *place. Le « père Queuille »*, comme on l'appelle toujours, faisait *merveille. Il peupla les ministères, où* passèrent quantité d'huissiers corréziens et sut distribuer aussi les bureaux de tabac.

Hors ces petites faveurs, on vit grandir les villes, s'élargir les routes, apparaître des emplois. Et aussi rivaliser dans l'émulation Tulle et Brive qui, tout en se tournant le dos comme chat et chien, se surveillent. Tulle a pour elle d'être la préfecture, la cité administrative en dépit de sa faible population, de la vallée dans laquelle elle s'étrangle. Il lui faut, pour croître, monter à l'assaut des collines, construire *à prix d'or sur* des pentes difficiles. A 30 kilomètres de là, Brive *souffre-t-elle vraiment de n'être* que sous-préfecture ? Soixante *mille habitants ou presque, c'est* une assez belle consolation. Et *Brive* peut encore *s'étendre.* Elle a pu s'offrir des boulevards très classiques. Chez elle, on vit sous les platanes. La nationale 20 qui vient de Limoges et ouvre la voie vers les esprits de Garonne, prend d'année en année plus belle allure. Serait-on même encore Limousin de ce côté-là alors que l'on entre sur les véritables terres du foie gras et du rugby ? Tulle se réfère à Tutela, la déesse. Brive reste « la Gaillarde », pas pincée pour un sou, même si ses « mégères gendarmicides » qui *firent jubiler* Brassens n'ont jamais existé que dans l'imagination du *troubadour sétois.*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 23.)

Il n'est de richesse que d'hommes

Le poids des ans

VESTIGE de la France de l'Ancien Régime, ou prélude de l'Europe vieillie du XXI[e] siècle, le Limousin offre sur le plan démographique une image qui paraît tantôt passéiste, tantôt prémonitoire. Du passé, *cette région,* la *moins* peuplée de la métropole, en *chiffres absolus comme* en densité, a gardé beaucoup de ses caractéristiques *rurales.* En Creuse, 78 % de la population résident encore dans des communes de moins de 2 000 habitants. En Corrèze, plus d'un actif sur quatre ; en Creuse, plus d'un sur trois reste employé dans l'agriculture, alors que pour l'ensemble de la France cette proportion est inférieure à un sur dix. Dans ce pays d'élevage, ce sont les têtes de bétail que l'on compte pour évaluer la richesse d'un canton ; les moutons (985 000) comme les bovins (920 000) sont plus nombreux que les habitants, et leur nombre, lui, continue d'augmenter.

Autre signe de ruralité : un artisanat beaucoup plus dense que dans les autres régions : 203 artisans pour 10 000 habitants contre 149, en *moyenne,* en France. Installés surtout à la *campagne, trois sur cinq de ces* artisans n'emploient aucun salarié.

Mais, plus encore que la ruralité, *c'est le vieillissement* accéléré de la population qui aujourd'hui retient l'attention. Le Limousin ne préfigure-t-il pas cette « *France ridée* » du troisième millénaire, dépeinte dans un livre récent par M. Gérard-François Dumont, originaire lui-même d'un des cantons de la Creuse les plus touchés par la dépopulation, celui de La Souterraine ? (1).

Les chiffres sont impressionnants. En 1978, des cinq régions françaises qui ont enregistré un excédent de décès sur les naissances, le Limousin a été, de loin, la région la plus déficitaire en chiffres absolus, alors que c'est, de loin aussi, la moins peuplée. Le nombre des décès a été supérieur de 37 % à celui des naissances, alors que, pour l'ensemble de la France, les nouveau-nés l'emportaient de 35 %.

C'est la seule *région* de l'Europe des Neuf — si l'on excepte Berlin-Ouest, qui est un cas particulier — à *compter plus de* 20 % de sa population âgée de *soixante-cinq ans et plus.* Pour la France entière, la proportion *est de l'ordre de 14 %. Même si la fécondité* moyenne nationale restait au bas niveau actuel (1,8 enfant par femme), il faudrait, selon les projections de l'INSEE, attendre la deuxième moitié du XXI[e] siècle pour que le pays tout entier ait une structure par âge comparable à celle du Limousin aujourd'hui. C'est dire l'ancienneté et l'ampleur du vieillissement de *cette région.*

La dénatalité de la Creuse n'explique pas tout. Bien sûr, ce département est le plus déséquilibré sur le plan démographique ; au cours du dernier trimestre de l'an dernier, on y enregistré cinq décès pour deux naissances. La tranche d'âge la plus nombreuse est désormais celle des soixante-cinq-soixante-dix ans, et le nombre de femmes âgées de quatre-vingts à quatre-vingt-cinq ans est aussi élevé que celui des filles de moins de cinq ans !

Mais la plupart des cantons ruraux de la région ont le même profil démographique que la Creuse. Une étude réalisée par M. Paul Paillat, chef du département de démographie sociale à l'INED (2), révèle que c'est en Corrèze et non en Creuse que l'on trouve les cantons les plus atteints par le vieillissement : ceux de Bugeat et de Lapleau comptent une personne âgée sur trois habitants ; ceux de Treignac et de Seilhac ont plus de 30 % de leur population âgée de *soixante-cinq* ans ou plus. La Haute-Vienne elle-même, qui a *enregistré cinq décès pour* quatre naissances l'an dernier, *n'échappe à ce phénomène.*

Cette situation est la conséquence d'une *évolution* commencée à la fin du siècle dernier. *Dans ce pays de plateaux* et de « terres froides », au climat humide, où les espaces en bois et en forêts sont plus vastes que *les surfaces agricoles* cultivées, l'émigration a été importante dès le XIX[e] siècle. L'absence de tissu urbain et de grandes villes — seule Limoges dépasse 50 000 habitants en 1861, Brive et Tulle ayant à peine plus de 10 000 habitants, — la faiblesse aussi de l'industrialisation dans cette région d'accès difficile et sans ressources minières traditionnelles, n'ont pas permis de retenir l'exode rural à l'intérieur du Limousin.

Fortes familles des campagnes

La forte natalité dans les campagnes a compensé pendant tout un temps cet exode rural. Mais les effets directs de la guerre de 1914-1918 (forte mortalité, baisse de la natalité) et ses conséquences sociales indirectes (*accélération de l'émigration* vers les grandes villes : Paris, *Bordeaux, Toulouse*) vont renverser les tendances. Ce ne sont plus seulement les hommes qui partent, mais les jeunes filles et même des *familles* entières. Dès les années 20, le nombre des décès devient supérieur à celui des naissances, ce qui à l'époque est exceptionnel en France.

Ainsi la Creuse, qui *comptait* 285 000 habitants en 1886, voit sa population diminuer de moitié en moins d'un siècle ; certains cantons comme ceux de Gentioux-Pigerolles, Royère-de-Vassivière ou Saint-Sulpice-des-Champs, se *vident littéralement,* perdant les deux tiers de leurs habitants. Même phénomène, bien que de moindre ampleur, dans les deux autres départements : la Corrèze est aujourd'hui moins peuplée qu'elle ne l'était en 1801 ; la Haute-Vienne, malgré le développement de l'agglomération de Limoges, qui est passée de 85 000 à *150 000* habitants *en trois quarts* de siècle, a une population numé*riquement inférieure de 30 000* à ce qu'elle était en 1906. Et *plusieurs de ses cantons* — Mézières-sur-Issoire, Eymoutiers, Oradour-sur-Vayres, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Mathieu — ont « perdu » plus de la moitié de leur population depuis le début du siècle. Châteauponsac, comme certains cantons de Creuse ou de Corrèze, compte 30 % d'habitants âgés de soixante-cinq ans ou plus.

JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 22.)

(1) *Edition Le Livre de Poche.* Coll. « Pluriel », 21,50 *F.* (Analysé dans « le Monde » du 28 mars.)

(2) Etude à paraître dans un prochain cahier de l'Institut national d'études démographiques (INED), consacré au « Vieillissement des cantons ruraux ».



Parrains de Paris

« *LA campagne limousine, c'est une des plus belles campagnes du monde ; et je m'y connais* ». Robert Vergnaud, soixante et un ans, aujourd'hui président-directeur général d'Air Inter, a parcouru *le monde comme* attaché *puis* comme conseiller commercial, *comme directeur des transports* aériens ensuite, et, à ce titre, *chargé des négociations* aéronautiques internationales. Il s'y *connaît... mais il est partial, car* à ce Limousin il est attaché par *tout le cœur : né à Limoges,* où sont enterrés ses parents, *ancien élève du lycée* Gay-Lussac avant de « monter » à *Paris, où il ne* cessera de rencontrer ses compatriotes qui, comme lui, ont la *nostalgie* chevillée à l'âme, même s'ils ont réussi.

L'idée originale qui germa dans l'esprit de quelques-uns *d'entre eux fut, au début de* 1977, d'organiser, de « structurer » les *manifestations* de solidarité qu'ils voulaient *développer vis-à-vis du « pays ».* On se réunit ; on chercha un nom ; *on adopta, après quelques hésitations,* celui de « Parrains du *Limousin* ».

La formule s'affina ; une vingtaine de « Limousins » acceptèrent de jouer le jeu. Pas n'importe qui, mais des personnalités d'envergure comme (il faudrait les citer toutes) MM. Gabriel Ventejol, président du conseil économique et social, Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, François Ceyrac, président du C.N.P.F., Bernard Lathière, administrateur d'Airbus-Industrie et Robert Vergnaud lui-même. Quelques mois *plus tard fut créée* l'Association limousine pour favoriser les *entreprises nouvelles* (A L F E N), association de la loi de 1901 *chargée, en somme, de mettre* en œuvre la politique des « *parrains* ». *Son objectif* : aider les gens du pays qui veulent *créer une entreprise à se* débrouiller dans le dédale administratif, les encourager : un premier prix sera attribué à Limoges le 29 juin.

« *Nous ne les laisserons pas tomber* », dit encore Robert Vergnaud, qui a prêché d'exemple. Il a insisté pour ouvrir en avril 1973 une ligne d'Air Inter entre Paris et Limoges. « *Elle n'est pas rentable ; elle le sera parce que les autorités limousines ont su intelligemment « nourrir » l'escale de Limoges par des liaisons annexes sur Brive, Périgueux, Bergerac.* » C'est lui encore qui, il y a un an, a proposé que l'on installe une antenne provinciale d'Air Charter International à Limoges. Un avion destiné aux charters est ainsi basé en permanence dans la capitale du Limousin. Dans les deux cas, le parrainage a été utile et n'est pas déraisonnable, Robert Vergnaud insiste sur ce point.

Le poids des ans

(Suite de la page 21.)

Cette évolution a-t-elle quelque chance d'être enrayée ? Elle l'est déjà, affirment certains. Depuis le début des années 60, en *effet*, le mouvement séculaire de migration s'est inversé : le *Limousin affiche désormais* un solde migratoire positif, insuffisant encore pour compenser le déficit des naissances par rapport aux décès, mais qui va croissant : les arrivées dans la région ont été en moyenne annuelle supérieures de 1 200 aux départs entre les recensements de 1962 et de 1968 ; de 1 650 entre 1968 et 1975, et la moyenne actuelle est estimée à 1 800 par l'observatoire de l'INSEE de Limoges.

En fait, ces chiffres sont trompeurs dans la mesure où ils peuvent faire croire à un ralentissement de l'émigration des jeunes. Il n'en est rien apparemment. Selon l'enquête de M. Paillat, la génération des quinze à vingt-cinq ans a diminué de 8 % par migration entre 1968 et 1975; dans certains cantons comme ceux de La Souterraine, Bellac, Le Dorat, Bourganeuf, Eymoutiers, la « perte » a été voisine ou supérieure à 40 %. Si le solde migratoire est néanmoins positif, c'est en grande partie grâce au « retour au pays » en fin de carrière d'un nombre plus grand de Limousins émigrés, à l'attrait aussi qu'exerce cette région de verdure et de calme sur les citadins à l'heure de la retraite.

Le renversement de tendance de ces dernières années ne semble donc pas devoir mettre un terme au vieillissement de la région, d'autant plus que simultanément les femmes qui restent en Limousin ont une propension à avoir beaucoup moins d'enfants : la fécondité, naguère plus forte ici que dans d'autres régions de France, est aujourd'hui sensiblement plus faible : 1,56 enfant par femme contre 1,83 en moyenne nationale. Limoges, notamment, est parmi les grandes villes de France une de celles qui a le niveau de fécondité le plus bas.

Ce vieillissement marque la vie quotidienne de la région et jusqu'à sa vie économique. Le premier « contrat de pays » (une procédure que tient en faveur la DATAR pour favoriser l'aménagement rural) dont ait bénéficié la Creuse intéresse les cantons de Bourganeuf et de Royère-de-Vassivière. Il a donné lieu l'an dernier à des discussions sur l'implantation d'une zone industreille, *ou sur la création* d'emplois. Mais les premières réalisations effectives concernent le troisième âge : service de transports, aides ménagères à domicile, amélioration de l'habitat des personnes âgées, etc.

Dans la presse locale, la nécrologie est ici plus qu'ailleurs une rubrique importante, bien que le Limousin soit une des régions de France où l'on vit le plus vieux. L'an dernier, on y a compté 10 520 enterrements pour 4 527 mariages.

Au terme de son étude sur le vieillissement des cantons ruraux, M. Paillat écrit crûment : « *Vidé de ses éléments jeunes, le Limousin se meurt.* » Diagnostic abusivement noirci, rétorque-t-on *parfois* dans la région. Et d'expliquer : « *La natalité ne baisse plus guère* », oubliant qu'elle a atteint un des niveaux les plus bas d'Europe ; « *le solde migratoire s'améliore fortement* », comme si l'installation d'un retraité compensait le départ d'un jeune ; « *la Creuse est loin d'être le département français où l'exode rural est le plus élevé* », mais la saignée a été telle en trois quarts de siècle que le département est presque exsangue… De tels arguments donnent raison à Alfred Sauvy quand il *affirme* : « *Le vieillissement démographique a la propriété redoutabe de créer sa propre analgésie, une sorte de non-conscience collective.* »

En fait, si nombre de Limousins donnent l'impression de ne pas vouloir trop penser à ce déclin démographique de leur région, c'est qu'ils le jugent inéluctable. Comme si ce bout de massif hercynien, un des plus vieux d'Europe par sa géologie, était condamné un jour ou l'autre à l'être aussi par sa population. Comme si on ne pouvait pas lutter contre le poids des ans…

JEAN-MARIE DUPONT.

Jeunesse sans illusion

Au pays, pas pire qu'ailleurs…

« *JE ne laisserai jamais dire à quiconque que vingt ans est le plus bel âge de la vie…* » A considérer les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les jeunes — au premier rang desquelles il faut, bien sûr, citer le chômage — jamais la phrase de Nizan n'a pu paraître aussi pertinente. Comment cette situation est-elle ressentie à Limoges, au cœur d'une région qui se vit comme « pauvre » et où, du fait de la faible natalité et d'une longue tradition d'exode, la proportion des jeunes de moins de vingt ans est inférieure de 10 % à la moyenne nationale ?

« *Nous sommes sept cents étudiants en pharmacie,* explique Jean, qui a vingt ans et habite depuis toujours à Limoges, *et il y a une soixantaine d'officines dans la ville. C'est dire qu'il n'y a guère d'espoir pour nous de trouver un emploi dans notre spécialité. Mais cela, nous le savions tous avant d'entreprendre nos études…* » Plus que du désespoir ou de la révolte, cette absence de débouchés semble produire une grande résignation, presque de l'apathie. Un peu comme si, à force d'évidence, le chômage s'était « banalisé » et faisait désormais partie de l'horizon des jeunes.

« *On ne s'en préoccupe même plus,* poursuit Jean. *De toute façon, il est toujours possible de survivre en attendent des jours meilleurs, ou de s'expatrier. Si, par contre, on veut rester au pays, la seule solution est de devenir fonctionnaire, aux P.T.T., aux impôts ou, à la préfecture. Ce qui veut dire un emploi sûr, mais aussi, dans la plupart des cas, une « déqualification ».* »

Une solution qu'acceptent certains. Ainsi Philippe, originaire de Tulle, et qui est venu suivre *à Limoges un stage de formation* de soudure à l'arc. Diplômé d'études supérieures en mathématiques, il a été professeur dans un CET, puis s'est présenté à l'embauche des P.T.T. « *Depuis deux ans,* explique-t-il, *j'ai fait le deuil des quelques ambitions personnelles que j'avais. La seule possibilité pour moi de rester dans ma région, c'était d'accepter cette situation, ce qui ne me pose au fond pas grand problème. Disons que je compense ce manque culturel par des activités annexes, telles que jouer de la guitare et composer des chansons en occitan…* »

Et Philippe n'est pas un cas isolé. Sans aller jusqu'à ces extrémités, on constate en effet que la résignation au chômage se double souvent chez les jeunes d'un retour à la région. Plus qu'ailleurs par lucidité et désenchantement à l'égard d'un possible « ailleurs » que par volonté *régionaliste.* « *A quoi ça sert de monter à Paris,* questionne Alain, *un élève de première C du lycée* Gay-Lussac, *si c'est pour retrouver les mêmes problèmes de recherche d'emploi ? Et puis, on ne résout pas un mal de vivre en le transplantant sous d'autres climats…* » Dans cette volonté de « rester au pays », il y a, bien entendu, tous les degrés, depuis l'acceptation un peu morne jusqu'au militantisme « occitan », mais le fond reste le même : un solide réalisme teinté de pessimisme. « *Comment peut-on encore rêver,* continue Alain, *quand on voit des amis passer de deux à trois ans avant de trouver un travail fixe ? Quant à l'Inde ou « la route », on n'y pense même plus. Bien sûr, il y a quelques élèves du lycée qui y sont allés, et la plupart sont revenus bien vite, incapables de s'adapter à d'autres sociétés ou à d'autres climats…* »

Les B.D. ou la musique militaire

Est-ce à dire qu'après avoir formé les gros bataillons de l'exode rural, les jeunes du Limousin sont en passe de réinventer l'idée de région ? Rien n'est moins sûr. Car l'attachement à leur province est le plus souvent vécu comme une valeur-refuge. En témoignent d'ailleurs les nombreuses doléances que suscite chez les jeunes la vie quotidienne et culturelle de la région. « *Ici,* explique Marc, qui habite à Brive et qui est venu à Limoges pour assister à un concert donné par Léo Ferré, *ça reste vraiment la province, c'est-à-dire le désert culturel et l'intolérance.* » Et Marc de dresser une longue litanie de reproches sur les mentalités des habitants de Brive : « *A Brive, on se fait remarquer quand on porte les cheveux longs, ou encore si l'on veut emprunter à la bibliothèque municipale les œuvres de Sade. C'est à tel point qu'on est obligé de trafiquer des cartes de transport pour pouvoir assister à des films interdits aux moins de dix-huit ans, comme* Taxi Driver *ou* Orange mécanique. *Pourtant, la vie pourrait être agréable à Brive, si les gens étaient plus souples, et la culture plus décentralisée.* »

Un sentiment que partage Florence, une lycéenne de Limoges : « *Comparez,* dit-elle, *les programmes de cinéma de Limoges avec ceux d'Angoulême ou encore de Poitiers, et vous aurez une idée du décalage. Et c'est la même chose pour les concerts de rock : toutes les tournées passent à Périgueux, mais jamais à Limoges. Tout cela est dû aux mentalités, peu curieuses et méfiantes à l'égard de toute nouveauté qui vient briser leurs conformismes.* »

Face à ces demandes, il y a certes la politique menée par la municipalité. « *Tous nos efforts,* explique le docteur Lanfranca, l'adjoint au maire chargé des problèmes de la jeunesse, *visent à fixer les jeunes à Limoges, par la recherche d'emplois industriels et une politique d'animation culturelle.* » Et le docteur Lanfranca de faire état des réalisations : la réfection du Grand-Théâtre, consacré surtout au lyrique, et les trois centres culturels et sociaux, celui de l'avenue Jean-Gagnant, dans le centre-ville, et ceux de la ZUP de l'Aurence et de la ville nouvelle de Baubreuil, qui emploient en tout cinq animateurs permanents et soixante-douze vacataires. Une animation qui ne fait pas que *des satisfaits.* « *Toutes les actions de la municipalité,* explique un animateur d'Héliotrope, une association sous la loi de 1901 qui organise des concerts, *relèvent d'une sorte de paternalisme culturel. La politique culturelle de la municipalité manque d'audace. On l'a vu ainsi préférer un festival de musique militaire à un festival de la bande dessinée…* »

Deux analyses que renvoie dos à dos Bernard, un étudiant en sociologie de vingt-quatre ans, qui prétend : « *Organisée par la municipalité ou bien par des associations, l'animation culturelle est ici toujours associée à une valeur sécurisante. Dans les deux cas, on ne donne aux gens que ce qu'ils sont capables de recevoir et consommer immédiatement. C'est-à-dire que la culture n'occupe jamais son vrai rôle qui est d'inquiéter et donc, de forcer les gens à s'interroger.* » Sans aller jusqu'à cette position extrême, il est de fait que l'animation culturelle ne draine qu'une infime partie des jeunes, pour qui le café reste au fond le seul vrai lieu d'animation…

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait bien sûr que se constitue une culture autonome de la part des jeunes, c'est-à-dire qui leur corresponde vraiment. Or, on est loin du compte. Ce qu'un élève du lycée Gay-Lussac résume par cette formule : « *Au fond, on appartient un peu à cette génération « introuvable » dont on parle dans les magazines. Une génération qui ressent un certain mal de vivre, mais ne sait comment l'exprimer, ni même où le localiser.* »

PATRICE BOLLON.

Trois cousins des vieilles terres

(Suite de la page 21.)

M. Charbonnel rêva un moment d'un département de la Vézère dont Brive aurait été, bien entendu, la capitale. Il aurait pour lui quelque logique. Il est sûr que, par là, se sent en toutes choses la fin du Limousin. L'horizon s'y ouvre sur d'autres espaces, sur une autre lumière.

Si la Creuse « pleure », loin des platanes et d'une civilisation du balcon, ce n'est pas sans raison. Elle sait trop qu'elle constitue « le plus petit département de la plus petite région ». Elle se sent aussi un peu écartelée, tirée en son est vers Clermont-Ferrand et Montluçon, en son nord vers Châteauroux et seulement vers Limoges par un ouest qui commence avec les sapins de Bourganeuf. C'est qu'ici on est malgré tout dans l'ancienne province de la Marche, c'est-à-dire dans un territoire de frontière. Ajoutez à cela que la population du département est à peine celle de l'agglomération actuelle de Limoges, que Guéret compte seize mille habitants. Lorsque on perd ici ou là trente-cinq emplois, ce n'est pas une mince affaire. La Creuse, par la force des choses, a les réactions, les humeurs, l'accablement du parent pauvre. Sur qui compter ? Paris n'est qu'à 342 kilomètres. Limoges s'atteint en une heure, et pourtant on se sent aussi loin de l'un que de l'autre. A ces démunis, ne parle-t-on pas aujourd'hui de fermer la ligne S.N.C.F. qui mène encore, par sa voie unique et l'encorbellement de ses viaducs de pierre, de Felletin à Ussel ? Ces malheureux 45 kilomètres ont été proclamés les plus déficitaires de France. Que restera-t-il pour aller de Nord en Sud par le Millevaches, ses hauteurs et ses froidures ?

De telles menaces suffisent chez les élus pour qu'on ne tire plus à hue et à dia. Elles augmentent aussi l'ampleur des soupirs : que peut-on attendre de la région malgré M. Chandernagor — « Chander », — qui en a reçu la présidence et reste la personnalité. Faut-il regarder vers l'extérieur, fonder l'espérance sur la voie Centre-Europe Atlantique via Montluçon à laquelle on serait relié par une « bretelle » ? Ou encore sur ce projet d'aérodrome à Lépaud qui serait commun à Guéret et à Montluçon ? Ainsi s'installe le doute. Ce sont pourtant les maçons d'ici qui, au siècle dernier, s'en sont allés construire le Paris et le Lyon du Second Empire. Ils étaient les héritiers des Compagnons marchois. Ils ont été chantés par l'un des leurs, Martin Nadaud, le tâcheron, devenu député puis préfet de son département et dont on vient de rééditer *les Mémoires de Léonard*.

Ainsi se redécouvre la condition de ces ancêtres, prédécesseurs des maçons italiens et des Maghrébins d'aujourd'hui dans des métropoles lointaines qui n'ont pas même songé à en garder le souvenir.

La vraie souffrance au fond tient à ce sentiment fondé d'être mal connu, peut-être même inconnu. C'est entendu, il y a à Aubusson, ses tapisseries de gloire ou de médiocrité, le prestige retrouvé avec Lurçat, Vasarely, Gromaire. Mais la sait-on en Creuse, sur la Creuse, la petite ville où il faut se couler pour en découvrir la vraie vie ? Les blessures sont vites ressenties, qu'elles soient portées par un slogan malheureux : « Visitez la Creuse, nouveau Far-West » ou par la formule : « La concierge est dans la Creuse ». Pire que l'escalier : on ne sait où.

Si l'on pouvait encore compter sur ses propres enfants quand ils ont un nom ? Les voilà qui se mettent eux aussi à vous jouer de vilains tours, qu'ils s'appellent Jouhandeau avec son *Chaminadour* ou Claude Chabrol avec son *Beau Serge*.

Bienheureux à Bellac

La Haute-Vienne ne paraît pas en proie à de tels ressentiments ? Pourrait-elle au reste se plaindre sérieusement de Giraudoux, qui a dit « *le séjour bienheureux et immuable de Bellac* ». La Bazine coule toujours par là et toujours elle se jette dans le Vincou, et le Vincou dans la Gartempe et la Gartempe dans la Vienne qui, elle, ne se jette pas dans le Rhône. La « rédaction et nomenclature » de *Siegfried* reste vraie et délicieuse. Les eaux vives qui nourrissent l'Atlantique continuent de ronger chaque château du Limousin.

Mais Limoges change. Certains lui reprochent son développement, c'est-à-dire sa puissance, et son poids. La voilà depuis dix ans ville universitaire, dotée d'un C.H.U., d'un aérodrome. La voilà bien installée avec Z.U.P. et Z.A.C. Cent cinquante mille habitants, cent quatre-vingt mille avec les faubourgs. Ce n'est pas rien dans une région qui, elle, tomba en trois quarts de siècle de un million trois cent mille ressortissants à sept cent cinquante mille. Le reste du Limousin gémit un peu : pourquoi tout mettre à Limoges ? Limoges répond : « *Sans cela, qui paierait ?* »

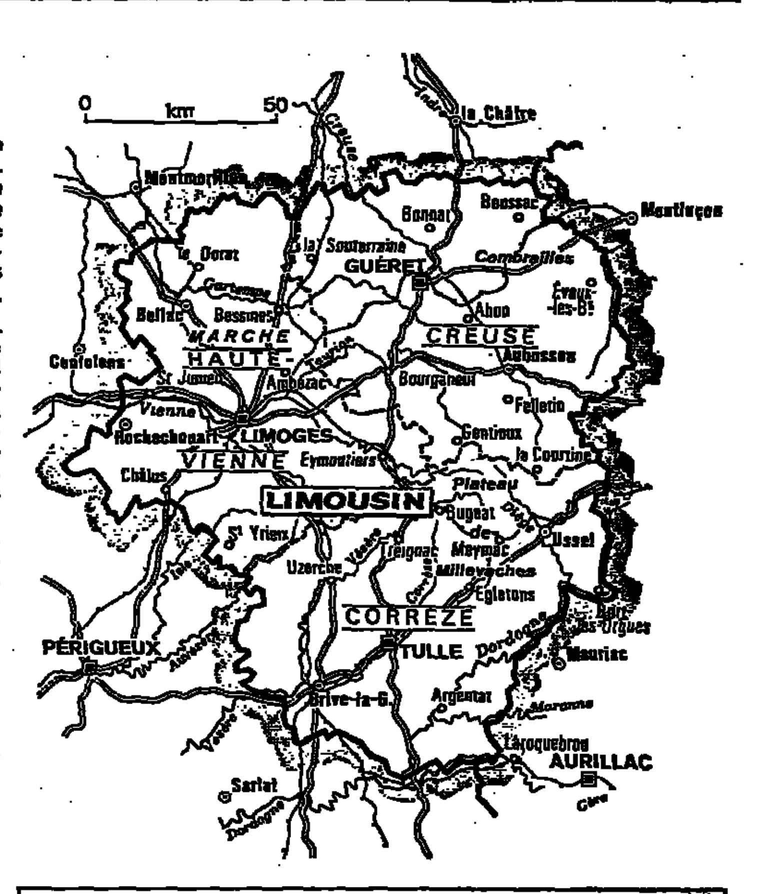
Aussi bien la porcelaine, que les émaux avaient précédée, n'est plus le numéro un. On a la SAVIEM, devenue R.V.I. et Legrand. On fait sous-traiter dans la Creuse. Le papier, le carton, le cuir et la chaussure s'appliquent mais peinent. Les échanges ici s'accomplissent vers La Rochelle, vers le pays charentais, qui prolonge avec beaucoup de naturel ce Limousin limougeaud tout de suite après Saint-Junien et Rochechouart. A l'Ouest toutes !

A gauche toutes aussi. On est par ici socialiste depuis le début du siècle. En 1905, il y eut de rudes grèves. La tradition ouvrière de Limoges s'est maintenue. Et le communisme n'y fait pas peur. On va à lui assez bien. En 1945, tout de suite après la libération de ces contrées propices à la résistance des guérillas et terres d'accueil de tant de réfugiés du Nord et de l'Est, le maire de Limoges s'appelait Georges Guingouin et le préfet de la Haute-Vienne Jean Chaintron. Hommes des maquis F.T.P., ils furent la loi. Leurs noms ne sont point tout à fait oubliés. Cependant, personne n'en parle spontanément, comme s'il ne convenait plus de revenir sur ce qui *fut* pour les uns traumatisme, pour d'autres mauvaises légendes de « brouillard rouge ».

Le Limousin s'en est remis. Mais d'autres empreintes de ce temps ne s'effacent pas aussi commodément : quatre-vingt-dix-neuf pendus à Tulle, le 9 juin 1944, une population entière massacrée à Oradour-sur-Glane le lendemain. Ces représailles à l'ancienne de la division Das Reich, contrariée dans sa marche vers la Normandie au lendemain du débarquement allié, pèsent toujours à l'heure européenne. Les balcons de Tulle sont toujours là, et les « femmes noires » de Corrèze célébrées par Malraux ne sont point toutes mortes. D'Oradour, il reste les moignons, enclos dans un sanctuaire de silence. On les visite, Allemands compris. Au-delà, un nouvel Oradour a été construit, fait de maisons basses, claires. On a beau faire, beau dire, ce n'est pas un village tout à fait comme les autres. Siegfried devra encore attendre pour se réconcilier avec le Limousin.

Cependant, alentour, le pays moutonne de plateaux en étangs, de vallées en châteaux, de forêts en bocages. Mille chemins s'y ouvrent vers des hameaux minuscules dont on a fait des itinéraires et des circuits. C'est l'invitation permanente à la marche, à la chevauchée, au voyage en calèche, au périple en roulotte. Le paysan s'en revient encore à pied, l'outil à l'épaule. Tout cela se vend assez bien aujourd'hui aux âmes bucoliques. Le gîte rural, le tourisme à la ferme trouvent leur vrai royaume. Les Hollandais le savent. Les Anglais aussi. Ils viennent et reviennent. Ils achètent, parfois exploitent. L'espace est suffisant pour que cela soit supporté et même encouragé. L'économie y trouve son compte de la Combraille au Bas-Limousin et l'âme limousine s'en accommode.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



La vie en chiffres

- LIMOUSIN : population totale : 736 500 habitants, soit 1,4 % de la population française ;
  Densité : 43 habitants au km2 ;
  Taux de natalité : 10,4 pour 1 000 habitants ;
  Taux de mortalité : 14,3 pour 1 000 habitants ;
  Taux de fécondité : 1,8 enfant par femme.
- CORREZE : population totale : 239 500 habitants ;
  Densité : 41 habitants au km2 ;
  Taux de natalité : 11 pour 1 000 habitants ;
  Taux de mortalité : 13,9 pour 1 000 habitants.
- CREUSE : population totale : 141 500 habitants ;
  Densité : 26 habitants au km2 ;
  Taux de natalité : 7,2 pour 1 000 habitants ;
  Taux de mortalité : 16 pour 1 000 habitants.
- HAUTE-VIENNE : population totale : 355 500 habitants ;
  Densité : 64 habitants au km2 ;
  Taux de natalité : 11,3 pour 1 000 habitants ;
  Taux de mortalité : 13,8 pour 1 000 habitants.
- Rappel FRANCE : population totale : 53,2 millions d'habitants ;
  Densité : 96 habitants au km2 ;
  Taux de natalité : 13,8 pour 1 000 habitants ;
  Taux de mortalité : 10,2 pour 1 000 habitants ;
  Taux de fécondité : 1,8 enfant par femme.

(D'après les évaluations de l'INSEE pour 1978.)

Vous avez dit « limoger » ?

« LIMOGER... » Pour les Limousins — même ceux qui se défendent d'esprit de clocher — le mot sonne mal. Dans le dictionnaire il précède d'assez fâcheuse manière le nom de Limoges. D'où vient-il ? En septembre 1914, le maréchal Joffre avait pris la décision d'envoyer, loin du front, les généraux qui avaient manqué de réussite dans la conduite des premières opérations et ceux qu'il estimait incapables de diriger les batailles décisives de la guerre.

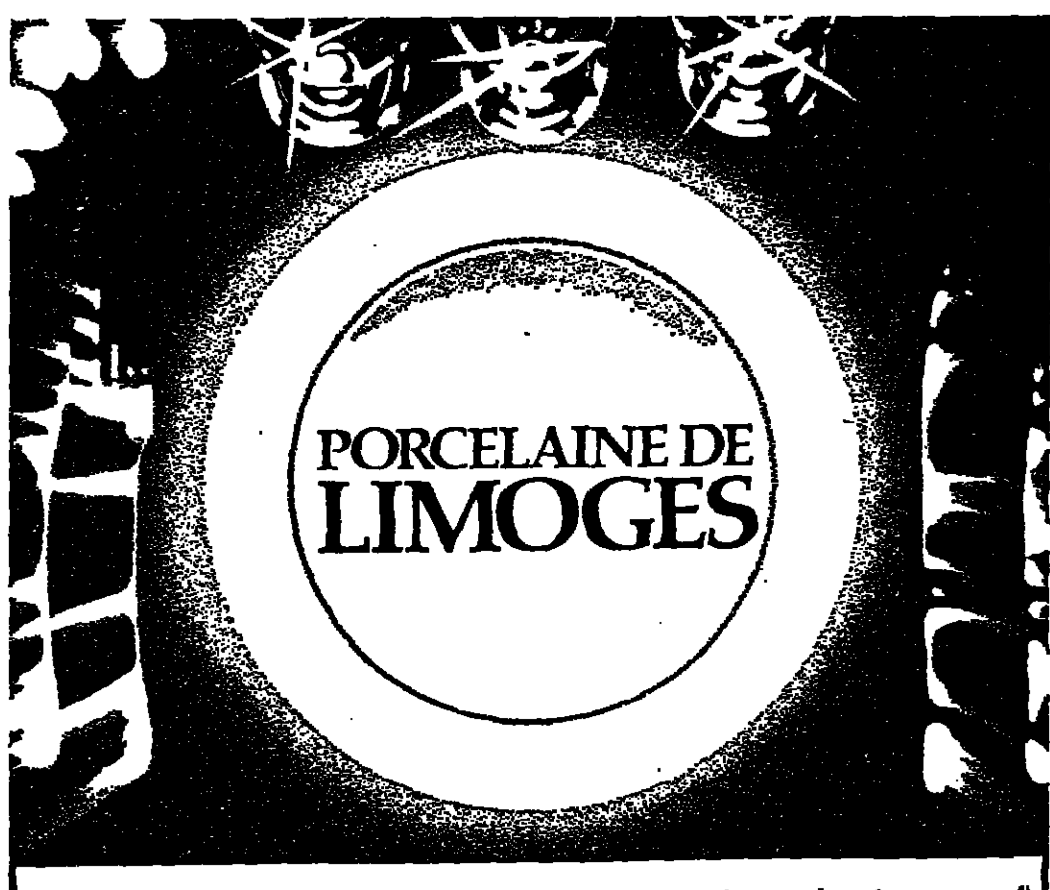
Des tentatives ont eu lieu pour se débarrasser du terme. Le pionnier dans ce domaine, M. Gabriel Barret, fit, le 9 novembre 1964, devant les délégués consulaires réunis en assemblée générale, un exposé fort applaudi, demandant que le mot soit retiré du dictionnaire. Quelques jours plus tard, M. Barret écrivait en ce sens à M. Maurice Genevoix, secrétaire perpétuel de l'Académie française — dont le père est né à Limoges.

Maurice Genevoix lui répondit : *« Je suis tout à fait d'accord avec vous, vous le pensez bien. Mais j'ai grand-peur qu'il ne soit difficile de réagir efficacement contre un usage à ce point consacré. Ce n'est pas une raison pour ne pas essayer. Aussi ne manquerai-je pas, au cours des prochaines réunions de la commission du dictionnaire, de porter votre lettre à la connaissance de mes confrères. »*

En 1976 la Société d'ethnographie du Limousin et de la Marche avait déploré le sens donné au verbe « limoger », et « qui est de nature à porter atteinte à l'honneur, au prestige et à la réputation de la capitale limousine ». Enfin, en mai 1978, le conseil général a adopté, à l'unanimité, un vœu par lequel il demande au ministre de la culture d'user de toute son autorité pour que le verbe « limoger » soit proscrit du langage public.

Les choses en sont là, en attendant que la commission du dictionnaire, qui se hâte avec lenteur, en arrive à la lettre L...

MARCEL SOULÉ.



En pointe

La culture sans bluff

Le mouvement de culture populaire Peuple et Culture fournit en Limousin un travail remarquable : dans l'actualité et au-delà de l'actualité.

Quelques titres significatifs parmi ses dernières publications : les Classes sociales en Limousin, la Vie des associations en Limousin, Limoges capitale régionale, oui... mais.

★ Peuple et Culture, 1, avenue de Bournazel, 19000 Tulle (tél. 26-32-25).

Les rendez-vous du troisième âge

Huit mille Creusois adhèrent à des clubs du troisième âge. Il y a neuf ans, des militants du Secours catholique de Guéret, entraînés par Mme Ducloup, inventaient avec l'appui de la municipalité cette nouvelle manière de rompre la solitude des personnes âgées, si nombreuses dans le département.

La formule a fait tache d'huile, imitée dans cinquante deux communes.



Une grande indifférence religieuse

Les laïcs prendront-ils la relève ?

PUDIQUE Corrèze. Elle cache ses misères derrière un décor de carte postale pour vacanciers : collines verdoyantes, ruisseaux et fontaines, lacs et plans d'eau, châteaux modestes ou altiers, églises touchantes ou somptueuses. Terre douce au regard, mais dure à l'outil ; terre de partance dont le sang se vide peu à peu. Les femmes donnent l'exemple : il est des villages où le taux de célibataires est deux fois plus élevé que la moyenne française et où il y a près de deux hommes pour une femme (1).

Par une ironie du sort, 70 % des églises ont été restaurées au cours de ces dernières années. Mais il ne faut pas s'y fier ; l'architecture ne fait pas le moine et encore moins le fidèle. Ces joyaux s'enfoncent progressivement dans le passé, désertés qu'ils sont par une population évanescente qui n'a d'ailleurs jamais été très fervente. Le vieil anticléricalisme de gauche s'est estompé, mais l'indifférence religieuse subsiste et la franc-maçonnerie se porte gaillardement.

Faut-il parler de déchristianisation ? Ce n'est pas sûr. Les historiens penchent pour une non-christianisation et un placage des rites de l'Eglise sur un vieux fond de paganisme. Les sources miraculeuses ont été baptisées, mais les cœurs ? On cite avec gourmandise des villages où, pour 80 %, la population va à la messe, mais combien d'autres où ce pourcentage ne dépasse pas 1 à 2 % ? La moyenne du département est de 8 %, c'est-à-dire très inférieure à celle de la France.

Comment remonter le courant, alors que l'exode continue et que partout ailleurs l'Eglise s'anémie ? Une double fatalité dont les effets se cumulent. « Désenchantement » et « désert » sont les expressions qui reviennent le plus souvent sur les lèvres des prêtres de campagne. Prêtres de plus en plus rares et de plus en plus âgés *dont la relève n'est pas assurée.* Les chiffres sont accablants : quatre-vingt-sept curés au service de deux cent huit paroisses sur un total de deux cent quatre-vingt-neuf communes, dont certaines ont des dizaines de hameaux dispersés. Tous les dimanches les prêtres desservent deux ou trois paroisses, devant des assistances parfois squelettiques. Deux prêtres ont moins de trente ans ; seize entre trente et trente-neuf ; trente-deux plus de trente-neuf ; cinquante et un plus de quarante-neuf ; soixante plus de cinquante-neuf ; vingt et un plus de soixante-neuf ; sept plus de quatre-vingts. Point n'est besoin de beaucoup d'imagination pour évaluer l'effectif du clergé actif dans une vingtaine d'années (2).

A Egleton, ville de cinq mille huit cents habitants dont près de la moitié sont scolarisés (institut universitaire, enseignement technique, formation professionnelle accélérée, lycées) aucune aumônerie digne de ce nom n'a été mise en place, ni les locaux souhaitables aménagés.

Le plus grave est peut-être que les laïcs n'ont pas été habitués à prendre leurs responsabilités. Il était d'usage autrefois que le prêtre fasse tout par lui-même jusqu'à balayer son église ou ranger les chaises. Rares sont les chrétiens aujourd'hui préparés à prendre le relais des prêtres pour un certain nombre de tâches de société qui les concerne pourtant directement.

Le mouvement *Vie nouvelle* a disparu depuis peu en Corrèze, ses militants exerçant maintenant leurs activités sociales ou politiques au sein des partis ou des syndicats habituels. A citer cependant l'assemblée interdiocésaine du plateau de Millevaches qui réunit à intervalles réguliers une centaine de chrétiens, habituellement éparpillés, autour d'un thème de réflexion. Des universitaires y voisinent avec des paysans pour le plus grand profit des uns et des autres.

Le M.R.J.C. (Mouvement rural de jeunesse chrétienne) et surtout le C.M.R. (Chrétiens dans le monde rural) exercent une réelle influence à la campagne. On compte une vingtaine d'équipes qui s'activent là où se jouent les intérêts du monde paysan : aménagement du territoire, modernisation des méthodes de *culture, reboisement,* équipement touristique, etc.

Sous l'impulsion de la Mission de France quelques prêtres sont au travail. Parmi eux, un camionneur, un électricien, un menuisier. Dans les grandes villes, principalement à Tulle et à Brive, une certaine vitalité religieuse se manifeste. A Estavel, paroisse ouvrière, un clergé dynamique incite les fidèles à se prendre eux-mêmes en charge, à organiser des liturgies vivantes, à militer dans divers mouvements (Action catholique de l'enfance, Action catholique ouvrière), dans des commissions interconfessionnelles ouvrières, foyers culturels, etc., 50 % des enfants scolarisés sont inscrits au catéchisme.

A Brive, le groupement œcuménique prend des initiatives audacieuses, quitte à se faire désavouer par l'évêché. En Corrèze, comme ailleurs, l'autorité ecclésiale craint de se laisser déborder par la base si bien que le prêtre chargé de l'œcuménisme a dû envoyer sa démission. Sur un autre plan, les chrétiens charismatiques constituent un mouvement très vivant *animé* par un futur diacre qui sera le quatrième du département ; ici, l'Eglise est particulièrement priante, même si c'est sous des formes inhabituelles.

Papes du terroir

L'Eglise de Corrèze ne s'en trouve pas moins confrontée au problème de sa survie. Problème si aigu qu'il ne semble pas que l'on ose sérieusement s'atteler à le résoudre. Parce que personne n'y voit très clair. Une apathie certaine gagne une large fraction du clergé. « *Ce qu'ils demandent, c'est qu'on les laisse tranquilles* », nous a confié un curé. La Corrèze est, par exemple, un des rares départements où les célébrations dominicales sans prêtres soient si peu utilisées. Deux raisons sont avancées : le manque de communautés chrétiennes assez vivantes pour se lancer dans cette aventure de longue haleine ; le trop petit nombre de « messalisants » qui justifieraient cet effort. Mais c'est là un cercle vicieux. De toute façon, l'avenir est bouché et la disparition inéluctable des curés résidentiels oblige à faire quelque chose de neuf, ou bien accepter la mort. L'an 2000, c'est dès maintenant qu'il faut le préparer. Toute famille chrétienne constitue une cellule d'Eglise sur laquelle on peut compter ; elle doit savoir que c'est elle et *non pas le seul clergé* qui est chargé de l'évangélisation. Encore faut-il savoir la mobiliser. L'Eglise de Corrèze ne se sauvera que par ses seuls moyens ; ceux-ci sont pauvres, mais la pauvreté n'est pas un défaut évangélique. L'Eglise de Corrèze a besoin d'une impulsion et d'un plan de travail, d'un projet cohérent. Il faut lui redonner foi en elle-même. Pourquoi l'institution n'est-elle pas plus présente et active là où il se passe quelque chose dans la vie quotidienne : la culture, la société, le travail, les loisirs ? Le vieux blocage politico-religieux n'est plus de mise ; la peur de se compromettre avec les secteurs profanes non plus.

Un sang nouveau ne sera pas, sauf exception, apporté par un clergé vieillissant et las. Seuls les laïcs peuvent encore quelque chose. Mais il faut le leur demander clairement et les soutenir dans leurs premiers pas. Pourquoi l'Eglise laisserait-elle à la franc-maçonnerie locale l'exclusivité de faire du neuf et d'attirer les jeunes ?

La Corrèze catholique aurait-elle son « avenir derrière elle », selon la *formule* fameuse ? C'est *un pape au nom prestigieux,* Jean XXII, né à Cahors en 1317, qui a créé le premier diocèse de Tulle à partir de cinquante-cinq paroisses démembrées du diocèse de Limoges. Trois autres papes sont originaires du Bas-Limousin : Clément VI (1342-1352) ; Innocent VI fut son successeur ; enfin, Grégoire XI, pape d'Avignon, ramena le Saint-Siège à *Rome* en 1377.

De tels parrainages sont-ils de bon augure ou faut-il les abandonner aux archives ?

HENRI FESQUET.

(1) « Corrèze buissonnière », par Peuple et Culture.

(2) La Corrèze est le diocèse de France où le nombre des religieuses est le plus faible (cent soixante-trois). Les religieux sont une vingtaine.

« Le Monde » et les régions

Sous le titre « Une semaine avec », « le Monde » a déjà publié des suppléments consacrés au Nord-Pas-de-Calais (mai 1976) ; à l'Aquitaine (novembre 1976) ; à la Franche-Comté (avril 1977) ; à la Provence-Alpes-Côte d'Azur (novembre 1977) ; à l'Alsace (juin 1978) ; à Rhône-Alpes (janvier 1979).





LE PÉTROLE DE L'ALASKA

Les retards d'un pipe-line

Aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, automobilistes et camionneurs éprouvent quelques difficultés à s'approvisionner en carburant et en gazole. D'où la décision prise *par Washington d'accorder une prime aux importations.* Les réductions de production dans certains pays de l'OPEP ont certes engendré ce phénomèna. Mais la responsabilité des Américains eux-mêmes n'est pas nulle et se situe plutôt au niveau du raffinage et du transport. Alors que la structure de la consommation de produits pétroliers s'est modifiée ces dernières années, aucune raffinerie n'a *été construite [illegible] atlantique* depuis quatre ans, faute de terrain d'entente entre l'industrie, les autorités et les défenseurs de l'environnement.

L' « aventure » du pipe-line qui aurait dû permettre d'évacuer le brut de l'Alaska, de Los Angeles vers le Texas, illustre bien le combat permanent que mènent ces diverses forces.

De notre correspondante

LOS ANGELES. — « *Pléthore de brut sur la côte ouest : le dilemme américain...* » On a du mal à croire les premières pages aigres-douces de la presse californienne. Surtout lorsqu'on vient de rebrousser chemin dans une station-service de Los Angeles, qui affichait : « *Aujourd'hui, on ne sert pas d'essence.* »

En fait, la formulation est inexacte Il n'y a pas tant pléthore de pétrole qu'incapacité pour les raffineries de la côte ouest à traiter la totalité de *leur approvisionnement* en pétrole brut.

Chaque jour, ces raffineries reçoivent, de gisements divers, environ 3,1 millions de barils de pétrole brut. 1,2 million d'entre eux proviennent de Prudhoe Bay, en *Alaska, le plus grand gisement* jamais découvert sur le continent nord-américain. Or, dans les conditions actuelles, les raffineries des sept Etats de l'Ouest n'ont pas les moyens de traiter plus de 2,6 millions de barils par jour. Essentiellement parce qu'elles sont équipées pour raffiner un pétrole léger à faible teneur en soufre. Or la grande majorité du pétrole qui les approvisionne — et notamment le pétrole d'Alaska — est un brut lourd, acide, et à forte teneur en soufre.

Un surplus quotidien d'environ 400 000 barils est ainsi acheminé par bateaux-citernes depuis le port de Valdez, en Alaska. Après avoir franchi le canal de Panama, il est réparti entre plusieurs ports du golfe du Mexique. Par temps normal, le voyage prend quarante-neuf jours et revient à environ 3,30 dollars par baril. Cette solution apparaît donc longue, peu efficace et fort coûteuse

Le 19 décembre 1975, la compagnie Standard Oil of Ohio proposait une solution alternative : un pipe-line reliant Long-Beach, le port de Los Angeles, aux raffineries du Texas, *transporterait le pétrole* d'Alaska par la route du Sud. Utilisant en grande partie un gazoduc déjà existant, ce projet serait relativement peu coûteux. Il permettrait ainsi de faire passer de 1,2 à 1,6 million de barils par *jour la production* de l'Alaska, et soulagerait d'autant la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole étranger.

Aujourd'hui, ces espoirs semblent *abandonnés. Le 24 mai* dernier, après plus de quatre ans de luttes entre la machine gouvernementale et l'industrie privée, Sohio (Standard Oil of Ohio) confirmait irrévocablement sa décision de renoncer au projet.

Sept cents autorisations

Les *deux* parties ne s'accordent évidemment pas sur les causes de l'abandon Un porte-parole de M. Whitehouse, président de la compagnie, résume le point de vue de l'industrie par *cette métaphore* : « *Nous avons joué le rôle de galets auxquels on aurait fait faire des ricochets dans une mer de chewing-gum...* »

La « *mer de chewing-gum* », dans une version plus prosaïque, *ce sont les sept cents permis que* Sohio dut tenter d'obtenir des diverses agences locales, d'Etat et fédérales pour que son projet soit approuvé. La plupart d'entre eux, de l'aveu *même de la* compagnie, étaient de pures formalités. Les vraies difficultés surgirent quand Sohio eut à répondre de l'influence de son projet sur l'environnement devant deux agences de l'Etat de *Californie* : l'Air Resources Board (1) et la Coastal Commission (2).

Au cours d'audiences publiques qui s'étalèrent entre juillet 1977 et mars *1979, l'Air Resources* Board et la Coastal Commission *examinèrent* le rapport présenté par Sohio — qu'elles jugèrent de mauvaise foi — tentèrent d'évaluer avec précision le degré et la nature de la pollution qu'engendrerait le projet et pressèrent la compagnie de se *soumettre au décret d'octobre* 1976, connu sous le nom de « *décret de compensation* » (trade off rule). Ce texte contraint tout responsable d'un projet qui menace la qualité de l'environnement à compenser ses propres nuisances en aidant un autre établissement industriel à réduire son taux de pollution. Après deux ans de débats, Sohio proposait, enfin, en août 1978, d'accorder 78 millions de dollars *à la Compagnie Edison* pour qu'elle installe, sur les cheminées d'une de ses centrales électriques située près de Long-Beach, des épurateurs d'air. Jamais, jusqu'alors une entreprise de cette taille n'avait consenti à une telle concession. Pourtant, *il* faudra attendre le mois de janvier 1979 pour que Sohio soumette formellement cette proposition à l'Air Resources Board au cours d'une seconde serie d'audiences. Entre-temps, la compagnie, faisant pression sur divers *membres* influents du Congrès californien, *tentait de se dérober au « décret de compensation* », contestant les conclusions établies par l'Etat de Californie dans un premier temps.

Au terme de débats au cours desquels l'Etat et Sohio semblent avoir *alternativement joué* au chat et à la souris — exigeant, cédant, puis revendiquant sur leur décision, — l'affaire semble enterrée.

A Sacramento, où l'équipe du gouverneur Jerry Brown s'est depuis longtemps acquis la réputation d'être « *anti-business* », on *se défend du « mauvais esprit* » dont les Etats de l'Est et du Midwest, affamés de pétrole, taxent la Californie. « *Nous étions très favorables au projet en soi. Mais nous voulions en faire un modèle du point de vue écologique. Sohio a essayé par tous les moyens de se faire exempter des lois qui protègent l'environnement. Nous n'avions aucune raison de faire une exception pour elle* », résume M. Wilson Clark, conseiller du gouverneur pour l'énergie. « *D'ailleurs,* ajoute-t-il, *il se peut qu'un pipe-line qui passerait par le Nord soit plus efficace et plus rentable.* »

Déjà, en effet, s'engouffrant dans le vide laissé par Sohio, quatre autres compagnies (*Northern Tier Pipeline Co, Foothills* Pipelines Ltd, Kitimat Pipeline Ltd et Trans-Mountain Pipeline Ltd) proposent d'acheminer le surplus de pétrole brut par un pipeline qui traverserait le Canada, le Nord des Etats-Unis ou une partie des deux. Ces propositions sont favorisées par une nouvelle loi, votée l'an dernier par le Congrès, qui accélérerait le processus d'obtention des permis au niveau fédéral. D'après cette loi, le président Carter devrait choisir d'ici au 6 décembre *prochain la route du Nord* qu'il estime la plus satisfaisante.

Une telle proposition pourrait aller de pair avec une troisième solution au problème du surplus : *la solution de l'* « *échange* », qui permettrait de réduire la quantité de pétrole brut à acheminer vers le Texas. Grâce à un accord passé avec le Japon, leur « voisin » du Pacifique, les Etats-Unis pourraient échanger leur pétrole d'Alaska contre, par exemple, le pétrole mexicain destiné au Japon qu'il serait plus facile d'acheminer vers le Midwest. Cette solution permet*trait de réduire à vingt-six jours* la période de transport et à 1,30 dollar par baril le prix du fret.

Proposé dès 1973 par un certain nombre d'experts, ce projet avait été rejeté par le Congrès (3). Une grande majorité de ses *membres s'opposaient* à toute exportation de pétrole en période de pénurie nationale. Le public américain, soutenait-il, ne comprendrait guère la logique d'une telle action.

Aujourd'hui cette solution *connaît un regain de faveur* à Washington et à Sacramento parmi de nombreuses personnalités gouvernementales, auprès de l'industrie pétrolière et chez les écologistes. Elle favoriserait en effet les relations des Etats-Unis avec le Mexique, accroîtrait la production de pétrole en Alaska et limiterait, grâce à des trajets plus courts et des chargements moins nombreux, les torts causés à *l'environnement.*

Pourtant, à l'intérieur du Congrès, l'opposition à une telle mesure reste véhémente. Pour des raisons politiques et de sécurité nationale.

Les Etats-Unis, aujourd'hui plus qu'en *1974*, manquent de pétrole pour leur consommation intérieure. Le Congrès estime que ce serait compromettre sa crédibilité que revenir sur les « amendements Mac Kinney » (3). Par ailleurs, dans quelles difficultés se trouverait le pays aujourd'hui si, au lieu de pétrole mexicain, le Japon avait échangé son pétrole iranien ? Préférer la solution de l'échange ne reviendrait-il pas enfin à saboter tout effort de l'entreprise privée pour construire un pipe-line ?

SYLVIE CROSSMAN.

(1) Air Resources Board : créée *en 1976*, *cette agence* d'Etat est chargée de contrôler la pollution automobile et de coordonner au niveau de *l'Etat* et au *niveau local* des programmes destinés à contrôler toute autre source de pollution atmosphérique dans les quatorze « bassins d'air » de la Californie.

(2) California Coastal Commission : la commission côtière, établie en 1972 à la suite d'un référendum, a *pour fonction d'assurer* la *protection* esthétique et écologique de la « zone côtière », une bande de mille mètres de profondeur le long de l'Océan.

(3) Les « amendements Mac Kinney » au décret du « Trans Alaska Pipe-line » de 1973 et au décret de l' « Export Administration Act » de 1977 empêchent tout échange ou exportation du pétrole d'Alaska.

La future substitution du charbon

(Suite de la page 19.)

Selon les évaluations de Bayer, les besoins de l'industrie chimique européenne auraient atteint 85 millions de tonnes d'équivalent charbon en 1977, soit environ 31 % de la production communautaire. Sans parler des coûts d'extraction. Toujours d'après Bayer, ils *atteignaient*, l'an passé, frais de transport exclus, 130/135 DM (300/310 F) la tonne en Allemagne fédérale, au lieu de 15/60 DM (34,5/138 F) aux Etats-Unis. *Le méthanol risque donc* d'être cher. D'après une étude réalisée en 1975 par la société d'ingénierie Lurgi, les frais de production d'une unité de 3 000 tonnes/jour s'élevaient déjà à 425 DM (977,5 F) la tonne. Quatre ans après, compte tenu de l'inflation allemande, ce chiffre peut être majoré de 24 % environ, ce qui mettrait la tonne de méthanol à 1 212 F. Mais comme entre-temps les *prix* du naphta ont flambé, *culminant* jusqu'à 300 dollars la tonne en mars dernier (1 290 F) avant de retomber à 250/260 dollars (1 100/1 144 F), l'écart tend à se réduire considérablement, même *en ajoutant les frais de transport.*

En supposant résolus les problèmes d'approvisionnement en charbon, il appartient donc aux chercheurs de démontrer maintenant que le méthanol tiré du charbon peut se substituer en partie du moins au pétrole. *Quelques-uns croient que l'événement* pourrait se produire avant la fin de la prochaine décennie. C'est bien loin. D'ici là, une récession peut s'installer aux Etats-Unis, provoquant un reflux à moindre coût des produits chimiques *américains* sur le marché européen, qui contribuerait à désorganiser complètement ce dernier. Les dirigeants du CEFIC redoutent aussi cette menace latente.

ANDRÉ DESSOT.

JORDANIE : l'art de bien utiliser les ressources d'origine extérieure

La France vient de signer avec la Jordanie un second protocole financier ; 290 millions de francs de crédits privilégiés seront offerts pour le financement du *programme de télécommunications du royaume, en partie* réalisé par des firmes françaises.

Cet accord ne modifie guère les relations commer*ciales entre les deux pays, qui demeurent marginales.* La France fournit 3,2 % seulement des importations d'Amman, et ne reçoit qu'un peu plus de 1 % de ses exportations. Les partenaires *privilégiés de la Jordanie* restent les pays arabes voisins, sans l'assistance desquels l'Etat du roi Hussein ne serait sans doute pas économiquement viable.

(De notre envoyé spécial.)

Amman. — « *Pour survivre, il nous faudra toujours prendre le temps et les événements de vitesse.* » Imperturbable Jorda*nie. Comme le dit ce haut fonc*tionnaire d'Amman, « *le monde peut bien batailler autour de nous, les Israéliens occuper une partie de notre pays* (la Cisjordanie), *le développement de notre économie demeure la priorité des priorités* ».

Ce ne fut — et ce n'est toujours pas — facile pour ce petit royaume de 89 000 km2, coincé dans l'œil du cyclone moyen-oriental. Toutefois, l'adresse de *son souverain*, le roi Hussein, lui a, jusqu'à présent, toujours permis de se sortir, au moindre mal, des plus délicates situations.

Ami personnel du chah d'Iran, il entretient aujourd'hui d'excellents rapports avec la République islamique. Dépendant des Américains, qui fournissent encore 30 millions de dollars d'aide budgétaire *cette année, il fut* le premier de la Ligue arabe à rompre avec le président Sadate, après les accords de Camp David.

Ayant réprimé dans le sang les grandes manifestations palestiniennes de 1970 et 1971 qui dégénéraient en guerre civile — les Palestiniens représentent près des deux tiers de la population jordanienne, — Hussein a eu un entretien « *cordial* » avec Yasser Arafat *en septembre* dernier, et l'O.L.P. est désormais très officiellement représentée à Amman.

Avec Israël, les relations, sur le terrain, ne paraissent pas aussi tranchées que dans les discours officiels. Le prince héritier Hassan, frère du roi, dénonce devant nous les nouvelles implantations juives en Cisjordanie, mais reconnaît que « *les bâtiments des colons sont, la plupart du temps, construits par des mains arabes* ». Il accuse aussi les Israéliens de « *pomper toute l'eau du Jourdain, à partir de la rive ouest* », ce qui compromet l'irrigation de la rive est, mais ne dit rien des files de camions, munis d'une double plaque d'immatriculation, qui font souvent la navette entre les deux rives, gorgés de fruits et légumes frais de Cisjordanie.

« *Illustration de la différence fondamentale entre une occupation « simple » et une « pure annexion* », nous a-t-on par ailleurs *rétorqué.* Certes l'administration de la Cisjordanie occupée continuant d'être assurée et financée en partie par le royaume hachémite, il semble logique que celui-ci en tire encore quelques bénéfices. La *chose n'allait probablement* pas de soi, et il a sans doute fallu déployer une certaine adresse diplomatique pour parvenir à ce résultat.

Sur la mer Morte

En matière économique et industrielle aussi, les Jordaniens font preuve d'une habileté certaine. Ce petit pays, dont le sol ne recèle pas une goutte de pétrole (*l'or noir est acheminé directement* par pipe-line d'Arabie Saoudite), s'est néanmoins offert une raffinerie ultra-moderne à Zarqa (au nord d'Amman), dont la capacité de production atteindra 3,4 millions de tonnes, de quoi satisfaire en grande partie les besoins de la nation à la fin de l'année.

Simultanément, la première richesse minérale du royaume, le phosphate (1,3 milliard de tonnes de réserves connues), continue de faire l'objet des attentions royales. Les projets des trois grandes sociétés nationales, qui s'en occupent devraient permettre au pays d'encaisser plus de 500 millions de dollars en devises à partir de 1983.

La mer Morte, elle-même, a été mise à contribution pour redresser la balance commerciale qui souffre d'un *déficit* chronique (1,1 milliard de dollars estimé pour 1978). Une usine de production de potasse y est actuellement en construction ; les autorités espèrent en tirer 1,2 million de tonnes par an, dès 1981. Toute la production sera exportée, à partir du port d'Aqaba dont les capacités sont élargies en conséquence sans que *cela nuise trop à son statut* touristique.

Les projets concernant le développement de l'agriculture sont également importants, surtout dans la vallée du Jourdain. Le *royaume doit, en effet,* mettre les bouchées doubles s'il veut compenser, au moins en partie, la perte de la Cisjordanie, terre la plus fertile d'un territoire encore aux trois quarts désertique. Il doit aussi mécaniser les *exploitations* pour que la part de l'agriculture dans le produit national brut soit ramenée à environ 8 %, comme cela est prévu (14 % en 1973 et plus de 20 % avant la guerre de 1967 et la perte de la Cisjordanie).

L'argent des Palestiniens

Pour financer tous ces projets, la Jordanie dispose de plusieurs ressources. D'abord *l'argent* de « ses » Palestiniens émigrés temporairement dans les riches pays voisins du Golfe et qui, bon an mal an, expédient un demi-milliard de dollars d'économies. Jusqu'à présent, ce pactole a sur*tout* servi à financer une véritable inflation d'appartements et de maisonnettes autour d'Amman — les travailleurs palestiniens pensent aussi à leur retraite ! — mais le gouvernement s'efforce de l'attirer sur un terrain plus productif.

Le problème ne se pose pas, en revanche, pour l'aide considérable fournie par l'étranger, *principalement par les* « pays frères ». La « trahison » de l'Egypte a indirectement profité à la Jordanie, pays de la « confrontation » qui, lors du *sommet de Bagdad*, en novembre dernier, s'est vu attribuer 1,25 *milliard* de dollars par l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye et les Emirats, en commun. *Grâce*, en partie, à cette assistance — sans parler des aides *internationales sous divers formes*, — les dépenses prévues dans le budget de cette année augmenteront *de* 40 %, dont les deux tiers pour régler l'effort de développement.

Ces aides, qui permettent sans aucun doute au royaume hachémite d'offrir au visiteur un *visage relativement détendu* et même prospère par rapport à d'autres pays démunis d'or noir, ne doivent pas cacher les problèmes qui demeurent posés à un pays en perpétuel sursis. Si la mendicité, la criminalité et la délinquance n'existent pratiquement pas dans les rues d'Amman, la population, qui croît à un rythme trop rapide (3,5 %), doit faire face à un chômage impor*tant* (impossible à recenser exactement), à une hausse des prix *d'environ 10 % l'an, et à des difficultés* d'approvisionnement pour certains produits alimentaires (la C.E.E. a accordé une aide d'urgence de 4 000 tonnes de céréales, il y a quelques semaines).

Plus grave, sans doute, du fait de son statut d'« éternel assistée », *la Jordanie suscite toujours* la méfiance des investisseurs internationaux auxquels le gouvernement offre pourtant de « royales » conditions pour venir s'installer sous son ciel. A juste titre, probablement, le capital occidental mais aussi moyen-oriental craint que la solidarité *interarabe ne s'évanouisse* au premier coup de tabac.

PATRICE CLAUDE.

VERS LE PLURALISME DES PRÉVISIONS

(Suite de la page 19.)

Le fait qu'il existe maintenant un grand modèle économétrique universitaire de prévision est certainement un facteur important pour l'instauration d'un vrai pluralisme. Même si les autres approches ont leur apport propre, un pluralisme véritable de la prévision implique nécessairement un *pluralisme des modèles* et une absence de monopole en ce domaine.

L'utilisation des modèles permet seule en effet d'assurer totalement la cohérence économique des évolutions retenues. Elle seule aussi permet d'effectuer des études de « variantes » permettant d'apprécier l'incidence de mesures de politique économique ou d'aléas.

De ce point de vue, l'utilisation du modèle MOGLI, tant pour la réunion du groupe technique du 20 avril que pour la « journée de prévision » organisée le 3 mai par le GAMA à l'attention d'économistes d'entreprises ou de l'administration (1) éclaire la compréhension des évolutions à venir.

Alors que très souvent on a tendance à mettre l'accent de manière privilégiée sur les effets de la hausse des prix du pétrole, un élément très important qui influencera la croissance de l'économie française en 1979 sera également le fort relèvement des taux de cotisation sociale décidé en décembre 1978. Celui-ci pèsera directement sur l'augmentation du pouvoir d'achat et sur la consommation ; il aura de ce fait un fort effet déflationniste.

Les simulations effectuées avec le modèle MOGLI montrent *(cf. tableau 2) que ce relèvement* des taux de cotisation sociale entraînera une perte importante de production égale (en volume) à *0,4 % en 1979* et à près de *1,2 %* en 1981. Au niveau de l'emploi et du chômage, l'impact sera également élevé : 70 000 *emplois de moins et 36 000 chômeurs* de plus à l'horizon 1981.

De son côté, un relèvement de 10 % du prix du pétrole en 1979 entraîne une perte de production de 0,1 % en 1979 et 0,4 % en 1981 ; et — 23 000 emplois et + 12 000 chômeurs à l'horizon 1981. Sur la balance commerciale, l'effet est — il est intéressant de le noter — limité, car le ralentissement induit de la demande interne améliore le solde extérieur de produits industriels.

psychologiques défavorables liées au contexte pétrolier.

Mais cette légère reprise serait essentiellement technique et, en 1981, on aurait une croissance d'environ 2.8 % du produit intérieur brut marchand.

Il semble que l'économie française soit en quelque sorte « piégée » dans une croissance modérée au taux de 3 à 3.5 % par an.

mieux éclairer l'opinion sur l'impact véritable des aléas (prix du pétrole) et de la politique économique (*cotisations sociales : mesures fiscales en faveur de l'investissement*).

Un pluralisme institutionnel de la prévision est également souhaitable. L'exemple allemand montre la direction à suivre avec son organisation ternaire, fondée

Les répercussions du relèvement du taux de cotisation sociale et du renchérissement du pétrole (1)

	INCIDENCE taux de sécurité sociale (2)			INCIDENCE prix du pétrole (3)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
Production intérieure brute (en vol.)	— 0,40 %	— 0,84 %	— 1,17 %	— 0,11 %	— 0,24 %	— 0,37 %
Consommation des ménages (en vol.)	— 0,65 %	— 1,22 %	— 1,58 %	— 0,14 %	— 0,23 %	— 0,36 %
Emploi (en milliers)	— 3,4	— 33,8	— 69,3	— 0,5	— 9,9	— 23,0
Chômage (en milliers)	+ 1,6	+ 17,3	+ 35,7	+ 0,2	+ 5,1	+ 12,0
Prix à la consommation	+ 0,23 %	+ 0,17 %	+ 0,21 %	+ 0,39 %	+ 0,41 %	+ 0,45 %
Solde extérieur industriel (en volume prix 1970), en milliards de francs	+ 2,7	+ 5,0	+ 6,1	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,0
Solde commercial biens et services en valeur (en milliards de francs)	+ 5,9	+ 12,7	+ 16,2	— 3,7	— 1,9	— 2,0

Source : GAMA (simulations avec le modèle MOGLI) ; concepts A.B

(1) Incidence (en pourcentage ou en variation) sur le niveau absolu de chacune des trois années.

(2) Incidence des hausses des taux de sécurité sociale décidée en décembre 1978 et du relèvement (en mars 1979) des taux de cotisation aux ASSEDIC.

(3) Si, *comme c'est le cas, la* hausse est plus *forte*, les *effets* sont *majorés d'autant*.

Si on a — comme cela est prévisible (et supposé dans les perspectives GAMA données tableau 1) — un relèvement total d'environ 35 % du prix du pétrole en 1979, les effets du prix du pétrole sur la croissance et l'emploi *seraient comparables à ceux résultant du relèvement des taux de sécurité sociale*. Sécurité sociale et pétrole seraient également responsables du ralentissement de l'économie française en 1979. Par contre, au niveau des prix à la consommation, l'incidence du prix du pétrole serait beaucoup plus élevée et serait en grande partie responsable de la reprise de l'inflation en 1979.

En 1980, on pourrait par contre avoir (sauf si intervenaient de nouvelles mesures déflationnistes) une certaine reprise du fait d'une croissance plus normale de la consommation. En ce qui concerne les investissements productifs, les éléments favorables à une reprise (notamment l'amélioration de la situation financière des entreprises en 1977 et 1978) devraient toutefois être en partie compensés par les retombées

La progression insuffisante des ressources fiscales et parafiscales *qui en résulte entraîne une dégradation* des finances publiques : d'où périodiquement des mesures de rééquilibrage qui *compromettent un éventuel redémarrage* d'une croissance capable de s'« auto-entretenir ».

La productivité continuant à augmenter, il en résulte une faible croissance, voire même une stabilité de l'emploi total. D'où une progression continue du chômage. La continuation d'un tel état de fait conduirait à dépasser les deux millions de demandes d'emplois non satisfaites dès 1984.

Pour freiner cette progression du chômage, une relance de l'investissement productif a été proposée. Les mesures fiscales en faveur de l'investissement décidées en mars 1979 vont dans ce sens. Mais les simulations faites avec MOGLI montrent que leur ampleur est insuffisante.

L'utilisation d'un modèle universitaire comme MOGLI permet ainsi, en toute indépendance par rapport à l'administration, de

sur une coexistence stimulante d'administrations publiques (ministère de l'économie, ministère des finances, banque fédérale) défendant le point de vue de l'Etat ; d'organismes « liés » (au *patronat et aux syndicats*) défendant un point de vue particulier ; d'instituts universitaires, enfin, travaillant en toute indé*pendance avec la communauté* scientifique internationale. Une telle structuration autorise la pluralité de points de vue.

Une structuration de ce type commence à apparaître également en France : la direction de la prévison, l'INSEE et la Banque de France sont liés à l'Etat ; le BIPE, le C.O.E., REXECO et l'AFEDE sont liés aux entreprises ; enfin un centre universitaire comme le GAMA s'inscrit dans une perspective comparable à celle des instituts universitaires d'outre-Rhin.

Souhaité par les pouvoirs publics, un pluralisme véritable commence ainsi à apparaître en France. Il demande seulement à être développé pour s'épanouir pleinement.

RAYMOND COURBIS.

(1) Le GAMA organise périodiquement des journées où sont présentés ses travaux de prévision et de simulation. L'accès au modèle MOGLI est ouvert en outre désormais à tout utilisateur privé ou public qui souhaite se servir de cet instrument pour éclairer ses propres travaux. Pour tous renseignements, s'adresser au GAMA (université de Paris-X, 2, rue de Rouen, 92001 Nanterre, tél. 725-92-34, poste 788).

LA CRÉATION D'ENTREPRISES

L'autre face de Janus

LES créateurs d'entreprises sont, depuis deux ans, les enfants chéris de la politique industrielle. Salons, concours, Agence nationale, fonds de garantie, aides et conseils de tous genres, rien, à entendre les discours officiels, ne serait trop beau pour eux. Mais du discours à la réalité, des promesses publiques à l'application administrative, il y a une marge, *parfois* même un abîme. *Deux jeunes « créateurs »* en ont fait, depuis huit mois, l'amer constat.

En septembre 1978, MM. Michel Bisch et Claude Otto Bruc présentent, parmi 300 autres candidats, un projet d'entreprise nouvelle au Concours national de la création d'entreprises organisé par le ministère de l'industrie dans le cadre du Salon du Puy-en-Velay. « Heureux » lauréats de ce concours, ils reçoivent en grande *pompe* un *prix. Ou plutôt une promesse de* prix, car la dotation de 50 000 F, « attribuée » à chacun des vingt-neuf lauréats, ne doit leur être versée qu'après la création effective de leur entreprise.

Dès le mois de novembre 1978, les deux associés fondent une société anonyme de jouets au capital de 170 000 F — dont une *part représentée par le prix* attendu de 50 000 F. Ils adressent aussitôt un dossier au ministère de l'industrie. Et les ennuis commencent...

Il a d'abord fallu trois mois et demi aux services dudit ministère pour définir une procédure permettant l'octroi des primes promises. A la mi-décembre, le dossier complet est enfin adressé par le ministère à la paierie générale du Trésor du département... qui le repousse pour vice de forme et réclame des pièces supplémentaires.

Nos deux lauréats s'empressent de compléter leur dossier... sans autre résultat qu'un second refus. Motif : le nom de la société ne correspond pas à celui du produit dont le numéro de brevet est inscrit dans les statuts. Nouveau dossier, adressé au Trésor par le ministère de l'industrie avec, cette fois, une ordonnance de paiement du contrôleur général du ministère... *et nouveau refus.*

Bref, de renvoi pour vice de forme en renvoi pour adjonction de pièces, l'affaire traîne jusqu'à la fin du mois de mai, date à laquelle les « lauréats et victimes » du concours lancent un *cri d'alarme auprès de l'Agence* nationale pour la création d'entreprises, créée entre-temps. Leur entreprise, après huit mois d'attente, fonctionne toujours, mais elle accuse un trou de trésorerie correspondant au mon*tant de la prime promise.* Menacés de graves difficultés, ils songent à vendre leurs études, leurs brevets et leurs moules à une société allemande de jouets, fort intéressée. *L'affaire pourrait* paraître ubuesque si le pré*sident* de l'Agence nationale, M. Daniel Raufast, P.-D.G. de la *société Kickers, d'autant plus* scandalisé qu'une autre société lauréate se trouve dans le même cas, ne décidait alors de prendre le taureau par les cornes. Il aver*tit le Trésor que si, au 8 juin,* le montant du prix n'est pas versé, il avancera lui-même la somme aux malheureux entrepreneurs. Pourtant, une nouvelle fois, les dossiers sont refusés avec demande d'une *« procuration notariée en la forme authentique »,* afin de remplacer le simple pouvoir établi par l'un des associés...

Les prix ont finalement été versés, comme promis... par M. Raufast. *« Le concours national de la création d'entreprises : l'autre face de Janus »* était le titre d'une lettre adressée à la presse par nos deux créateurs malchanceux, qui concluaient : *« Rien à faire, M. Soupe, l'enfant vigoureux de Courteline, ne voit pas pourquoi la création d'entreprises est importante pour le faire vivre, puisqu'il touche son traitement... régulièrement ! ».* — V. M.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois internationaux emplois internationaux

CHEF DE SERVICE FORMATION PROMOTION

10 500 000 CFA **AFRIQUE**

Une importante société minière implantée en Afrique recherche le Chef de son service *Formation Promotion. Il dépendra du* Directeur et il assumera la responsabilité de la formation pour l'ensemble du personnel. En liaison avec les services opérationnels, il définira les besoins en personnel à moyen et à long terme. Il participera aux actions de sélection. Il déterminera le *contenu des stages avec choix des méthodes pédagogiques et il* en contrôlera la réalisation. Il interviendra comme instructeur dans la formation du personnel. Le titulaire du poste aura au moins 30 ans, une formation supérieure, Ingénieur option Electro-Mécanique et il possédera une expérience des travaux d'entretien sur engins et installations industriels, si possible dans le secteur minier. La connaissance de la pédagogie des adultes est souhaitée de même que l'expérience de l'expatriation. Ecrire *sa réf. 270 M à :*

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur. — 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTERE DE L'EDUCATION

Le Ministère de l'Education recrute des enseignants pourvus des titres et diplômes suivants:

- Agrégation
- CAPES
- CAPET
- Maîtrise
- Licence
- CAP – CEG
- CAE – CET
- BTS
- DUES – DEUG
- DUT

Pour l'enseignement des:

- Mathématiques
- Sciences physiques
- Sciences naturelles
- Lettres françaises
- Disciplines techniques industrielles

Les candidatures sont à adresser:
MINISTERE DE L'EDUCATION
Bureau de la Coopération Avenue de Pékin LE GOLF - ALGER

Ingénieurs diplomés & universitaires devenez enseignants au Nigeria

Importante Société d'Ingénierie, nous recherchons, pour la mise en route en septembre d'un *Collège Polytechnique dans le Nord-Est du NIGERIA,* des enseignants. Ingénieurs diplômés et Universitaires (maîtrise).

Des postes sont à pourvoir dans les disciplines suivantes :

Math-Physique-Chimie ; *Génie Mécanique* ; *Génie Electrique* ; *Génie Civil* ; Industrie Alimentaire.

Les candidats devront maîtriser parfaitement la langue anglaise, posséder une expérience pédagogique et industrielle de 5 ans, accepter un expatriement de 2 ans minimum.

Logement assuré pour famille. Voyage retour annuel.
Indemnités d'expatriement.

L'action de mise en route du Collège est assurée en liaison avec les services de la Coopération Culturelle Française.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1120 à :
rsc carrières - 14, rue de Castiglione - 75001 - PARIS.

ÉLECTRO-MÉCANICIEN STATIONS DE POMPAGE

Nous recherchons un tr. bon *électro-mécanicien, d'un niv.* de formation BTS ou similaire, âgé d'au moins 30 ans, pour qui les matériels d'électro-pompes n'ont plus de secret (moteurs électriques, pompes, armoires électriques). Nous lui proposerons *un séjour de longue durée* dans une ville d'Afrique noire francophone (congés annuels en *France,* bien sûr).
Nous lui conferons la responsabilité du bon fonctionnement, de l'entretien et des réparations des équipements de plusieurs stations de pompage ainsi que la gestion des pièces détaillées. Il encadrera et formera des mécaniciens nationaux (mais saura évidemment « payer de sa personne » pour des *réparations courantes* ou urgentes). Nous sommes une société française.
Ecrivez-nous vite (joindre C.V. et préciser prétentions) en mentionnant sur l'enveloppe la référence 21247, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui tr.

OUTRE-MER MUTATIONS
Voir rubrique EMPLOIS
« INFORMATIONS DIVERS »

EMPLOIS A L'ÉTRANGER

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amériques, Asie, Europe : DES *EMPLOIS* vous attendent. Demandez la revue spécial. MONDEMPLOIS (Serv M 91). 14, r. Clauzel. Paris (9e)

Une société française d'ingénieurs intervenant auprès des Administrations étrangères spécialement *dans les pays en voie* de développement, recherche des ingénieurs-économistes ou économistes ayant plusieurs années d'expérience professionnelle en

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES PROJETS DE TRANSPORT

Notre champ d'intervention recouvre les études économiques, financières et de tarification des plans de transport et de circulation (urbains, routiers, portuaires...) au niveau local, *national ou régional. Votre disponibilité* personnelle vous permet d'effectuer des missions de courtes ou longues durées dans des pays étrangers et vous maîtrisez bien soit l'anglais, soit l'espagnol.
Nous vous remercions d'adresser *une courte lettre manuscrite* (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération France) en spécifiant sur l'enveloppe la référence 1468, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

Un Bureau d'Etudes française à vocation internationale souhaite entrer en contact avec des *ingénieurs, diplômés* d'une Grande Ecole, ayant une expérience professionnelle confirmée en

ÉTUDES HYDRAULIQUE URBAINE

Nous souhaitons que leur large expérience professionnelle, leur connaissance de l'étranger, leurs capacités d'animation et de contacts, leur maîtrise de la langue anglaise nous permettent de leur confier les responsabilités dévolues à des

CHEFS DE PROJET

dans le cadre de prochaines opérations dans des pays étrangers.
Ayez l'obligeance de prendre un premier contact en envoyant *votre C.V. accompagné d'une* courte lettre manuscrite (indiquant le niveau de vos prétentions) en spécifiant sur l'envel. la référence 1471, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

A FRENCH INTERNATIONAL GROUP

(2.000 millions US $ consolidated turnover) is looking for the futur general manager of

THE EARTH MOVING EQUIPMENT DIVISION

of its Nigerian affiliated Company

His duties will be :

- During 2 years :
  - to manage a young and important service with a high growth :
  - to lead and administrate a team of product line managers responsible for sales and marketing ;
  - he will be personally and directly responsible for the achievement of the short and medium term objectives (share of market, profitability, international contractors).
- In 1982, if he has succeeded, he will then be seriously considered to take over the general management of the Division (at present 45 millions US $ turnover).

The applicant should ideally have :

- 35 years minimum ;
- fluency both in French and in English ;
- at least a College education (B.A.) and/or a successful experience in similar activity (sales or service manager ;
- very good knowledge in construction and agricultural machinery (scrapers, dozers, dampers...);
- ability to make a job-site study with recommender machines, services, spares... ;
- good practice of high level international negociations.

Salary corresponding to the function and all overseas allowances.

Send handwritten application + C.V. N° 15.324, to CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, *PARIS (1er)*, who will forward.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

recherche pour sa FILIALE EN ALGERIE

EXPERTS TÉLÉCOMMUNICATIONS

- Gestion de réseau téléphonique (procédures d'exploitation, analyse des données de trafic, ingénierie corrective) ;
- Téléimprimeurs, amtériel de commutation de messages, téléinformatique ;
- Transmission (câbles urbains, câbles axiaux, faisceaux hertziens, liaisons radio et troposphériques).

Expérience minimum de 5 années. La pratique de la langue anglaise est un avantage.
Envoyer sous 15 jours à l'adresse suivante : curriculum vitae détaillant de manière précise l'expérience acquise à :
DIGITAL RESOURCES CORPORATION
PROJET TELECOMMUNICATIONS
B.P. 82. — Plateau Saulière, Alger (ALGERIE).

Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du SENEGAL (SONACOS)

recherche

CADRES FINANCIERS et COMPTABLES

de nationalité sénégalaise sortis d'H.E.C., E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. avec 3 ans d'expérience minimum.

Envoyer curric. vitae à SONACOS, B.P. 639 DAKAR.

CROISIÈRE CARAIBES 21 JOURS SUR YACHT VOILIER MOIS D'AOUT

OFFRONS CETTE CROISIERE A

PROFESSEUR D'ANGLAIS

expérimenté (e), sérieuses références, en échange de 4 heures de cours intensifs par jour destinés à un Président-Directeur Général 50 ans.

Participation à tous les avantages de ce voyage.

723-88-92

Pour mission permanente de conseil à l'étranger nous recherchons :

INGENIEUR GEOPHYSICIEN

ayant environ dix ans expérience en exploration pétrolière, spécialiste interprétation et traitement informationsismique.

INGENIEURS GEOPHYSICIENS

ayant 4 à 5 ans expérience en exploration pétrolière, spécialistes en interprétation.

Postes à pourvoir rapidement.
Déplacement en famille.

Prière d'adresser C.V.-s/réf.5470 en précisant le poste choisi à P.LICHAU S.A. BP.220, 75063 Paris cédex 02 qui transm.



emplois régionaux



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION APPAREILS DE CONTROLE
(thermostats-relais - connecteurs et sockets, etc...)
recherche

INGENIEURS de VENTE

de formation électromécanique ou électrotechnique

Ils auront pour rôle :
- d'accroître notre pénétration sur le marché français
- de résoudre les problèmes clients en proposant des solutions à partir de nos produits.

Ils devront faire la preuve de leurs réelles qualités de vendeur et de *leur motivation pour ce métier.*

Leurs résultats leur permettront d'évoluer vers des postes très intéressants à l'intérieur de la Société.

Une rémunération motivante leur sera proposée.

Anglais courant.

Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo, prétentions, date de disponibilité *sous référence* IMCD/679/021 à Madame LE GUET T.I.F. - Boîte Postale No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX INGÉNIEURS DE MAINTENANCE SECRÉTAIRES DE DIRECTION BILINGUES

VOULEZ-VOUS BATIR AVEC NOUS A LILLE L'AGENCE NORD DU GROUPE MAI ?

Depuis trois ans au moins, vous réussissez dans la vente et l'installation d'ordinateurs de bureau auprès des petites et moyennes entreprises situées dans les régions Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Champagne, Ardennes.
Vous ressentez cependant le besoin d'un matériel plus évolué permettant une plus grande intégration des applications de gestion en temps réel, un *dialogue plus souple, le temps partagé.*
Pionnier, dès 1971, des systèmes MULTITRANSACTIONNELS de GESTION aux Etats-Unis, MAI occupe maintenant la position de leader. Nos services de recherche et de développement assurent une qualité et une compétitivité incontestables à nos produits. Notre chiffre d'affaires consolidé dépassera 2 milliards de francs lourds cette année et notre groupe emploie 5.000 personnes dans le monde. 2.000 systèmes sont installés en Europe dont 80 déjà en France.
Joseph Warchol, Directeur de la zone Nord, serait heureux de vous rencontrer et de répondre à vos questions.
Si, à l'issue de nos entretiens, vous décidez d'un commun accord de collaborer au lancement de l'agence Nord de MAI FRANCE :
- *vous vivrez dans une entreprise française à dimension humaine ;*
- vous jouirez de la puissance d'un groupe international ;
- vous aurez des opportunités de carrière rapide.

Appelez Joseph Warchol au 876-12-15, poste 518 ou 510, ou envoyez votre C.V. manuscrit et photo à :

MAI FRANCE S.A.

58, rue Roger-Salengro, péripole 121
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX

Discrétion totale assurée

ORLEANS
LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour le
SERVICE CENTRAL D'INFORMATIQUE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Collaborateur direct du chef de la division « Gestion des abonnés », il sera *chargé d'animer et diriger une quinzaine d'analystes et programmeurs* développant un important système transactionnel.

Un candidat de formation ingénieur pouvant apporter 2 à 3 ans d'expérience de la conduite d'une équipe ainsi que la connaissance des applications transactionnelles sur mini-ordinateur conviendrait à ce poste qui nécessite des qualités de méthode et de rigueur.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur dossier sous réf. 2317/M à Jean PORRACCHIA



Ingénieur Ventes Export
Marketing Industriel

[illegible], *licencié exclusif en Europe d'un important groupe américain fabrique et* commercialise sur l'Europe entière du matériel de réfrigération et de conditionnement d'air. *Leader sur le marché français, cette société renforce son équipe* commerciale et recherche un INGÉNIEUR DE VENTES. Rendant compte au *Directeur du département,* il développera les ventes à l'exportation en apportant aux filiales et réseaux des agents étrangers un appui commercial et technique auprès d'une clientèle de distributeurs et installateurs. Son action l'amènera à développer au sein de la société une approche des marchés et des produits visant au développement d'une véritable politique de Marketing Industriel. Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation technique de base (ingénieur, frigoriste, thermicien...). Il possèdera une solide expérience de la vente de produits techniques et disposera de bonnes connaissances en anglais. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100 000 F, pourra être supérieure si l'expérience le justifie.
Merci d'adresser votre candidature à A. Richard sous réf. M 793 à

EMPLOI centor
RHONE-ALPES
«Le Viking» 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ORNE

recherche pour son Département « Engagements »

UN RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AU LOGEMENT

(aux particuliers)

— *Connaissances et expérience de cette activité indispensables.*
— Aptitudes à l'animation et à l'organisation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à M. le Directeur de la C.R.C.A.M. de l'Orne - 52, boulevard du 1er-Chasseurs, B.P. 60, 61002 ALENÇON Cedex.

---

maisons individuelles

diriger notre filiale à Lyon

150.000 +

Vous avez une première expérience de gestion d'une unité autonome et êtes rompu à la notion de rentabilité.

Nous voudrions vous confier la direction et le développement de cette filiale déjà solidement implantée sur la région Rhône Alpes.

Notre produit, la maison individuelle traditionnelle de qualité, nous impose une commercialisation très active et un suivi très méticuleux des réalisations.

Pour réussir dans cette mission, vous bénéficiez sur la région de l'appui d'un directeur technique, un spécialiste de la maison individuelle et d'un directeur commercial, un expert de la vente aux particuliers.

Par ailleurs les responsables de notre groupe à taille humaine seront heureux de vous faire bénéficier de leur savoir-faire.

Rencontrer un professionnel confirmé nous intéresse bien sûr, mais nous sommes prêts à donner sa chance à l'homme qui saura nous convaincre qu'une expérience de gestion réussie dans un autre domaine peut lui permettre de s'insérer vite et de gagner avec nous.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous la référence B 3743 à Monsieur Collet, au 1, rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

MEMBRE DE SYNTEC

ORLEANS

CHEF DE PROJETS

Travaux neufs — Bâtiments industriels

Cette entreprise industrielle, leader dans sa spécialité, se développe au rythme d'une création d'une nouvelle unité de fabrication tous les 18 mois.

Le Service Etudes et Développement qui est chargé de concevoir et de réaliser ces nouvelles unités recherche un collaborateur capable de gérer, de suivre et de contrôler les nouvelles *réalisations au niveau génie civil, V.R.D., gros oeuvre, services généraux...*

Nous souhaitons rencontrer un homme minimum 30 ans, de formation ETP, INSA... Il a acquis une expérience d'au moins 5 ans soit chez un constructeur, soit au sein d'une société d'engineering à un poste de responsable de projets dans le sens le plus large.

Les conditions offertes et les possibilités de carrière, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir information complémentaires, écrire à François Sanchez sous référence Mo 630 AI, à,

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

JACQUES RIBOUREL

recherche

P.D.G.

250.000 +

pour la création d'une filiale en province

UN HOMME

jeune, solide et autonome capable de prendre en charge cette filiale afin d'en être entièrement responsable.

Tous pouvoirs lui seront délégués pour gérer sa société dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la recherche de terrains, du choix des entreprises, du financement des opérations, du recrutement du personnel, de la publicité, des relations bancaires.

Il nous faut **UN HOMME** de relations qui soit aussi **UN HOMME** de responsabilités en mesure de prendre des risques et d'en répondre.

La confiance réciproque doit être la règle de ses relations avec la Direction du Groupe.

Si vous êtes notre **HOMME** adressez votre candidature sous réf. *29/75* à *notre conseil* M. PELLISSIER

SEREP *82, Bd Malesherbes 75008 PARIS*

ORLEANS

CHEF DE PROJETS

Travaux neufs — Bâtiments industriels

Cette entreprise industrielle, leader dans sa spécialité, se développe au rythme d'une création d'une nouvelle unité de fabrication tous les 18 mois.

Le Service Etudes et Développement qui est chargé de concevoir et de réaliser ces nouvelles unités recherche un collaborateur capable de gérer, de suivre et de contrôler les nouvelles *réalisations au niveau génie civil, V.R.D., gros oeuvre, services généraux...*

Nous souhaitons rencontrer un homme minimum 30 ans, de formation ETP, INSA... Il a acquis une expérience d'au moins 5 ans soit chez un constructeur, soit au sein d'une société d'engineering à un poste de responsable de projets dans le sens le plus large.

Les conditions offertes et les possibilités de carrière, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir information complémentaires, écrire à François Sanchez sous référence Mo 630 AI, à,

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

BAHLSEN Production S.A. Bahlsen

pour faire face à son développement très rapide, recherche pour sa biscuiterie (200 personnes) de **NOYON (60)**

DIRECTEUR D'USINE réf. 76941/A

Rattaché au Directeur Technique, il assume dans le cadre d'un budget l'entière responsabilité de la production : approvisionnements - entretien - prix de revient - gestion.

C'est un **ingénieur** de 30 ans minimum, ayant déjà exercé une responsabilité au sein d'une unité de production, de préférence dans **l'industrie agro-alimentaire.**

CHEF DE FABRICATION réf. 76941/B

pour lui confier, sous l'autorité du directeur d'usine, la responsabilité des fabrications : *biscuits - produits pour apéritif.*

C'est un **jeune ingénieur** (Agro, ENSIAA...) ayant déjà une première expérience en fabrication et souhaitant la valoriser dans une entreprise jeune disposant d'un outil très moderne de production.

Pour ces deux postes, **la connaissance de l'Allemand** est un atout supplémentaire.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions, en précisant la référence du poste à D. JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

Directeur industriel

IMPORTANTE SOCIETE BRANCHE ALIMENTAIRE EN PROGRESSION CONSTANTE recherche son Directeur de l'Exploitation Industrielle chargé de gérer l'ensemble de la production (400 personnes - 2 usines) et de préparer l'avenir industriel sur le plan des produits - des équipements - du personnel.

Le titulaire du poste ingénieur grande école devra disposer d'une expérience de 10 ans environ et avoir dirigé avec autonomie une unité de production. La connaissance du secteur alimentaire serait appréciée, mais non indispensable. Il s'agit d'un poste à larges responsabilités impliquant une réelle compétence technique (mise en place d'une nouvelle organisation), des qualités de gestionnaire et d'animateur.

Ordre de grandeur de *rémunération* : 160.000 F+.

Lieu de travail : Métropole Nord.

Ecrire sous réf. YO 478 CM

4, rue Massenet
75016 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

Région OUEST
Important groupe industriel
650 personnes - 150 Millions de C.A.
recrute

Adjoint Chef du Personnel

Ce diplômé de l'enseignement supérieur devra obligatoirement avoir acquis une expérience de plusieurs années en milieu industriel. Il exercera ses fonctions au sein d'une unité de production de 400 personnes sous la responsabilité du Chef du personnel dans les domaines suivants :

- *amélioration des conditions de travail,*
- animation, formation et sécurité,
- information interne,
- recrutement.

Adresser C.V. manuscrit+photo+prétentions

Michel AUBRY 10 Impasse P.Loti 85000 La Roche sur Yon

S.A. Burroughs

dans le cadre de l'expansion de sa division Etudes de Logiciel,

le Centre d'études et de production de VILLERS ECALLES (à 15 kms de Rouen)

recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

(plusieurs postes à pourvoir pour des débutants et des Ingénieurs confirmés).

Formation : universitaire ou école d'ingénieurs option informatique.

Domaines d'activité :

- logiciel de base
- contrôleurs de périphériques
- théorie des langages
- télétraitement
- définition, synthèse et développement d'applications.

Bonnes connaissances en anglais nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus à l'attention du Chargé de Recrutement - B.P. no 5, 76360 BARENTIN.

CCMC informatique de gestion

Société de Services 1200 personnes 30 Agences Commerciales en France

— 65 000 entreprises nous connaissent déjà;
— notre objectif 1981 : 100 000 utilisateurs;
— nos ambitions de demain sont internationales.

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous êtes diplômés d'une *Ecole Supérieure Commerciale.*
- Vous concevez que les informations comptables et financières doivent être traitées à dimension industrielle – sur ordinateur.
- Vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables d'analyser et de répondre aux besoins de nos utilisateurs (entreprises diverses, cabinets comptables etc.).
- Vous recevrez pendant 2 mois à notre **Ecole Produits** une formation sur la connaissance d'une gamme de services très élaborée.
- Vous évoluerez avec un maximum *d'autonomie dans une entreprise* à dimension humaine très favorable à votre épanouissement.
- Une première expérience acquise chez un Constructeur ou dans une SSCI favorisera votre évolution rapide vers **l'encadrement** de nos équipes de vente.

– **Rémunération** : fixe + commissions (garantie durant les dix premiers mois) + 13e mois + primes d'objectifs + *frais réels remboursés.*
– ***Postes à pourvoir dans toute la France.***

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 5540 à Jean-Pierre POHU, Service du Personnel B.P. 621 - 38207 VIENNE.

CCMC informatique de gestion

HAVAS CONTACT



Chef de Service Maintenance Nord

Filiale d'un groupe français en *développement régulier,* une société métallurgique, fabriquant en grande série et sur programme des organes destinés à l'automobile, recherche pour une usine du NORD de la FRANCE (600 personnes) un CHEF DE SERVICE MAINTENANCE. Répondant au Directeur de l'unité, dans le cadre d'une Direction participative, il sera responsable de la gestion complète et de l'animation d'un service de 90 personnes assurant la maintenance de l'outil de production, la réalisation et l'entretien des outillages. Il assurera le développement du préventif en liaison avec les Ingénieurs de fabrication. Ce poste devant évoluer à moyen terme au *sein du groupe, intéresse un Ingénieur Grande Ecole possédant une expérience* d'au moins 3 ans en maintenance, si possible dans une entreprise similaire. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Les premiers entretiens auront lieu à LILLE et PARIS.

Merci d'adresser votre candidature qui sera traitée confidentiellement par A. RICHARD sous référence M 795

EMPLOI centor

RHONE-ALPES
«Le Viking» 17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE

Notre laboratoire pharmaceutique en développement rapide crée le poste de :

médecin, (Région Lyonnaise). responsable de la recherche

Sa mission consiste principalement à : proposer les axes des recherches ; organiser et coordonner les programmes engagés ; participer aux manifestation scientifiques...

Ce poste convient à un jeune médecin, ancien interne des hôpitaux de préférence, ayant la rigueur d'un scientifique et l'ouverture d'esprit nécessaire à l'entretien de relations avec les milieux universitaires, hospitaliers et industriels.

Notre consultant, R. BEROUD, vous remercie de lui écrire (réf. 525 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

MONTEUR D'AFFAIRES

90 000 F +

Tourisme
Massif Central

Une société ayant pour objet la mise en valeur de régions du centre de la France recherche un Monteur d'Affaires pour sa division Aménagement et Développement. En contact direct avec le Directeur de cette division, il sera chargé de monter et conduire des opérations d'équipement concernant le tourisme, les loisirs, l'hôtellerie, le troisième âge, etc. (définition du programme, étude de faisabilité, montage juridique et financier, gestion des plannings, contrôle des coûts, relations avec les collectivités et administrations...). Il procédera à des études générales d'aménagement régional. Il participera à l'animation et à la gestion générale de Syndicats intercommunaux. Le candidats retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, possédera quelques années d'une expérience professionnelle se rapportant à l'aménagement du territoire, en liaison avec l'administration et les collectivités locales. Écrire sous la référence 273 M à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

3 JEUNES INGÉNIEURS

libérés serv. militaire.
Bonnes connaissances anglais.

1er PHYSICIEN ou PHYSICO-CHIMISTE
3e cycle physique du solide souhaité, *pour travaux pré-développement sur photo - cathodes* - composés III-V.
Travail début : banlieue SUD-EST ; poste définitif SUD-OUEST.

2e PHYSICIEN
connaissances en métallurgie et technique du vide nécessaires, pour poste développement *tubes électro-optiques.*
Lieu de travail : province SUD-OUEST.

3e ELECTRONICIEN
notions optique souhaitées.
Lieu de travail : province SUD-OUEST.

Ecrire avec C.V., photo récente en précisant prét. no 15.903, Contesse *Publicité,* 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Société Construction machines emballage dans Ouest recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Adresser C.V. et prétentions à : HAVAS no 9.817, B.P. 319, 72007 LE MANS CEDEX qui transmettra.

Les Nouvelles Galeries

recherchent

2 attachés techniques

1er profil :
Le candidat devra avoir au moins un niveau de Brevet Technique Supérieur (Ecole Nationale Professionnelle ou similaire).

Lieu de travail : DIJON.

2ème profil :
Le candidat devra posséder un Brevet Technique.

Lieu de travail : ANGOULEME.

Ils seront l'un et l'autre qualifiés pour la maintenance des installations : électricité, conditionnement d'air, climatisation, chauffage, plomberie et serrurerie de première urgence.

Ils auront quelques années d'expérience et possèderont de réelles qualités de gestionnaire.

Si vous êtes intéressé par ces postes, envoyez CV et lettre manuscrite en précisant vos prétentions à : Direction de l'Encadrement 66 rue des Archives 75150 PARIS CEDEX 03.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pays de Loire
INGENIEUR Chef du Service des Méthodes

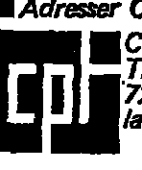
Nous sommes une entreprise de 2300 personnes fabricant des organes mécaniques de sécurité pour l'automobile C.A. de 570 Millions, filiale d'un très important groupe international.

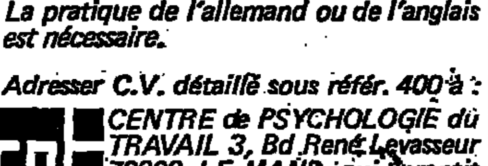
Nous recherchons un Ingénieur expérimenté, diplômé grande Ecole, pour diriger un service des méthodes de 140 personnes.

Possédant une connaissance approfondie de toutes les techniques d'usinage et de traitement thermique, il sera responsable de la totalité des activités méthodes et notamment de la rationalisation des produits et procédés, de la définition et de la mise en service des nouveaux moyens de production.

La pratique de l'allemand ou de l'anglais est nécessaire.

Adresser C.V. détaillé sous référ. 400 à :





CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

LA DIRECTION REGIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DE ROUEN
recherche un

INGENIEUR INFORMATICIEN

ayant 3 à 4 ans d'expérience professionnelle pour
la prise en charge d'un service d'informatique régional:
— Suivi du fonctionnement du centre de calcul
— Etudes d'applications informatiques.

Adresser demande manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf 6549 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 qui transmettra

---

Nous sommes une
Importante Société d'Equipements Electriques Industriels d'implantation nationale
et recherchons pour l'Est de la France

PLUSIEURS JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Formation : Centrale, ESE, IEG, INSA, AM, ESSEC, Sup. de Co.

Nous prévoyons :
— une période de formation et d'intégration qui permettra de dégager *les dispositions* propres à chaque candidat, et d'envisager un choix entre plusieurs possibilités dans les missions qui leur seront confiées.

Soit :
— une *fonction* d'Ingénieur d'Affaires ;
— une fonction d'Ingénieur Commercial ;
— une fonction d'Ingénieur d'Etudes ;
— une fonction d'Assistant pour assurer la coordination entre les prévisions et la réalisation des chantiers.

Les C.V. sont à transmettre sous n°. 011103 à l'Agence HAVAS, 4, r. du Sauvage, 68100 Mulhouse.

Pays de Loire
INGENIEUR MECANICIEN

Formation type A.M., une à deux années d'expérience en usinage moyenne et grande série.

Destiné à devenir rapidement Chef d'Unité (200 personnes) avec des responsabilités importantes en gestion technique, économique et humaine.

Larges possibilités de perfectionnement au sein d'une Société en expansion (2300 personnes) stable dans son organisation et ses résultats, filiale d'un Groupe international.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser C.V. sous référence 401 à :

CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

La Direction des Constructions et Armes Navales de Cherbourg organise un concours pour le recrutement de

7 DESSINATEURS

niveau petites Études dans les Spécialités :

Electronique - Électricité - *Machine* - Coque

Les inscriptions sont reçues au Bureau d'Embauche, place Bruat (50107), tél. 52-61-45, poste 220-95, jusqu'au jeudi 5 juillet.

Le programme détaillé des connaissances exigées peut être consulté au Bureau d'Embauche ou expédié sur simple demande.

L'épreuve théorique est du niveau classe de 1re F, les épreuves techniques et pratiques demandent des connaissances acquises en 4 ou 5 ans de pratique professionnelle.

L'embauchage est prévu en groupe T. 3 (salaire *brut mensuel = 4.300 F environ*) avec passage en groupe T. 4 (salaire brut mensuel = 4.830F environ) après une année de service.

Les candidats doivent avoir 18 ans accomplis et moins de 45 ans au 31 juillet 1979.

Le concours aura lieu le vendredi 6 juillet de 8 h. *à 18 h. et le samedi* 7 *juillet de* 8 h. à 12 h. au Centre de Formation Technique de la D.C.A.N., rue de Beuzeville.

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

recherche
pour ses *Laboratoires Européens* de VALBONNE (Alpes Maritimes)

un Ingénieur Chimiste

pour le Département Peintures

EXPERIENCE:
- 5 ans minimum dans un laboratoire spécialisé dans les peintures Industrie ;
la connaissance dans plusieurs domaines des peintures industrielles sera appréciée.

FONCTION:
- concevoir et réaliser des programmes de recherche et de développement pour le marché Européen ;
assurer l'assistance technique à la clientèle et la mise au point de formulation ;
- collaborer étroitement avec les fournisseurs, les clients et les collègues des départements vente et marketing.

ANGLAIS PARFAITEMENT ECRIT ET PARLE INDISPENSABLE

Adresser C.V. à Direction du Personnel ROHM AND HAAS FRANCE S.A. 185, rue de Bercy 75579 Paris Cedex 12

Société Ingénierie et Services
recherche :

1. - Ingénieur foreur producteur

pour lancement activité nouvelle de techniques et produits de récupération secondaire et tertiaire. Age : 35 ans minimum. Expérience chimie souhait.

2. - Ingénieur génie chimique

pour suivi affaires études et réalisations d'installations.
Age : 30 ans minimum Expérience traitement des eaux souhaitable.

Anglais courant indispensable.
Base de travail Aquitaine, déplacements fréquents.

Env. C.V., photo et prét. au journal qui transm. sous le n° 8.055 à : « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

CNEH

Organisme travaillant dans le domaine de la santé
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE *DE GESTION*
chargé de la diffusion d'applications au niveau national, recherche pour son agence régionale de

POITIERS

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

analyste

Formation supérieure souhaitée.
4 années minimum d'expérience en informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions à CNEH, agence de POITIERS 48, rue Jean Jaurès *86000 POITIERS*

Société de Métallurgie et Mécanique
région RHONE ALPES
Filiale d'un important groupe français
recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET ENGINEERING

35 ans environ

- Formation : Mines, Centrale, Arts et Métiers
- 5 ans d'expérience industrielle dont expérience vécue dans la conduite de projet engineering.
- Anglais parlé indispensable
- Le poste convient à un candidat dynamique et efficace, intéressé par les problèmes d'exportation et acceptant les voyages dans le monde entier.
- Le titulaire sera rattaché directement au Directeur de cette usine (en pleine expansion).

Envoyer C.V., sous réf. 3108, à P.LICHAU S.A. BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CAMBRAI
recherche un

conseiller en gestion commerciale

Chargé de promouvoir le développement du commerce par des actions individuelles (conseil en gestion auprès des commerçants) ou collectives (animation du milieu en liaison avec les unions commerciales).

Ce poste nécessite une formation supérieure et une première expérience du milieu de la distribution.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion par,

josette vanden borre
Recherche et sélection de personnel
28, rue Saint-Georges, 59400 CAMBRAI

Filiale groupe français important (MÉCANIQUE de PRÉCISION) **implantée SUD-EST,** recherche pour son DÉPARTEMENT MÉTHODES :

UN INGENIEUR

FORMATION A.M

Il sera responsable d'un groupe de techniciens et de dessinateurs. Il aura en charge *l'étude*, la réalisation et la mise au point d'équipements de mécanismes et d'outillage pour des ateliers de production.
Quelques années d'expérience dans l'industrie *mécanique exigées. Evolution ultérieure* possible.

Ecrire avec C.V. complet, photo à n° 15.981, *CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er),* qui tr. DISCRETION ASSUREE.

Centre Informatique de Province
EQUIPE DE MATERIEL 303 X
recherche :

— INGÉNIEURS SYSTÈME

connaissant l'exploitation et le DB/DC

— ANALYSTE-PROGRAMMEUR

débutant niveau ingénieur ou M.I.A.G.E.

Réponse et curric. vitae détaillé sous le n° 8.034 à : « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS CEDEX 09.

SEITHA - Lyon-Villeurbanne

Conditionnement d'air, Energies nouvelles Economies d'énergies, recherche

UN INGÉNIEUR pour le S.A.V.

Il participera au fonctionnement, à l'animation et à la promotion de ce service.

Format. souhaitée : ARTS ET METIERS ou équiv.

Adresser curriculum vitae et prét. à : Service 37, Cabinet GATIER, 32, rue Barrême. — 69066 LYON.

MOBALPA

ANNECY (74)

RESPONSABLE EXPORT

Cette société, leader sur le marché français des meubles de cuisine, réalise un C.A. de 100 millions *de* Francs et développe maintenant ses ventes à l'export.

En collaboration directe avec l'équipe dirigeante, il établit la politique commerciale sur chacun des pays visés. Il dynamise les réseaux de distribution déjà existants. Il implante la *marque sur de nouveaux* pays. Il crée et anime la force de vente export.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel *de l'exportation ayant 5 ans* d'expérience dans la vente des biens d'équipement de la maison ou de consommation *durable* Il maîtrise parfaitement l'anglais et l'allemand.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à *notre conseil Didier Prou,* sous référence M 7326 A, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

MDS France s.a. SYSTEMES INFORMATIQUES

recherche pour son agence de LILLE

Ingénieur Technico Commercial

• *Formation école d'ingénieur ou plusieurs* années d'expérience en informatique.

Agent Technico Commercial

• Formation IUT informatique.

Ces postes nécessitent une bonne connaissance *en assembleur et en architecture de* systèmes. Ils comportent de nombreux *déplacements sur la région* NORD et EST.

Adresser C.V. manuscrit détaillé à MDS FRANCE S.A. Direction Technico Commerciale 197, rue de Bercy 75582 PARIS cédex 12

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour VILLE DE L'OUEST

JURISTE

Connaissances approfondies en DROIT DES SOCIETES.

Expérience professionnelle souhaitée. Aptitude pour la négociation.

Ecrire avec C.V. *manuscrit* et photo sous la référence 2.108 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue *Marengo, 75001* PARIS, qui transmettra.

Organ. rég. Rhône-Alpes rech. cadre ayant expér. d'entrep., spécialisé en fiscalité et compt. Conn. inform. et jurid. souhait. Ecr. n° 8.058 « le Monde » Pub. *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Pour Société de mécanique région Rhône-Alpes

INGÉNIEUR DE RECHERCHES

Débutant
ou 2 à 3 ans d'expérience.
Diplômé E.N.S.P.M.
Anglais indispensable.
75.000 à 100.000 F par an.

Ecr. à SWEERTS n° 1.873, *B.P. 269, 75424* Paris Cadex *09.*

Recherchons pour *M.J.C.* à Cannes :
2 Animateurs (trices) de M.J.C.
1 Directeur (trice) de C.L.S.H.
1 Animateur (trice) de Terrain *Vague pour l'Aventure*
1 Moniteur de plein air à mi-temps
1 *Moniteur* Voile
1 Animateur de foyer-bar M.J.C.
Env. cand. à : UL. M.J.C., c/o Centre de Ranguin, parc de Ranguin, 06150 Cannes-La Bocca, *Téléph. : (93) 47-67-53*

---

offres d'emploi offres d'emploi

Innover, créer, réaliser

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
recherche pour

● *ETUDES ET REALISATIONS*
- *Système télématique : réseaux et terminaux* (référence DES-01)
- *Automatismes industriels et ferroviaires* (référence DES-02)
- *Systèmes téléphoniques spécialisés* (référence DES-03)

à base de microprocesseurs et mini-ordinateurs :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

DEBUTANTS ou ayant quelques années d'expérience.

● *INTEGRATION ET MISE EN SERVICE*
- *Système télématique*

INGENIEURS

INSA - ESME - ISEN (référence DES-04)

AGENTS TECHNIQUES

(BTS Electronique, connaissance MITRA 125 souhaitée et quelques années d'expérience) (référence DES-05)

Avantages liés aux déplacements

POSTES PROCHE BANLIEUE SUD

Ecrire en précisant la référence du poste choisi sous no 15809 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

SOCIÉTÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
Banlieue OUEST
recherche

UN INGÉNIEUR

I.N.S.A. ou équivalent
Pour études composants Hyperfréquences

UN INGÉNIEUR

ELECTROMECANICIEN
Diplômé des E.N.S.I
Pour études composants Passifs classiques

Ces deux postes sont à pourvoir dans des équipes de jeunes ingénieurs constituées au sein d'un secteur technique important.
— Restaurant d'entreprise.
— Horaire souple.
— 13e mois.

Adr. C.V. détaillé à N° 15.601, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Entreprise française de transformation des plastiques, solide notoriété, très performante sur son marché, recherche pour PARIS

Chef des Ventes France
produits façonnés

A la tête d'un service comportant 20 représentants et une cellule de gestion, il devra reprendre et renforcer l'action de promotion, de développement et d'organisation commerciale qui découle des impératifs de croissance de l'entreprise.

Le poste s'adresse à un élément diplômé École de Commerce ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle dont plusieurs années à un niveau comparable ou adaptatif.

Adr. dossier de candidature sous réf. 183 à Serge BAILLY CONSEIL 40, avenue Hoche 75008 PARIS

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	
OFFRES D'EMPLOI	30,00	[illegible]
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	[illegible]
IMMOBILIER	23,00	[illegible]
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE

(ESE - ENST ou équivalent)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Il sera chargé d'études et de développements sur des systèmes nouveaux de technologies numériques et analogiques avancées (radars et systèmes de télécommunications).

— anglais obligatoire ;
— possibilité de déplacements à l'étranger ;
— nationalité française exigée.

Ecrire avec curric. vitae et prétentions à L.C.T., Boîte Postale 40, 78 VELIZY - VILLACOUBLAY.

Importante Société
livrant des usines et installations dans le monde entier
et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français,
recherche pour son Siège à PARIS

CHEF DE PROJET

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE
Responsable des ETUDES

- Expérience d'environ 5 ans en Entreprise
- Son action exige la pratique de COBOL et FORTRAN et de CICS et DL/1 sous DOS/VS
- Il dirigera un service d'une dizaine de personnes et participera à la mise en place du système.

INGENIEUR SYSTEME

DIPLOME INGENIEUR GRANDE ECOLE

- Expérience en Entreprise : 5 ans environ
- Il aura pendant 2 ans au moins, assuré dans une Entreprise la fonction système sur un ordinateur IBM travaillant sous DOS/VS avec CICS et DL/1 et aura dirigé une équipe d'exploitation
- Le candidat assurera avec l'équipe IBM, le démarrage technique d'un 4331 et prendra la responsabilité de l'exploitation.

Merci de faire parvenir votre CV par l'intermédiaire de CONTESSE PUBLICITE sous No 15.189, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui transmettra.*

CHEF DE VISITE MÉDICALE

Réseau de 60 visiteurs médicaux et responsables régionaux

cherche

SON PATRON

- Homme d'action mais également de réflexion.
- Meneur d'hommes, énergique mais aussi pédagogue.
- Capable de conduire ses hommes au succès.

Si ce challenge vous tente :

Écrivez nous en joignant votre C.V. détaillé, photo récente et votre niveau de rémunération actuel sous réf. 67394 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel 94300 VINCENNES

Lieu d'attache Banlieue Sud proche Paris

UNE IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE SPECIALISEE DANS LES TELECOMMUNICATIONS
recherche

Chargés d'Etudes Marketing et Prix

- Vous avez une formation supérieure, grandes écoles, HEC ou équivalent, et une première expérience du marketing industriel.
- Nous vos offrons la possibilité de devenir l'un de nos spécialistes de notre politique de prix pour nos produits et services et de leurs conditions de commercialisation en fonction des objectifs en volume et rentabilité fixés par notre stratégie marketing.

Ecrire avec Curriculum Vitae et prétentions sous référence 8141 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

General Manager

Multinational company, with sound financing, which has enjoyed unusual growth with a well known brand name seeks for its sales subsidiary in France a GENERAL MANAGER DESIGNATE.

The objective is to :
- negociate with large wholesale and retail establishments,
- consolidate the present position in the market,
- consolidate/build the international and field organization,
- lay the foundation for future growth.

The ideal candidate will have :
- a proven record of success and above average growth potential,
- a strong sales orientation,
- an experience with the wholesale and retail trade. Contacts in the TOY field would be appreciated.

Good knowledge of English is a requirement.

Location : Paris.

Please send detailed curriculum vitae to SEFOP quoting GM 560 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

LE SECRETAIRE GENERAL D'UNE HOLDING PARISIENNE DE PLUS DE 1000 PERSONNES (secteur des communications et de l'édition)

recherche SON ADJOINT qui sera chargé de concevoir la

Politique Sociale

puis de la faire vivre dans chaque Société du groupe.

(La personne retenue aura des connaissances juridiques solides et quelques années d'expérience de la fonction Personnel).

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions, à l'attention de Dominique JAMMES
IMH - Tour Neptune Cedex 20 - 92086 Paris la Défense 1

Confidentialité et réponse assurées.

IMH

Publicités Réunies

---

médecin, recherche clinique

Un PUISSANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS cherche, pour son département de recherche clinique, un médecin responsable d'une gamme de produits cardio-vasculaires de la clinique (phases I, II et III) jusqu'à l'A.M.M. pour la France et l'étranger.

C'est un homme ou une femme ayant déjà trois ans d'expérience dans le développement de ces produits et connaissant bien la pharmacologie clinique, ou bien un cardiologue, par exemple ancien interne, tenté par une carrière dans l'industrie pharmaceutique. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : PARIS.

Veuillez adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil sous la réf. 120 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach 75017 paris




Emplois et Carrières

Un des plus importants fabricants français de papiers spéciaux
recrute

DIRECTEUR TECHNIQUE

DE HAUT NIVEAU

- La société lance la fabrication de papiers auto-copiants à réaction chimique sur un marché en constante expansion, ouvert à des produits de haute qualité. Les installations seront opérationnelles en Mai 1980.
- Le Directeur devra assimiler une technologie très spécifique couverte par des brevets étrangers (chimie des microcapsules, techniques et méthodes d'enduction, organisation des fabrications, etc.).
- Il devra parallèlement procéder à l'installation de l'usine, puis au démarrage, aux essais et à la mise en production. Il dirigera et animera une équipe à recruter progressivement.
- Formation de chimiste. Expérience d'applications industrielles dans le domaine de l'enduction et de la transformation du papier. Maîtrise parfaite de l'allemand, anglais courant.

Adresser curriculum-vitae complet à J. GENEVAY (référence A) 11, square Jasmin, 75016 PARIS *(réponse assurée)*

P.R.B.

BIENS D'ÉQUIPEMENT HAUT DE GAMME

DIRECTEUR DES VENTES

RÉGION PARISIENNE

140.000 F +

La filiale française d'un groupe multinational fabriquant et commercialisant une ligne de produits de haut standing destinée aux collectivités et à l'habitat recherche son Directeur des Ventes. Sous l'autorité du Directeur Général, il participera à l'élaboration du plan marketing de la Société, mettra en place son plan d'action commerciale, assurera la coordination et l'animation des divisions parisiennes. Il agira dans le cadre d'un objectif de C.A. et de profit dans ce groupe où la direction participative est totale.

Le candidat retenu de formation HEC, ESSEC, SUP de Co... aura une expérience réussie dans l'animation des hommes et de sérieuses connaissances en gestion. Il parlera de préférence anglais.

Ecrire sous réf. 068 à A.L. CONSEIL 123, avenue de Villiers, 75017 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

WABCO-WESTINGHOUSE

recherche pour son Etablissement de CLAYE-SOUILLY

UN TECHNICIEN

(niveau assimilé cadre)

— Formation mécanique (si possible hydropneumaticien).
— Anglais courant.

Le candidat sera chargé, au sein du service méthodes automobiles, des relations courantes avec les bureaux d'études des Compagnies associées européennes pour tous problèmes de production. (Mise au point des produits, mise en route, transfert de production, etc.).

Envoyer C.V. détaillé à : Mme GRELE - B.P. n° 2 93270 SEVRAN.

La Bibliothèque Municipale de la Ville Nouvelle de **CERGY-PONTOISE (Val-d'Oise)**

recrute

1 BIBLIOTHÉCAIRE de 2e catégorie

(Adjoint à la Direction)

Titulaire d'une licence et du C.A.F.B. et ayant une expérience professionnelle de plusieurs années. Candidatures à adresser à : M. le Président du Syndicat Communautaire d'Aménagement de Cergy-Pontoise, B.P. 68, 95012 CERGY

Dans le cadre de son plan d'expansion

transac groupe CGE

leader de la péri-informatique française recherche pour ses départements «INDUSTRIES» - «BANQUES» - «ADMINISTRATIONS»

CHEFS DE SECTEUR COMMERCIAL
INGENIEURS COMMERCIAUX

Cadres de haut niveau ayant une expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique

Aptitudes à négocier et à conclure des contrats importants dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs.

Sens de la prospection - Dynamisme indispensable - Formation supérieure souhaitée.

Rémunération stimulante liée aux résultats.

Bureaux situés à l'Etoile.

Prière envoyer candidature manuscrite avec photo et prétentions à Madame Vallée-Laurent
TRANSAC S.A.
25, avenue de la Grande Armée
75116 PARIS.

---

sems

SOCIETE EUROPEENNE DE MINI-INFORMATIQUE ET SYSTEMES

Filiale THOMSON CSF

recherche
à LOUVECIENNES - 78

ingénieurs informaticiens

diplômés grandes écoles d'ingénieurs (option informatique souhaitée) ou DEA informatique.

• Pour assistance technique avant-vente
Support technique du réseau commercial France dans ses actions avant-vente (promotion de produits, réponse aux appels d'offres, etc...).
2 à 4 ans d'expérience en informatique dans le domaine mini-ordinateur. *Réf. ITC 7*

• Pour support technique logiciel
Contrôle et suivi technique des produits logiciels nouveaux en clientèle.
Gestion technique des produits.
2 à 4 ans d'expérience en informatique ou débutants ayant de bonnes connaissances de bases en logiciel. *Réf. ITC 8*

• Pour assistance technique après-vente
Interface technique avec la clientèle.
Soutien et assistance sur produits logiciels de base et d'application.
Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience en informatique. *Réf. ITC 9*

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence à SEMS - Service du Personnel 36/38, rue de la Princesse 78340 LOUVECIENNES.

Nous sommes une importante compagnie internationale de production de semences qui consacre une forte partie de son activité à la recherche de nouvelles variétés.

En raison du développement croissant de notre activité européenne, nous sommes amenés à restructurer notre organisation française; ceci nous conduira à augmenter en France nos investissements en matière de Recherche et de Développement, et à créer dans l'avenir plusieurs postes à différents niveaux de responsabilité.

Nous recherchons actuellement un

spécialiste de premier plan de la SELECTION DU MAÏS

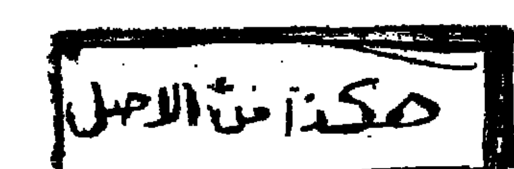
Ce poste à forte responsabilité requiert les qualités suivantes :
- une réussite manifeste dans l'obtention et le développement de nouveaux maïs hybrides,
- une bonne connaissance des techniques scientifiques récentes en matière de création et de développement dans ce domaine,
- un esprit à la fois créatif et méthodique,
- *une approche imaginative des problèmes à résoudre,*
- un enthousiasme et une ambition de tout premier plan.

L'activité du candidat retenu s'exercera en France, sa localisation étant définie ultérieurement, mais il disposera outre-mer de possibilité de culture à contre-saison.

Il travaillera dans une équipe où l'échange des idées est international et aura à prévoir quelques voyages à l'étranger.
Connaissance de l'anglais ou d'une autre langue européenne appréciée.
La rémunération sera compatible avec le haut niveau d'expérience et de compétence que nous recherchons.

Envoyez votre dossier de candidature à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 PARIS, sous référence 4157, qui transmettra.





SOCIETE D'ETUDE
ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS
DE HAUTE TECHNICITE

recherche pour
ses SERVICES D'ETUDES

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

grande école exigée

- Chargés de concevoir et tester des équipements mettant en œuvre des techniques haute tension, impulsions, etc. technologies très avancées.

Ecrire avec C.V., photo, à n° 15.340, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE DE DEPOTS
Filiale d'un Groupe important
DANS LE CADRE
DE SON EXPANSION
Crée postes :

1° CADRE TECHNICO CIAL

CLASSE 5 ou 6

Affecté à la Direction des affaires internationales

SON ROLE :
- Créer et développer le secteur des financements extérieurs (crédits exports - crédits financiers)
- Assurer un conseil auprès des clients exportateurs dans leurs négociations à l'étranger.

SON PROFIL :
- Formation enseignement supérieur
- Anglais courant
- *Expérience similaire dans un service* spécialisé de banque ou d'entreprise.

SES APTITUDES :
- Sens de la négociation, goût des contacts *et des déplacements à l'étranger.*

(référence 7245)

2° CADRE COMMERCIAL

Affecté à la Direction de l'Exploitation

SON ROLE :
- Assurer d'une part un conseil financier et des relations Commerciales auprès de la Clientèle existante (grandes entreprises) ; d'autre part prospecter de nouveaux secteurs.

SON PROFIL :
- *Ecole supérieure de Commerce*
- *Expérience professionnelle de 2 à 3 ans* (banque ou gestion de trésorerie d'entreprise)

SES APTITUDES :
- Sens commercial développé à tous niveaux

(référence 7246)

Envoyer CV manuscrit photo et prétentions sous la réf. correspondante au poste choisi à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

DISCRETION ASSUREE

Le Groupe bancaire
crédit universel
offre à quelques

JEUNES DIPLOMES

ESSEC-ESCP-EDHEC-Sc.Pô Paris (Eco fi)

la chance de se voir confier des responsabilités de direction *dans son réseau d'agences aussi rapidement qu'ils s'en montreront capables. De la race* des décideurs, *vous pensez avoir l'étoffe d'un* patron *et autant le dynamisme d'un* commercial *que la rigueur d'un* gestionnaire.

Nous répondrons à tous les candidats postulant par lettre accompagnée d'un C.V. et d'une photo. *Les candidats disponibles rapidement pourront téléphoner à Aldine TANCHOUX poste 249 au (91)91.90.88. pour convenir d'un rendez-vous sur PARIS-LYON-MARSEILLE.*

Groupe du Crédit Universel Direction de l'exploitation - 51 Bld des Dames 13242 MARSEILLE cédex 1.

RESPONSABLE VENTES FRANCE

composants électrotechniques

Dans le cadre d'un Groupe Français, une jeune société commercialisant en France des composants électriques fabriqués en Allemagne *recherche son Responsable Commercial.*

Il sera chargé de prospecter l'ensemble du marché français :
- développer les ventes auprès d'une clientèle *déjà existante*
- évaluer et organiser de nouveaux marchés
- apporter une assistance technique auprès de la clientèle.

Il sera responsable de ses résultats devant le Directeur de la Société.

Des connaissances en *électrotechnique,* une bonne maîtrise de la langue allemande sont demandées.

Rémunération annuelle de l'ordre de 100 à 110.000 francs.

Envoyer C.V. et salaire actuel à No 15607, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

DEXA

Recrutement

Contrôleur de gestion

Un Groupe français du *secteur métallurgique* crée le poste de CONTRÔLEUR DE GESTION. Il recherche un Cadre de 33 ans environ, diplômé d'une grande École d'Ingénieurs. Son expérience industrielle, notamment dans la métallurgie, l'aura *porté à s'intéresser à la gestion. Il aura complété sa formation en gestion générale (I.A.E., I.C.G....) et prouvé* son expérience pratique d'animation dans des activités de Consultant.

Sous l'autorité de la Direction Générale, il *prendra en charge* l'ensemble du Contrôle de gestion et *se verra confier* la mission d'organiser, de mettre en place et d'animer un contrôle de gestion évolutif.

La réussite dans ce poste impose une excellente connaissance des problèmes de gestion industrielle et du contrôle budgétaire de l'ensemble d'une Entreprise. Elle doit conduire à l'élargissement rapide des responsabilités au niveau de la Direction (planification).

La rémunération envisagée sera fonction de l'expérience et des capacités du Candidat et devra intéresser un Candidat de valeur.

Envoyer *lettre manuscrite,* CV, photo sous Réf. X 152 M à notre Département Recrutement, en nous indiquant votre rémunération actuelle ou vos prétentions et en nous précisant le nom des Entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit communiqué.

CONSEILS ET SERVICES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DES ENTREPRISES
DEXA S.A. - Société anonyme au capital de 500.000 F - Siège social : 57, rue de Richelieu - 75002 PARIS

Chef de projet informatique

De formation supérieure vous êtes de ceux qui n'hésitent pas à faire leurs preuves sur le tas. Dans la programmation, puis dans l'analyse, Chef de projet depuis 2 ans vous vous êtes familiarisé avec tout ce qui touche aux matériels, aux langages, aux progiciels (CICS, IPT, IDMS). Vous en parlez — souvent en anglais — avec cette aisance et cet enthousiasme qui traduisent votre goût pour les échanges et l'animation des hommes. Venez chez nous valoriser ces atouts ... et découvrir l'univers de méthodes avancées dans une activité tournée vers toutes les fonctions de l'entreprise.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé à Ph. VAZ - GENERAL FOODS FRANCE B.P. 309 - 92504 RUEIL-MALMAISON.

We are an international organization located in the Northern Paris region. We will soon be installing an Hewlett-Packard (H.P.) 3000 Series III Computer System running under MPE III and have plans to make extensive use of H.P.'s data base management subsystem IMAGE. Our Computer Unit has an immediate opening for a :

SENIOR SYSTEMS ANALYST

Applicants — male or female — should have at least five years experience in Systems Analysis and Design and expertise in the Data Management Techniques. The ideal candidate will meet most of the following criteria :

- Fluency (spoken and written) in English and French ;
- Ability to work and communicate with managers at all levels ;
- Substantial experience with systems design and analysis ;
- Working experience on H.P. or similar equipment and proven skill in programming ;
- Willing to travel abroad ;
- Some consultancy experience.

We are just commencing several existing new projects and we are looking for the analytical, technical and personal skills necessary to carry a project through from an embryonic idea to a functional system. The applicants should also be open minded, enthusiastic and enjoy working in a team.

We not only offer job satisfaction from real project involvement but also highly competitive salary and a very pleasant working environment.

Les C.V., photo et prétentions sont à adresser à
FORMES et IDEES
1 bis, rue de Paradis - 75010 PARIS

Dans le cadre de sa diversification, groupe français recherche pour sa division de matériel électrique :

CHEF de PRODUIT

Il (elle) sera chargé (e)
- *de participer à la définition d'une nouvelle* gamme de produits,
- d'en assurer le lancement et le développement commercial dans le cadre d'un réseau de vente *existant.*

La situation rattachée à la Direction de la Division, est évolutive dans le cadre d'une activité en croissance régulière.

Le (la) candidat (e) :
- sera âgé (e) d'une trentaine d'années ;
- sera titulaire d'un diplôme de l'enseignement *supérieur ;*
- aura une expérience de quelques années de la *commercialisation de biens d'équipement de* la maison acquise de préférence dans une société de taille nationale.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions *à : M.I.D., Michèle FRAENKEL, 51 rue* Pierre- 92110-CLICHY.

HAVAS CONTACT

Les Editions Fernand NATHAN
recherchent pour organiser et coordonner les **opérations publi-promotionnelles** de leur **département "scolaire"** leur

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ET LOGISTIQUE

Il anime un service (rédaction et administration), *chargé principalement :*
- de la définition et de l'exécution des plans de publicité;
- de la réalisation des catalogues et des documents;
- du contrôle des envois et des expéditions;
- de la maintenance de nombreux fichiers clients.

Il assure avec imagination le développement *d'actions de promotion et des contacts directs* et amicaux avec le milieu enseignant.

Ce poste qui suppose des qualités d'initiative, d'organisation et de précision dans l'exécution conviendrait, soit à un enseignant ayant une solide formation commerciale, soit à un jeune diplômé d'Etudes Supérieures ou d'Ecole Commerciale ayant une bonne connaissance du monde enseignant.

Evolution à prévoir vers des responsabilités plus larges dans le domaine du marketing.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 76952 M à D. JOUSSET.
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

Société Française Etudes et Réalisation grands ensembles industriels
recherche
pour son siège (proche banlieue Sud de Paris)

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Pour ingénierie de construction d'usines. Ayant quelques années d'expérience en mécanique.
Formation souhaitée :
— Arts et Métiers ou équivalents.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous le n° 2.801 à : P. LICHAU S.A. - B.P. 220. 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

BRYANS S.A.

Spécialiste européen de l'enregistrement de données et instrumentation électronique recherche son

DIRECTEUR DES VENTES

Placé sous l'autorité directe du PDG, il sera responsable pour l'ensemble du marché français du *marketing* et de la vente des produits (enregistreurs et périphériques). Responsable d'une dizaine d'ingénieurs commerciaux, il assurera les prévisions de vente, contrôlera *les réalisations et prendra personnellement en charge de très nombreux contacts commerciaux.* Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 30 ans minimum, maîtrisant les techniques liées aux produits cités et pouvant justifier d'une expérience commerciale réussie dans un secteur semblable. *Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.* Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 120.000 F +, sera assorti d'un intéressement aux résultats. Voiture fournie.

Adresser CV + *références + photo* à Yves Touitou, Bryans S.A., 8/10 rue de Rambouillet 75012 Paris.

Bryans S.A.
POUR ENREGISTRER TOUTES LES DONNEES

ANSWARE

Importante Société de Services et de Conseils en Informatique, dans le cadre de son expansion, *recherche pour la* **France** *et l'***Afrique du Nord**

informaticiens

- Vous êtes **JEUNES DIPLOMES** option *INFORMATIQUE*
  INGENIEURS *(INSA, ENSEEIHT, ENSIMAG, ISIM, ...)*
  ou **UNIVERSITAIRES** (MIAGE, DUT).
- Vous avez pratiqué un langage évolué (Cobol, PL 1) ou *Assembleur (IBM 370 ou IBM 3790).*

- *pour les Non-Débutants,* une expérience en IMS, en CICS, ou PROTEE *est souhaitée.*

- Notre activité vous permettra, après FORMATION, de pratiquer *immédiatement* les techniques de pointe *(base de données, temps réel),* au sein d'équipes structurées.

Cette expérience diversifiée vous amènera à des fonctions de haut niveau.

Envoyer sous référence GI/02/86 votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité à

ANSWARE
135, Rue de la Pompe - 75016 Paris.
Discrétion assurée, réponse rapide.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
offre à des
JEUNES DIPLOMÉS
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

DES POSTES COMMERCIAUX

Après une formation d'un an minimum, mi-théorique *(assurée au cours d'un stage de 6 mois* à LIMOGES), mi-pratique, ils seront *intégrés dans le réseau commercial Province et Région Parisienne où ils exerceront une activité commerciale «sur le terrain».*

Les candidats seront sélectionnés en fonction de leur dynamisme et de leur motivation pour une vie active axée sur les résultats commerciaux.

DATE IMPÉRATIVE DU DÉBUT DE LA FORMATION : 15 SEPTEMBRE 1979

Adresser c.-v. et photo sous référence 76.589
PUBLICITÉ ROGER BLEY,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

S.F.I.M.
STE DE FABRICATION
D'INSTRUMENTS
DE MESURE
recherche

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

— Titulaires BTS ou DUT
— Connaissances en techniques numériques souhaitées

Dégagés O.M.

Ecrire avec C.V. et prétentions, Service du Personnel B.P. 74 - 91301 Massy

---

REVUE TECHNIQUE ht niveau recherche pour Paris
J.F. polyvalente pour activités *Presse - Edition - Publicité -* Documentation

B.T.S. *ou pratique* secrétariat, formation éco., financ., anglais, dynam., organisat., éduc., exp. *Adr. lettre, C.V., photo et prét.* sous no 1.129, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---



ASSISTANT(E) DE GESTION

- Le cadre que nous recherchons sera rattaché à la direction des sociétés de *S.A.V. décentralisées* (28 unités).
- Il sera particulièrement chargé de la *mise* en place et du suivi de l'application, *de procédures administratives,* sociales ou comptables.
- Ce poste, particulièrement intéressant, requiert outre une formation *générale supérieure de type E.S.C.,* de bonnes qualités d'analyse, ainsi que le goût du travail en équipe et des contacts humains.
- *Une première expérience professionnelle,* de un à trois ans, est demandée.

Les candidatures sont à adresser à : DIRECTION DU PERSONNEL
123-155, avenue Galliéni 93140 BONDY.

MALLET SA CHEMICALS

PRODUITS CHIMIQUES POUR LA RECHERCHE

Nous souhaitons engager un

INGÉNIEUR TECHNICO - COMMERCIAL

Mission : Assurer auprès des Centres de Recherches (universités, recherche médicale, industrie chimique et pharmaceutique, électronique, etc.), la promotion des produits que nous importons.

Profil :
- Ingénieur chimiste ou équivalent (sérieuses notions de biochimie nécessaires).
- Fortement motivé par la vente.
- Connaissant bien le marché de la recherche, soit grâce à une expérience commerciale, soit en tant que chercheur.

Adr. lettre + C.V. man. (photo) et salaire actuel à MALLET S.A., B.P. 10278 - 95704 Roissy CDG Cedex

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

un secteur d'avenir pour jeunes diplômés

Vous venez de terminer vos études ou arriverez bientôt sur le marché du travail. Vers quel domaine s'orienter à *la sortie d'une ECOLE COMMERCIALE ou avec un* diplôme de GESTION ?

OLIVETTI France vous propose un secteur qui n'est qu'au début d'un spectaculaire développement : l'INFORMATIQUE DE GESTION. Grâce à une formation personnalisée à nos produits et à nos techniques de vente, vous pouvez être

INGENIEUR COMMERCIAL
à Paris ou en Province.

Rattaché à une petite équipe - nous tenons à la taille humaine de nos unités - vous apporterez des solutions complètes aux problèmes des P.M.E., en leur vendant le *système le plus adapté à leur besoins.*

Vous ne serez pas un inconnu pour nos interlocuteurs, car toutes les P.M.E. connaissent OLIVETTI, avec ses 300.000 systèmes installés dans le monde entier et sa présence dans 35 villes françaises.

Nous avons beaucoup d'autres choses à vous dire sur OLIVETTI. Nous pourrons en parler lors d'un entretien après étude de votre candidature adressée sous réf. G112 à OLIVETTI France - D.P.R.H. — 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

olivetti DIVISION SYSTEMES DE GESTION — un grand de l'informatique

---



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

INGENIEURS INFORMATICIENS CHEFS DE PROJET

Si à partir de votre formation supérieure et de votre expérience de quelques années dans l'informatique vous souhaitez :

- concevoir des systèmes de gestion
- les mettre en place à partir des techniques élaborées sur des gros ordinateurs conversationnels ou mini-ordinateurs
- développer vos idées auprès des clients
- animer une équipe et être pleinement responsable de votre budget,

nous souhaitons vous rencontrer afin de vous parler de nos projets dans le cadre d'une Direction en pleine expansion.

Adressez votre CV à M. BRIET sous référence DE
SLIGOS 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Directeur Commercial
200 000 F +

PEINTURES INDUSTRIELLES

Une importante société de services industriels rattachée à un des premiers groupes français recherche un Directeur Commercial pour sa division Peintures Industrielles. Il aura à négocier avec une clientèle de haut niveau essentiellement composée d'entreprises nationales et grands constructeurs, et devra par son action propre développer un chiffre d'affaires qui est actuellement de l'ordre de 50 millions. La préférence sera donnée aux candidats pouvant apporter une expérience réussie de la négociation avec de grands groupes et administrations.

La connaissance d'une langue étrangère Anglais et/ou Allemand est indispensable.

Il sera nécessaire de résider dans l'Est de la France (METZ, NANCY ou THIONVILLE).

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 906253 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



Entreprise moyenne proche banlieue Nord de Paris fabricant de composants électroniques très *bien placée sur son marché*, recherche

Chef du Service Administration des Ventes France et Export

Paris et Région Parisienne
± 115 000 F

Formation supérieure ESC, etc... 28 ans minimum. *Il possèdera une expérience confirmée* dans un poste similaire. Sens inné de l'organisation et du commandement, anglais courant.

Son activité s'articulera en 3 volets d'importance égale :

- animation, amélioration et contrôle du fonctionnement d'un service (25 personnes),
- définition permanente à la production des priorités commerciales,
- assurer l'interface du commercial avec l'informatique, les expéditions et la comptabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. SAM 679 à

CABINET H-A-BOTH S-C-P-
3 bis, rue des Ecoles
78400 CHATOU



Banque de France

La Banque de France recrute

● **LE PERSONNEL DE DIRECTION**
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures
ou du
diplôme d'une grande école
de niveau équivalent

Date des épreuves écrites :
Samedi 6 et dimanche 7 octobre 1979
Inscriptions reçues jusqu'au 31 août.

● **LE PERSONNEL D'ENCADREMENT**
de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures
ou du
diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites :
Samedi 8 et dimanche 9 décembre 1979
Inscriptions reçues du 24 septembre au 15 octobre.

Ces deux concours s'adressent aux candidats de nationalité française, âgés de moins de 26 ans au 1er janvier 1979 (limite susceptible d'être prorogée)

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 261.56.72 postes : 35-43 et 35-44

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche

INGENIEUR
grande école

Débutant ou quelques années d'expérience.
Ayant une formation de base en électronique et des connaissances économiques complémentaires si possible.

Le candidat devra participer au suivi d'un secteur industriel en liaison avec la politique d'approvisionnement du client majoritaire.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à DAII / PI
38/40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX



recherche

INGENIEURS-INFORMATICIENS

pour développement logiciel en télécommunications :

- Commutateurs téléphoniques
- Commutateurs de données par paquets
- Adaptateurs de procédures

Expérience temps réel souhaitée.

Ecrivez ou téléphonez pour R.V. :
LA BOURSIDIERE - BAT. J.-R.N. 186
92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 632.18.91

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour son Siège Social PARIS

attaché études et travaux de réalisation d'unités industrielles

CHARGE DE :

- définir les besoins avec les unités opérationnelles
- coordonner les études avec le maître d'œuvre, les bureaux d'études techniques et les administrations concernées
- assurer le suivi des opérations immobilières, et préparer les synthèses pour la direction générale.

CE POSTE EXIGE :

- plusieurs années d'expérience d'entreprise générale ou de bureau d'ingénierie TCE
- ingénieur diplômé grandes écoles âgé d'environ 35 ans.

Déplacements fréquents en Région Parisienne.

Adresser lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous le No 15158 à CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

chef de personnel

Grand groupe électromécanique recherche CHEF DE PERSONNEL pour son établissement de 2000 personnes, proche banlieue Parisienne.

Il est indispensable d'avoir au moins 30 ans, une solide formation supérieure et déjà plusieurs années d'expérience dans la fonction Personnel d'une entreprise industrielle moyenne ou grande.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui correspondent à ce profil. (Discrétion absolue garantie).

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 7750-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

MEDTRONIC, leader mondial dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche pour Paris et région parisienne un

ingénieur technico-commercial de haut niveau

basé à PARIS.

Mission :

— Apporter un service et un appui technique aux utilisateurs : cardiologues, chirurgiens cardio-vasculaires et techniciens des hôpitaux.
— Développer la présence de la société et l'utilisation de ses produits.
— Participer à la définition de la politique de la société dans son secteur, l'appliquer et assurer la réalisation des objectifs de vente.

Profil :

— 30 ans minimum.
— Formation supérieure en électronique et/ou informatique.
— Expérience réussie de la vente dans un domaine de haute technicité, médical ou para-médical. La connaissance de la stimulation cardiaque sera un atout supplémentaire.
— Intérêt réel pour le domaine médical.
— Anglais souhaité.

Excellente rémunération.
Formation assurée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence M 100/1 à :

MEDTRONIC
Service du Personnel
120, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY



ICL ingénieurs commerciaux

Filiale française du premier constructeur européen d'ordinateurs, nous souhaitons renforcer notre impact sur le marché des «grandes entreprises» dans les secteurs : industrie, distribution et finance, par l'intégration de nouveaux collaborateurs.

Les candidats retenus devront justifier d'une formation commerciale supérieure s'appuyant sur une connaissance approfondie des problèmes de gestion dans l'un des secteurs précités.

ICL Les candidatures et prétentions sont à adresser à G. Deux, ICL, 65 av. Edouard Vaillant 92100 Boulogne Billancourt, sous réf. C 935.

---

chef de produits
ANTIBIOTHERAPIE

NOUS SOMMES la filiale d'un Laboratoire de renommée mondiale, une des toutes premières expansions de l'Industrie Pharmaceutique, bureaux : **Paris ETOILE.**

VOUS ETES • un **Chef de Produits** expérimenté, libre rapidement, rompu aux techniques Marketing de pointe et à la gestion de budgets promotionnels. • 28 ans minimum, • pratique courante de l'Anglais.

NOUS VOUS OFFRONS la responsabilité de la ligne antibiotique au sein d'un marketing dynamique, une très bonne motivation salariale.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 371-M à

sélor
72, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche
pour assistance de ses filiales étrangères

organisateur

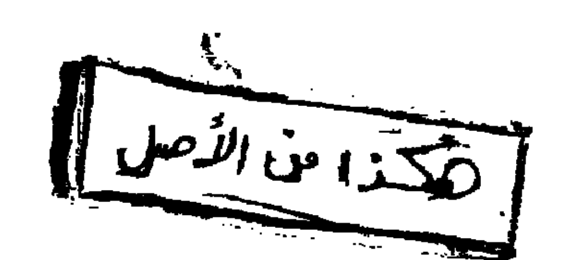
pouvant évoluer à terme vers la fonction financière

- Diplômé d'enseignement supérieur.
- Bonnes connaissances en informatique et en gestion comptable et financière.
- Première expérience en cabinet souhaitée avec responsabilité réelle de conception et de mise en place de systèmes informatisés.
- Responsable de la conception de systèmes communs à plusieurs filiales, supervision des mises en place.
- Nombreux déplacements à l'étranger

Adresser C.V. détaillé sous référence ESNOT (mentionnée sur l'enveloppe) à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

Chef du service comptabilité haut niveau

Formation supérieure et Expertise comptable

Filiale en expansion rapide d'un groupe international, concevant et réalisant, en *liaison avec des administrations françaises et étrangères, des projets* importants et complexes à budgets élevés, comportant une forte part d'études, recherche un spécialiste comptable de haut niveau (35 ans) pour diriger son service de comptabilité (siège social plus deux établissements).

Directement rattaché au Directeur financier, il devra mettre en place une organisation comptable adaptée pour répondre aux exigences de la complexité des affaires traitées dans un contexte d'évolution rapide.

Ses missions :

Résoudre les problèmes comptables courants (effectifs 8 personnes).
S'assurer personnellement de la rectitude des comptes par rapport aux normes.
Harmoniser et superviser les comptabilités décentralisées des établissements.
Assurer la liaison avec la fiscalité groupe pour les cas difficiles.
Suivre très strictement *la comptabilité analytique · tenue des en cours* de chantiers (longue durée, « items » nombreux et variés), ventilation *des dépenses, etc.*
Participer à l'élaboration des budgets et gérer les problèmes quotidiens.
Participer aux opérations de financement liées à l'exportation et suivre les dossiers.
Participer à la réflexion des « choix » informatiques, être un interface actif des informaticiens pour les nombreuses applications prévisibles.
Concevoir les compléments nécessaires au manuel groupe pour l'adapter aux problèmes spécifiques de l'entreprise.

Rémunération élevée. Lieu de travail · Paris.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo *et rémunération souhaitée sous référence 73 456/M* à M. CLERE - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, *92152 SURESNES.*

MEMBRE DE SYNTEC

---

directeur financier

L'un des principaux organismes français de **FORMATION** (600 personnes, 20 centres) *recherche son Directeur Financier.*

De formation *supérieure* (Ecole de Commerce, ISA ou équivalent) ou possédant une grande expérience de la direction financière d'une PMI, le titulaire du poste aura comme *mission, dans l'immédiat :*

- la supervision du Service Comptable :
- *la responsabilité des problèmes de trésorerie et de financement du Groupe.*

Il mettra en place et contrôlera, dans une 2ème phase, une Comptabilité Budgétaire.

*Le candidat doit posséder une forte per*sonnalité et le sens des contacts.

Lieu de travail : Paris la Défense.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 69.04/DF/228 à ADEQUATION, 54, avenue de Versailles, 75016 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Responsable Export
Paris
140 000 F +

MOLINIER S.A. *Société Française*, est l'un des spécialistes dans le domaine des bandes à pansement poursuit son expansion et recherche un : RESPONSABLE REGIONAL.

Mission : Développer l'implantation des produits sur le marché européen (allemand en particulier) : relations avec les distributeurs, recherche et sélection de nouveaux distributeurs, étude des prix, conditionnements, contrats...

Profil : 33 ans minimum, Baccalauréat + formation commerciale. Expérience confirmée de la vente de produits de consommation à l'export.

Connaissance parfaite de l'allemand exigée et si possible de l'anglais.
Déplacements fréquents : 50% du temps environ.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 905242 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

ÉDITEUR

recherche

DIRECTEUR LITTERAIRE

- Notre maison doit son succès à une collection de guides de voyage qui compte aujourd'hui plus de 40 titres traduits pour la plupart en anglais, allemand, italien et néerlandais.
- Ce succès se confirme avec la publication d'une série d'atlas *géographiques, d'une collection d'albums, de plusieurs ency*clopédies, d'une collection d'histoire, etc.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel imaginatif, dynamique, justifiant de 8 à 15 ans d'expérience (s) réussie (s), aimant son métier. La préférence sera donnée à un « apporteur d'idées » réaliste.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Informations complémentaires : 265-69-30, poste 24 ou 74.

Discrétion absolue.

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
Banlieue Sud-Est
recherche

INGENIEUR-GRANDE ECOLE

(Centrale - Mines – Sup. Aéro - AM+ESE)

pour diriger son Service de Développement

Il aura pour mission de mener à bien, avec la collaboration de nos différents services d'études (Electronique, Physique nucléaire, Optique et Mécanique) l'industrialisation de nos produits en s'attachant à obtenir l'optimum de leur prix de revient.

Le candidat recherché doit avoir encadré des bureaux d'études et de méthodes, *à un niveau élevé de responsabilité. Il doit connaître les techno*logies de réalisation les plus récentes et avoir l'expérience de l'organisation *et de la gestion des sous-traitances. La connaissance des techniques de* l'analyse de la valeur serait appréciée.

Ce poste de haut niveau ouvre à un candidat de valeur une carrière intéressante au sein d'une entreprise en expansion.

Adresser C.V. et photo à n° 15.341, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cédex 01, qui transmettra.

CONSTRUCTEUR IMMOBILIER PARIS
recherche

jeune cadre secrétariat général

Les candidats, hommes ou femmes, débutants ou presque, seront impérativement diplômés d'études supérieures juridiques avec, *si possible*, une spécialisation en Droit Immobilier et dans l'idéal une formation complémentaire en comptabilité.

Le poste, très polyvalent et évolutif, à la fois d'études et de terrain, permet d'être associé de manière étroite à tous les aspects administratifs, financiers, comptables et de personnel de la société.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez SVP 11-11 Information Carrière aux heures de bureau. Référence 683.

Information Carrière SVP 11.11

On peut aussi adresser son dossier à : SVP *RESSOURCES HUMAINES*, 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

à vocation internationale
recherche
POUR UNE DE SES PRINCIPALES UNITES BANLIEUE SUD

DEUX CADRES COMPTABLES

1. Pour prendre en charge la comptabilité analytique de prix de revient, comptabilité matières et contrôle des stocks. (réf. 01)
2. Pour assurer la centralisation de tous les éléments de comptabilité destinés au siège et l'élaboration de la gestion budgétaire. (réf. 02)

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur. Une expérience dans un service comptable en usine serait appréciée.

Ces postes ouvrent une perspective de carrière motivante avec de larges possibilités de promotion vers les unités du groupe.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous référence 15835 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 PARIS cédex 01 q.tr.

En liaison avec le développement de SEMATRONIQUE

sema informatique

élargit son département Assistance Technique en Microsystèmes et recherche des

spécialistes microprocesseurs et microordinateurs (Réf. 10219/M)

Ces postes conviennent à des ingénieurs ayant une expérience d'au moins six mois sur les matériels INTEL-MOTOROLA-ZILOG.

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection :

92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse.

---

chef de produits CARDIO-VASCULAIRE

VOUS ETES CHEF DE PRODUITS
spécialisé dans le domaine cardio-vasculaire.

• votre expérience, • votre forma*tion supérieure, • votre efficacité dans* les contacts médicaux de haut niveau, • et votre pratique courante de l'Anglais, sont vos atouts majeurs.

Vous voulez prendre rendez-vous avec l'avenir en apportant votre contribution au développement de la filiale française d'un important *Groupe Pharmaceutique.*

Venez vite rejoindre, à **Paris**, une Equipe Mar*keting jeune et réputée pour ses performances.*

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf. 372-M à

sēlor
72, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Comptable chargé de mission

Spécialiste de la consolidation

100 000 F.

Groupe important, C.A. 1 700 millions de francs H.T., effectif 4 100 personnes, 21 usines, recherche un COMPTABLE de bon niveau, de formation théorique, ayant une expérience de 2 à 3 ans de la consolidation, de bonnes connaissances théoriques et *pratiques de la compta*bilité générale et l'habitude de travailler en liaison étroite avec l'informatique, âgé de 28 ans minimum.

Mission : Directement rattaché au chef du département comptabilité, il *sera chargé, sous son contrôle, d'assurer la consolidation des états* financiers du Groupe (soumise au contrôle des commissaires aux *comptes), il assistera* le Chef de service comptabilité générale à l'occasion de travaux spécifiques ponctuels, d'études et d'analyse (harmonisation des comptes sociaux, valorisation des stocks, préparation des documents nécessaires aux déclarations fiscales...).

Intéressante évolution de carrière pour candidat de valeur en raison de la nature et de la diversité des travaux effectués.

Lieu de travail : La Défense.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence *73468/M* à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
DEVELOPPANT DES MATERIELS DE NOTORIETE MONDIALE
recherche pour **UNITE REGION PARISIENNE**
(Proche Banlieue Ouest)

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS haut niveau débutants ou première expérience

Pour renforcer son potentiel industriel dans le domaine des composants et des avants projets systèmes.

Les candidats retenus seront diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et auront la maîtrise de la langue anglaise.

Larges possibilités d'évolution au sein du groupe pour *candidats de* valeur.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous no 15834 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société de Transports Internationaux
propose à jeune diplômé (e)
H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. ou équivalent

un poste de

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Basé à Paris, le candidat retenu aura la responsabilité de prospecter le Sud-Est Asiatique pour développer nos services de groupages aériens et maritimes.

Goût de la vente et des voyages, bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Nous sommes exigeants sur les résultats, mais en *contrepartie nous offrons sur le terrain une for*mation active au commerce international.

Non passionnés s'abstenir !

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo *sous le n° 15615*, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

SOCIETE PARIS crée le poste de

RESPONSABLE COMMERCIAL

Chargé d'assurer la gestion et le développement de l'activité.

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES AUTOMATISMES

Cette responsabilité sera confiée à un ingénieur *ayant assuré des fonctions commerciales* chez un constructeur ou une entreprise d'installations. Une bonne connaissance de la clientèle industrielle est indispensable.

Ecrire avec curr. vitae et prétentions à N° 16.027, CONTESSE Publ. - 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOPRA ingénierie des systèmes d'information
recherche

jeunes ingénieurs

GRANDES ECOLES - option informatique

Notre expérience de 10 ans dans l'informatique, notre stabilité et nos références nous permettent d'être présents sur les marchés importants des systèmes d'information, en France et à l'étranger, qui utilisent des techniques de pointe (minis, télétraitement, base de données), ainsi que dans des secteurs particuliers tels que la Banque, l'Hôtellerie, la Santé, l'Administration de biens, etc...

Vous serez intégrés dans des équipes autonomes, toutes chargées d'une mission particulière, qui vous formeront à nos méthodes et vous permettront d'acquérir une expérience diversifiée.

Vous évoluerez ainsi vers des postes de responsabilités, d'abord dans la réalisation puis dans la conception de projets ou bien vers des activités technico-commerciales.

Pour prendre contact, écrivez avec C.V. et photo sous *réf.* 3664 à SOPRA, Service Recrutement, 90 rue de Flandre, 75019 PARIS.

SOPRA

offres d'emploi

INFOGEM

SOCIETE DE DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

recherche

POUR RENFORCER SES EQUIPES

analystes

référence 113

analystes programmeurs

référence 114

programmeurs

référence 115

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur, (Ecoles d'ingénieurs, MIAGE, IUT, etc...) connaissant le COBOL et le FORTRAN.

MISSION

Développement d'applications de gestion sur mini-ordinateurs ou sur ordinateurs centralisés.

Notre Société offre à ses collaborateurs de réelles possibilités de formation et d'évolution de carrière.

Nombreux avantages sociaux.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser C.V. et prétentions à :

INFOGEM Service du Personnel
B.P.26, 75562 PARIS CEDEX 12

SOCIÉTÉ DE LEASING

Biens d'Equipement et Immobiliers
Filiale d'un important groupe bancaire

recherche

ATTACHÉ de DIRECTION COMMERCIALE

chargé de :

— la prospection au niveau des directions générales ou financières ;

— la négociation et le suivi des contrats ;

— l'élaboration de produits nouveaux.

Le poste sera confié de préférence à une personne expérimentée, issue soit de la banque, soit du secteur leasing équipement, soit du secteur leasing immobilier. Une formation grandes écoles serait appréciée.

Envoyer C.V. et photo sous le n° T 013.919 M
REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante administration

(3.000 EMPLOYES)
recherche
pour diriger son département informatique

RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les applications existantes comportent la gestion de très nombreux fichiers et d'une importante base de données.

Une bonne connaissance du matériel IBM est nécessaire.

Compte tenu de l'effectif de l'équipe de techniciens à encadrer, une expérience confirmée en matière de gestion du personnel est exigée.

Rémunération annuelle brute
entre 115.000 F et 161 000 F.

Adresser C.V. détaillé et photocopies des diplômes
à REGIE-PRESSE,
n° 811.640 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

UNE IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE

recherche pour son siège social
de NEUILLY SUR SEINE

UN JEUNE INGENIEUR

capable au sein de LA DIRECTION COMMERCIALE de développer les ventes DE PRODUITS DE HAUTE QUALITE TECHNIQUE.

Une expérience technico-commerciale dans les activités de forge ou de mécanique sera appréciée.

Le poste proposé est sédentaire mais exige des contacts extérieurs ; il offre de bonnes perspectives d'avenir.

Envoyer C.V. photo et prétentions à,
AUBERT & DUVAL
41, rue de Villiers 92202 NEUILLY

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

UN ADJOINT - PARIS (8e)

100.000 F +

Sous le contrôle du Président-Directeur Général du Cabinet (6 personnes). Il sera responsable d'une partie de la clientèle. Il assurera des missions de commissariat aux comptes, de contrôle, d'expertise comptable, de bilans. Il aura une activité de conseil et, quand nécessaire, d'exécution.

Le candidat retenu aura obligatoirement une expérience de cabinet, des connaissances précises en fiscalité et en droit des sociétés.
Il sera autonome et se déplacera surtout dans la région parisienne.

Ecrire sous référence 075 à A.L. CONSEIL,
123, avenue de Villiers, 75017 PARIS,
qui garantit discrétion et réponse.

---

offres d'emploi

Chargeurs Réunis s.a.

SOCIETE HOLDING DU GROUPE

dispose d'une Direction Financière qui suit et coordonne les activités financières et comptables du Groupe et des Filiales, recherche pour s'intégrer à cette équipe un

comptable

de formation supérieure (HEC, ESCP, ESSEC,... options Finance-Comptabilité)

ayant acquis une expérience de 1 à 3 ans, de préférence dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon.

Il aura la responsabilité de la **consolidation des comptes du Groupe** et sera chargé de différentes missions permanentes ou ponctuelles (suivi des budgets, exploitation et trésorerie de la Holding, études diverses...).

Ecrire avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle, sous référence 76948 M
à Brigitte PRISSARD
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

Société d'Études et Conseils

AERO

(Automation - Electronique
Recherche Opérationnelle)

recherche

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ÉCOLES

OU EQUIVALENT
(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience)
pour études techniques et technico-opérationnelles dans les domaines suivants :

- Analyse, conception et développement de systèmes techniques complexes (transports, systèmes d'armes, télécommunications, etc.),
- Recherche opérationnelle (études coût-efficacité, techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique),
- Analyse de systèmes, relations homme-machine,
- Informatique scientifique de haut niveau,
- Traitement statistique des données,
- Optique théorique et électromagnétisme.

QUALITÉS D'IMAGINATION ET CRÉATIVITÉ PARTICULIÈREMENT APPRÉCIÉES

Env. C.V. détaillé, 3, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

BANQUE NORD-AMÉRICAINE

qui a à PARIS
sa division Europe, Moyen-Orient, Afrique
recherche

UN CADRE

CLASSE VI

ayant une expérience réelle des relations commerciales avec les entreprises pour le développement de ses affaires dans les pays de langue française (France, Belgique, Luxembourg).

La personne recherchée devra avoir une expérience bancaire de même nature d'au moins 3 ans. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Env. C.V. et photo sous n° 15934, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er)

APSIDE

recherche disponibles rapidement

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

■ GRANDS SYSTEMES :

- Cobol/PL 1/Assembleur
- Expérience OS/VS - TSO
- Connaissances CICS ou IMS appréciées

Une formation complémentaire sera assurée aux candidats de valeur.

Envoyer C.V. confidentiel
40, rue de Ponthieu 75008 - PARIS
ou tél. pour R.V. 225.12.46/359.27.00

amp

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE EN EXPANSION

recherche
pour Paris et éventuellement province

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

niveau B.T.S.

Secteurs d'activités :

— virologie, immunologie, culture cellulaire, sérologie, etc.

Clientèle commerciale :
Centres de recherches, facultés, hôpitaux, laboratoires privés, etc.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. à : C.M.D., 30, bd Vital-Bouhot, 92521 NEUILLY, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE 8e arrondissement

appartenant à groupe important
cherche :

GÉRANT DE FORTUNE

Formation analyse financière

Adresser C.V. manuscrit sous référence 25000 M, O.C.B.P., 66, r. Chaussée-d'Antin, Paris-9e, qui tr.

---

offres d'emploi

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS grandes écoles

E.S.E., E.N.S.T. ou équivalent

Ils seront intégrés à des équipes en expansion, pour y mener des études dans des techniques de pointe :

— dispositif hyperfréquences,
— antennes, etc.,
destinés à des systèmes de

TÉLÉCOMMUNICATIONS

- LIAISONS AU SOL,
- LIAISONS PAR SATELLITES.

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer.

Ces postes sont à pourvoir
en région parisienne et en province

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétent. à :
THOMSON C.S.F. Service recrutement
53, rue Greffulhe. — 92300 LEVALLOIS.

IMPORTANTE SOCIETE
SITUEE A PARIS,
FAISANT PARTIE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour
son SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

CADRE FISCALITE confirmé

(Licence en droit ou équivalent)

Expérience acquise dans le secteur privé ou Public.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à No 15679, CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes la filiale française d'un Groupe Multinational spécialisé dans le domaine du matériel médical qui recherche pour promouvoir sa gamme de

REINS ARTIFICIELS
et SYSTÈMES D'HÉMODIALYSE

QUATRE INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour les régions Parisienne, Bretagne, Lorraine, Aquitaine

Vous êtes

- INGÉNIEURS CHIMISTES, ÉLECTRONICIENS, ÉLECTROMÉCANICIENS ou PHARMACIENS.
- Attirés par l'action commerciale en milieu hospitalier comme conseiller et expert ;
- Capables d'enthousiasme et animés d'un réel esprit de service.

Après une solide formation en France et aux U.S.A., nous sommes prêts à vous donner l'entière responsabilité de votre secteur. Anglais souhaitable.

Env. C.V. + photo, sous n° 8.067, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

SOCIETE D'OPTIQUE ET D'ELECTRONIQUE
Banlieue Nord Paris

recherche pour son service après-vente

ÉLECTRONICIEN (S)

— ayant des connaissances d'optique ;
— 5 à 10 ans d'expérience ;
— langue anglaise appréciée.

Adresser C.V. détaillé manuscrit, photo et prétent. sous le n° T 13.837 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Important Groupe de Services St-Lazare
recherche

une psychologue

pour un contrat d'une durée de six mois, pouvant déboucher sur un poste stable.

Elle aura une expérience du recrutement de cadres commerciaux et administratifs, soit en entreprise, soit en cabinet de recrutement.

Déplacements Province de courte durée à prévoir.

Adr. lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions s/réf. 7380 à I.C.M. 83 r. de Rennes PARIS 6e qui transmettra.

REVUE DE LUXE

cherche

COLLABORATEURS

Free-Lance, introduits milieu publicité pour : compte rendu, campagne, analyse marketing + concepteurs maquettistes, mise en page, formation équipe créative au service d'annonceurs de la revue.

Ecr. av. C.V., Mme BITEK, 29, bd Victor, Paris (15e).

BANQUE ARABE PRIVEE (PARIS)
PREMIER PLAN
recherche

CHEF COMPTABLE

ayant expérience banque internationale
Anglais indispensable, arabe apprécié.

Env. C.V. au numéro 8.064, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS, CEDEX 09.

---

offres d'emploi

Burroughs

DEUXIEME CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE

recrute des

Jeunes Diplômés de l'enseignement supérieur commercial

pour accroître le nombre de ses

INGENIEURS COMMERCIAUX

dans ses 12 Agences de PARIS et ses 30 Agences de PROVINCE

- Nous vous proposons des postes qui vous permettront d'acquérir une solide expérience du terrain.

- VOUS DEVREZ :
  - rencontrer et conseiller les chefs d'entreprise dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
  - commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.
- NOUS VOUS ASSURERONS une *formation* complémentaire dès votre entrée dans la Société et tout au long de votre carrière ;
- NOUS VOUS PROPOSERONS d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Si cette proposition répond à votre ambition, envoyer *lettre, curriculum vitae, photo* à la Direction du Personnel

BURROUGHS S.A.

280/242, av. L. Cély
92231 GENNEVILLIERS Cedex.

Entreprise moyenne, proche banlieue nord de Paris, fabricant de composants électroniques, très bien placée sur son marché, recherche pour son département « ELECTRONIQUE *DE PUISSANCE* » un JEUNE INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

PARIS
et REGION PARISIENNE.
Format. BREGUET, SUDRIA...
Après formation, il sera chargé du *suivi opérationnel* de certains clients importants et de déceler les besoins nouveaux.
Voiture indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous *la réf.* SIM 679, à Cabinet BOTH
3 *bis*, rue des Ecoles
78400 CHATOU

Important organisme
à but social, siège à Paris
recherche

RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES

pour organisation campagnes d'information et relations avec média.
Le candidat doit être motivé.
Excellent rédacteur, concepteur *et animateur*.
Adresser candidature avec C.V. s/référ. 20801, à GRAFA, 9, r. Daru, 75008 Paris, qui transmettra.

CIBIE PROJECTEURS
recherche
pour siège Bobigny 93

INGÉNIEUR OPTIQUE

ESO ou similaire.
Jeune *ingénieur* début. ou ayant quelques années d'expérience si possible dans l'industrie pour s'intégrer dans une équipe de techniciens.
Connaissances en électronique appréciées.
Adr. C.V., *photo et* prétent. au Service du Personnel
Sté CIBIE
17, r. Henri-Gautier, Bobigny 93

DIPLOMÉ ÉTUDES SUPÉRIEURES + NIVEAU D.E.C.S.

recherché pour expertises, prix de revient de biens d'équipement.

Expérience professionnelle de 1 à 2 ans comptabilité analytique ou contrôle budgétaire.

Lieu de travail : PARIS (8e).
Possibilité stage expertise comptable (3 ans).

5 × 8. Salaire × 15. Participation. Restaurant d'entreprise.

Env. C.V. détaillé manuscrit, *photo et prétent.* s/réf. 2.939 à AXIAL PUB., 91, Fg St-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Société d'Expertise comptable et de commissariat recherche

● **STAGIAIRE**

2e année pour commissariat.

● **COLLABORATEURS**

N3 - N4

expér. éventuellement banque, assurance appréciée.
Libres juillet ou septembre.
Écr. à 5.054 Publicités Réunies, 112, boul. Voltaire, 75011 Paris.

La Caisse Nationale d'Assurance vieillesse des travailleurs salariés, 110-112, rue de Flandre, Paris-19e, recherche *pour* ses services informatiques parisiens :

ANALYSTES D'APPLICATION

Titulaires d'un DUT ou BTS informatique ou diplôme AFPA option gros système, ayant *une* bonne pratique du COBOL, si possible IRIS.
Salaire mensuel brut de début : 4.590 F. Salaire annuel brut de début : 62.710 F. Nationalité française. - Libéré obligations militaires. *Horaire variable* à la journée. 40 heures par semaine. Avantages sociaux.
Envoyer C.V. à C.N.A.V.T.S. sous Direction du Personnel, 110-112, rue de Flandre, PARIS (19e.

TALAL ABU-GHAZALEH ASSOCIATES
116, Champs-Elysées-8e,
359-26-44. Métro George-V,
Bureau Europe, groupe arabe,
recherche

ASSISTANTE de DIRECTION

Age indiffér., tr. expérimentée, part. bilingue, anglais indisp., allemand souhaité. Sténo, télex.
Poste responsabilité, évolution rapide - Se présenter.

L.T.M. Consultants
recherche pour une société de transports, implantée en France et à l'étranger,

JEUNES DIPLOMÉS

de l'Enseignement supérieur (licence, écoles supérieures de commerce, Ecoles d'ingénieurs).

Après une période de formation d'un an sur le terrain, ils seront affectés *dans l'une* des agences. Il est exigé la connaissance d'une langue étrangère (allemand *souhaité*), mais *surtout une grande disponibilité* et les qualités humaines nécessaires à des fonctions de commandement et d'organisation.

Envoyer vos candidatures sous référence 446 à
L.T.M. Consultants
52, quai National,
92806 *Puteaux*.

ETS PETIT EFFECTIF

recherche

ÉDUCATEUR (TRICE) ou STAGIAIRE

pouvant encadrer enfants difficiles, mais intelligents. Internat semaine. Convention collective 1966.
Envoyer C.V., *référ.*, photo à M. le Directeur de l'Institut psychopédagogique de Saint-Maximin, place de l'Eglise, 60740 St-Maximin, ou téléphoner (4) 455-96-10.

CRIT Intérim 522-46-40
Métro Rome
69, rue de Rome, Paris (8e).

ACHETEUR Matériel pétrolier
parlant Français-Anglais
POUR ETRANGER

Caisse de retraite recherche

COMPTABLE

titulaire Bac G2 ou équivalent. 5 × 7 h. 45, emploi stable, avantages soc.
Ecrire avec C.V. et prétent. à
C.P.P.O.S.S.
« Recrutement comptable »,
31, avenue Franklin-Roosevelt,
75383 Paris Cédex 08.
Ne pourront être prises en considération que les 40 premières candidatures reçues.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIETES
recherche

COMPTABLES 2e échelon

et

CHEFS DE GROUPE

Comptabilité générale.
Lieu de travail :
proximité Porte de Champerret.

Ecrire avec C.V. et prétent. sous n° 51.439 à RUSH Public., 84, rue d'Hauteville, 75010 Paris.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

2 à 3 ans d'expérience.

— *Pour participer à la mise en place et au suivi des applications informatiques* au sein de sa direction des investissements.

— *Une expérience bancaire* serait *appréciée*, *mais non indispensable.*

POSTE EVOLUTIF

Adr. C.V. et photo n° 5.053 PUBLICITES REUNIES, 112, boul. Voltaire, 75011 Paris.

Région parisienne OUEST, importante Société d'installation d'éclairage public et V.R.D., recherche

INGÉNIEUR

ayant plusieurs années d'expér. pour gestion de chantiers.
Ecr. T 13.948 M Régie-Presse, 85 b., r. Réaumur, 75002 Paris.

T.I.T.N.

Société d'engineering INFORMATIQUE
en pleine expansion sur mini et micro (MITRA 6800, 8080...)
recherche

INGÉNIEURS ET ANALYSTES

(Centrale, ESE, Grenoble, Toulouse, DEA, maîtrises...)
Débutants, option informatique ou confirmés pour ses activités logicielles
— Temps réel
— Gestion transactionnelle (base de données)
— Micro informatique
Envoyer C.V., photo, prét., à T.I.T.N., 5, rue Gustave Eiffel, 91420 MORANGIS
sous réf. 04/SOFT

offres d'emploi offres d'emploi

QUALITRA intérim

Postes stables région havraise
— INGENIEUR AERO en traitements de surfaces
— INGENIEUR Arts et Métiers méthode, ordonnancement, aéro
— 2 INGENIEURS AERO cellules - anglais (nombreux voyages)
— INGENIEUR A.M. fraisage, commandes numériq.
— INGENIEUR D'ETUDES armement ou arsenal
— CHEF DE FABRICATION soudure, mécano-soudure (atelier 100 personnes)

Se prés. ou envoyer C.V., à : Mme TOURRADE 94, rue Saint-Lazare, PARIS 9e porte D (1er étage)

Cours privé Ile de La Réunion recherche PROFESSEURS de franç. philo, math, physiq., anglais, 5 ans d'expér. exigée. Ad. C.V., prét., M. G. Bauquier 154, r. de Saussure, Paris 17e, qui transmettra.

VENDEURS (SES) interprètes anglais min. parlant sud-américain, libanais ou bien japonais. Se présenter : GRAY, 5, rue Scribe - 75009 Paris

Important Groupe Français recherche pour sa division de Haute-Normandie

INGÉNIEUR A.M.

ou équivalent - 30 ans minimum Il sera responsable du B.E. et de l'ensemble de son département, et aura de très bonnes connaissances en mach.-outils, chaudr. et gestion informatisée.

INGÉNIEUR A.M.

ou équivalent - 30 ans minim. Formation Métallurgie Il sera responsable de son département et aura une tr. bonne expér. dans le traitement thermique et traitement de surface.

ANGLAIS SOUHAITE POUR LES 2 POSTES

Ec. C.V. et photo, s/réf. 56.182 à HAVAS, BP 1366, 76065 Le Havre

UTI - SERVICES 9, rue La Pérouse, Paris 16e recherche pour SERVICE INFORMATIQUE

ANALYSTE GESTION

Connaissance COBOL indispensable Protée appréciée

Env. C.V., photo et prétentions, au CHEF DU PERSONNEL

ECOLE 2e cycle spécialisée pour adolescents en difficulté recherche

UN PROFESSEUR licencié en Sciences Physiques

UN ANIMATEUR PÉDAGOGIQUE licence d'enseignement, expérience éducative, formation psycho-pédagogique, 28 ans minimum

Ecrire avec C.V. sous référence 8.676, à PUBLIPANEL 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra

Ecole Supérieure d'Ingénieurs recherche

ENSEIGNANTS EN INFORMATIQUE

Adresser C.V., à M. Azoulay, ESIEE, 81, rue Falguière - 15e.

SOCIETE INTERNATIONALE recherche pour son siège à PARIS

EXCELLENTE SECRÉTAIRE ATTACHÉE DE DIRECTION GÉNÉRALE

FRANÇAIS-ALLEMAND (Connaissance parfaite de la langue parlée et écrite absolument indispensable. Anglais souhaité. — Expérience confirmée — Contacts haut niveau si possible à l'échelle internationale.

Adresser lettre manuscrite en langue allemande accompagnée d'un C.V. dét. indiquant la dernière rémunération perçue à no 15.746 CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

SOCIETE INTERNATIONALE recherche d'urgence pour PARIS-8e

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

bilingue ou trilingue FRANÇAIS - ANGLAIS - ARABE sténo anglaise

COMPTABLE

BILINGUE ANGLAIS La connaissance de l'ARABE est vivement souhaitée.

Pour ces 2 postes, adresser lettre + C.V. et photo à SOGEX MANAGEMENT INTERNATIONAL Service du Personnel (réf. Média 4), 6, rue de Berri, 75008 PARIS.

Société NORBERT BEYRARD FRANCE Etudes économiques, financières Génie industriel spécialisée dans assistance technique aux pays en voie de développement 48, rue Pierre-Charron, Paris-8e recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Ayant sérieuse formation économique et informatique, pouvant envisager séjours à l'étranger. Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo.

BENSON P.M.E. multinationale en infographie 1) Recherche pour son siège de CRETEIL son futur

CHEF DU PERSONNEL

Le poste conviendrait à un cadre exerçant dans la fonction Personnel en no 2 ou 3. Il aura au moins 35 ans, une formation supérieure, une solide expérience dans les fonctions recrutement, salaire, relations sociales, formation, du bon sens et un bon jugement une bonne pratique de l'anglais.

2) Crée une fonction d'

AUDITEUR INTERNE

Le candidat devra avoir une formation supérieure, 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Il dépendra du Secrétaire Général, il participera à la conception, à la mise en place et au suivi de la politique comptable dans le groupe. Il assurera une révision permanente des procédures et des systèmes de contrôle. Des déplacements à l'étranger (Europe et Etats-Unis) de courte durée sont prévus.

Env. C.V. détaillé, rémunération souhaitée et photo à : Michelle Dauvert, 1, rue Jean-Lemoine, 94015 CRETEIL.

MUTUALITE AGRICOLE utilisant IBM 370 - 135 sous DOS avec T.P. SGBD recherche

2 ANALYSTES NIVEAU INGENIEUR 5 ans expérience COBOL ou ASSEMBLEUR

1 PROGRAMMEUR 2 ans expérience COBOL Ecr. avec C.V. et prétentions : F.M.A., Service du Personnel, 29, r. de la Tombe-Issoire - 14e

Cabinet Beau de Loménie Conseils en brevets d'invention 55, rue d'Amsterdam, Paris 8e recherche

JEUNE INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

Expérience en propriété industrielle, domaines mécanique, électrique. Anglais parlé et écrit indispensable, allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. et prétentions

Jeune Société d'Engineering cherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRE

Expér. nécess. dans l'industrie des céréales, moulins, café, etc. Expérience appréciée des problèmes d'engineering et d'entreprise générale à l'étranger. Envoyer C.V. et prétentions, à GERICO-FRANCE 43, rue de Varenne, 75007 Paris

URGENT POUR CLAMART

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN QUALIFIE

pour direction service documentation technique et contacts clientèle.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 4.168 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

Revue Afrique recherche pour juillet - août prochains journaliste cultivé, sérieux, travailleur, connaissant bien travaux imprimerie préparation copie, correction mise en pages). Ecr. lettre manuscrite av. réf. à MOREUX 190, bd Haussmann, 75008 Paris.

ENSEIGNEMENT PRIVE préparation BTS région Bretagne, recherche

DIRECTEUR - ENSEIGNANT retraité accepté. Ecr. no 8049 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

MOYENNE ENTREPRISE QUARTIER DENFERT-ITALIE recherche

2 TECHNICIENS

NIV. BAC + 2, âge minimum 25 ans dégagé O.M. POUR :
1) Contrôle taxes ferroviaires et établiss. de prix de transp. intern. (allemand apprécié).
2) Suivi et contrôle d'achemin. ferroviaire (anglais et italien souhaité).

POSTES STABLES, disp. de ste. Adr. C.V. et prét. ss réf. 1280 à C.P.E., 17, rue des Acacias, 75017 PARIS.

INGENIEURS
— P2 SYSTEMES.
— P2 projet tests composants.
— P2 Composants actifs.
— P2 d'affaires informat.
— P1 Etude fiabilité (début.).
SORETRA : 293-34-01, 78, bd des Batignolles, Paris-17e.

IMPORTANTE BANQUE 2e ARRDT. recherche

CADRE ou GRADÉ (CL. IV)

Age min. 30 ans, ayant plusieurs années d'expérience comptable et administrative dans une Banque ou une société financière (SICAV, SICOMI, SCPI). Ecrire avec C.V. + prét. s/réf. 3.115, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

DECISION DATA recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour comptabilité contrôle de gestion import-export, etc.

Ecrire avec C.V., 32, rue de l'Aqueduc, Paris-10e ou TEL. : 200-20-99.

LA FONCIERE Cie d'assurances rech. pour son service informatique à PARIS

ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

connaissant le COBOL Ecrire à M. VALIN 48, r. Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS CEDEX 02.

EMPLOIS A SAISIR EN INFORMATIQUE

Devenez **PROGRAMMEUR DE GESTION** Stages de 14 semaines y compris pendant vacances

PRÊTS ÉTUDIANTS remboursables en 24 mois PRATIQUE SUR IBM 370 et CII/HB Syst. 6

Niveau minim. requis : BAC

355-95-96

CEFIA Formation privée 66, r. Amelot (11e)

SOCIETE MECANIQUE recherche

AGENT COMMERCIAL EXPORT

Spécialiste expédition, transit (transports, douanes, assurances maritimes, COFACE, Banques...).

Bonne connaissance langue anglaise.

Expérience demandée 3 ans minimum.

Lieu de travail : Banlieue SUD-OUEST

Avantages sociaux - Mutuelle, Restaurant - 13e mois.

Ecrire no 15.649 CONTESSE Publicité, 20, avenue Opéra Paris-1er qui transmettra.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DEBUTANT - 68.000 F.

Titulaire d'un DUT ou diplômé de l'AFPA, un groupe industriel français installé dans un parc en proche banlieue parisienne sud-ouest vous propose de participer à la réalisation, sur minis reliés à un CII-HB de sa nouvelle génération d'applications informatiques. Ce poste suppose de courts mais fréquents déplacements.

Ecrire à J. THILY Carrières de l'informatique réf. 3593 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, rue Royale, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE PREVOYANCE 14e recherche

UN PROGRAMMEUR Expérimenté dégagé O.M.

Connaissant le système DOS/POWER et les méthodes d'exploitation des logiciels DL1 et CICS.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Ecrire avec C.V. et photo no 15.801 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

URGENT. PREFECT. PARIS C.F.P. D'ALEMBERT 77144 Montévrain recrute : 1 monit. atelier de menuiserie Diplôme exigé : CAP + 5 ans d'industrie. Téléph. : 430-01-23.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

OUTRE-MER MUTATIONS 47, rue Richer, PARIS-9e. Offres d'emplois étranger par répertoires hebdomadaires.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

A vendre INNOCENTI 120 L juin 77. Gris métallisé. Etat nf 13.600 km. Cotée 15.000 F. Tél. 206-12-27 après 20 h. ou sem. heures bureau. 747-12-48 Mme BERGER

12 à 16 C.V.

Vds coupé Lancia 1300, marine, 1975, 1re main, excellent état. Tél. : 747-65-49, après 19 h.

+ de 16 C.V.

Ferrari SF 500, 20.000 km, état authentique absolu. Ecr. ss no 569 à Régie-Presse, GmbH, Rathenauplatz 1 a, D-6000 Frankfurt, R.F.A., qui transmettra.

divers

R 18 GTL et R 20 TS 79, peu roulé, garanties. Auto Paris XV. 533-69-95. 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

box-parking

PARKINGS A VENDRE 114, rue Cardinet, 17e. Mardi, jeudi, de 16 h. à 19 h.

occasions

Achète ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, tout état. Tél. le soir 261-73-55

GRAND CHOIX de moquette en solde, exemple de prix : VELOURS sur mousse en 4 m. 19,99 F le m2 - Tél. : 340-72-72

secrétaires

IMPORTANTE MULTINATIONALE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE recherche

une secrétaire

pour son PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL. Excellente formation.

La candidate devra avoir réussi une expérience d'au moins 10 ans dans le secrétariat de Direction Générale et posséder parfaitement la langue anglaise et si possible l'allemand.

Une dactylographie parfaite et l'expérience des sténographies française et anglaise sont indispensables.

Ce poste nécessite une présentation soignée, des relations humaines éprouvées ainsi qu'une certaine disponibilité.

Position Cadre. 13è mois - nombreux avantages sociaux.

Envoyer CV, prétentions et photo No 15.519 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

TANDEM COMPUTERS

Le Président Directeur Général de la filiale France de cette Société Américaine en plein essor recherche sa :

secrétaire - assistante

La candidate [illegible]
- être parfaite[illegible] bilingue [illegible]lais,
- posséder la [illegible]que de la [illegible] télex,
- avoir une ex[illegible]ence de 6 ans [illegible]riat de haut niveau.

La maîtrise [illegible] et [illegible]ces en allemand seront [illegible] atouts appréciés.

L'équipe de c[illegible] nouvellement [illegible]end de cette collaboratrice [illegible] crée et gère [illegible] même tout le secrétariat avec [illegible], méthode, dynamisme.

Lieu de travail : Ce[illegible] Affaires SILIC - RUNGIS Entrée en fonction : Juillet, possibilités de vacances.

Envoyer C.V., photo [illegible] et rémunération actuelle à France PARISY, sous réf. 906256 M (à mentionner sur l'enveloppe). BERNARD KRIEF CONSULTANTS « Secrétaires-Assistantes « Haut niveau » [illegible] rue Danton 75263 PARIS Cédex 06

BKC — MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE QUARTIER DEFENSE recherche

SECRÉTAIRES BILINGUES ALLEMAND LU, ECRIT, PARLE.

SECRÉTAIRES BILINGUES ANGLAIS LU, ECRIT, PARLE STENO ANGLAIS APPRECIEE

Tél. au 775-17-93 Mme MACHERE.

SECRÉTAIRES bilingues allemand. EU-SELEC. 236-89-75.

Rech. Secrétaire Direct. expér., très bonne sténodactylo, mi-tps 14 h. 30-18 h. 30 à compter de septembre, mise au courant 2e quinzaine de juillet. Appeler heures bureau : 561-97-70

enseignem.

Pays de Galles : stage d'anglais pour adultes, 21 juillet - 11 août. TREFOREST. Language school, 315, route de Vannes, 44800 Saint-Herblain Tél. (40) 59-02-58

formation professionnelle

IL EST TEMPS DE PENSER A LA RENTREE

LE CENTRE DE FORMATION DE L'ÉDITION

propose une formation de 2 ans à temps plein (novembre 1979 à novembre 1981) préparant aux métiers de l'édition.

Bac obligatoire. Age : 18-21 ans.

Pour tous renseignements s'adresser à :

ASFORED - 242 bis, bd Saint-Germain, 75007 Paris Téléph. : 548-34-62

L'INSTITUT D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION Formation privée

STAGES DE PROGRAMMEURS de haut niveau en quatre mois.

Dégagés des O.M. Minimum requis Bac + 1

Tests d'admission sur R.-V.

375-43-33

31, cours des Juilliottes, 94700 MAISONS-ALFORT.

bateaux

NATURISME EN LIBERTE CORSE SARDAIGNE VOILIER KENDO 13 m. neuf, 1re cat. tt cft, part. 150 F. (56) 63-15-23 - 63-01-70

ANNONCES CLASSÉES TELEPHONEES **296-15-01**

capitaux ou proposit. comm.

CHEMINÉES

Importante Société de distribution de cheminées, recherche contact avec fabricant français de cheminées à grandes capacités pour représentation exclusive en Allemagne.

Nous disposons d'un service administratif complet de grands dépôts et d'un réseau commercial national.

L'Important fabricant intéressé est prié de nous contacter sous le no 1.544 à : SOPIC, B.P. 31. 67001 STRASBOURG CEDEX.

JEUNE COUPLE, tenace plein d'IDEES et d'énergie, cherche Bienfaiteur (trice) pouv. les aid. à concrétiser leurs projets Ecr. no T 013940 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Recherchons commanditaires min. 200.000 F capital garanti, résultats possibles très élevés. TEL. MERCURE : 285-32-55 et 754-77-30

Sté d'exploitation industrielle et commerciale de matériel de sports et loisirs, recherche PARTENAIRES FINANCIERS p. le développement de ses activités (min. 150.000 F d'apport par associé). - Tél. 823-17-70

perdu-trouvé

RECH. Jeune CANICHE nain gris accidenté et recueilli jeudi 31 mai à MONTROUGE angle N. 20, bd ROMAIN-ROLLAND. Récompense : 735-09-53

travail à domicile

Demande

Frappe thèses, manuscrits, mémoires sur I.B.M., multilingue, travail soigné et rapide. B.A.I. - 502-18-80

Frappe de vos thèses, rapports, cassette, sur I.B.M. boule. rapide. Tél. 926-95-00

traductions

Demande

Pour vos travaux de traduction français - arabe - anglais. Tél. 588-51-42

demandes d'emploi demandes d'emploi

FINANCEMENT LOGEMENT

SPECIALISTE HAUT NIVEAU — 30 ANS —

D.E.S. Sciences Eco., 5 années administration centrale (études financières, négociations) + 2 années crédit immobilier.

Etudierait toutes propositions (banque, établissement financier, builders, logement social, organismes professionnels)

Ecrire sous le no T 013.916 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS

JURISTE NÉGOCIATEUR 45 ans
— parfaitement bilingue anglais :
— rédaction et négociation contrats grands ensembles à l'exportation, spécialisé dans

FINANCEMENTS EXPORT

de toutes sortes et de toutes provenances internationales : crédits export, eurodevises, crédits multinationaux. cherche poste rayonnement international basé PARIS

Ecrire sous référence T 13 902 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

COMMERÇANT CHARGE D'AFFAIRES

PAYS ARABES AFRIQUE EXTRÊME-ORIENT

Installations industrielles clés en mains Biens d'équipement - Infrastructures cherche POSTE CHEF SECTEUR ou DIRECTEUR EXPORT.

Ecrire sous le no 1.124 à : « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS CEDEX 09.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES recherche emplois pour

EMPLOYÉS (ÉES)

de Service Commercial connaissant la comptabilité usuelle et la dactylo. Disponibles fin juin. Tél. à 735-18-30 (postes 86 ou 37).

DIRECTEUR TECHNIQUE

S.A.V. MINI-INFORMATIQUE
— 37 ans, bilingue anglais.
— 15 ans d'expérience informatique.
— Etudie toute proposition de même nature ou dérivée.

Ecrire sous le no T 13.963 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. CADRE COMMERCIAL P.M.E. — 45 ans. Responsable d'un département « produits Imprimerie », expérience réussie dans : animation des ventes, organisation et approvisionnement des produits et gestion des stocks, position V.R.P. RECHERCHE : fonction similaire ou approchante (Section E).

J.F. CADRE JURIDIQUE. — 24 ans. Maîtrise de droit privé, anglais, allemand, 2 ans d'expérience en tant que responsable service (droit des sociétés, des contrats, du travail « gestion personnel embauche, payes, déclarations », contentieux). RECHERCHE : situation Paris, rég. Paris. (Section BCO/JCB).

J.F. — 27 ans. Diplôme langues orientales Institut de commerce international, russe courant, bonnes notions anglais, dactylo expérience 3 ans à l'étranger. RECHERCHE : situation stable secrétariat, traduction, interprétariat (Section F).

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL. — 58 a. Expérience rapport et constitution clientèle, direction et organisation ateliers : tirages de plans, petite imprimerie, duplication, photo, etc. RECHERCHE : emploi similaire (Section BCO/JV).

ANPE

s'adresser à: AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

CHEF DE PERSONNEL

47 ans, 20 ans référ. industrielle dans deux grandes entreprises françaises. - Possède grande expérience de la fonction. Habitude des négociations avec partenaires sociaux, relations avec organismes patronaux, recrutement, formation, gestion, rémunération, sécurité, etc., RECH. POSTE SIMILAIRE DS ENTREPRISE MOYENNE IMPORTANCE : (industrie ou tertiaire) de préférence en province. Libre sous trois mois. Ecr. no 15.859 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

INGÉNIEUR CNAM 77

37 a., exp. 7 ans télécom. (tél.), 3 ans de logiciel Mitra et 6800, connaiss. comptabil., ét. tte prop. technique ou technico-commerc. Ecr. no T 13.938 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

GEOM-EXP. D.P.L.G.

42 ans, célibat., 15 a. exp. tous travaux, dont étranger, anglais, LIBRE RAPID., CH. POSTE FRANCE ou ETRANGER. Téléphoner au 906-52-30 ou 522-98-12.

ÉDITION OU AUTRE

J. fme, 31 ans, célib., lic. hist., bon niv. angl., alld, russe, not. compt. et dactylo. Exp. refonte + direct. biblio. univ., milieu jeunes Chantilly, services litt., presse, fabricat. en édition, RECH. POSTE

ASSISTANTE

PREFERENCE A CONTRAT durée illimitée. Efficacité, % calme, étudie toute proposition. Ecr. no 89.942 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TRADUCTRICE DIPLOMEE E.S.I.T. russe-anglais, Séjour 1 an U.R.S.S. recherche traduction-interprétariat. TEL. : 344-59-27 SOIR.

Je suis un praticien de la

FORMATION PERMANENTE

J'ai 32 a., et 5 a. exp. indust. Je désire progresser ds société de conseils ou grand groupe. Ec. no T 013920 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE DIRECTION GÉNÉRALE

Possédant :
— Sténo anglaise.
— Excellente rédaction.
— Sens des responsabilités.
— Expérience import-export.
— Sens contact clientèle.
Méthodique, discrète. Parfaitement bilingue anglais.

Ec. no T 013942 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris ou tél. ce jour : 754-66-10.

CHEF COMPTABLE 32 ANS

Bilan fiscal, bilan analytique mensuel, déclarations fiscales et sociales, cherche place rég. Sud ou Sud-Ouest, 15 ans d'exp. S'adresser à M. Siroux Alain, 36 bis, avenue des Ombrages, 91800 BRUNOY ou tél. 046-44-96 à partir de 18 heures.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

38 ans, bil. angl., format. supér., 15 ans expér. contrôle gestion, personnel, achat, services généraux, CHERCHE SITUATION. Libre de suite - Ecrire : no T 013964 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. FME DOCUMENTALISTE

I.N.T.P., 10 a. expér. secteur CULTUREL ET ECONOMIQ. ch. poste à PARIS, domaines simil. ou presse, information publicité. Etudierait toutes propositions. 6.000 F par mois. Ecr. no T 13923 M, Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. allem. tril., dipl. 3e cycle en France ch. emploi traduction ou autre. T. 285-24-42/329-39-03.

J.F. 31 a., Assistante du P.-D.G. 10 ans expérience dans fonction très commerciale tr. autonome, recherche poste à

DAKAR (SÉNÉGAL)

dans Sté française. Ttes propositions sérieuses seront étudiées. Ecr. no 89870 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

CADRE COMMERCIAL

37 ans, résidant à Paris. Mettrait ses 15 années d'expérience dans multinationales au service d'une P. M. E. (de préférence). Postes occupés : Vente - Encadrement - Marketing Industriel. Ecr. LAF. CONSEIL, réf. 13/06, 9, rue Descombes, 75017 PARIS

JEUNE FEMME - 23 ans

actuellem. responsable du service de dépôts de marques françaises dans un cabinet d'avocats américains spécialisés en matière de propriété industrielle.
— Titulaire Bac G 1.
— Italien, espagnol, anglais.
— Bonne présentation.
— Passionnée des contacts humains, des voyages et de la pratique des langues étrang.
Cherche poste guide touristique - responsable de séjours en France et à l'étranger.

Ecr. no1127, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Licence HISTOIRE-GEO et MAITRISE expérience réussie ENSEIGNEMENT, facilités d'expression orale et écrite, Dynamisme, passion pour toute forme d'expression et travail d'équipe, caractère facile et optimiste, cherche activités créatives, dans domaine culturel, ou spectacle. Ecr. Havas, Marseille 93534

Dame libanaise, parfaitem. tril. (franç., angl., arabe) tr. bne présentat., 10 ans expér. ds les relations publiques, souhaite collab. av. mais. sér. dans tous pays. Ecrire Mme CHAB, 201, rue Lecourbe, Paris-15e

J.H. 24 ans, libéré O.M. diplômé Sc. PO, RI, anglais, courant cherche emploi dans presse ou entreprise ayant relation avec étranger. Ecrire GUINOT, 1, rue Liégeard, 21220 FIXIN.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et CHEF DU PERSONNEL 55 ans. Membre ANDCP, excellente santé, caractère jeune, efficacité, dynamisme, faculté particulière adaptation (diplomatie, psychologie), dispositions naturelles dans les relations humaines, esprit de négociation. E.S.C. Licence en Droit. Anglais courant, 20 ans expér. professionnelle permettant d'assurer totalement la fonction PERSONNEL (généraliste). Expér. métallurgie et chimie. Organisation et gestion paye informatisée et services généraux. Disponible immédiatem. toutes régions France et Outre-Mer, rech. emploi similaire. Ecrire BITTON, 3, rue Fournier, 92110 CLICHY. Téléphone : 739-41-52.

J. F., 24 a., célib., dipl. DECS Maîtr. Gestion. Langues angl., allem., rech. respons. Paris. 203-33-35, matin.

EQUIPE INFORMATIQUE, 3 pers. dyn. dont 1 Ph. I.A.E., ch. sur Paris ou proche banlieue faire profiter de 5 a. expér. commune ds domaine santé et hôpitaux. Habit. à mener à terme tt projet de gest. stocks, comptab. matières et analytique sur matériel CII. Ecr. no 1.106 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Mets vingt ans d'expérience ds planification équipements pour la vie sociale : programmation, localisation, construction, coûts de fonctionnement au service bureaux d'étude, architectes, municipalités. Ecr. no 1.120 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Attaché Direction capable de s'insérer ds votre équipe malgré 58 ans. Très dynamique. Grande expérience Text. et Conf. Ecr. no 1126, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

ARCHITECTE D.P.L.G. 8 ans expér., ch. exercice études, projets, réalis. 633-33-93, Massenot.

JURISTE expér., maîtrise + DES droit privé, angl., 8 ans responsable service juridique et contentieux (droit des affaires, assur., etc.), CAPA, ch. situat. sim. de secrét. génér. Lib. rap. Ecr. no 1109, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Afr. jur. d'entr., 39 ans, maîtrise, D.E.A., dt des affaires, dipl. I.D.A., connaissance assur, et fisc., niv. D.E.C.S., ch. pl. m. à mi-tps cab. jur., d'aff. cpt. C.A.C., Sté mult. Fr. ou étr. Ecr. no 1.134 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Fonctionnaire en disponibilité. Form. Sc Eco + Sc. Po connais. approf. milieux administ. et politiques, habitude contacts tr. ht niveau, cherche poste directeur relat. exter. importante Société. Ecr. no 1 128 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre technique dynamique, 34 ans, organisation méthode gestion de production, recherche emploi dans P.M.E. Ecrire no T 013.917 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 26 a., licenciée en droit (homologué maîtrise) D.E.A., ch. place cab. juridique, contentieux ou autre pour 1er emploi. Etudie toutes propositions. Ecr. no T 13.934 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J. H. 28 ans, nation. algérienne dipl. 3e cycle Sc. hum. cherche emploi. Téléphone : 285-24-42.

J. F. 31 ans, HOLLANDAISE. Bonne présentation, dynamique, études sociales supérieures, 10 ans d'expér. dans plusieurs pays dont la France. Parl. couramm. hollandais, franç., angl., allem. recherche poste à resp. Paris ds le secteur relat. publ., attachée de presse, tourisme. Libre à partir d'octobre. Etudierai toutes propositions. Ecr. no 1.130 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne Fme 33 ans, lic. anglais, maîtrise espagnol, 6 a. expér. secrétariat de rédaction, rech. poste : Presse ou Edition. Ecr. Ch. Colomban, 272, rue des Gros-Grès, 92700 Colombes.

SECRETAIRE sér. réf. posséd. machine I.B.M. sphère rech. ts travaux à domicile, travail rapide et soigné. Tél. : 557-66-44.

Chef serv. adm. ventes export., facturation-douanes transports, 41 a., breveté comm. internat., grande expérience recherche poste similaire Paris-Banlieue. Branche indiff. Libre de suite. Ecr. no 89.932 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Etud. vietnamien en compt. niv. probatoire ch. emploi de vacances, septembre. T. 567-58-60.

Jne Fme probatoire au D.E.C.S. cherche stage en gestion. Téléph. : 747-03-17 après-midi.

Jne Fme secrétaire direction + licence droit privé, 12 années expér. en Algérie, ch. emploi à l'étranger, préférence ALGER. Ecr. no T 013.965 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt.

ILE DE LA CITÉ
Dans immeuble de caractère
5 P. triple LIVING + 3 chambres, tt confort, refait neuf, sur jardinet privé, soleil, parking en location à proximité. 780-57-77. Mardi 14 à 17 h : 14, RUE DU CLOITRE-NOTRE-DAME

ILE SAINT-LOUIS. - ODE. 95-10 DUPLEX, 5 Pces, gd luxe, asc.
BALCON VUE SUR SEINE

5e arrdt.

GOBELINS Me - 3 P., cuis., bains, confort, état neuf, 2e étage (asc. poss.), Prof. libérale admise - 336-17-36

S.F.P.G.I. (groupe Suez) vend
128, RUE MOUFFETARD
2 P. à 6 P. Sur place lundi, mardi, jeudi, samedi, 14 à 18 h 30. 755-98-57.

CONTRESCARPE - Récent, ravissant 4 P., 85 m², living + 3 chambres. Calme, soleil. - Parfait état - 535-86-37.

7e arrdt.

CHAMP DE MARS (Près)
APPT GDE ALLURE
276 m2 Exceptionnel Récept. + 3 chbres
633-29-17 - 577-38-38

BAC Imm. pierre de taille STANDING
TRES BEL APPT FAMILIAL grande réception + 5 chambres, 220 m2, chbre service, confort. 633-29-17 - 577-38-38

VUE Ste-CLOTILDE. ODE. 42-70 DUPLEX 130 m², étg. élevé. Asc. Luxueuse rénovation, calme - PETITE TERRASSE.

8e arrdt.

ALMA PIED-A-TERRE LUXUEUX 3 P.
Vue sur Seine - Chbre service MICHEL et REYL. — 265-90-05.

ETOILE Sur avenue 6 P. 2 bains
3e étage. Grand conft. Luxueux. Possibilité profession libérale. MICHEL et REYL. — 265-90-05.

9e arrdt.

9e - ENTRE LES GARES NORD, EST et ST-LAZARE vue sur le square MONTHOLON (parkg 300 places), BEL IMM. pierre de T., catégorie 2 A asc. 6 PCES tt cfort, chambre de service 180 m² environ, cave. 1.000.000 de F. Tél. 878-75-90 (1er ordre profession libérale).

10e arrdt.

PARMENTIER 165 m2, imm. ravalé, cour-jardin. 690.000 F - 280-28-23.

12e arrdt.

RUE ARNOLD-NETTER, dans immeuble 74, sur terrasse-jard. privatif, 9e étage, livg, 2 chb., cuisine aménagée, s. de bains, soleil, calme - 705-24-10.

13e arrdt.

NOUVEAU XIIIe Immeuble 1975
VRAI 3 P. TT CFT, ét. élevé, park. 360.000 F TVA incluse. COTIMO, M. Petit - 783-62-74.

14e arrdt.

103 m² récent, pierre de tail., ét. élevé, 5 P., 2 bns, 685.000 F - 548-76-25.

15e arrdt.

Très bon 15e, pierre de taille, 1930, 117 m², séjour 39 m², 3 chbres, 3 bains, cuis. équ., 890.000 F - 548-76-25.

16e arrdt.

AV. FOCH même - Part. cède rez-de-ch. superbe dble living, cuis., salle de bains entièrement aménagée. Avec jardin privatif de 90 m2 environ. — Téléph. : 256-38-84.

IENA SUPERBE 7-8 PCES
Etage élevé - Soleil - 622-02-17.

MICHEL-ANGE
IMM. STDG - ASC. - SOLEIL
BEAU 5 PIECES Double living 3 CHBRES
2 bains, entrée, cuisine, w.-c. Tout conft - SUR RUE et COUR ENTIEREMENT RENOVE
PRIX 870.000 F
Mardi, mercredi de 11 à 19 h., **23**, RUE POUSSIN - Métro MICHEL-ANGE - Auteuil, ou tél. : 526-51-33, heures bur.

HAMEAU BOILEAU
Havre de verdure, luxueux duplex, living + chambre, tr. grand standing. Prix élevé justifié - 567-22-88.

PASSY - 4-5 PIECES
Tt confort, 6e ét. asc., 135 m2, balc., soleil. 567-47-47 matin.

PLACEMENT OU HABITAT
O.R.T.F. STUDIO gd standg. Résidence 70, 7e étage, loggia, ensoleillé, 30 m², 235.000 F - Location poss. 1.250 - 285-71-82

IENA 7 P. 240 m2 - 2 s. bains 4e étage - Chbre service. Prof. lib. 1.690.000 F. 742-75-68.

18e arrdt.

MONTMARTRE Immeuble récent
tt conft, 3 chbres, 1 gd séjour, belle cuisine, s. de bains, cab. toilette, nombreux PLACARDS, tél., cave, TERRASSE. 630.000 F - 878-97-52.

BUTTE-MONTMARTRE 54, RUE LEPIC
Bel imm. parfait état, tapis escalier, concierge, gd 3 P., entrée, cuis., wc, bains mod., chff. cent., état nf, moquette. Px 370.000 F. Créd. Vr pptaire SAM., LUNDI, 14 h à 18 h 30.

19e arrdt.

PL. FETES face Mo. Bel anc. 3 p., c., cft, balcon sur rue. 250.000 F. - 346-11-76.

78 - Yvelines

AU PECQ. Appt 5 P. princ., park. s.-sol, cave, pisc. et tennis privé. 913-68-31 ap. 18 h.30.

92 Hauts-de-Seine

MONTROUGE Bel imm. 3 p., cuis., cft, s/stade 5e ét. Soleil. 240.000 F. 346-11-76

BOULOGNE Très calme, sur verdure
Belle résidence 1970 av. grand jardin, bon standing, près futur Métro, liv. + chbre, cuis. équipée, wc, bains, entrée, penderie, grand balcon av. terrasse. 330.000 F, crédit. Gar. possible 20.000 F. M. MENETRET, esc. G, 4e ét. : 18, rue de Sèvres. Mardi, merc., 14 h 30 à 19 h 30.

Vaucresson. 37, av. Le Nôtre, Résidence, 3 P., tt cft, 80 m², 420.000 F - Téléph. 874-70-47.

94 Val-de-Marne

SAINT-MAUR
20' Etoile par R.E.R., appart. gd standg 180 m² disponible, mais finition intérieure à faire. Vendu directement par constructeur 5.000 F le m². Téléphone 886-82-74.

appartem. achat

Rech. appts 1 à 3 p., PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e avec ou sans travx, paiem. cpt chez notaire. Tél. 873-23-55.

Jean FEUILLADE - 54, av. de La Motte-Picquet 15e, 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

hôtels-partic.

Métro TOLBIAC
Gde maison sur 225 m2 au sol. 8 P., cft., bon état. 1.200.000 F. Martine Immobilier. 320-26-35.

viagers

Vendez rapidement Conseil, Expertise, Indexation gratuit Discrétion. Etude LODEL 35, bd Voltaire. - 355-61-58

RUE SAINT-HONORE
BEAU 101 M2, cft, viager occupé 1 tête 70 ans. Comptant 100.000 F. 2.414 F mens. 352-10-62

BOURGET, villa meulière, 5 p. gar., 750 m2 jard. arboré + gar. camion, 175.000 + 3.000 F rente. LODEL. - 700-00-99

STE SPECIALISTE VIAGERS
F. CRUZ 8, rue La Boétie Tél. 266-19-00
Prix, indexation et garanties Etude gratuite, discrète.

Province

BEAULIEU. Magnifique appartement rénové, luxe, 237 m² dans hôtel partic., vue mer panoramique, 2.000.000. UFFI. 3, promenade des Anglais, 06000 Nice. (93) 87-19-07. Fichier import. appt, villas. Envoi gratuit condensé. Programme immobilier COTE D'AZUR.

locations meublées Demande

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux apparts de standing 4 P. et plus - 285-11-08.

locations non meublées Offre

Paris

BD SUCHET. Vue champ de courses, magnifique 4 P., cuis., bains, chff. centr. TEL. Balc. + chbre service avec douche. Net 5.412,50 F - 563-53-24.

ILE SAINT-LOUIS
Charmant studio, cuis. équipée, bs, tél., 25 m² env. calme, impecc. 1.380 C.C. - 322-73-46.

Pptaire loue dans petit imm. résident. 7e arrdt, appt 55 m², pl. sud, 5e étg., cuis. équ., balc. sur square, cave, tél., bail 6 a. 3.500 F+chg. Tél. 296-22-41, de 11 h. à 18 h., ou 828-43-19.

Région parisienne

EGLISE AUTEUIL
Imm. récent, dble livg+2 chb., refait neuf, calme, ensoleillé. 3.700 F + 8 % chg. - 603-53-79.

locations meublées Offre

Paris

ECOLE PRIVEE 8e arrond.
recherche pour ses étudiants et étudiantes de province chambres indépendantes ou chez particuliers, disponibles au mois d'août.
Institut supérieur de tourisme. Tél. : 266-32-47, hres bureau.

locations non meublées Demande

Paris

P. à P. rech. 2 p. ensol. Paris, 7e, 8e, 16e, 17e, nord 15e, 1.700 F c.c. env. fin juin. T. 764-15-58.

Région parisienne

Pour Stés européennes, ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

villégiatures

JAVEA - ALICANTE
Août, particulier loue villa + piscine et jard. 7 pers. 10.000 F Tél. le matin 660-37-34

constructions neuves

Neuilly - St-James
"18-20, rue de la Ferme"
Petite Résidence - 4 p. 110 m², 2 p. 61 m².
Livraison immédiate
Visites Lundi-Mardi 14-19 h
simer 42, av. Victor Hugo Paris 16e - 500.78.78

bureaux

Domicil. artis. et commerç., siège S.A.R.L. Rédact. d'actes, statuts. Informations juridiques, Secrét., tél., télex, bur. - A partir de 100 F par mois, Paris 10e, 11e, 15e, 17e 355-70-80 - 229-18-04.

17e. Guy-Môquet. P. loue local pr 2 burx 45 m², refait neuf. Tél. 2 postes. Bail 2 ans. 2.000 F C.C. Tél. 870-67-76.

BASTILLE 11e
PROPRIETAIRE loue 1.600 m² impeccables, climatisés. Loyer 800.000/an. Libres. - 563-83-33.

locaux commerciaux

180 F LE m2 PARIS A louer
Imm. ccial 1.600 m2, dont 900 m2 rez-de-chaussée. - Ecr. no 120 I.P.F., 12, rue d'Isly, Paris (8e).

A louer zone industrielle MONTPELLIER. 300 mètres embranchement autoroute DEPOT COUVERT 3.000 m² — Quai chargement. — Embranchement ferroviaire. B.P 79, 93602 AULNAY CEDEX - Tél. 866-26-06.

Particul. de préfér. à particul. recherche quartier Saint-Lazare, Opéra, Havre-Caumartin, Champs-Elysées, locaux commerciaux, bon emplacement, libres rapidement, fort loyer. Téléphoner à M. MESTRE : 209-03-00.

A vendre près de Sézanne (51) ancien commerce surf. 153 m2 + grange et jardin 254 m2. Peut envisager commerce atelier ou entrepôt. Autres renseignements 16-26-80-54-76 ou 16-20-52-46-61.

Vds 1.200.000 F terrain 5.000 m2 avec atelier, bureaux, locaux commerciaux. appt. Surface déployée 1.200 m2, construction 72. Proxim. axe Paris-Strasbourg. sortie Reims-Tinqueux. Marc VAUDREY, Z. I. du Moulin de l'Ecaille, 51430 Tinqueux. T. (26) 88-43-55.

fonds de commerce

BEAUBOURG cède bail neuf tous commerces, 120 m2, 5e ét. Ecr. no T 013918 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Cède CABINET ADMINISTRATION DE BIENS (Val-de-Marne), près métro : 5 bureaux, 4 lignes de téléph., dépendances + garage. Bail 9 ou 12 ans. Ecrire au no 15.162 CONTESSE PUB., 20, av. Opéra, 75040 Paris.

RUE DE SEINE. Droit au bail 90 m² y compris petit local en toute propriété, commerce d'art Tél. 766-39-94 après 20 heures.

BEAUBOURG. Vente ou locat.-vente, centre esthétique/sauna. Prix très intéress. cse départ. Ecr. T 013.950 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

villas

ESPAGNE
Entre Tarragone et Valence
Dans magnifique pinède surplombant Méditerranée
Ravissantes villas nves s/300 m2 TERRAIN et plus à partir de
139.000 F
Vous avez séj., terrasse, cuisine équipée, 2 chbres, s. bains en mosaïque. - Toutes commodités sur place. - Crédits possibles Voyages organisés pour visite.
AVIS 63, bd Sébastopol, Paris-3e 274-24-45

SAINT-CLOUD Quartier résidentiel
Val-d'Or - 5' gare. Magnifique propriété 1900, réception 60 m2, salle à manger d'été, 4 chbres, bur., jard. arborisé, beaucoup de charme. VUE SUR PARIS. Prix : 1.800.000 F. H. COGE S.A. - 602-57-27

JOINVILLE - A SAISIR
Superbe villa, 7 P. + dépend., gd jard. direct s/Marne, embarcadère. 1.100.000 F. 320-80-51.

CROISSY-SUR-SEINE
Calme, Villa Ile-de-France, récept. 50 m2 + bur., 4 chbres, 2 bns, tt cft., gar., chauf. gaz. Beau Jardin d'Angle 780 M2. AGENCE DE LA TERRASSE, LE VESINET. 976-05-90.

THIVERNAL
37 km ouest Paris, dans vieux village, prop. vd ravis. maison de caractère, décoration raffinée. 380 m2 habit., réception 85 m2, cheminées, vieux matériaux, garage, 6 chbres, 4 bains, terr. 7.000 m2 pelouse et arbres, rivière. Visite possible 19 et 20 juin. Tél. : 056-45-69.

pavillons

BOIS-LE-ROI pr. Fontainebleau part. vd pavil, 4 P., 2 s. d'eau, 2 w.-c., cuis., terr. vitrée. S/sol gar., jdin 4.600 m2. 870.000 F. Tél. de 19 à 21 h. au 328-31-79.

FONTENAY-AUX-ROSES
dans un jardin de 1.000 m2. Belle maison, réception, 8 ch., confort. 25 minutes du CHATELET. 325-83-81.

terrains

EPINAY-SUR-ORGE
30' Paris, gare, autoroute, à vendre terrain à bâtir de 875 m2 peut recevoir pavillon 12 m2 façade, 300 m2 plancher sur 3 niveaux, branch. eau, électr., téléph., tout-à-l'égout installés, dans petite construction 3 pièces existante, clos de murs. 265.000 F. Tél. 448-93-41

LOIRET
Particulier vend 15 km sud de Montargis, terrain à bâtir de 1.833 m2. Façade 24 m. Prix : 25 F le mètre. Tél. : 946-52-77, après 18 heures.

maisons de campagne

HAUTE-LOIRE 30 km du PUY
CHALET F 3, cft, 2.000 m2 terr. 150.000 F. (78) 08-72-52 ap. 18 h.

P. vd ds hameau 30 km Privas beau site, maison ardéchoise, cheminée, dép., bergerie, cave voûtée, e., él., jard. Ecr. à Cedar, 8, r. Egalité, Grenade.

A V. maison dans village au Leu-Barroux, 6 P. hab. et 2 pet. pces. Px 220.000 F. S'ad. à M. Jappert, Grande-Rue, Le Barroux 84330.

Près GOURNAY-EN-BRAY
(76) 100 km Paris, urgent raisons familiales vends maisonnette, séj., cuis., 2 ch., confl., couverture chaume à refaire sur terrain 4.000 m2 boisé sapins, cadre magnifique. Prix à débattre. Tél. : 357-08-50, heures bureau.

Vends LOT belle maison camp., 9 p. + dépend., cft, 2 caves voûtées, terrasses, 25 U. TELEPH. : (65) 35-23-43.

fermettes

LOIRET
140 KM DE PARIS
ISOLEE SUR 3.000 M2
FERMETTE
avec beaucoup de caractère construction en brique de pays 3 pièces avec poutres apparentes et cheminée, salle d'eau, cuisine, très belle grange attenante av. solide charpente aménageable avec loggias. Garage.
PRIX 240.000 F avec 10 %.

S.I.T.E.
Ts renseign. bureau de PARIS 59, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. 563-55-66

MAGNIFIQUE FERME
PARIS 330 km. Surf. sous même toit 230 m2, terrain att. 1 ha 60 ares, entièrement rénovée, séj., poutres, cheminées pierre, 3 ch., s. d'eau carrelée, cuis., etc., clos de haies. Px total : 260.000 F. Doc. photo s/dem.

PÉRIGORD
Belle maison ancienne
Prox. hameau, tr. beaux ombr., terrain 5.000 m2, prairies, eau, élec., vue étendue. 210.000 F. PROPINTER S.A. B.P. 33 24103 Bergerac. T. (53) 57-53-75

Drôme Sud, 15 km Montélimar, ttes commodités à 2,5 km, fermette drôm. de car. en pierre de pays, ptres appar., restaurée avec goût, 110 m² hab., tt cft, tél., nombx dép., au mil. de 6.000 m², avec verger, pleine campagne. Vue étendue et impren. 700.000 F. 16 (75) 49-82-76.

propriétés

PRIX EXCEPTIONNEL
pour cette
BELLE DEMEURE DU XVe
Rez-de-ch. entièrement restauré avec 3 pces, cuisine équipée, salle de bains.
1er étage : 2 pces, grenier aménageable. Tour de guet. Cheminées et escalier de pierre magnifiques. Dépendances. Jardin clos et piscine.
Prix 200.000 F crédit maximum.

S.I.T.E.
55, place du Général-de-Gaulle 86000 POITIERS. Tél. (16) 49 88-86-38
Ts renseign. Bureau de PARIS 59, rue La Boétie 75008 PARIS Tél. 563-55-66

AUBAGNE
10 KM CASSIS
10 KM MARSEILLE
Très belle propriété sur 3.000 m2 piscine avec résidence d'été + tennis, villa en pierre, 200 m2 habit. 2 appart., garage, plein sud au calme. Prix 280.000 F comptant + 11.200 F fac. LOGINTER. Tél. (91) 54-76-17

Rég. Montfort-l'Amaury, Résid. de caract. 5/2 ha., maison de maître : réc. et 6 chb., tt cft, maison garde et dépendances - 1.800.000 F. Nathan. - 327-0-99

LE PERREUX, 7' R.E.R.
7, AV. LAMARTINE
beau pav. récent, sous-sol aménagé, liv. 40 m2, cuis. équipée, 4 chambres, 2 bains, chauff. cent., gar. 2 voitures, jard. 350 m2. Prix 735.000 F. Crédit 80 %. Visite samedi, dimanche, de 10 à 18 h.

châteaux

Rég. FALAISE Pet. CHATEAU XVIe et XVIIIe, Sup. parc 11 ha. Etant poss. 30 ha bois, 20 ha terres. Total : 61 hectares.
Rég. LAVAL BEAU CHATEAU XVII, 12 pièces. Futaies, terres étangs, 50 hectares.
Rég. ALENÇON MANOIR XVIe à restaurer, 2 à 4 hectares.
Ht ANJOU. Région Segré CHATEAU 1815, 15 p., bon état. Terres, Parc, Etang 12 hectares. 25 km sud-est d'ANGERS
PRESBYTERE XVIII, 7 p., b. état, jardin de 3.200 m2. HOUDIARD, B.P. 83, LAVAL. TEL. : (43) 56-61-60.

NORMANDIE (76)
25 km MER - XIXe, 11 chbres, communs, 2 maisons, futaies et prés, 18 ha. - 1.200.000 F.
BELLES DEMEURES DE FRANCE Téléphone 387-92-76
68, bd Malesherbes, Paris 8e

OFFICIERS MINISTÉRIELS
et ventes par adjudication

Vente sur licitation au Palais de Justice à NANTERRE, le MERCREDI 4 JUILLET 1979, à 14 heures
UN PAVILLON de 4 pièces principales
cuisine, garage et jardin - Superficie de 476 m2
sis à
CLAMART (Hauts-de-Seine)
64, rue des Coquelicots
MISE A PRIX : 280.000 FRANCS
S'adresser à Me GRANDCOLLOT, avocat, 43, rue La Fayette à Paris (9e), tél. 878-08-67 ; Me BROQUISSE, notaire, 31, boulevard du Lycée à Vanves.

Vte s/surench. 10e, Pal. J. Nanterre, merc. 4 juill. 79, 14 h. UN SEUL LOT.
PROPRIÉTÉ à SURESNES (92), 19, r. HUCHE, comp. de
PAVILLON (en façade). Entrée, cuis., dégag., salle de séjour, chambre, salle de bns ; à l'étage : 2 chamb. ; au-dessus : faux gren.
BAT. (à la suite), élevé sur cave, un rez-de-chaussée et 2 étages divisés en CINQ LOGEMENTS.
PAVILLON (au fond). Pavillon de 9 pièces à usage de bureaux. MAGASIN au sous-sol.
ATELIER à la suite. COUR entre les bâtim. et JARDIN. Le tout édifié sur un TERR. cadastré sect. D no 9 pour 781 m2, et sect. D no 14 pour 436 m2. PARTIELLEMENT LIBRE. PARTIELLEM. OCCUPE. PARTIELLEM. LOUE
M. à P. 885.500 F. S'ad. Me J.-J. ATLANI, avocat à Issy-les-Moulineaux (92), 28, rue Marceau ; Me L. BOURGUIGNAT, avoc. Paris-8e, 36, av. de Wagram, tél. 766-81-64 ; Me CHAUVIN, not. à Suresnes (92), 107, r. de Verdun ; et s/lieux pr visiter.

VENTE sur publications judiciaires, Etude de Me CHARDON, notaire à Paris (8e), 83, bd Haussmann, le VENDREDI 29 JUIN 1979, à 14 h. 30, EN UN LOT
PARTS S.C.I. RESIDENCE LECLERC, donnant droit jouissance et attrib.
UN APPARTEMENT au KREMLIN-BICÊTRE (94)
25, RUE DU GENERAL-LECLERC, au 4e étage, couloir à droite de l'escalier, 2e porte à gauche, compr. entrée, cuis., séjour, chambre, s. de bains, w.-c., 2 placards de dégag. et rang. (Lot 72) - CAVE no 22, sous-sol (Lot 47).
Mise à Prix : 160.000 F. Consign. pr ench. 20 000 F, chèque certifié. VISITES : lundi, mercredi et samedi, de 15 h. à 18 h. sur place avec permis de visite. - S'adresser pour renseign. : Me CHARDON, notaire à Paris, 83, bd Haussmann ; Me Marcel JARRY, avocat à Paris (8e), 50, bd Malesherbes.

VENTE sur publication judiciaire au Palais de Justice à Versailles 78. LE MERCREDI 27 JUIN 1979, À 14 HEURES
EN 32 LOTS
CINQ APPARTEMENTS AVEC GARAGES
ET 27 GARAGES
dans la résidence « Les JARDINS DU ROI »
A VERSAILLES (78) - 39, BOULEVARD DU ROI
LIBRES A LA VENTE — MISES A PRIX DIVERSES
S'adresser au Cabinet de Me DRAPPIER-VILLARD, avocat à la Cour de Versailles, 43, rue Berthier, 78-Versailles, et Me Jean-Yves LIENARD, avocat, 5, rue des Etats-Généraux, Versailles, et sur les lieux pour visiter, auprès de la gardienne.

SERVICE DES DOMAINES
Vente aux enchères publiques le 3 juillet 1979 à 10 heures Mairie de SALIES-DE-BEARN (64)
ANCIEN HOTEL DES POSTES
Salies-de-Béarn
26, cours du Jardin Public
Pavillon : 310 m2 au sol. Rez-de-chaussée, 2 étages plus 3e étage mansardé, jardinet, petite cour. Sup. 670 m2. R.-de-ch., 1er et 2e étage : libres. 3e étage partiellement loué.
Mise à Prix : 320 000 F
Visite : S'adresser à l'Agence des Télécommunications de Salies-de-Béarn.
Renseignements et consultation du cahier des charges : Direction des Services Fiscaux et Inspection des Domaines, Hôtel des Impôts, 6, r. d'Orléans à PAU (T. 27-21-50). Recette Principale des Impôts, Hôtel des Impôts, ORTHEZ (Tél. 69-36-77).

Vente sur licitation au Palais de Justice de Paris, le lundi 2 juillet 1979 à 14 heures
UN IMMEUBLE
SIS A
JOIGNY (Yonne), 26, AVENUE GAMBETTA
Au rez-de-chaussée, une Gde Pce avec devanture, vitrines et placards, cuis. ensuite, séparée par une cloison vitrée dans laquelle existe un évier, w.c. ; sous ce r.-de-ch., au ss-sol avec devanture et porte vitrée sur la cour. 1 cave. Au 1er étage, Gde Chambre à couch. éclairée par 3 fenêtres sur l'avenue, 1 autre chamb. à côté éclairée par une fenêtre sur cour. Au 2e ét. : 1 chambre et une cuis. éclairée sur l'avenue, chambre à coucher derrière éclairée sur la cour. w.c. Grenier au-dessus de tout. Cont. 51 m2.
LOUÉ BAIL COMMERCIAL
MISE A PRIX : 75.000 F
Rens. : Me J. Lyonnet du Moutier avocat, 182, r. de Rivoli PARIS 1er Tél. : 260-20-49. Me J.-C. CAIN, 4, rue Monbel, PARIS. Au Greffe des criées du Trib. de Grande Instance de Paris, boulevard du Palais et sur les lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice à Bobigny, le Mardi 3 juillet 1979, à 13 h 30
UN PAVILLON
sur un TERRAIN de 390 m2 env. et dépendances
à Montreuil-ss-Bois (93)
6, rue de la Demi-Lune
MISE A PRIX : 100.000 F.
S'adr. à Me Perret, avoc. à Nogent-sur-Marne (94), 21, rue E.-Zola. T. 873-30-94. Tous avoc. pr. Trib. Gde Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL, PONTOISE.

Vente sur saisie Palais Justice Pontoise (95). Jeudi 21 juin, à 14 heures
APPARTEMENT avec CAVE et EMPL. VOITURE
à ARGENTEUIL (95)
8, PLACE FRANÇOIS-RABELAIS
BAT. A ESCAL. 1, 2e ETAGE DROITE
MISE A PRIX : 70.000 FRANCS
S'ad. à Pontoise à Me BUISSON, avoc., 29, r. P.-Butin. Tél. 032-31-62

VENTE s/convers. de saisie immob., Pal. Just. Paris, lundi 9 juill. 79, 14 h., EN UN SEUL LOT
PARIS 18e - 46 à 52 bis, rue de CLIGNANCOURT
No 46 : 10 APPART. occupés | No 48 : 1 APPARTEM. occupé
No 50 : 1 APPARTEM. occupé | No 52 : 2 APPART. occupés
No 52 bis : 4 APPARTEMENTS occupés
M. à P. 700.000 F. S'ad. Me M. Bidoit, avoc. Paris-5e, 70, bd de Port-Royal, tél. 337-92-99 ; Me G. Johanet, avoc. Paris-8e, 43, av. Hoche, t. 766-03-40 ; Me Boblet, adm. jud., Paris-1er, 22, av. Victoria, tél. 508-04-96 ; à ts avoc. pr. Tr. Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 5 JUILLET 1979, à 14 heures
APPART., CAVE, EMPLACEM. de PARKING
dépendant de l'ensemble immobilier
SIS à PARIS 15e, à l'angle de la rue Lecourbe 335 à 341, rue Vasco-de-Gama 43 à 57 et 74, rue Desnouettes - MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'adresser à Me RIBADEAU-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe à PARIS (16e).

Vente sur subrogation après saisie immob. au Palais de Justice à Paris, le jeudi 5 juillet 1979, à 14 heures
UNE BOUTIQUE sise à PARIS 8e arrdt
4, avenue de Friedland et 179, rue du Faubourg-Saint-Honoré
à l'angle de la rue Berryer, no 2.
rez-de-chaussée, cloisonnée en 3 pièces et entrée avec sous-sol au-dessous
MISE A PRIX : 350.000 FRANCS
S'adresser à Me Jacques SCHMIDT, rédacteur et dépositaire d'une copie du cahier des charges, 17, rue Faraday, 75017 PARIS, tél. 227-71-10 ; au greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé ; et sur place pour visiter.

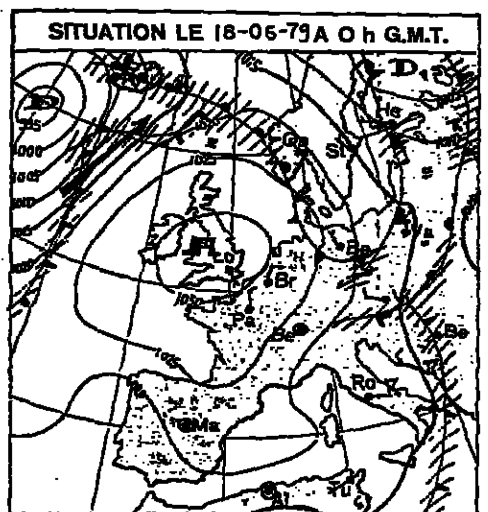
Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le jeudi 5 juillet 1979, 14 h.
IMMEUBLE DE RAPPORT
Rez-de-chaussée - Cinq étages - Superficie 140 m2 environ
PARIS (20e), 44, rue Bisson
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à Me André VALENSI, avocat, 72, rue Gay-Lussac à PARIS (5e), tél. 633-74-51 ; et au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Paris.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS Le jeudi 5 juillet 1979, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
DE BIENS ET DROITS IMMOBILIERS
DANS UN IMMEUBLE SIS A PARIS (15e)
38, bd du MONTPARNASSE et 134, rue de VAUGIRARD
Contenance : 418,50 m2 représentant 3 lots de Copropriété, savoir
Lot no 20 : au r.-d.-ch. : première porte à droite dans le hall d'entrée ouvrant sur la rue de Vaugirard, un ensemble de locaux comprenant : entrée, trois bureaux, salle de conférences.
Lot no 21 : au r.-de-ch., accessible par le précédent lot, jardin à usage privatif.
Lot no 45 : au sous-sol, accessible par un escalier intérieur privatif situé derrière la cage de l'asc. Un ensemble de locaux à usage d'atelier d'art, d'archives, de vestiaires avec cuis. de réserve et un W.C. Par un escalier privatif int. communication avec le lot no 20 situé au rez-de-chaussée.
Mise à Prix : 620.000 francs
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A :
1) Me Jacques SCHMIDT, Avocat au Barreau de Paris, demeurant 17, rue Faraday, 75017 PARIS (Tél. : 227-71-10) ; 2) Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris ; 3) A tous Avocats postulant près les Tribunaux de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, et CRETEIL et sur place pour visiter.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-06-79 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19-6-79 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 juin à 0 heure et le mardi 19 juin à 24 heures :

Un anticyclone, évoluant lentement sur l'Angleterre puis sur le nord de la France, maintiendra une grande partie de l'Europe occidentale à l'abri des perturbations océaniques.

Mardi 19 juin, après quelques brouillards ou nuages bas matinaux près de la Manche, ainsi que dans les vallées de l'intérieur, le temps sera souvent ensoleillé l'après-midi sur l'ensemble du pays. Des nuages passagers pourront donner quelques averses sur les Alpes du Nord, quelques orages isolés sur la Corse et l'extrême Sud-Est, mais les températures, en hausse, atteindront, au cours de l'après-midi, 21 °C à 23 °C dans l'Est et le Nord-Est, 24 °C à 27 °C sur le reste du pays.

Les vents souffleront le plus souvent du secteur nord-est ; ils seront généralement faibles ou modérés, localement assez forts dans la basse vallée du Rhône.

Le lundi 18 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 029 millibars, soit 771,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 24 et 11 degrés ; Biarritz, 22 et 12 ; Bordeaux, 22 et 11 ; Brest, 21 et 9 ; Caen, 19 et 9 ; Cherbourg, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 20 et 12 ; Dijon, 21 et 13 ; Grenoble, 17 et 11 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 19 et 10 ; Marseille, 23 et 15 ; Nancy, 20 et 9 ; Nantes, 22 et 13 ; Nice, 21 et 16 ; Paris-Le Bourget, 21 et 10 ; Pau, 21 et 9 ; Perpignan, 23 et 18 ; Rennes, 22 et 9 ; Strasbourg, 21 et 12 ; Tours, 22 et 12 ; Toulouse, 21 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 11 degrés ; Amsterdam, 17 et 7 ; Athènes, 34 et 23 ; Berlin, 19 et 11 ; Bonn, 17 et 10 ; Bruxelles, 18 et 9 ; Le Caire, 37 et 22 ; îles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 18 et 12 ; Genève, 14 et 5 ; Lisbonne, 32 et 18 ; Londres, 21 et 15 ; Madrid, 27 et 12 ; Moscou, 31 et 18 ; New-York, 29 et 21 ; Palma-de-Majorque, 26 et 11 ; Rome, 23 et 11 ; Stockholm, 21 et 8.

Visites, conférences

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — *14 h. 30, façade de l'église, Mme Allaz : « L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés ».*

14 h. 30, entrée boulevard de Ménilmontant, Mme Vermeersch : « Le cimetière du Père-Lachaise ».

15 h., 1 bis, place des Vosges, Mme Bachelier : « *Promenade dans le Marais* ».

15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Lauzun ».

15 h., 254, faubourg Saint-Antoine, Mme Legregeois : « L'orphelinat Napoléon ».

21 h. 30, sortie métro Saint-Paul, *Mme Legregeois : « Le Marais illuminé »* (Caisse nationale des monuments *historiques*).

15 h., devant l'église Saint-Gervais : « Chez les compagnons du devoir du Tour de France » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., entrée boulevard Edgar Quinet : « Cimetière Montparnasse » *(Mme Hager)*.

15 h., métro Sully-Morland : « Hôtels de Sens, d'Aumont, la Brinvilliers, rénovation du Marais » (M. Teurnier).

CONFERENCES. — *15 h., 107, rue de Rivoli*, Mme A. Fochier-Henrion : « La céramique, l'orfèvrerie, le bronze doré ».

18 h. 30, 21, rue Cassette : « Le port antique de Marseille » (Arcus), projection.

18 h., 4 bis, avenue Hoche, M. Masmoudi : « Pour une meilleure communication humaine » ; M. Edmond Jouve : « Emergence du tiers-monde sur la scène internationale » (Académie diplomatique internationale).

20 h. 30, 5, rue Largillière, M. Geoffroy de Souzenelle : « Tradition et habitudes » (Nouvelle Acropole).

P.T.T.

L'ORGANISATION DU SERVICE D'ÉTÉ

Pour la troisième année consécutive, M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vient de présenter l'opération P.T.T.-Vacances, c'est-à-dire les moyens supplémentaires mis en œuvre par les postes et les télécommunications pour faire face à l'afflux touristique qui, par exemple, porte en été la population de Saint-Tropez de 6 800 à 35 000 habitants.

Un millier de guichets postaux, 85 établissements saisonniers, la prolongation des horaires d'ouverture dans 200 bureaux, 1 100 *tournées de distribution supplémentaires*, nécessiteront l'affectation de 4 538 postiers de renfort, notamment dans les régions de Marseille, de Rennes, de Nantes, *de Montpellier et de Bordeaux*.

Les télécommunications réaliseront, elles aussi, l'effort habituel en installant 2 780 cabines téléphoniques à proximité des plages *et des campings* ; 757 *agents* et 5 000 auxiliaires saisonniers viendront épauler les centres de télécommunications des zones touristiques.

[L'effort estival des P.T.T. ne s'étend malheureusement pas au service de réexpédition du courrier, *qui fonctionne de façon fantaisiste*, à cause du manque d'effectifs et du manque d'expérience des préposés remplaçants.]

Automobile

● *Chrysler France* présente un véhicule sanitaire léger au 13e Salon du matériel d'ambulance qui se tient à Toulouse. Réalisé à partir d'une Chrysler Simca *1307 GLS, ce véhicule est doté* d'un équipement particulier : pare-brise feuilleté clair, garnissage vinyl des portes *et des* sièges, siège spécial pour passager *avant* ; ce siège est réglable en profondeur, inclinable et muni de deux accoudoirs latéraux. Il peut, en cas *de transport d'handicapés*, pivoter d'un quart de tour — présentant ainsi l'assise vers l'extérieur — pour faciliter l'installation du passager et revenir ensuite *en position initiale face* à la route.

Éducation

● *Les inscriptions* pour l'entrée à l'Institut national des techniques de la documentation, formation supérieure de documentaliste niveau *maîtrise, sont* ouvertes du 2 au 13 juillet et *du 3 au 15 septembre 1979* : Conservatoire national des arts et métiers, annexe Montgolfier, 1, rue *Montgolfier*, 75003 Paris. Tél. : 271-24-14 (poste 516).

Prix

UN PRIX ALBERT-CAQUOT

Pour contribuer à revaloriser le métier de constructeur dans sa plus large acception et pour encourager le maintien d'un haut niveau de compétence technique parmi les ingénieurs français, l'Association des ingénieurs des *ponts et chaussées a décidé de* créer un prix honorant ceux dont l'œuvre, au sens large, les aura particulièrement distingués dans le domaine du génie civil.

Afin de *perpétuer* la *mémoire* de l'un des leurs qui s'est particulièrement illustré, ce prix portera le nom de prix Albert-Caquot ; il sera décerné à un ingénieur français auteur d'une œuvre scientifique ou qui, dans le *domaine technique, se sera fait* remarquer, en France ou à l'étranger, par l'un des traits suivants : auteur d'un ouvrage exceptionnel ; participation de *façon déterminante* à la *construction* d'un tel ouvrage ; contribution majeure à la réalisation d'un ensemble notable d'ouvrages ; promotion d'une technique originale.

Ce prix sera d'un montant de 50 000 F.

Le jury constitué pour choisir les lauréats est composé de MM. Jean Chaudesaigues, Jean Courbon, Nicolas Esquillan, Marcel Huet, Jean Kerisel, André Pasquet, Jacques Tanzi, André *Thiebault. Il est présidé par* M. Pierre-Donatien Cot.

Les candidatures, accompagnées d'une notice exposant les titres auxquels elles se réfèrent, doivent *être adressées, au plus tard le* 1er octobre 1979, au secrétariat de l'Association des ingénieurs des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

DÉFENSE

● *M. Yvon Bourges*, ministre de la défense, et Mme la maréchale Leclerc de Hauteclocque ont présidé dimanche matin 17 juin une importante *prise* d'armes marquant la renaissance de la 2e division blindée (la célèbre division Leclerc) dont l'état-major sera installé à Versailles à partir du 1er juillet, avec la création du 3e corps d'armée à Saint-Germain-en-Laye *(le Monde* du 4 avril).

MOTS CROISÉS

PROBLEME No 2 413

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III					■				■
IV							■		
V				■				■	
VI					■	■			
VII									
VIII									■
IX							■		
X		■			■				
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Pas du tout solides. — II. Versé *dans la réserve.* — III. Peut ne faire qu'un tour quand on est glacé ; Une nourrice divine. — IV. Nom qu'on peut donner à tout ce qui est liquide ; Exprime une *précoce volonté.* — V. *Moitié* de patriarche ; Peut être chargé du nettoyage des bidets. — VI. Son, au Vietnam ; Ne doit pas avoir la gorge fragile. — VII. Pas fixé. — VIII. On y trouve beaucoup d'écus. — IX. Sert de frontière ; *Abréviation sur un pli.* — X. Peut servir de règle ; Masse de neige. — XI Sa tenue est légère ; Utilisé en parfumerie.

VERTICALEMENT

1. Ce qu'on peut reprocher à celui qui a pris un mauvais parti. — 2. Qui ne cesse *donc* pas d'aboyer. — 3. Qualité qu'on peut attribuer à celui qui se prive de fumer. — 4. Passe quand il y a un blanc ; Haute théologie. — 5. N'est pas *toujours naturel* ; Abrévation indiquant qu'il n'y aura pas de croissant ; Nourriture pour des ruminants. — 6. Voulut prendre l'air ; Font généralement plaisir quand ils sont petits. — 7. Cesse d'être généreux quand il est piqué ; Est jalonné d'oasis ; Pour lier. — 8. Roi mythologique ; Bien joué. — 9. Au bout de la Suisse ; Evoque une forte pluie ; Peut être traité de larve quand il est blanc.

Solution du problème no 2 412

Horizontalement

I. Numismate. — II. Pilleurs. — III. Ope ; Eut. — IV. Ré ; Age. — V. Dramatise. — VI. Ictinos. — VII. Nue ; Nana. — VIII. Atlas ; Bac. — IX. Isolé. — X. Rue ; Tiare. — XI. Etre ; Tuer.

Verticalement

1. Ordinaire. — 2. Uppercut ; Ut. — 3. Mie ; Atelier. — 4. Il ; *Ami* ; *As.* — 5. *Slogan* ; Sot. — 6. Me ; Eton ; Lit. — 7. Aue ; Isabeau. — 8. Trucs ; Na Ré. — 9. Est ; Emacier.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 17 juin 1979 :

UN DECRET

● Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 *sur les fraudes et falsifications* en matière de produits ou de services en ce qui concerne les produits de la pêche.

UNE LISTE

● D'admissibilité au concours d'admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1979.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	283 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CARNET

Naissances

— M. Robert DAHAN et Mme, née Agnès Wolff, laissent à Delphine la joie d'annoncer la naissance de

Sébastien-Jonathan,

le 7 juin 1979.
101 bis, boulevard Jean-Jaurès, Boulogne.

— M. Claude FABRYKANT et Mme, née Catherine Yon, ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas,

le 6 juin 1979.
5, passage du Chemin-Vert, 75011 Paris.

Mariages

Jeanine RIGAUDIE,
et
François DERIEUX,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le 22 juin 1979, en l'église de Courbiac (Lot-et-Garonne).

Décès

— M. José Bertucat,
M. et Mme Jean-François Bertucat et leurs enfants,
M. Michel Bertucat,
M. et Mme Yves Guerrier et leurs enfants,
Mme Louis André,
Les familles André, Bertucat, Renault, Courvoisier, Desbrest, Gaillard, Jeanneret, Prévost, Gascogne,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme José BERTUCAT,
née Françoise André,

survenu à Kervihan-Mondon (Morbihan), le 15 juin 1979, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 19 juin 1979, à 10 heures, en l'église des Cordeliers, à Lons-le-Saunier (Jura).

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
31, rue Pierre-Demours, 75017 Paris.

— *M. et Mme Jacques Lenoir, née* Maïté Darroze,
M. et Mme Bruce Fleming,
M. Olivier Lenoir,
Mlle Anne Lenoir,
Mme Francis Lenoir,
Mme Louis Darroze,
M. Jean-Michel Saulnier,
M. et Mme Yves Lenoir et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Lenoir et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Darroze et leurs enfants,
Les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Isabelle LENOIR,

pieusement décédée à Paris le 12 juin 1979, dans sa vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Orthevielle (Landes) le samedi 16 juin 1979.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue Jacques-Loëb, 64100 Bayonne.

— Nous apprenons la mort de

Jacques RASTOIN,
ancien sénateur.

[Né à Marseille, le 19 février 1900, dans une famille d'industriels en huiles et savons, M. Rastoin a consacré sa vie professionnelle à cette activité, dirigeant jusqu'à sa retraite la branche « savonneries » de l'Huilerie nouvelle, entrée dans le groupe Unipol. Fils d'Emile Rastoin, qui fut président de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, M. Jacques Rastoin fut élu en 1953 conseiller municipal sur la liste CNIP de M. Henry Bergasse, alors ministre des anciens combattants. Il devait devenir premier adjoint de la municipalité d'union socialo-centriste, formée par M. Gaston Defferre et le demeura vingt-quatre ans, jusqu'en 1977, année où le maire de Marseille se sépara des élus n'appartenant pas aux formations ayant signé le programme commun de la gauche.

M. Jacques Rastoin fut sénateur des Bouches-du-Rhône de 1966 à 1971. Administrateur de la caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône depuis 1926, il en fut le président à partir de 1950 et devint vice-président de l'Union nationale des caisses d'épargne.]

— Mme Raymond Perrin, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond PERRIN,
directeur général honoraire
de la CANCAVA,

survenu le 13 juin 1979, à Paris, *dans sa soixante-dix-neuvième année.*

Les obsèques ont eu lieu à Talant *(Côte-d'Or), le 18 juin 1979, dans* l'intimité familiale.

Les Carroz-d'Arâches,
74300 Cluses.

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Pierre RIVIERE,

décédé le 15 juin, dans sa cinquante et unième année. *La levée du corps* a eu lieu lundi matin 18 juin à l'hôpital Foch à Suresnes.

[Ayant débuté en 1955 au bureau de Rabat de l'Agence France-Presse, Pierre Rivière revient à Paris, puis à Lyon, comme adjoint au directeur régional. Il est ensuite nommé directeur de l'A.F.P. à Kinshasa (Zaïre), à Nouakchott (Mauritanie), à Cotonou (Bénin) et à Yaoundé (Cameroun). De retour à Paris, il collabora à la rédaction outre-mer. Il avait cessé toute activité depuis la fin novembre 1978 en raison de son état de santé.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Michel ROSINER,
née Eliane Midlarski,

survenu subitement le 16 juin 1979 à Beauvallon (Var).

De la part de sa famille et de ses nombreux amis.

Les obsèques auront lieu le mercredi 20 juin, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale).

Ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

— Le docteur François Combelles et ses enfants, Laurent, Isadora, Géraud et Adrien,
Mme Jean Brunel,
Mme François Lucas,
Mme Charles Brincat,
Mme François Lucas,
M. et Mme Michel Lucas et leurs enfants,
M. et Mme Thierry Lucas et leurs enfants,
Mlle Olivia Brunel,
M. et Mme Jacques Combelles,
M. Jean Brunel,
M. et Mme André Brincat et leurs enfants,
M. et Mme Georges Gaumont et leurs enfants,
Les familles Lucas, Combelles, Germa, Brincat, Sens-Olive, Maury, Brunel, Grouier, Paté, Attard, Biguet et Tixier,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme François COMBELLES,
née *Françoise Lucas,*

expriment leurs sincères remerciements.

— Mme François Détroyat et ses enfants,
M. et Mme Hubert Schlienger,
Les familles Détroyat et Julhiet,
très sensibles aux marques d'affection, d'amitié et de sympathie dont ils ont été entourés lors de la mort de

M. François DÉTROYAT,

expriment leur *profonde* reconnaissance à ceux qui ont pris part à leur *douleur.*

— *Mme Pierre Métayer,*
M. et Mme Jean Métayer,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées *lors du décès* de

M. Pierre METAYER,

adressent à tous ceux qui se sont associés à leur deuil leurs remerciements émus.

Anniversaires

— Il y a deux ans,

Florence BAZIN,
et son mari,
Robert FARRANT,

disparaissaient à Abidjan.

Une pensée est demandée à ceux qui les ont connus et aimés.

Kinshasa, Nairobi.

— Ce 19 juin est le cinquième anniversaire de la mort de

Robert LESPAGNOL.

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

— 19 juin 1979.

Leurs parents, leurs très chers et fidèles amis, évoqueront aujourd'hui, quatorzième anniversaire de leur décès, le merveilleux souvenir de

Claude et Françoise VASSAL.

Messes anniversaires

— Pour le cinquième et douloureux anniversaire du décès de son fils chéri,

Sandor KOZELKA,

trop tôt ravi à son affection, à l'âge *de quinze ans, Mme Paulette Zibi-*Kozelka fait connaître que la prière anniversaire *sera dite mercredi* 20 juin, à 18 h. 30, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris (9e).

Une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Une recommandation de la Commission de Bruxelles avant le sommet des Neuf

Seul un vigoureux effort d'investissement permettra de concilier la nécessité de créer des emplois avec celle d'exporter davantage

Intense activité communautaire cette semaine. En lever de rideau du conseil européen — qui se tiendra les jeudi 21 et vendredi 22 juin à Luxembourg. — les ministres de l'économie et des finances et leurs collègues chargés de la politique énergétique se sont réunis ce lundi à Luxembourg.

Ce même jour débute également la session-marathon à l'issue de laquelle les ministres de l'agriculture doivent arrêter les nouvelles grilles des prix agricoles ainsi que plusieurs éléments essentiels de la politique de soutien de marchés dans la Communauté. Les ministres reprennent le débat interrompu il y a deux mois et demi en raison de la proximité des élections au Royaume-Uni ; pour enrayer la tendance aux excédents, la Commission de Bruxelles propose le « gel » des prix agricoles et une augmentation substantielle de la taxe de « coresponsabilité » à laquelle sont assujettis les producteurs de lait. M. Méhaignerie va s'efforcer d'infléchir ces propositions, de façon que les exploitants français ne soient pas trop pénalisés. M. Lajoinie, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a d'ailleurs qualifié d'« *impensable* » le « *gel* » *des prix agricoles* dans une lettre au ministre français de l'agriculture.

Mardi se réunissent, toujours à Luxembourg, les ministres chargés de la politique de l'environnement. A la veille du conseil européen, dont l'ordre du jour sera centré sur les conséquences de la crise énergétique, la Commission européenne, conformément au mandat qu'elle avait reçu, vient, pour sa part, d'approuver un document décrivant les principales évolutions à attendre au cours de la prochaine décennie.

De notre correspondant

Luxembourg. — La Communauté vivra, pendant les dix prochaines années, sous le signe de la crise de l'énergie. « *Les contraintes qui résultent de la situation de surdépendance énergétique de l'Europe appellent un développement rapide des investissements, une limitation de la consommation et, par conséquent, de la progression des revenus réels. L'Europe est entrée dans une décennie de rigueur et de vigilance sur la conduite des politiques économiques. Cette rigueur et cette vigilance ne pourront être acceptées que si elles s'accompagnent de plus de justice sociale et d'une répartition équitable de la charge.* » Tel est le ton sévère de la communication de la Commission de Bruxelles au Conseil européen (qui se tiendra à Strasbourg les 21 et 22 juin) sur les « *perspectives d'évolution structurelle d'ici à 1990* ».

Ce bref document de neuf pages retient l'attention du lecteur mais le laisse perplexe : devant le dédale d'obstacles à éviter et de bons choix à faire, qui se trouvent décrits, comment escompter que la Communauté et les gouvernements des pays membres aient une quelconque chance de s'en sortir ?

Le décor énergétique — dont tout dépend — est vite planté : en 1990, la consommation d'énergie dans la C.E.E. devrait être supérieure de moitié au moins à ce qu'elle est aujourd'hui, et la dépendance extérieure toujours considérable (la moitié des besoins des Neuf). Dans le même temps, sauf modifications profondes de la politique américaine, la demande mondiale de pétrole devrait augmenter à un rythme tel qu'elle ne pourra être couverte en 1990 que par un doublement de la production actuelle de l'OPEP. De cette situation, résultent pour la Communauté trois contraintes.

1) *La contrainte physique.* — Le doublement de la production de pétrole dans les dix prochaines années est improbable ; par conséquent, si rien n'est fait, il faut s'attendre à une rupture de l'approvisionnement. D'où la nécessité impérieuse de développer les énergies nouvelles et les économies d'énergie : « *Il faut faire vite et durablement beaucoup plus que ce qui est prévu aujourd'hui* ».

Un accroissement des investissements miniers et énergétiques de la C.E.E. dans les Etats producteurs est également nécessaire ; on risque de payer bientôt la chute de ces investissements dans les années 70 : les nouvelles découvertes ne couvrent plus, en effet, les besoins nouveaux. La commission plaide enfin pour « *une action internationale volontariste* » avec deux objectifs : inviter les Etats-Unis à mener une politique aussi stricte que celle de la C.E.E. et engager avec les pays producteurs un dialogue qui garantisse la sécurité des approvisionnements.

2) *La contrainte d'exportation.* — Il faudra vendre davantage pour faire face à l'augmentation à venir du prix de l'énergie. Mais la concurrence des Etats-Unis et du Japon, soumis eux aussi à cette obligation d'exporter, sera plus vive. Il en résulte « *une obligation absolue de compétitivité, c'est-à-dire de productivité, d'adaptation permanente aux marchés, et de modernisation constante de l'appareil industriel* ». Celui-ci « *devra s'orienter vers des secteurs d'avenir peu intensifs en énergie, faibles consommateurs de matières premières, intensifs en main-d'œuvre spécialisée, forts en innovations technologiques* ». La commission constate que le nécessaire développement technologiqu se heurte en Europe à une résistance croissante, parce que les pertes d'emplois qu'il entraîne sont plus perçues par l'opinion que les créations d'emplois qui lui sont imputables.

Elle souligne ensuite la nécessité pour la C.E.E. d'une politique ouverte à l'égard des pays tiers : « *Il lui faut réduire sa dépendance actuelle en introduisant dans ses relations extérieures le maximum de sécurité.* » Cela implique une politique active de financement des pays en voie de développeloppement technologique se heurtement. Mais la C.E.E. ne doit pas rester sans défense. Il lui faudra, au contraire, s'opposer, le cas échéant, aux « *errements monétaires qui faussent la concurrence* » où « *faire jouer, comme le font en fait les Etats-Unis et le Japon, des sauvegardes légitimes faces aux exportations de certains pays tiers ou des multinationales opérant sur leur territoire* ».

3) *La contrainte financière.* — Les prix de l'énergie augmenteront, ce qui exposera la Communauté à plus d'inflation et à moins de croissance, affectant du même coup les politiques de stabilisation des prix et de réduction du chômage. *Cet effet* direct du renchérissement du prix de l'énergie ira croissant : les effets de seuil jouant, les hausses futures risquent de peser plus que proportionnellement sur la croissance et les prix. Une seule issue pour échapper au moins partiellement à cette contrainte : une croissance pauvre en énergie.

Surmonter les contradictions

La Communauté peut-elle venir à bout de ces trois contraintes et moyennant quelles politiques ? A la première question, la Commission donne une réponse affirmative mais conditionnelle : il faudra « *résoudre les contradictions auxquelles seront exposées ces politiques* » ajoutant que « *ces contradictions se concentrent, pour l'essentiel, sur les problèmes d'emploi* ». La lutte pour la compétitivité (qui implique la stabilisation de la charge salariale des entreprises) et pour la modernisation et l'exportation risque d'affecter les politiques antichômage.

La Commission souligne que les perspectives démographiques assombrissent encore le tableau : la population active de la C.E.E. augmentera de 0,9 % par an (un million de personnes environ) jusqu'à 1985, mais, ensuite, ce taux déclinera. Elle note au passage — allusion au problème de la réduction du temps de travail — qu'il faut se méfier de ce retournement de tendance attendu pour 1985 : « *Des mesures dont on attend un effet immédiat sur l'emploi pourraient dans cinq à sept ans compliquer la solution du problème inverse.* »

La solution ? Une meilleure croissance, plus économe en énergie, mais aussi « *une croissance sans inflation, condition essentielle de la compétitivité. Cela implique la poursuite de politiques économiques rigoureuses qui assurent la maîtrise des prix, une limitation de la progression des revenus réels, et la stabilité des monnaies, c'est-à-dire l'équilibre extérieur* ».

Pour servir ces politiques, le système monétaire européen (S.M.E.) est salué comme « *un événement fondamental qui ouvre la voie à des politiques raisonnables* ». Mais — reconnait la Commission — cette « *meilleure croissance* », même si elle est atteinte, ne pourra pas « *sans politique d'accompagnement résoudre totalement le problème de l'emploi* ». Et là apparait une prudente mais indéniable ouverture : « *C'est dans ce cadre que se situe le débat sur l'aménagement du temps de travail, la revalorisation du travail manuel... En outre, certaines activités utiles mais non rentables liées à l'évolution de la société sont appelées à se développer ; cette demande nouvelle pour des services de culture, d'animation sociale, de protection de l'environnement... ouvre des perspectives nouvelles en matière d'emploi.* »

La responsabilité des pouvoirs publics

Pour surmonter les « *contradictions latentes* » entre « *l'obligation d'exportation et de compétitivité* » et l'objectif de création d'emplois, un moyen privilégié : *l'investissement dans le produit ment de l'investissement est le dénominateur commun à toutes les solutions aux problèmes structurels de croissance et d'emploi... Il est par conséquent essentiel que soit enrayée puis renversée la tendance constatée depuis 1973 à la diminution de la part de l'investissement dans le produit national brut.* » Cette bataille pour une meilleure croissance par l'investissement, en raison de l'ampleur des efforts qu'elle implique, invite à réfléchir, note la Commission sur une meilleure orientation de la dépense publique : « *La possibilité de consacrer une part accrue des moyens disponibles à la création d'emplois pourrait être un thème essentiel de cette réflexion.* »

De façon plus générale, la Commission souligne dans sa conclusion que « *la puissance publique aura un rôle essentiel à jouer pour définir le meilleur usage, face à des priorités contradictoires, de ressources et moyens limités, pour orienter les investissements vers des secteurs prioritaires* ».

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉNERGIE

L'ENI SIGNE AVEC L'ARABIE SAOUDITE UN ACCORD PÉTROLIER

L'ENI italienne vient de conclure avec l'Arabie Saoudite un contrat d'achat de pétrole portant sur trois ans. Selon l'accord qu'a signé le président de l'ENI, M. Mazzanti, à Ryad, l'Arabie Saoudite livrera à l'Italie 2,5 millions de tonnes de brut en 1979 et 5 millions de tonnes en 1980, puis en 1981. Les achats porteront à 35 % la part de l'Arabie Saoudite dans l'approvisionnement de l'Italie, mais, jusqu'à présent, seules les compagnies pétrolières internationales fournissaient du brut saoudien.

Les compagnies françaises disposent depuis 1974 d'une douzaine de millions de tonnes de brut saoudien acheté directement auprès de la compagnie saoudienne Petromin. Renouvelé une première fois le 24 janvier 1977, ce contrat arrive à échéance à la fin de cette année. Des négociations sont en cours pour en obtenir le renouvellement.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LE CONSEIL DES PRIX SANCTIONNE DES FIRMES POUR VIOLATION DES DIRECTIVES DE MODÉRATION

Washington (*A.F.P.*). — Le conseil gouvernemental des prix et des salaires vient de décider de sanctionner deux sociétés pour violation des directives officielles de modération des prix. Il s'agit de la firme pétrolière Amerada Hess Corporation, de New-York, et de la division cimenterie d'Ideal Basic Industries, de Denver (Colorado). La sanction prévue consiste à priver ces deux compagnies de toute commande gouvernementale.

C'est la première fois que le conseil est amené à prendre des sanctions dans le cadre de cette politique de modération des prix et des salaires, dont la légalité est actuellement contestée devant les tribunaux par un syndicat ouvrier.

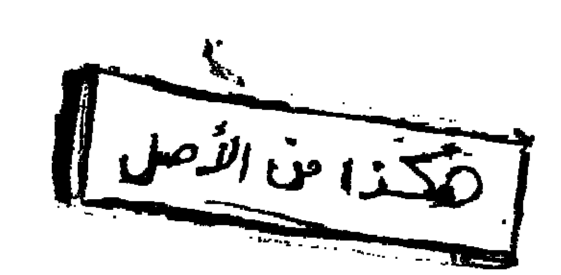
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E-U. ..	4,3720	4,3755	— 125	— 95	— 175	— 135	— 335	— 285
$ can. ...	3,7280	3,7325	— 110	— 75	— 190	— 140	— 390	— 315
Yen (100).	1,9935	1,9970	+ 20	+ 55	+ 75	+ 115	+ 255	+ 315
DM	2,3040	2,3075	+ 20	+ 55	+ 90	+ 125	+ 285	+ 345
Florin ...	2,1110	2,1140	— 15	+ 15	— 20	+ 15	— 40	+ 10
F.B. (100).	14,4270	14,4440	— 270	— 170	— 390	— 230	— 705	— 375
F.S. (100).	2,5720	2,5760	+ 120	+ 155	+ 295	+ 335	+ 840	+ 910
L. (1 000).	5,1630	5.1685	— 215	— 150	— 370	— 280	—1010	— 875
£	9,2035	9,2145	— 495	— 435	— 900	— 815	—1910	—1765

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	5 5/16	5 11/16	5 1/2	5 7/8	5 5/8	6	6 5/16	6 11/16
$ E.-U. ..	10 1/4	10 7/8	10 13/16	11 7/16	10 1/4	10 7/8	10 1/4	10 7/8
Florin ...	7 1/4	8 1/4	7 7/8	8 7/16	8 3/16	8 13/16	8 7/8	9 9/16
F.B. (100).	7	8 1/4	9	9 3/4	9 1/4	10	9 1/2	10 1/4
F.S.	11/16	1 1/16	1 5/16	1 11/16	1 7/16	1 13/16	2 5/16	2 11/16
L. (1 000).	8 1/4	10 3/4	11 1/2	12 1/2	11 1/2	12 1/2	12 3/8	13 1/4
£	12 3/4	14 1/4	14	15	13 3/4	14 5/8	13	13 3/4
Fr. franç..	7 1/4	8 1/4	9 1/2	10 1/4	9 15/16	10 11/16	10 3/8	11 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



AGRICULTURE

Recherche agronomique : une réforme nécessaire et contestable

Après avoir occupé la semaine dernière le siège de l'Institut national de la recherche agronomique, les salariés de l'INRA, hostiles au projet de réforme de leur Institut, organisent un grand rassemblement le 21 juin, date à laquelle doit se réunir *un comité technique paritaire entre les représentants de la direction et des syndicats.*

La réforme de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) est certainement nécessaire. La méthode employée sans doute contestable.

Permettre à l'agriculture de valoriser les résultats de la recherche, favoriser l'éclatement de la tour de verre par la mobilité des chercheurs, tels sont les objectifs de cette réforme. Qui peut contester que le *passage du travail de laboratoire à* l'exploitation industrielle d'un procédé *nécessite* des capitaux importants ? Il est dans la nature des entreprises privées ou nationalisées de procéder à de tels investissements. Elle ne le font pas ou fort peu.

Qui peut admettre également que *l'effort de recherche propre* aux entreprises du secteur agro-alimen*taire est suffisant ? Est-il incongru* de penser que l'INRA puisse, grâce aux *moyens humains dont il dispose*, apporter sa puissance de recherche contre *rétributions* aux entreprises qui ont des besoins particuliers ?

Le secrétaire d'Etat à la recherche scientifique a soumis l'INRA à l'examen d'une commission. Le jugement *qu'a porté celle-ci en janvier dernier* sur le fonctionnement de l'Institut est *globalement satisfaisant. Toutefois,* la commission notait trois handicaps :

● Le nombre important de barrières que doit franchir l'innovation du fait de l'éparpillement des structures de développement et de vulgarisation ;

● Les difficultés qu'éprouvent les partenaires de l'INRA à réfléchir sur le devenir de l'agriculture française ;

● Le *manque de cohérence* entre *les instructions* données par les pouvoirs publics et les moyens reçus.

Une note, datée du 15 avril dernier signée du comité de défense de *l'INRA*, constate que les mesures préconisées alors par la commission d'audit — à savoir la suppression du corps des assistants de recherche, le renforcement de la politique de financement contractuel de la recherche par les entreprises et la création *d'une société financière*, à capitaux mixtes, chargée de mettre en valeur *les innovations de l'INRA — ne sont* pas de nature à lever les handicaps, extérieurs en réalité à la gestion de l'Institut. En revanche, notent les syndicats et le comité de défense, ces propositions et la traduction qui en est faite par le projet gouvernemental de réforme de la recherche agronomique correspond bien aux axes de la politique que M. Algrain entend mettre en œuvre pour l'ensemble de *la recherche française*, politique que les syndicats condamnent.

Deux programmes

Elle consiste à faire financer et *donc conduire les programmes de* recherche par les entreprises, disent-ils. *Ce qui aurait pour triple consé*quence de privilégier les programmes correspondant *aux critères* de rentabilité du privé, de dessaisir les chercheurs du choix et du déroulement des programmes — ce qui est une curieuse conception de la mobilité — enfin d'abandonner la recherche *fondamentale*, puisque celle-ci *n'aurait pas d'intérêt immédiat pour* les firmes commanditaires. Or dans *le domaine agricole, comme dans* d'autres, le but de la recherche fon*damentale* n'est-il pas d'accumuler une série de connaissances et de réponses pour le jour où une question jusqu'alors inconnue se pose.

Ces risques sont réels. De là à *conclure que la réforme envisagée*, à savoir la transformation de l'INRA *d'établissement public en établisse*ment à caractère industriel et commercial, conduise à une véritable symbiose entre les laboratoires publics et les entreprises, il y a un pas vite franchi, pour forcer la démonstration sans doute.

Mais l'attitude du pouvoir n'est pas sans rapport avec cette exagération-là. Est-il si peu sûr de lui-même pour en venir à préparer sa réforme dans le secret des cabinets ministériels ? Sans la question orale de Mme Jacq (P.S.) à l'Assemblée nationale, le 3 juin *dernier*, nous ne saurions pas encore précisément les *intentions du gouvernement. L'op*position qui se ferait jour entre le ministère de l'agriculture et le secrétariat d'Etat à la recherche d'une part et les ministères du budget et de l'économie d'autre part, n'est-elle pas à l'origine de cette pusillanimité ? Le personnel de l'INRA assure que *les organisations qui le repré*sentent n'ont pas manqué de réfléchir à ces *problèmes. Les a-t-on* consultées ?

Il paraît en tout cas aussi dangereux de vouloir *privatiser* la recherche que de la *priver* des retombées financières *résultant* de l'exploitation de ses découvertes. Il est encore plus dangereux sinon absurde pour l'économie, l'emploi et l'indépendance nationale, de voir exploiter ces découvertes par des *industriels étrangers, faute de par*tenaires appropriés en France. L'am*bition de la réforme de la recherche* agronomique, celle qui reste à négo*cier, devrait être de donner des* bras à un corps dont on reconnaît la tête libre et en parfaite santé. A cette réforme, sans nul doute, M. Poly, directeur général de l'INRA, aujourd'hui coincé entre la fronde syndicale et les combinaisons des cabinets *ministériels*, *adhérerait*.

XAVIER GRALL.

DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU NORD BLOQUENT UNE VOIE FERRÉE

(De notre correspondant.)

Lille. — Les producteurs de pommes de terre des Flandres, inquiets depuis quelques semaines de la chute vertigineuse des cours, sont passés à l'action dans l'après-midi de vendredi, à proximité de Hazebrouck. Ils ont coupé la voie ferrée Lille-Calais. Deux cents cultivateurs, avec une centaine de tracteurs, se sont rassemblés aux abords de la gare de Strazeele et ont placé plusieurs véhicules sur les rails ainsi que des sacs de pommes de terre.

Le Calais-Bâle fut détourné par Béthune et la S.N.C.F. fut contrainte de mettre en place des cars entre Hazebrouck et Saint-Omer.

Les producteurs réclament que soient débloqués immédiatement les 3 millions de francs promis par le gouvernement avant la campagne pour soutenir le marché en cas de besoin. Depuis le 15 mai, en raison de la situation climatique et du marché international, les cours se sont effondrés. Les 3 millions proposés par M. Barre devraient être affectés au Comité national interprofessionnel de la pomme de terre afin qu'il puisse intervenir sur le marché et peser sur les cours.

L'ACCORD ENTRE TOEPFER ET LES COOPÉRATIVES AGRICOLES EST SIGNÉ

L'accord *définitif* devant aboutir à la création d'une nouvelle société commune aux centrales coopératives européennes et américaines et à la société de commerce international de produits *agricoles* Toepfer, a été signé, le 9 juin, à Hambourg (*le Monde* du *3 janvier 1979). Cet* accord ne concerne que les *activités de commerce international* en produits agricoles du groupe Toepfer, qui possédera la moitié du capital de la nouvelle société.

Six coopératives pour les Etats-Unis et quatre pour l'Europe sont engagées *dans* cet accord. Pour la France, il s'agit de l'UNCAC (Union nationale des coopératives agricoles de *céréales) par l'intermédiaire de* la société Intergrain, dont elle contrôle la *majorité et dont* les autres actionnaires sont Unigrains et la Sofipar, filiale du Crédit agricole.

Les élections professionnelles

RECUL DE LA C.G.T. AUX HOUILLÈRES DU NORD

Les élections des délégués du personnel des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui viennent de se dérouler ont donné les résultats suivants :

Personnel du fond :

Les effectifs ont considérablement baissé depuis 1976, date du dernier scrutin. Ils sont revenus de 22 831 à 14 678. Tout en restant manifestement majoritaire, la C.G.T. marque un recul de 2 points au profit de F.O., la C.F.T.C. et la C.F.D.T.

Inscrits : 14 678 ; votants : 11 631 ; exprimés : 11 450. C.G.T. : 8 033, soit 70,15 % (72,67 % en 1976) ; F.O. : 1 019, soit 8,90 % (8,18 %) ; C.F.T.C. : 1 432, soit 12,51 % (11,62 %) ; C.F.D.T. : 967, soit 8,44 % (7,77 %).

La C.G.T. obtient 24 sièges ; C.F.T.C., 5 ; F.O., 3 ; C.F.D.T., 2.

Personnel du jour :

La chute des effectifs est moins importante. On est descendu de 14 299 à 11 032. On enregistre une perte de 2 points de la C.G.T. et un léger recul de la C.F.T.C.

Inscrit : 11 032 ; votants : 8 773 ; *exprimés : 8 880. C.G.T. : 5 570*, soit 64,17 % (66,17 % en 1976) ; F.O. : 748, soit 8,62 % (7,31 %) ; C.F.T.C. : 1 451, soit 16,72 % (17,38 %) ; C.F.D.T. : 911, soit 10,49 % (9,14 %).

Selon le ministère du travail

DIMINUTION DES GRÈVES EN 1978

En 1978, on a compté 2 200 447 *journées de travail* perdues pour fait de grève dans les *entreprises privées* et le secteur nationalisé, selon les statistiques du ministère du travail (qui n'englobent ni l'agriculture ni les administratoins publiques).

Sur ce total, les conflits *localisés* représentent *2 080 981* journées perdues, soit une baisse de *14,6 %* par rapport à *1977*. Les conflits généralisés, avec *119 466 journées perdues, sont en* régression de 90 % par comparaison avec *l'année précédente*.

Ces données confirment la baisse constante du nombre des journées de grève qui, en 1976, avait atteint *4 054 903*.

En Europe, selon le B.I.T. (sous réserve de bases de comparaison non rigoureusement identiques), l'année 1977 a été caractérisée par une baisse du nombre des conflits, mais une légère augmentation du nombre des journées perdues, qui s'élève à 51 millions, soit 10,14 millions en Grande-Bretagne (contre 3,28 millions en 1976), 16,64 millions en *Espagne* (contre *12,59* millions), 2,37 millions en Finlande (contre *1,24 million*).

SOCIAL

A L'APPEL DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

Manifestations des ouvriers de l'arsenal de Brest

L'union locale C.G.T. de Brest a appelé ses militants, de tous les secteurs professionnels, à observer, ce lundi 18 juin, une grève de protestation, après la *condamnation* de deux *manifes*tants à trois mois de prison ferme *pour les incidents survenus, jeudi* 14 juin, à la porte de l'arsenal de Brest (*le Monde* daté 17-18 juin).

De son côté, l'union locale C.F.D.T. brestoise a appelé à des arrêts de travail, mardi 19 juin, *« jour de la première rencontre entre les fédérations syndicales des arsenaux et les représentants du ministère »* et compte tenir, le même jour, un rassemblement à la maison des syndicats. Le différend entre le ministre de la défense et les ouvriers des arsenaux porte sur la *décision* du gouvernement de bloquer, depuis deux ans, les *augmentations* salariales et, depuis la mi-mai de cette année, les syndicats réclament le retour à l'application d'un *décret de 1951 qui met les salaires*, dans les arsenaux, à parité avec ceux de la métallurgie parisienne.

Le ministère de la défense regrette, dans un communiqué, l'agitation et les désordres dans les arsenaux, *« actes qui ne relèvent certainement pas de l'exercice régulier du droit de grève »*.

AFFAIRES

Les caisses d'épargne demandent davantage d'indépendance envers la Caisse des dépôts

« Nous ne sommes pas des filiales de la Caisse des dépôts et consignations (C.D.C.) et ne souhaitons pas le devenir », a déclaré la semaine dernière, à Nice, M. Claude Pellat, nouveau président de l'Union nationale des caisses d'épargne, en clôture du cinquième congrès de ces organismes. *« Il nous faut affirmer notre personnalité si nous ne voulons pas devenir demain les simples guichetiers de la Caisse des dépôts* (celle-ci, on le sait, recueille et gère les dépôts collectés par les caisses d'épargne). *La liberté dont jouissaient nos établissements s'est de plus en plus trouvée limitée par la mise en place de circuits comptables indépendants de l'établissement lui-même. Bien que nos caisses soient autonomes, leur autonomie se réduit comme une peau de chagrin. C'est donc à une plus grande indépendance que nous aspirons, non pas à une liberté complète, mais à une plus grande émancipation.*

Une émancipation

» Il faut qu'intervienne une refonte des textes régissant les activités des caises d'épargne et que nos relations avec la Caisse des dépôts fassent l'objet d'une étude, afin que le rôle de chacun soit nettement précisé : nous devrions aussi obtenir une certaine liberté de conception et d'exploitation dans la détermination de nos prix et de nos marges. Ne pensez pas que nous partions en guerre contre nos partenaires : en revanche, nous voulons être traités en associé égalitaire pour une même finalité. Les bases de notre coopération doivent donc être réexaminées. »

M. Pellat a annoncé la création d'un centre national informatique et comptable, placé sous l'autorité du réseau qui centraliserait tous les mouvements, et dont les données seraient, bien entendu, communiquées à la Caisse des dépôts. Un corps de conseillers en assistance et en gestion serait également créé, agissant comme contrôleur de l'institution.

MONNAIES

LA BAISSE DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée à la fin de la semaine dernière, s'est accélérée lundi 18 juin : à Paris, le cours de la monnaie américaine est revenu de 4,39 F environ à 4,37 F ; à Francfort, il a fléchi de 1,8960 DM à 1,8850 DM, puis 1,8890 DM, niveau le plus bas atteint depuis six semaines.

Cette baisse est attribuée à divers facteurs : répercussions fâcheuses de la hausse des prix du pétrole sur la balance commerciale des Etats-Unis ; très forte augmentation de la masse monétaire outre-Atlantique ; diminution des taux d'intérêt américains et augmentation des taux européens, qui déclenchent un mouvement de bascule des capitaux vers l'Europe (« le Monde » daté 17-18 juin).

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● *Le déficit budgétaire en 1979.* — Selon les prévisions actuelles, a indiqué, le mercredi 13 juin, *M. Maurice Papon*, en réponse à une question de *M. Druon, député* R.P.R. de Paris le déficit serait en 1979 du même ordre de grandeur que celui de 1978. M. Papon a reconnu qu'à la fin du premier trimestre 1979, le déficit atteignait 23,8 milliards de francs ; il a assuré que le chiffre de 40 milliards de francs cité çà et là pour l'ensemble de l'année ne trouvait nullement sa source dans les prévisions gouvernementales.

Etranger

R.F.A.

● *Les prix de gros ouest-allemands* ont augmenté de 0,5 % en mai contre *0,8 %* en avril. En un an, par rapport à mai 1978, la hausse a été de 6,2 %, la plus forte depuis août 1976. Le taux annuel avait été de 5,8 % en avril et de 4,9 % en mars. — *(A.F.P.)*

Social

● *Le parti socialiste* apporte son soutien au mouvement de grève *déclenché par les fonctionnaires* de la direction de la *concurrence* et de la *consommation*, qui protestent contre la *suppression* de 20 % des objectifs de cette administration. *« Le gouvernement*, écrit le *P.S.*, *est en train de liquider de façon irréversible toutes les structures de surveillance économique. Il franchit donc une nouvelle étape sous sa désastreuse politique de libéralisme effréné (...). »*

● *La C.G.T. et les élections prudhommales.* — Ces élections, le 12 *décembre prochain, seront la* « troisième grande consultation de l'année », après les « cantonales » et les « européennes », estime la C.G.T. Quatorze millions de salariés des secteurs privé et public doivent y participer, et la C.G.T. a décidé de mobiliser pour le scrutin toutes ses organisations. Elle revendique des moyens analogues à ceux des formations *politiques* : accès à l'information écrite, la radio et la télévision, prise en charge financière et droits des candidats.

● *Des travailleurs « occupent ».* — A Morlaix, 200 employés de l'A.O.I.P. (*industries de précision*) ont occupé l'hôtel des impôts pour attirer l'attention sur les menaces de licenciement qui pèsent sur eux. De même, les ouvriers de la SAFE (aciers fins de l'Est) ont envahi pendant plusieurs heures l'aéroport de Metz-Frescaty. A Dijon, les sorties d'une banque ont été bloquées par des camions manœuvrés par une quarantaine d'ouvriers de la SNAC (Canalisations, à Chaignay, Côte-d'Or), cette entreprise ayant annoncé son dépôt de bilan et n'ayant pas payé les *salaires* du *mois* de mai.

● *L'AJEF (Association des journalistes économiques et financiers)* a procédé mercredi soir 13 juin au renouvellement des membres de son bureau et à l'élection de son président.

Ont été élus membres du bureau : Maurice Roy (*le Point*) ; Sylvain Gouz (*le Nouvel Economiste*) ; Pierre Jantet (*A.F.P.*) ; J.-M. Sylvestre (*la Vie française*) ; Nicole Boucher (*le Progrès*) ; Alain Vernholes (*le Monde*) ; Michel Garibal (O.R.T.F.) ; Michel Cuperly (*la Croix*) ; G.-P. Valance (*l'Express*) ; Françoise Crouigneau (*les Echos*) ; Michel Moineau (Europe 1) ; René Tendron (*Mieux Vivre*).

René Tendron a été réélu à la présidence de l'AJEF.



ACHAT D'UNE BANQUE CALIFORNIENNE PAR LE GROUPE B.N.P.

La B.N.P. et la Bancwest Corp., maison mère de la Bank of the West, créée en 1874 à San-José, ont signé le 14 juin une lettre d'intention aux termes de laquelle la B.N.P. propose l'achat de la Bank of the West, quatorzième banque californienne par le total de son bilan.

Il est prévu que cette banque, après fusion avec la French Bank of California, filiale de la B.N.P., dont le siège est à San-Francisco, conservera la raison sociale de Bank of the West. Le total du bilan cumulé des deux établissements s'élève, au 31 décembre 1978, à près de 700 millions de dollars, leurs réseaux additionnés représentant quarante-deux sièges situés tant en Californie du Nord qu'en Californie du Sud.

Cette opération s'inscrit dans le cadre général du développement international des activités de la B.N.P. et contribuera particulièrement au renforcement des positions de la banque aux Etats-Unis comme dans la zone du Pacifique ; elle ne sera définitivement conclue qu'après autorisation des autorités compétentes.

CREUSOT-LOIRE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 14 juin sous la présidence de M. Forgeot, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1978 qui, on le rappelle, se soldent par une perte de 333 millions de francs. Elle a décidé de reporter à nouveau la perte de l'exercice et de ne pas mettre de dividende en paiement.

Elle a approuvé la réévaluation au bilan des immobilisations amortissables et la dotation, à un compte spécial de provision, de l'écart de réévaluation de 118 millions de francs dégagé par cette opération. Cette réévaluation complète celle des biens non amortissables, effectuée à la fin de 1977, qui avait dégagé un écart de réévaluation de 320 millions de francs.

L'assemblée générale a ratifié la nomination en qualité d'administrateurs de MM. Philippe Boulin et Michel Collas.

Elle a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jean Forgeot. Au cours de la réunion du conseil d'administration qui a suivi immédiatement l'assemblée générale, M. Forgeot a été réélu président du conseil d'administration.

Dans son allocution, M. Forgeot a déclaré que, devant l'ampleur des problèmes qui assaillent Creusot-Loire, il avait été nécessaire de mettre en œuvre une nouvelle politique :

« Dans tous les domaines d'activité, mécanique comme sidérurgique, nous remettons en cause nos politiques pour faire face à la crise qui persiste.

» Nous ne pouvons pas ne pas regretter que, dans le domaine des aciers spéciaux, la profession n'ait pas encore pu mettre sur pied un plan qui s'efforcerait de dessiner l'avenir à long terme d'une industrie dont les caractéristiques techniques se transforment et l'environnement concurrentiel change avec une grande rapidité. Nous poursuivrons tous nos efforts pour promouvoir un tel plan.

» Des désinvestissements seront nécessaires. Des choix devront être faits, aussi difficiles ou douloureux soient-ils. Nous les étudions sans parti pris, soucieux de préserver l'essentiel. Nous agirons avec la volonté de ne pas créer pour notre personnel des situations trop pénibles et en ménageant les transitions indispensables.

» Toutes mesures prises commencent à porter leurs fruits. L'exercice 1979 devrait marquer une transition vers une situation meilleure et nous ne sommes pas loin de penser que 1980 verra le retour à l'équilibre. »

BANQUE DE NEUFLIZE SCHLUMBERGER, MALLET

Nommé par arrêté du 19 février 1979 professeur à l'université de Lyon-II, Jean Labasse, présentement vice-président de la banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet et président de son siège lyonnais, a demandé, en raison des incompatibilités qui résultent de cette nouvelle situation, à être déchargé de ses responsabilités à la date du 30 septembre. Lui exprimant sa reconnaissance pour une étroite collaboration de plus de trente ans, le groupe N.S.M. conservera avec lui les liens amicaux inhérents à sa longue présence en son sein.

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES :
Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 2 MAI 1979

La situation au 2 mai 1979 s'établit à *255 659* millions contre 251 084 millions au 3 avril 1979. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 10 416 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 65 473 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 126 758 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 77 332 millions de francs. Les Crédits à la Clientèle à 108 226 millions de francs et les Comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 14 705 millions de francs.

SEFIMEG

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue le 14 juin 1979 sous la présidence de M. Philippe Chareyre.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1978, qui font ressortir un bénéfice net de 74 627 699 F contre 65 440 350 F en 1977.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 11,20 F par action (dont 2,46 F non déclarables à l'impôt sur le revenu) contre 10,20 F, dont 2,30 F pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a fixé au 2 juillet prochain la date de cette distribution qui sera faite sur présentation du coupon n° 18 A et B.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Réunie le 13 juin 1979 sous la présidence de M. Tanneguy de Feuilhade de Chauvin, l'assemblée générale de la Société foncière lyonnaise a approuvé les comptes de l'exercice 1978, qui se soldent par un léger bénéfice ; elle a décidé d'imputer ce résultat au report à nouveau.

En effet, les résultats satisfaisants de l'exploitation locative ont été malheureusement affectés au niveau des filiales et des participations françaises et étrangères, ainsi que du chef d'opérations de promotion, par des provisions exceptionnelles destinées à couvrir des pertes réalisées ou probables dues à une conjoncture immobilière qui est restée particulièrement difficile.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.
— Obligations 11 % — 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1978 au 19 juin 1979 seront payables à partir du 20 juin 1979 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F soit un net de 82,51 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la *Banque de France* et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste et au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris-15e.

Il est rappelé :

— D'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications ;

— D'autre part, que les titres appartenant à la série F sont remboursés depuis le 20 juin 1978.



crédit foncier de france

EXERCICE 1978
Extraits du rapport présenté par M. Robert BLOT Gouverneur à l'Assemblée Générale du 13 juin 1979.

Au cours de l'exercice écoulé qui a vu l'extension de la réforme du financement du logement à l'ensemble du territoire, l'activité du Crédit Foncier de France est demeurée soutenue, ce qui se traduit par une progression de 13 % du Bilan de la Société qui est passé de 66,8 milliards au 31 décembre 1977, à 75,5 milliards au 31 décembre 1978.

Les activités

■ Le marché hypothécaire.

En 1978, le logement a bénéficié de facultés de crédit inemployées dans les autres secteurs économiques, d'où un net développement des opérations par rapport à 1977.

Les affaires nouvelles se sont établies à 22.064 MF contre 17.075 MF en 1977, soit une hausse de 29 % si l'on exclut les anciens prêts immobiliers conventionnés dont le montant est encore resté pratiquement stable à un peu plus de 4.500 millions.

■ Le moyen terme bancaire.

Après le fléchissement de l'exercice 1977, l'année 1978 a permis d'enregistrer une reprise du moyen terme bancaire.

Les nouveaux agréments ont porté sur 5 094 MF contre 4.617 MF en 1977, soit une progression d'un peu plus de 10 %.

■ Les prêts à la construction.

Le volume global des autorisations de prêts aidés par l'État est passé de 12 998 MF en 1977 à 17.623 MF en 1978. Dans ce total, la part de l'accession à la propriété, qui comprend des prêts spéciaux immédiats pour un montant de 6.277 MF et des nouveaux prêts aidés (PAP) pour 8.679 MF, s'élève à 14.956 MF. Les prêts locatifs sont en légère diminution à 903 MF. Quant aux prêts complémentaires aux fonctionnaires, ils ont progressé, s'établissant à 615 MF. Enfin, les accords de refinancement des PIC ont porté sur 1.149 MF.

■ Les prêts du secteur privé.

L'encours global de ces prêts s'est trouvé porté de 8.108 MF à 8.857 MF, soit une progression de 9,2 %.

Les résultats

Le produit brut d'exploitation s'élève à 1.014,1 MF au lieu de 941,2 MF en 1977 (+ 7,7 %).

Le bénéfice net ressort à 86,3 MF contre 80,7 MF en 1977 (+ 6,9 %).

Le dividende a été fixé à F 23 par action formant un revenu global de F 34,50 compte-tenu de l'avoir fiscal (contre F 21,50 et F 32,25 en 1977). Il sera mis en paiement dès le 19 juin 1979.

Total du bilan
en millions de francs

31.12.74	52.901
31.12.75	57.353
31.12.76	61.226
31.12.77	65.799
31.12.78	75.499

Prêts à la construction
Montant des autorisations en millions de francs

	Autres prêts	PIC	Total
1974	5.403	[illegible]	7.213
1975	8.184	[illegible]	9.980
1976	9.718	[illegible]	11.574
1977	[illegible]	[illegible]	12.998
1978	16.474	1.149	17.623

Chiffres-clés

	1977	1978
■ Personnel		
effectif moyen pondéré	3.176	3.254
■ Prêts (en millions de francs)		
autorisations de l'année	14.585	19.228
encours au 31 décembre	58.696	66.006
■ Emprunts et avances (en millions de francs)		
émissions d'emprunts et de bons de l'année	6.482	8.362
encours des emprunts et des bons au 31 décembre	42.030	48.084
encours des autres dettes	14.922	15.317
■ Résultats globaux (en millions de francs)		
produit brut d'exploitation	941	1.014
bénéfice net	81	86
■ Revenu par action (en francs)		
bénéfice net par action	27,00	28,75
dividende par action	21,50	23,00
impôt déjà payé au Trésor	10,75	11,50
revenu global de l'action	32,25	34,50

Actionnaires Rhône-Poulenc, apprenons à mieux nous connaître

Rhône-Poulenc est un grand groupe que tout le monde connaît ou croit connaître. Des informations d'ordre commercial ou financier passent régulièrement dans la presse spécialisée ou les journaux grand public. Nouvelles techniques, nouveaux produits, nouveaux marchés, résultats financiers, restructuration..., autant de sujets auxquels nous souhaitons toujours assurer la plus grande diffusion.

Mais cette information va toujours à sens unique.

C'est dommage !

Une partie importante de notre capital est entre les mains de porteurs que nous connaissons mal. Par manque d'information les concernant, nous sommes obligés de les considérer comme appartenant au grand public auquel nous nous adressons par ailleurs, alors que nous ressentons l'envie et le devoir de leur apporter plus.

C'est dommage !

Mais il faut dépasser le stade du constat. Et agir.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui en nous adressant spécialement à vous, actionnaires anonymes, présents ou futurs, en vous offrant de vous faire connaître. Non pas simplement par un nom, une fonction ou un code postal, mais par vos besoins, vos critiques, vos idées, vos sentiments, vos déceptions ou vos espoirs.

Pour nous, pour vous, ce dialogue est important, primordial peut-être. C'est pour cela que nous l'assurons aujourd'hui. Franchement.

Car, en ce qui nous concerne, nous ne voulons pas que cette concertation reste sans lendemain mais nous voulons qu'elle débouche sur une *réelle amélioration des rapports* que nous entretenons avec vous.
Tout d'abord, votre réponse nous permettra de vous adresser notre rapport annuel que vous n'avez peut-être pas encore pu consulter. Mais, bien sûr, ce n'est qu'un début. Ensuite, toutes vos préoccupations exprimées seront étudiées avec toute l'attention requise. Elles nous permettront d'imaginer de nouvelles façons de vous informer et de bâtir ensemble une communication à votre mesure.

Pour toutes ces raisons, nous avons préparé un questionnaire succinct (il faut bien un cadre) et nous mettons en même temps à votre disposition une large place blanche.

Pour que vous vous exprimiez - Tout simplement -

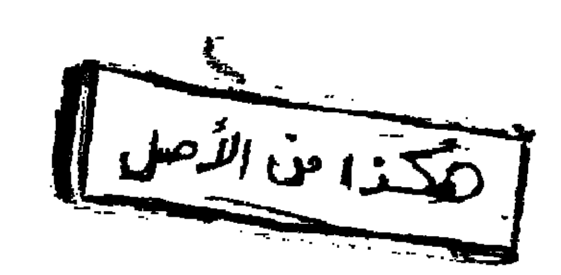


Pour que nous poursuivions le dialogue.

Etes-vous actionnaire de Rhône-Poulenc ? ______ Si oui, depuis longtemps ? ______
Recevez-vous directement des informations de la part de Rhône-Poulenc ? ______
Rapport annuel ? ______ Lettre aux actionnaires ? ______ Autres ? ______
Sinon, souhaiterez-vous les recevoir ? ______
Etes-vous satisfait de ces informations :
quant à leur forme ? ______, quant à leur fond ? ______
Souhaiteriez-vous recevoir d'autres informations ? ______
si oui lesquelles ? ______
Visiter les installations du Groupe ? ______
Dans ce cas voulez-vous nous indiquer vos :
nom ______ prénom ______
adresse ______
profession (éventuellement) ______

Des points vous préoccupent ? n'hésitez pas à nous les exposer.

Veuillez retourner ce coupon à Rhône-Poulenc -
Direction Information Communication 22, Avenue Montaigne 75008 Paris.



LES MARCHÉS FINANCIERS

Euro-obligations

RUÉE SUR LES EMPRUNTS EN EURO-DOLLARS

(*Agefi*). — Semaine chargée à tous points de vue pour le marché international des capitaux. Des remous en matière de taux d'intérêt ; des échanges d'idées au niveau le plus élevé sur le fonctionnement et l'avantage d'un contrôle plus poussé du marché des eurodevises par les banques centrales. Depuis deux semaines, congrès, réunions annuelles, colloques divers se succèdent. L'on en a retenu surtout le désir des autorités américaines d'imposer peu à peu des coefficients de réserves obligatoires sur les euro-crédits comme l'ont tour à tour exprimé M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, à la conférence monétaire internationale de l'Association des banquiers américains à Londres, et M. Henry Wallich, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, devant l'Association des banques étrangères en Suisse. La Suisse s'oppose à ce concept et préférerait demander aux banques de consolider leurs bilans en respectant des ratios de capital minima, jugeant que le montant n'est pas opportun de contrôler l'euromarché alors que celui-ci va devoir recycler des montants considérables de pétrodollars résultant des vagues successives de majorations des prix du pétrole.

On a donc assisté, la semaine écoulée, à une véritable ruée des emprunteurs sur le marché des euro-obligations en dollars, ce qui, selon certains observateurs, tendrait à démontrer que les « corporations » ne croient pas tellement à une profonde désescalade des taux pour le moment, tandis que les investissements s'empressaient, au contraire, de placer leurs disponibilités pendant que les taux des coupons offerts sont encore élevés.

Cela s'est traduit par une grande exubérance de ce marché, sur lequel les émissions en cours totalisent quelque 600 millions de dollars, les taux d'intérêt des eurodollars étant tombés à leur plus bas niveau de l'année.

L'un des succès de la semaine a été le placement réussi de l'emprunt Alcoa of Australia Ltd à un cours supérieur à son prix d'émission. C'est la première fois depuis plusieurs mois qu'un tel phénomène se produit.

Parmi les autres emprunts de qualité annoncés antérieurement, l'emprunt GMAC Overseas Finance Corp. NV a été bien accueilli également.

LONDRES

La nouvelle période de règlement débute sur une note pessimiste à la veille de la publication des résultats du commerce extérieur britannique en mai. Les industrielles s'effritent, dans l'ensemble, de 1 à 3 pence, bien que certaines grandes compagnies exportatrices, telle que Beecham, cèdent jusqu'à 7 pence, en raison de la fermeté relative de la livre. Les fonds d'Etat reculent de 1/4 à un 1/2 point. Baisse aussi des pétroles, mais bonne tenue des mines d'or avec le lingot.

Or (ouverture) (dollars) 279 90 contre 280 ..

VALEURS	CLOTURE 15/6	COURS 18/6
Beecham	530	523
British Petroleum (1)	11 42	11 13/32
Courtaulds	95 .	94
De Beers	396 .	401 ...
Imperial Chemical	363 ...	354 ..
Rio Tinto Zinc. Cor.	298 .	295 ...
Shell	368 .	356 ...
Vickers	171	171
War Loan 3 1/2 %	30 7/8	30 3/4
*West Driefontein	48 5/8	49 5/8
*Western Holdings	34 5/8	35 1/2

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.
(1) En livres.

B. A. L. O.

Le numéro du 18 juin publie notamment les insertions suivantes :

Heurtey S.A. — Emission à 138 F de 325 600 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1979, devant porter le capital de 5,92 à 38,48 millions (onze pour six anciennes avant échange consécutif à la réduction du capital).

Investissements Honoré. — Insertion en vue de l'ouverture au public de cette Sicav.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LA BROSSE ET DUPONT. — Le président Malgrain table pour 1979, « si le consensus social l'autorise », sur un développement de l'activité au rythme de 15 % et sur une augmentation proportionnelle des résultats (1,9 million de francs de bénéfice en 1978 contre 1,47 million).

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/6	18/6
1 dollar (en yens)	220 30	219 ..

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 7/8 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	8 juin	15 juin
Indice général	113,5	114,6
Assurances	191	193,8
Banq. et sociétés financ.	97,4	97
Sociétés foncières	122,8	124
Sociétés investiss. portef.	123,9	125
Agriculture	115,2	116,7
Aliment., brasseries, distill.	106,8	108,1
Autom., cycles et l. équip.	88,7	90,3
Bâtim., matér. constr., T.P.	137,4	138,2
Caoutchouc (ind. et comm.)	65	65,2
Carrières salines, charbon	107,1	107,6
Constr. mécan. et navales	101,6	104,8
Hôtels, casinos, thermal.	140,3	142,5
Imprimeries, pap., cartons	73,7	73,6
Magas., comm. d'exportat.	95,4	94,4
Matériel électrique	129,8	131,3
Métall., com. des pr. métal	42,1	42,4
Mines métalliques	118,1	115,8
Pétroles et carburants	117,3	118,6
Prod. chimiq. et él.-mét.	138,9	139,6
Services publics et transp.	101	102,3
Textiles	113	118,9
Divers	128,5	132,4
Valeurs étrangères	128,8	127,1
Valeurs à rev. fixe ou ind.	154,6	154,5
Rentes perpétuelles	50,6	50
Rentes amort., fonds gar.	271,2	272,7
Sect. indust. publ. à r. fixe	98,1	97,1
Sect. ind. publ. à rev. ind.	411,8	411,9
Secteur libre	108,9	108,8
INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	279,9	278,7
Val. franç. à rev. variable.	786,6	794,2
Valeurs étrangères	947,5	939,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	88,2	87,1
Produits de base	127,4	129,6
Construction	88,3	91,3
Biens d'équipement	89,9	100
Biens de consom. durables	79,8	79,1
Biens de cons. non durabl.	92,3	93,9
Biens de consom. aliment.	137,9	138,9
Services	102,2	102,4
Sociétés financières		
Sociétés de la zone franc	191,7	193,8
expl. principal. à l'étr.	79,1	80,3
Valeurs industrielles	89,2	90,3
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	114,5	116,9

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 29 déc. 1978)

	14 juin	15 juin
Valeurs françaises	105,6	106,5
Valeurs étrangères	125	125,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	90,3	90,7

BOURSE DE PARIS - 15 JUIN - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	37 20	2 121
5 %	54 50	1 849
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
SAN (Sté) Centr.	671	670
S.P.E.G.	179 ..	180 10
Laffitte-Bail	207	191
Locabail Immob.	320 ..	320
Imminvest	147 60	146 .
Cie Lyon. Imm.	140	140 ..
E.D.F. parts 1958	570 ..	570 50
E.D.F. parts 1959		
Ch. France 3 %	182 50	183 50
A.G.F. (Sté Cent.)	485	485
Ass. Gr. Paris-Vie	1746	1755
Concorde	365	365
Epargne France	276 ..	277
Financ. Victoire		286
France I.A.R.D.	220	225
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors cote

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

18/6	Émission frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

* Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
962	4,5 % 1973	1881 90	1882	1880 10	9888
3580	C.N.E. 3 %	3662	3668	3668	3668
385	Afrique Occ.	309	304	304	309 90
395	Air Liquide	400	402 ..	402	402 ..
88	Als. Part. Ind	92 90	93	93	93 .
330	Als. Superm.	323	322	322	315 60
67	Alsthom-Atl.	68 80	68 90	68 90	69 10
325	E.J. Lefebvre	323 ..	332	332	326 ..
	Essilor	865 ..	876	875	880 ..
117	Esso S.A.F.	134 ..	139 60	141	140 ..
325	Eurafrance	342 ..	350 ..	351	349 ..
760	Europe no 1	910	915	920	905 ..
	Facom	474	472	472	475 ..
375	Ferodo	346 ..	354 30	354 30	353 ..
111	Nouvel. Gal.	112	110 ..	110	110 ..
196	Olida-Caby	182	182	182 ..	184 ..
104	Opfi-Paribas	108	108	108	107 ..
114	Paris-France	133 50	132 50	138	141 ..
117	Pechelbronn	116 10	116	115 10	116
92	P.U.K.	94 80	95 50	96 50	95
128	— (obl.)	129 60	129 40	129 40	127 50
230	Tél. Ericsson	312	307 10	307 10	301 10
219	Thomson-Br.	218	218 90	218	218 80
245	— (obl.)	258	259	258	259
425	U.I.S.	432	486 50	487 50	411
225	U.C.B.	218	218	218	214 10
220	Un. F. Banq.	228	217	217	212 70
200	U.T.A.	179	179	178 50	182 40
270	Gén. Motors	261 ..	262 ..	262	260
24	Goldfields	22 60	23	23	22 60
28	Harmony	32 50	32 50	32 ..	31 95
5	Hitachi	4 86	4 90	4 90	4 90
310	Hoechst Aktl.	292	292 ..	292	294 80
34	Imp. Chem.	33 50	33 50	33 50	34
86	Inco Limited	89 60	88 50	88 50	87 70
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
255	East Kodak	263	251 20	251 20	253 10
25	East Rand	38 70	38 50	38 50	38 10
136	Ericsson	124 80	124	124	123 70
235	Exxon Corp.	221	228 ..	222 50	223 .
197	Ford Motor	191 .	191 ..	191	190
115	Free State	109 ..	110 20	110 70	110 30
220	Gen. Electric	220 .	218	216 20	216 30
112	G. Min. 1/10	120 50	120 ..	121 50	120 10
	Unit. Techn.	164 .	164 80	164 80	165 10
132	West Drief.	212	216 50	214	216 50
63	West Deep.	70 ..	70 30	69 80	71
150	West Hold.	152 ..	154 80	154 80	153
260	Xerox Corp.	271 60	273 70	273 70	273 70
0 80	Zambia Corp.	0 84	0 82	0 83	0 82

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15 6	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 415	4 393	4 320	4 520
Allemagne (100 DM)	231 480	231 710	224	238
Belgique (100 F)	14 416	14 430	13 600	14 200
Pays-Bas (100 fl.)	211 060	211 200	205	216
Danemark (100 krd)	80 210	80 270	78 500	83 500
Norvège (100 k)	84 960	84 730	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 261	9 242	9 100	9 600
Italie (1 000 lires)	5 180	5 168	5 000	5 400
Suisse (100 fr.)	265 550	256 350	249	262
Suède (100 krs)	100 880	100 600	97 500	103
Autriche (100 sch.)	31 425	31 400	30 750	32 250
Espagne (100 pes.)	6 600	6 652	6 450	6 950
Portugal (100 esc.)	8 875	8 840	8 500	10 000
Canada ($ can. 1)	3 766	3 747	3 670	3 900
Japon (100 yens)	2 008	1 947	1 820	2 020

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15 6
Or fin (kilo en barre)	41600	41900
Or fin (en lingot)	41725	41680
Pièce française (20 fr.)	328	328 10
Pièce française (10 fr.)	221	221
Pièce suisse (20 fr.)	305 10	307
Union latine (20 fr.)	285 10	285 60
Souverain	374	376 80
Pièce de 20 dollars	1662	1638
Pièce de 10 dollars	990	990 20
Pièce de 5 dollars	595	590
Pièce de 50 pesos	1530	1509
Pièce de 10 florins	295 60	295 60

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

En Italie

Vingt-quatre blessés dans un attentat commis par l'extrême droite

De notre correspondant

Rome. — Harcelées par la police, les Brigades rouges font moins parler d'elles depuis quelque temps. Mais les terroristes d'extrême droite recommencent à occuper le devant de la scène. Après quelques explosions spectaculaires pendant la campagne électorale, ils ont failli commettre un massacre, samedi 16 juin, dans une section romaine du parti communiste. Par miracle, aucune des soixante personnes présentes n'a été tuée. Le bilan est néanmoins assez lourd : vingt-quatre blessés, dont un enfant.

Cette section du P.C.I., située près de la gare centrale, avait organisé une assemblée. A 19 h. 30, les agresseurs se sont introduits dans la salle. Eteignant les lumières, ils ont froidement vidé un chargeur de revolver et lancé deux explosifs de type militaire. Puis, profitant de la panique, le commando s'est enfui sans qu'on ait eu le temps de reconnaître ses membres.

Seuls les terroristes d'extrême droite sont capables d'agir de cette façon. Ils l'avaient fait l'an dernier au siège de Radio Citta Futura, blessant cinq femmes en train d'enregistrer une émission. Et, cette année, ils avaient assassiné un militant communiste en prenant pour cible une autre section du P.C.I. Les Noyaux armés révolutionnaires — qui sont fascistes malgré cette appellation trompeuse — n'ont donc étonné personne en revendiquant l'attaque du 16 juin.

Celle-ci est présentée comme une première réponse à la mort d'un militant d'extrême droite, Francesco Cecchin, qui agonisait depuis une vingtaine de jours, victime de lésions cérébrales. Ce jeune homme de dix-sept ans, membre du « Front de la jeunesse », organisation liée au Mouvement social italien, avait été poursuivi par des inconnus dans la nuit du 28 au 29 mai et s'était violemment heurté la tête en tombant d'un mur. Selon les Noyaux armés révolutionnaires, les militants du P.C.I. sont les « *complices moraux* » de ce drame dans la mesure où ils incarnent « *l'antifascisme le plus réactionnaire* ». Mais les « *responsables matériels* » de la mort de Francesco Cecchin ne perdent rien pour attendre : « *Ils sont déjà repérés et condamnés à mourir.* »

Le M.S.I. avait mis en cause, lui aussi, des « *activistes communistes* » et fait le « *serment de continuer la lutte pour tous* [ses] *martyrs* ». Mais son journal *Il Secolo* excluait la « *vendetta* ». Apparemment, il n'a pas été très bien compris : le 16 juin, à la fin d'une manifestation à la mémoire de Cecchin, plusieurs militants se sont attaqués à un journaliste communiste, M. Sturiale, du *Gazzetino di Roma*. Dans la meilleure tradition fasciste, ils l'ont roué de coups en pleine rue, l'abandonnant ensanglanté sur le trottoir. A l'hôpital, la victime devait subir l'ablation de la rate. Son état demeurait très grave ce lundi. Une grande manifestation est organisée dans l'après-midi à Rome pour protester contre la « *violence fasciste* ».

ROBERT SOLÉ.

En R.F.A.

Le congrès du parti libéral se prononce pour la poursuite du programme nucléaire

De notre correspondant

Bonn. — Les partisans de l'énergie nucléaire viennent de remporter une victoire à l'occasion du congrès qui a rassemblé, les samedi 16 et dimanche 17 juin, à Brême, quelque quatre cents délégués du parti libéral. Ce succès est d'abord celui du vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui avait ouvertement mis en jeu sa position dans cette bataille très difficile (*le Monde* daté 17-18 juin). La défaite du courant anti-nucléaire au sein du F.D.P. apporte, en outre, un réconfort appréciable au chancelier Schmidt, lui-même aux prises avec la gauche du S.P.D., qui réclame un moratoire nucléaire ou même l'arrêt total du développement de l'énergie atomique en République fédérale.

Les contestataires libéraux exigeaient non seulement l'interdiction de construire de nouvelles centrales, mais l'arrêt de celles qui sont déjà en service. La motion finalement approuvée à une majorité des deux tiers par le congrès de Brême, après des discussions très vives, reconnaît *la nécessité de recourir* à l'énergie nucléaire, notamment pour empêcher une très dangereuse compétition mondiale dans la conquête des autres sources d'énergie.

Si le parti libéral marque ainsi sa fidélité à la politique du cabinet Schmidt, il n'en reste pas moins préoccupé de ne pas apparaître comme une simple annexe du S.P.D. Aussi les congressistes ont-ils fait de leur mieux pour consolider leur image indépendante, en prenant position contre les sociaux-démocrates dans le domaine économique et social. Les libéraux réunis à Brême ont ainsi poursuivi leur campagne en faveur d'un allégement de la fiscalité, ce qui est une façon de défendre leurs chances électorales contre le nouveau « *parti des citoyens* » qui, en 1980, entend prendre part à la bataille politique avec un programme de coloration poujadiste. D'autre part, les délégués du F.D.P. n'ont pas craint d'opposer une attitude réaliste, mais peut-être impopulaire, aux promesses du S.P.D., en demandant que les retraites ne soient plus liées au revenu brut de la population active.

JEAN WETZ.

Les nationalistes corses devant la Cour de sûreté de l'État

La République répondra à la violence systématique exacerbée

déclare le procureur général

Le procès des vingt et un membres du Front de libération de la Corse (F.L.N.C.) a repris, lundi matin 18 juin, devant la Cour de sûreté de l'Etat (« le Monde » des 16 et 17-18 juin). De multiples incidents d'audience ont encore opposé la Cour aux accusés qui ont, pour la plupart, refusé de répondre aux interrogatoires d'identité avant que l'un des leurs, M. Mathieu Dominique Filidori, n'ait lu une déclaration historique sur les « deux siècles de colonisation française en Corse ».

D'entrée de jeu, M. Henri Dontenwille, procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, a tenu à répondre lui-même, lundi 18 juin, à la déclaration liminaire lue vendredi 15 juin par M. Jean-Paul Roesch. Remplaçant pour l'occasion M. Robert Olivier, avocat général, M. Dontenwille a déclaré : « *La République de mon pays ne répondra pas à cette provocation délirante. Elle ne répondra pas à cette polémique dérisoire — c'est sa grandeur, c'est notre grandeur, nous, juges français, — mais à la violence systématique exacerbée.* »

M. Roesch coupe alors le magistrat en disant : « *Il n'y a de violence que celle de l'Etat français.* » « *Qui n'a pas tardé à se faire entendre le soir même en Corse, en région parisienne et dans le Calvados*, répond le procureur général. *Comme un écho à cette déclaration, nous opposons un principe fondamental de notre droit. Notre arme à nous, face à cet arsenal aveugle, ce sont ces deux codes.* » Le procureur général montre le code pénal et le code de procédure pénale.

« *Nous, nous jugeons des faits. Nous jugeons des hommes, et non un pseudo groupe de choc. Le ministère public ne requiert pas de sentences collectives.* » Et M. Dontenville poursuit : « *M. Roesch, dans son texte, a parlé d'action militaire de guerre, d'action de commandos. Ce paroxysme correspond-il à la conviction de chacun de ceux qui sont dans ce box ? De pareilles menaces, de tels excès recueillent-ils l'assentiment de tous ?* »

Enfin, M. Dontenville, parlant des accusés, déclara : « *Leurs excès, leur gloriole, font fi des droits de la défense qui sont de nuancer les responsabilités de chacun. Les tribuns liberticides que vous nous taxez d'être tiennent pour leur part à la liberté d'expression. Le monolithisme de la pensée est aussi une forme de terrorisme.* »

Après cette déclaration du procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, Mᵉ François Stefanaggi a déclaré : « *Il n'y a pas de provocations délirantes, il n'y a pas d'excès verbal, il y a une idéologie qui s'exprime (...). Il est difficile de réprimer et de juger des idées sans les entendre.* »

LAURENT GREILSAMER.

● *Deux bâtons de dynamite* ont été découverts, samedi 16 juin, dans les locaux d'une laiterie-fromagerie à Corte (Haute-Corse). La charge a été désamorcée à temps. Le camp « Loisirs vacances » de la municipalité de Thionvilee a été partiellement détruit, samedi 16 juin, dans la nuit à Aregno (Haute-Corse). L'explosif, d'une puissance moyenne, avait été placé dans les locaux sanitaires.

Dans les Pyrénées-Orientales

ARRESTATION DU MEURTRIER PRÉSUMÉ D'UN ENFANT DE TROIS ANS ET DEMI

Un employé municipal de Perpignan, M. Serge Saquet, âgé de quarante-trois ans, a reconnu, dimanche 17 juin, avoir tué, le 11 juin, à Cabestany (Pyrénées-Orientales), un enfant âgé de trois ans et demi, Christian Dabeau, le fils d'un de ses voisins, en voulant le violenter. Sa femme Janine, âgée de quarante-deux ans, et son fils, âgé de seize ans, l'auraient aidé à effacer les traces du crime.

Le corps du petit Christian avait été découvert une semaine plus tard, et Serge Saquet avait participé aux recherches. Selon les enquêteurs, Janine et Serge Saquet auraient profité des battues pour déposer le corps dans un petit ruisseau d'irrigation situé à 300 mètres environ de la maison des parents de Christian.

Inculpé d'« *homicide volontaire et d'attentat à la pudeur et violences sur un enfant de moins de quinze ans* », Serge Saquet a été écroué, dimanche soir, à Perpignan, ainsi que sa femme qui a été inculpée de « *destruction de traces et d'indices pour entraver l'action de la justice* ».

Le numéro du « Monde » daté 17-18 juin 1979 a été tiré à 528 905 exemplaires.

INCIDENTS ENTRE GRÉVISTES ET NON-GRÉVISTES A L'USINE RENAULT DE BLAINVILLE

(De notre correspondant.)

Caen. — Un groupe de non-grévistes s'est heurté, ce lundi 18 juin, au piquet de grève qui, depuis trois semaines, interdit l'entrée de l'usine Renault-Véhicules industriels (R.V.I.) de Blainville (Manche), (six mille cinq cents salariés).

Ce sont deux minorités qui se sont durement opposées. Les militants qui tiennent le piquet de grève ne sont guère plus de deux cents ou trois cents, mais ceux qui, pour rentrer, se sont approchés aux abords des portes, n'étaient pas plus nombreux. La grande majorité était restée à distance.

Les différents niveaux de l'encadrement, en recueillant près de trois mille cinq cents signatures au bas de la lettre demandant la reprise du travail, estiment avoir démontré le caractère minoritaire du mouvement. Mais le préfet et la direction auraient souhaité l'organisation d'un vote officiel. L'intersyndicale C.F.D.T., C.G.T., F.O. l'a refusé, jugeant les propositions de la direction (250 ou 300 francs de prime pour ceux ayant plus de vingt jours de chômage l'an dernier, plus 95 francs d'augmentation mensuelle pour sept cent cinquante ouvriers à la chaîne), trop loin des revendications. Maintenant, la direction a affirmé que la paie de juin ne pourrait être versée, et l'atmosphère se durcit chez certains non-grévistes, qui, lundi, ont fait le tour des mairies réclamer une « certaine liberté du travail ».